

L'ORGANISATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE DE LA SARRE

THÈSE DE DOCTORAT ÉCONOMIQUE

Présentée et soutenue le Vendredi 4 Mars 1921, à 4 heures 1/2

PAR

JEAN PRIOU

AVOCAT A LA COUR DE PARIS

Président : M. RIST, *professeur*

Suffrageants : { MM. PERREAU, *professeur*
BASDEVANT, *agrégé*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

Anne Mon LAROSE & FORCEL

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5•

1921

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

L'ORGANISATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE DE LA SARRE

THÈSE DE DOCTORAT ÉCONOMIQUE

Présentée et soutenue le Vendredi 4 Mars 1921, à 4 heures 1/2

PAR

JEAN PRIOU

AVOCAT A LA COUR DE PARIS

Président : M. RIST, *professeur*

Suffragants : { MM. PERREAU, *professeur*
BASDEVANT, *agréé*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

ANNE MORLAROSE & FORCEL

LÉON TENIN, *Directeur*

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1921





Digitized by the Internet Archive
in 2026

TABLE DES MATIERES

BIBLIOGRAPHIE	Pages IX
INTRODUCTION	I

PARTIE GÉNÉRALE

CHAPITRE PREMIER. — APERÇU D'ENSEMBLE . . .	5
§ 1. Etude du milieu	5
§ 2. Histoire	8
§ 3. Traité de Paix	12
Origine des revendications. Examen et analyse des clauses. Que faut-il en penser ?	13
CHAPITRE II. — UN AN D'ORGANISATION CONSTITU- TIONNELLE ET ADMINISTRATIVE	19
§ 1. Organisation constitutionnelle	20
Pouvoirs. Assemblées locales. Elections de Juil- let 1920. Rapports entre la Commission de Gouvernement et la Société des Nations . . .	20
§ 2. Organisation administrative.	25
Administration centrale. Question des fonction- naires. Police. Justice. Cultes. Représentation diplomatique. Instruction publique. Finances.	26

PARTIE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER. — DÉMOGRAPHIE.	43
§ 1. Statistiques diverses et commentaires. . . .	43
Population. Densité. Villes principales. Réparti- tion. Mouvement. Etat sanitaire	43

	Pages
§ 2. Question du logement.	51
Situation actuelle. Remèdes.	52
CHAPITRE II. — AGRICULTURE ET RAVITAILLEMENT.	55
§ 1. Statistiques et commentaires	55
Place modeste. Cultures. Elevage. Forêts	55
§ 2. Ravitaillement	59
Consommation. Déficit. (Estimation). Prix de la vie.	59
CHAPITRE III. — INDUSTRIE.	65
SECTION I. — INDUSTRIE MINIÈRE.	65
§ 1. Coup d'œil général sur le gisement	66
Formation. Origine. Allure. Nature. Etendue. Ri- chesse. Qualité des charbons.	66
§ 2. Exploitation.	71
Historique. Mode d'exploitation. Politique tech- nologique. Production. Cokéfaction. Intégra- tion	71
§ 3. Politique commerciale	89
Répartition. Utilisation. Exportation. Transports. Prix. Salaires. Bénéfices.	89
§ 4. Application des clauses du Traité en matière de Mines (Ch. I, Annexe)	97
La France est quitte de toutes dettes et charges. Réserves mathématiques. Evacuation par les chemins de fer du Bassin. Consommation locale.	97
SECTION II. — INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE	103
§ 1. Grosse industrie sidérurgique	103
Historique. Matières premières. Notice sur les cinq grandes forges (Dilling, Neunkirch, Brebach, Voelkling, Burbach)	103
Discussion économique	114
§ 2. Industrie métallurgique de transformation (Usines les plus importantes) Saint-Ingbert, Bous, etc	116
SECTION III. — INDUSTRIES DIVERSES.	120
§ 1. Industrie verrière	120

	Pages
§ 2. Industrie de la céramique	122
§ 3. Autres industries	122
SECTION IV. — QUESTION SOCIALE	122
§ 1. Organisation de la classe ouvrière sur le Terri- toire de la Sarre	124
§ 2. Histoire de la vie sociale Sarroise	127
§ 3. Règle devant être suivie par la Commission de Gouvernement en matière de législation du tra- vail	129
CHAPITRE IV. — COMMERCE, DOUANES ET TRANS- PORTS	131
§ 1. Commerce et Douanes. Banques. Commerce extérieur	131
Douanes. (Organisation. Contingentement, etc.) .	135
§ 2. Transports	143
Routes. P. T. T. Chemins de fer. Canaux . . .	143
CHAPITRE V. — PROBLÈME MONÉTAIRE	160
§ 1. Position et importance de la question . . .	160
§ 2. Système de paiement en franc, organisé pour les mines dans le § 32	168
§ 3. Solutions proposées. (Discussion théorique). Théorie du maintien du mark. Théorie pour l'in- troduction d'une monnaie Sarroise. Théorie pour l'introduction du franc	170
CONCLUSION	182
ANNEXE	183
I. Traité de paix	183
II. Article de M. Tardieu paru dans <i>l'Illustration</i> 12 Juin 1920	197
III. Proclamation du 26 Évrier de la Commission de Gouvernement aux habitants de la Sarre . . .	207
IV. Ordonnance pour les élections communales et de cercles (29 avril 1920)	209
V. Ordonnance du 16 Mars 1920 sur les fonctionnaires.	216

	Pages
VI. Proclamation à propos des grèves (9 Août 1920), adressée aux habitants du Territoire	218
VII. Statut des fonctionnaires	220
VIII. Ordonnance concernant l'établissement de Tribu- naux administratifs dans le Territoire	230
IX. Décret et loi concernant l'organisation provisoire des Mines domaniales	233
X. Rapport de M. Liouville sur la création d'un Office des mines domaniales	236



BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

I. *Traité de Paris*

II. *Livres*

A) *Généraux.*

de Martonne. — *Géographie Physique.*

Haug. — *Traité de Géologie.*

de Launay. — *Les gîtes minéraux.*

Heise et Herbst. — *Cours pour l'exploitation des mines.*

Keynes. — *Les conséquences de la paix.*

Laband. — *Droit public et administratif allemand.*

G. Scelle. — *Le Pacte des Nations et sa liaison avec le Traité de Paix.*

M. Babu. — *Traité de Métallurgie.*

L. Guillet. — *L'industrie métallurgique et l'avenir.*

de Ronsiers. — *Les syndicats de producteurs.*

M. Vignes. — *Le Bassin de Briey.*

Nogaro et Moye. — *Douanes.*

Arnauné. — *Banque, Crédit et Change.*

Whithers. — *The Mining of Monney.*

Traité d'Economie Politique, de MM. Gide, Perreau, Colson, etc.

B) *Spéciaux à la Sarre.*

Travaux du Comité d'Etudes, 1917.

Le Bassin de la Sarre. — Vidal la Blache et Gallois, 1919.

Au Pays de la Sarre. — Babelon, 1917.

Histoire du Comté de Sarrebrück (en allemand). — Ruppersberger, 1914.

Pfarrgeschichtliche Bilder der Katolischen Pfarrei Sankt-Johann. — Dr. Muth, 1908.

Haskings et Lord. — *Some problems of the Peace. Conference.* — Harvard University Press, 1920.

Ce que l'Allemagne voulait. Ce que la France aura. — Fernand Engerand. Paris 1916.

Exploitation des Mines par l'Etat. — P. Weiss, Thèse Paris, 1901.

Exploitation des Mines fiscales de la Prusse. — Henri Gréard, Thèse Paris, 1912.

Nos besoins en charbon allemand. — Robert Muller, Musée social, Octobre 1919.

Das Industriegebiet an der Saar. — Haslachner, 1912.

Führer durch das Industrielle Saargebiet. 1919.

Die Mosel und Saarkanalisierung. — Tille, 1907.

Rapports sur les Mines et la Métallurgie :

Pinot et Trihot Lespierre. — *Les mines de la Sarre. Publication de la Société des Ingénieurs civils*, 1916.

Commission de Géographie de l'Armée. — Usines entre Meuse et Rhin.

Statistiques douanières pour la Sarre (6 premiers mois).

Zur sozialen Entwicklung in Saargebiet. — Docteur Alexander von Brandt, 1904, Leipzig.

Die Grossindustrie des Saargebiets. Deutsche Arbeit, 1911 :

Das Technische Monatsheft. Ing. Dr. ph. und jur. — Kollman.

III. Périodiques (Journaux locaux)

Saarbrucker Zeitung (ancien pangermaniste, actuellement Soc. Dém.).

Saar-Landeszeitung (parti du centre), ancienne Saar-Volkzeitung, ancienne Saar-Post. (Fusion en date du 1^{er} Juillet 1920).

Volkstimme (socialiste).

Saar-Kurier (indépendant).

Frankfurter Zeitung.

IV. Revues

Saarwirtschaftszeitung.

Ont été consultées et lues avec profit : la Revue d'Economie Politique, l'Europe Nouvelle et un certain nombre d'articles d'autres revues économiques, techniques ou autres, allemandes, françaises et étrangères qui seront citées en notes.

V. *Pièces et documents*

Rapports à la Société des Nations de la Commission de Gouvernement.

Amtsblatt der Regierungskommission.

Journal Officiel de la Société des Nations.

Journal officiel de la R. F.

Revue de la Presse Sarroise, rédigée à la Commission de Gouvernement.

Circulaire aux Ingénieurs (rédigée par le Service d'information des Mines domaniales).

VI. *Statistiques diverses*

VII. *Notes, Impressions, Enquêtes personnelles*

Visites des installations minières de la surface et du fond.

Visites des installations métallurgiques, particulièrement de l'usine de Burbach.

Visites d'autres usines (céramiques, verreries, etc.).

Nombreuses interview et conversations nous ont fixé les idées.

Nous avons complété à Paris au Ministère des Finances (Douanes), aux Travaux Publics (Transports et Mines), au Musée Social, à la Bibliothèque de la Société d'encouragement pour l'Industrie, à l'Ecole des Mines, au Comité des Forges.

INTRODUCTION

Deux milliards de dégâts ; notre production réduite de moitié, la demande augmentée d'un quart. Dix à quinze années avant que les chiffres de 1913 soient à nouveau atteints.

Telle était la situation charbonnière de la France à la fin de la guerre.

Pour atténuer ce désastre et à titre de réparation exemplaire, les rédacteurs du Traité ont décidé parallèlement au système des livraisons de charbons, d'attribuer la propriété des Mines de houille du Bassin de la Sarre à l'Etat français.

Afin d'atteindre ce résultat, tout en sauvegardant certains droits et intérêts, une série de mesures politiques et économiques ont été établies. Leur ensemble, joint aux activités régionales déjà existantes, forme un « tout » dont l'étude constitue un champ d'observation particulièrement propice pour les sciences morales et politiques.

En effet, sur une faible surface de terrain (un peu moins que celle du département du Rhône), se trouvent réunies la plupart des manifestations de la vie moderne et cela n'excluant pas un long passé ni une contrée pittoresque.

De plus, l'importance des problèmes qui dominent la vie Sarroise dépasse le cadre où ils se posent. Suivis pas à pas, enregistrés dans leur évolution et constatés le jour où le règlement du Bassin de la Sarre se posera en Droit International, ils permettront, toute proportion gardée, d'émettre des conclusions d'une valeur considérable pour l'art économique et les sciences qui l'entourent.

Telles sont les principales raisons qui nous ont décidé à porter notre attention vers la région de la Sarre.

Il y aurait quelque ambition et naïveté de notre part à nous croire capable d'étudier à fond les divers aspects d'un aussi vaste sujet, nous nous estimerons donc heureux si nous parvenons à donner une vision d'ensemble.

On nous reprochera, peut-être, entre autres défauts, de ne pas nous être limité et consacré à des recherches d'ordre exclusivement économique. Nous pensons que les questions sarroises s'enchevêtrent à un tel degré et se réclament d'une telle solidarité qu'il est difficile, sinon impossible de traiter l'une d'elles sans faire appel aux données des autres.

Ainsi l'Industrie, condition essentielle de la viabilité du Territoire de la Sarre (1) dépend, à notre avis de la concordance d'éléments multiples : exécution du traité, état sanitaire de la population, organisation des transports, création d'un régime monétaire normal, etc.

C'est ce qui nous a déterminé à adopter le plan suivant :

Partie générale

Chapitre I. — Aperçu d'ensemble.

Chapitre II. — Un an d'organisation politique et administrative.

Partie économique

Chapitre I. — Démographie.

Chapitre II. — Agriculture.

(1) Il a été discuté dans la presse sarroise au début de l'année 1920 avec une certaine violence, de la dénomination allemande, répondant à une notion juridique exacte du nouveau Territoire.

Saar, Saarbecken, Saarstaat, Saargebiet, ont chacun eu leurs défenseurs. La dernière appellation conforme au texte du Traité est demeurée seule employée par les communications officielles et cela avec juste raison.

Chapitre III. — Industrie.

Chapitre IV. — Commerce et Transports.

Chapitre V. — Problème monétaire.

Conclusion

La Sarre d'hier, d'aujourd'hui, de demain.

Annexe

Textes et documents divers.

Notre documentation est d'une part, le résultat du dépouillement d'un certain nombre de publications (journaux, revues, livres) indiquées ci-dessus, d'autre part, d'une enquête personnelle menée à deux reprises différentes sur le Territoire de la Sarre, dans les Services publics de la Commission du Gouvernement, et les établissements commerciaux et industriels où l'on a bien voulu nous accueillir et laisser poursuivre nos investigations.

Que MM. Rault, Président de la Commission du Gouvernement, Morize, Secrétaire Général, Delfau, Directeur de l'Intérieur, Frantzen, Contrôleur général des Mines, Carrière, Directeur de la Justice, Hauviller, Directeur du Bureau de la Presse, Daum, Directeur du Personnel aux Mines domaniales, Bellan, Sous-Directeur du service technique, Saillard, Serrenis, Boyer, au Service Commercial, Toutey, Inspecteur de l'Instruction publique, Couturier, Vérificateur des Douanes, Kugener, Directeur des « Burbacher Hütten », et tant d'autres veuillent bien trouver ici l'expression de nos remerciements et de notre reconnaissance, car c'est grâce à eux tous que nous avons pu approcher de notre objectif.

Cette reconnaissance va aussi de droit à M. Charles Rist, professeur d'Economie sociale à la Faculté de Droit de Paris, mon très respecté président de Thèse; à M^e Henri Coulon, mon bien aimé Maître; et à MM. Gallois, professeur de Géo-

graphie à la Sorbonne, Blondel et Babelon, professeurs au Collège de France, qui au début de notre entreprise, surent trouver des paroles encourageantes et nous indiquèrent les portes auxquelles il était nécessaire d'aller frapper, nous évitant ainsi de faire fausse route.

PARTIE GÉNÉRALE

CHAPITRE PREMIER

Aperçu d'ensemble sur la région comprise actuellement dans les limites dites « Territoire du Bassin de la Sarre ».

§ 1. — *Aspect général. Géographie physique*

Le facteur originaire et passif de la production : la Nature exerce dans le Territoire de la Sarre une telle influence, qu'il est nécessaire, avant d'aborder toute discussion politique ou économique, d'en étudier les éléments locaux.

Certes, il serait préférable de remplacer l'âpreté des données géographiques par une séance de cinématographie et de projections, complétée par quelques explications orales.

A défaut de ces moyens perfectionnés, nous proposerons au lecteur une suite de mots, dont l'assemblage plus ou moins réussi, tendrait à signaler les caractéristiques générales de ce fragment du globe soumis à l'autorité de la Société des Nations.

• • • • •
Le Territoire de la Sarre, tel qu'il est délimité par l'art. 48 du Traité de Paix, occupe une superficie de 192.779 hectares. Sa frontière Sud est celle de la France (département de la Moselle). Pour les limites Est, Nord et Ouest il est plus simple de se reporter à une carte à grande échelle et lire l'article précédemment cité qui énumère les détails de la ligne frontière partageant ou disséquant d'anciennes divisions administratives prussiennes et bavaoises.

L'altitude moyenne du Territoire est de 275 mètres. Le point le plus élevé, le Schaumberg, ne dépasse pas 579 mètres. L'endroit le plus bas se trouve aux environs de Merzig, où on enregistre un minimum de 72 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Faisant suite aux hauteurs de l'Hunsrück et du Hochwald, une série de collines boisées s'en viennent mourir vers la Sarre, entre 400 et 200 mètres, constituant une région accidentée fort jolie.

Au printemps l'ensemble est frais et verdoyant ; les nombreuses agglomérations et usines disparaissent bien souvent dans la verdure.

En été, le soleil darde ses rayons brûlants, mais ne réussit pas à enlever le charme du paysage, auquel un orage suffit pour rendre la fraîcheur. Les feuilles rouges et jaunes d'automne remplissent de mélancolie un cadre déjà triste. L'hiver, on se croirait à Londres du côté de Bethnal Green. Les épaisses brumes de la vallée de la Sarre, la fumée des fabriques, la neige souvent, rendent pour de longues semaines le pays peu agréable à habiter.

C'est là notre climat lorrain un peu plus accentué. Vents de printemps et d'automne, humidité fréquente, froids subits et très durs (1).

La régularité des chutes d'eau, la présence des forêts, permettent un régime hydrographique extrêmement développé. Des ruisseaux multiples se frayant un chemin entre deux groupes de monts s'en vont vers la Sarre directement ou par l'intermédiaire des trois grands affluents : la Blies et la Prims sur la rive droite, la Nied sur la rive gauche.

La rivière Sarre, dont nous reparlerons dans la partie éco-

(1) Le Bassin de la Sarre se trouve situé entre le 49°5 et 49°30 latitude nord et le 24°10 et 25 de longitude est.

La température annuelle pour Sarrebrück est environ de 9°4.

Janvier 0. Juillet 20. Le nombre des jours de pluie est de 150 et la chute totale équivalent à 590 pour une moyenne de 10 années (Paris 520 mm., Berlin 600 mm.)

nomique au chapitre Commerce et Transports, traverse sur une longueur de 70 kilomètres (1) le Territoire sarrois du Sud-Est au Nord-Ouest. Elle coule, en méandres souvent très prononcés, au milieu d'une vallée tantôt largement ouverte, tantôt au contraire très resserrée.

Cette abondance d'eau n'est pas seulement intéressante pour le pêcheur à la ligne ou le touriste, elle est un des facteurs indispensables aux industries et à la population qui travaillent à la richesse du pays. Pas d'eau partant point d'industrie ni d'agglomérations.

L'ancienneté de la formation géologique est une caractéristique de la région. Au précambien elle émergeait. L'aspect actuel est le résultat d'une série de transformations que l'on peut classer en quatre étapes.

1° Plissement et érection des couches dévoniennes à l'époque carbonifère lors de la constitution du massif schisteux rhénan;

2° Aplatissement continental des hautes montagnes de la période carbonifère et permienne;

3° Aplatissement par destruction maritime des hauts monts déjà entamés au temps du permien et du triasique inférieur;

4° Démolition continentale par cataclysme, tempête, effondrement, érosion des monts avoisinant la Sarre à partir du tertiaire pendant le diluvien. Enfin pour le présent, continuation de l'érosion et accumulations d'alluvions dans les vallées de la Sarre, de la Nied, de la Prims et de la Bliess.

La répartition des terrains est bien entendu indépendante de l'histoire du sol. Nous renvoyons, à ce sujet, aux excellentes cartes dressées, par le Comité d'Etude, section géologique. Les richesses minérales du Nord-Est 1919, Eugène de la Margerie.

On y trouvera la disposition des différents terrains : grès permians, grès triasiques, schistes volcaniques (porphyre et

(1) La longueur totale de la Sarre du Mont-Donon où elle prend sa source à Conz près de Trèves où elle se jette dans la Moselle est de 230 kilomètres.

melaphyre), carbonifères, calcaires, qui constituent la structure du territoire (1).

Ainsi donc, la nature a doté cette région d'un milieu essentiellement favorable aux hommes. Ceux-ci d'ailleurs s'y sont groupés de bonne heure et dans l'histoire de Sarrebrück et de ses environs on retrouve en échos tous les grands événements des siècles passés. Il n'est pas inutile d'en rappeler rapidement les principaux.

Certains faits contemporains seront mieux compris et surtout mieux admis.

§ 2. — Histoire

On a retrouvé autour du Reppersberg des armes et des outils qui prouvent que dès les temps préhistoriques, la région de la Sarre était habitée. Il a été jusqu'ici impossible de déterminer exactement à quelle population appartenaient ceux qui se servaient de ces objets.

Du sixième siècle avant Jésus-Christ à la conquête romaine (58-52 av. J.-Ch.), des habitants celtés ou gaulois de civilisation plus avancée peuplaient les hauteurs dominant la Sarre. Ils vivaient de l'élevage et souvent étaient en guerre. Puis ce furent quatre siècles de domination romaine. Des traces se retrouvent en maints endroits notamment au pied du Halberg, à Wiebelskirchen et à Vaudrevange.

Avec le cinquième siècle commence l'ère des invasions violentes et l'éclipse de tout régime politique stable. En 406, le Gouvernement de la Gaule avait dû quitter Trèves pour Arles.

(1) Le lecteur qui s'intéresse à la Paléogéographie, Stratigraphie, Géologie trouvera à la Bibliothèque de l'Ecole des Mines de Paris et à celle des Mines domaniales de Sarrebrück des ouvrages spéciaux concernant la région.

En voici quelques-uns :

Ch.-E. Weiss, *Die geognostischen Verhältnisse der Umgegend von Saarbrücken*, 1881.

Winter, *geognostische Bemerkung über die Saargegend*, 1818.

A. Leppla, *Geologie und Geographie des Westrich*, 1898.

Francs, Vandales, Huns et Suèves occupèrent alors tour à tour la région, se la disputant avec ténacité. Force resta finalement aux Francs dont le royaume se divisa, en 511, à la mort de Clovis. Le roi d'Austrasie se trouva maître sur la Sarre après ce partage, mais la faiblesse des monarques de ce temps était telle que les seigneurs devinrent bientôt plus puissants que leur chef.

Charlemagne reconstitua cependant pour quelques lustres un empire homogène, mais, vingt neuf années après sa mort, en 843, ses trois petits fils se le partagèrent par le Traité de Verdun. La Sarre avec les évêchés de Metz, Trèves et Verdun échurent à Lothaire, dont le royaume s'étendait de la mer du Nord à l'Italie et s'appelait Lotharingia. En 870 par le traité de Mersen, Louis le Germanique devint possesseur du pays. Mais le désordre féodal progressait chaque jour et les fonctionnaires royaux, les comtes, furent considérés par les sujets du Saint-Empire romain comme les véritables souverains.

C'est ainsi que devinrent autonomes de fait, les comtés de Sarrebrück, de Schaumbourg, de Deux-Ponts, le duché de Lorraine, l'évêché de Trèves, la principauté de Blièskastel, etc.

Leurs frontières (1) ainsi que celles de la France qui se substituera au duché de Lorraine au ^{xviii}^e siècle étaient incertaines et très difficiles à déterminer. Il y avait des enclaves invraisemblables : de nombreux traités tentèrent au cours du ^{xviii}^e siècle d'améliorer cette situation.

Après la guerre de Trente ans, dont le pays souffrit particu-

(1) Pour plus de détails et pour les développements historiques voir MM. Vidal la Blache et Gallois, pages 13 à 21. *Le Bassin de la Sarre*. M. Babelon, *Sarrebrück et Sarrelouis*, 1918 Ruppertsberger, *Geschichte der Graffschaft Saarbruecken*, 1914. Constantin Zimmer, *Unsere Heimat im Wandel der Zeiten*, 1912.

Emile Huber, *Le Herapel. Les fouilles de 1881 à 1904*.

Schutz, *Aus der Geschichte der Saar und Bliersgegend*.

Jungk, *Heimatkunde des Kreises Saarbrücken*.

Görgen, *Ausgewählte Geschichten und Sagen von der Saar*.

Niessen, *Sagen und Geschichten des Saarlales*.

Mitteilungen des Historischen Vereins für die Saargegen, Heft, 1-2.

lièrement, une partie du Territoire actuel fit partie intégrale du royaume de France. En 1680 fut fondé Sarrelouis qui demeura français jusqu'à 1815 avec une petite banlieue, malgré le traité de Ryswick (1697), dont les stipulations principales réduisirent la puissance du roi de France sur la Sarre. Mais certains seigneurs qui fréquentaient déjà Versailles ou servaient dans l'armée française continuèrent à le faire sous les règnes de Louis XV et Louis XVI jusqu'à la Révolution française.

La prise de la Bastille eut son écho en Sarre. Au cours de l'année 1793, l'organisation des départements de la Moselle, de la Meurthe et du Bas-Rhin, régularisa la frontière par échange avec les duchés et comtés que nous avons cités.

D'ailleurs en 1798, ces vestiges d'un monde ancien étaient absorbés par les nouveaux départements de la Sarre et du Mont-Tonnerre qui devaient subsister jusqu'en 1814 et 1815.

Le 2 avril 1814, l'Empire français s'écroule après trois mois de luttes farouches. Le 30 mai 1814 un traité signé à Paris règle la situation de la Sarre comme suit :

Art. 3, § 3. — « Dans le département de la Moselle, la nouvelle démarcation, là où elle s'écarte de l'ancienne, sera formée par une ligne à tirer depuis Perle jusqu'à Fremersdorf et par celle qui sépare le canton de Tholey du reste du département de la Moselle.

§ 4. — Dans le département de la Sarre, les cantons de Sarrebrück et d'Arneval (St-Arnuald) resteront à la France, ainsi que la partie de celui de Lebach qui est situé au midi d'une ligne à tirer le long des confins des villages... » (*Suivent des détails topographiques*)....

La rive gauche de la Sarre restait donc à la France avec une portion de la rive droite. Le reste des départements de la Sarre, de la Moselle, et Mont Tonnerre, occupés par les armées prussiennes, bavaoises et russes n'avait point encore de statut politique, lorsque Napoléon débarqua au Golfe Juan.

Après la défaite de Waterloo, tout fut remis en question et le 20 novembre 1813, les plénipotentiaires français durent reconnaître la cession de Sarrebrück, Sarrelouis et Lebach

aux Alliés. Restait à régler la souveraineté de cette région. Non sans discussion, quelque temps après, la Prusse et la Bavière s'attribuaient chacun un morceau d'inégale grandeur qui s'appelèrent désormais Prusse Rhénane et Palatinat bavarois.

L'histoire contemporaine est plus simple. La vie économique prend la place principale. Les mines — dont l'exploitation avait été activée sous l'empire français — enrichissent chaque jour le pays, créant un fort courant d'immigration. Quelques troubles politiques en 1820 et 1848. Deux chaudes journées au commencement d'août 1870 sur les monts Spicheren et nous voilà quarante-quatre ans plus tard à la veille de la grande catastrophe.

Pendant quatre ans et demi les collines de Westrich retentirent du grondement du canon et certains soirs les villes de la Sarre plongées dans l'obscurité reçurent la visite des avions alliés.

Lorsque la révolte éclata à travers l'Allemagne emportant un pouvoir qui ne résistait pas, des conseils d'ouvriers et de soldats remplacèrent en Sarre comme dans d'autres endroits l'autorité impériale et royale.

Enfin un matin de novembre, au milieu des troupes allemandes qui refluaient vers le Rhin apparurent quelques officiers français d'artillerie et du génie venus pour surveiller les Mines pendant la période de transition. Le 20 novembre le général Wirbel — plus tard chef de l'Administration supérieure de la Sarre — prenait en main le Gouvernement de la région et l'organisait, pendant que se réunissaient à Paris les plénipotentiaires alliés, dont le but était d'élaborer la paix. Pour y arriver, de graves problèmes allaient être soulevés, proposés et discuter autour du tapis vert, et finalement solutionnés.

Ce sont les résultats de cette élaboration en ce qui concerne la question de la Sarre que nous allons analyser en les faisant précéder et suivre de quelques remarques personnelles.

§ 3. — *Le Traité de Paix.*

Au cœur et à l'esprit de nombreux Français le nom de Sarrelouis s'était transmis vivace. Les premiers jours d'août 1870, la presse parisienne publiait quelques articles enflammés où la reconstitution du département de la Sarre était posée comme une des conséquences de la victoire assurée.

Les revers qui suivirent ces premières heures de fièvre n'autorisèrent plus à parler d'espoirs futurs.

Au cours de la Grande Guerre — on leur a reproché durement — il s'est trouvé des intellectuels, des journalistes et des hommes d'affaires de tous partis qui songèrent à réclamer les frontières de 1814. Les uns et les autres pensaient aux dévastations du Nord et aux cent cinquante années d'occupation française. Cette revendication était-elle moins sérieuse que celles présentées par d'autres nations amies ou ennemies : Annexion du bassin de Briey, prise des colonies ou inclusion de clauses économiques léonines dans le Traité. Nous ne le croyons pas. Elle avait le mérite d'être produite par des gens de bonne foi, à une époque où la France subissait l'invasion et où la mort fauchait ses rares et précieux habitants.

Vint la victoire.

Il serait trop long de rappeler ici les pourparlers, les objections, le texte du Traité (1) : on trouvera dans une annexe, où nous avons groupé des textes et documents dont la lecture nous a paru utile, des renseignements à ce sujet. L'essentiel pour l'instant est de bien nous pénétrer des clauses du Traité de Versailles relatives au Bassin de la Sarre.

On peut les grouper sous les trois chefs suivants :

A) Clauses politiques.

(1) Il est édifiant de feuilleter la collection des grands journaux français et étrangers, réunie à la Bibliothèque Nationale et au Musée de la Guerre. On peut consulter aussi avec profit le Bulletin quotidien de la Presse étrangère et les bulletins hebdomadaires spéciaux par pays, publiés par le Ministère des Affaires étrangères (Bureau de la Presse, 3, rue François I^{er}, Paris.)

B) Clauses économiques.

C) Organisation de la consultation populaire dans 15 ans.

A) Clauses politiques.

1° Frontières.

Les frontières d'après l'art. 48 sont délimitées d'une façon fixe au Sud-ouest, Sud, Ouest, Nord-Ouest et Nord. A l'Est une bonne partie doit être déterminée sur le terrain. La délimitation sera faite par une Commission de 5 membres dont un sera nommé par la France, un par l'Allemagne et trois par le Conseil de la Société des Nations. On tiendra compte, lorsqu'il y aura incertitude, des intérêts économiques et locaux.

Les décisions seront prises à la majorité des voix (1).

2° Souveraineté politique (Art. 49),

La Société des Nations est considérée comme fidéi-commis-saire du territoire de la Sarre. A l'expiration d'un délai de quinze années à dater de la mise en vigueur du Traité la population dudit Territoire sera appelée à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle désirerait se voir placée.

3° Gouvernement du Territoire (Chap. II, Annexe, § 16 à 33).

Il est créé une Commission de Gouvernement composée de cinq membres, ayant siège dans le Territoire de la Sarre (§ 16 et 17). Deux de ces membres sont obligatoirement un Français et un Sarrois.

4° Membres du Gouvernement.

Les cinq membres de la Commission du Gouvernement sont

(1) Cette commission a été nommée dans le courant de janvier 1920. Elle est composée outre des deux membres français et allemand obligatoires, d'un Brésilien, d'un Japonais et d'un Anglais. Son travail était à peu près terminé le 15 décembre 1920. Au cours du mois de mai dernier, le Président de la Commission du Gouvernement demanda que les frais qui devaient être, selon le Traité, supportés par le Territoire de la Sarre, le fussent par la Société des Nations. Le Conseil a accédé à ce désir dans sa session de juin.

nommés pour un an et leur mandat renouvelable. Ils peuvent être révoqués par le Conseil de la Société des Nations qui pourvoit à leur remplacement.

La présidence est désignée par le Conseil de la Société des Nations. Le président est l'agent exécutif.

5° Pouvoirs.

La Commission de gouvernement a les pouvoirs de Gouvernement appartenant antérieurement à l'Empire allemand, à la Prusse et à la Bavière. On a jugé nécessaire de spécifier certains de ces pouvoirs dans les § 19-21-22-24-25. Ainsi sont prévues la nomination et la révocation des fonctionnaires, la création d'organes administratifs, etc... Toutefois le § 28 réserve le droit pour les habitants de conserver leurs assemblées locales, leurs libertés religieuses, leurs écoles, leur langue.

6° Mesures spéciales destinées à assurer le principe de l'autonomie du Territoire de la Sarre et l'autorité de la Commission de Gouvernement.

a) Mise à la disposition du Gouvernement du Bassin de la Sarre de tous les documents officiels et archives en possession de l'Allemagne.

b) Création d'une Cour civile et criminelle supérieure à tous les tribunaux du Territoire.

c) La Commission de Gouvernement aura pouvoir de résoudre toute question qui pourrait donner lieu à controverse.

7° Législation.

Principe : Maintien des règlements et lois allemandes d'avant le 11 Novembre 1918, prussiennes et bavaoises : depuis cette date plein pouvoir pour la Commission de Gouvernement de légiférer en prenant avis des Assemblées locales.

B) Clauses économiques

Elles peuvent être ramenées à trois catégories concernant :

1° Les Douanes (françaises).

2° Les Attributions économiques de la Commission de Gouvernement.

3° Les Mines.

1^o *Douanes.*

a) Principe (§ 31) :

Le Territoire du Bassin de la Sarre est soumis au régime douanier français.

Le produit des droits est attribué au budget sarrois.

b) Exception : *définitive*. Les produits métallurgiques ou le charbon sortant de Sarre vers l'Allemagne ou venant d'Allemagne en Sarre bénéficient de la franchise.

Pour une durée de cinq ans.

Les produits originaires et en provenance du Bassin de la Sarre jouiront de la franchise d'importation en Allemagne et d'importation d'Allemagne en Sarre des articles destinés à la consommation locale sera libre.

Pour chaque article en provenance du Bassin et dans lequel seront incorporées des matières premières ou des demi-ouvrés venant d'Allemagne en franchise, le Gouvernement français se réserve de limiter les quantités qui seront admises en France aux quantités expédiées en Alsace-Lorraine et en France au cours des années 1911-13.

2^o *Attributions économiques de la Commission de Gouvernement.*

a) Principe : Implicitement toutes celles qui n'appartiennent pas aux Douanes ni aux Mines.

b) Spécifiées par le Traité.

Droit de percevoir des taxes par l'intermédiaire des Douanes françaises.

Exploitation des chemins de fer.

Droit d'exiger la proportion de charbon de 1913, pour les besoins du Territoire,

Résoudre les questions soulevées par l'application du Traité.

3^o *Mines.*

a) Principe : Les gisements de houille appartiennent à l'Etat français en toute propriété. Leur valeur sera portée au crédit de l'Allemagne.

b) A quoi s'étend la Propriété.

Aux gisements libres et non concédés, aux mines exploitées et à toutes leurs dépendances.

Le § 3, Ch. I, Annexe, Section IV, Partie 3, T. de P. énumère pour éviter toute erreur le détail des installations principales.

c) Comment cette propriété est-elle acquise ?

Franche et quitte de toutes dettes et charges sans porter atteinte aux droits acquis ou en cours d'acquisition.

d) Exploitation.

Liberté absolue pour l'Etat français de choisir le mode d'exploitation qu'il jugera utile d'appliquer.

Les paragraphes 6, 7, 8 énumèrent un certain nombre de mesures destinées à assurer la liberté d'exploitation.

e) Législation applicable :

En principe tous les règlements allemands en vigueur. Pour les nouveaux, la Commission de Gouvernement prendra avis de l'Administration des mines et de l'Etat français.

f) Droits des ouvriers. Ils demeurent intangibles, mais l'introduction de la main-d'œuvre étrangère est libre.

g) Droits spéciaux.

1° Possibilité d'entretenir des écoles françaises (§ 14 .

2° Faculté de régler en monnaie française le personnel des mines et les contrats relatifs à l'exploitation.

h) Durée de cette propriété.

Principe. — Elle est acquise pour une durée dépendant de l'issue du plébiscite et du rachat. S'il y a plébiscite en faveur de la France, les Mines demeurent sa propriété. S'il y a plébiscite en faveur de l'Allemagne, celle-ci doit racheter en bloc les Mines à un prix payable en or.

Conséquence du rachat par l'Allemagne. — Obligation de la part de l'Allemagne d'effectuer ce paiement en une année sinon la Commission des réparations y pourvoiera en conformité avec les instructions qui pourront lui être données par la Société des Nations.

Des accords particuliers entre la France et l'Allemagne pourront modifier cette procédure.

C) Organisation de la Consultation populaire

1° Alternatives sur lesquelles portera le vote populaire :

Trois alternatives sont prévues par le § 34.

a) Maintien du régime établi par le Traité de Versailles ;

b) Union à la France ;

c) Union à l'Allemagne.

2° Organisation :

Le détail du vote est réglé par ce même § 34.

Sans distinction de sexe toute personne âgée de plus de 20 ans, habitant (1) le Territoire de la Sarre à la date de la signature du Traité, aura le droit de vote. La Société des Nations décidera de la souveraineté sous laquelle le Territoire sera placé en tenant compte du désir exprimé par le vote de la population.

3° Conséquences politiques prévues.

a) Dans le cas où la Société des Nations décidera le maintien du régime établi par le Traité, elle prendra les mesures propres à adopter un régime définitif.

b) Dans le cas où une partie ou la totalité du Territoire serait rattachée à l'Allemagne, la Société des Nations procédera à la réinstallation de l'Allemagne.

4° Conséquences économiques prévues :

En dehors des Mines rien n'a été spécifié. Il est à prévoir que la Société des Nations prendrait le § 35 (réinstallation de l'Allemagne... menues propres à adapter un régime) comme ligne de conduite.

(1) Il est urgent de dresser la liste de ces futurs électeurs, mais une difficulté se présente pour l'établir. Quels individus doivent être considérés comme habitant le Territoire de la Sarre, le jour de la signature du Traité ? Doit-on y inscrire les soldats français d'occupation qui logeaient dans les casernes, les voyageurs de commerce de passage etc. L'interprétation rigoureuse du texte mènerait à cette exigence, à laquelle il serait pratiquement impossible de satisfaire. Il faudra donc s'arrêter à une notion moins absolue : celle du principal établissement par exemple.

Telle est résumée la Section IV Partie III) du Traité de Paix concernant le Territoire du Bassin de la Sarre.

Comment a-t-elle été acceptée ?

Que faut-il en penser ?

L'accueil fait par les partis intéressés n'a pas été favorable. Des Allemands ont crié à la trahison.

Les Français selon leurs opinions ont trouvé le régime établi pour le Bassin de la Sarre insuffisant ou excessif (1).

Il est aisé de critiquer, mais pouvait-on mieux faire en trois mois ? Les choses parfaites exigent du temps. L'impatience des peuples était si grande qu'elle interdisait tout travail rassis. A tout prix on a voulu concilier des opinions différentes en un délai très court. Avec une telle méthode on devait aboutir au compromis (2).

Les conséquences en sont discutables, mais il n'est plus temps de revenir sur ce qui est fait. On a parlé de revision. Nous ne croyons pas qu'il soit souhaitable de suspendre à nouveau la vie économique par l'annonce de changements probables. Il faut vivre avec ce qui est, s'adapter et poursuivre l'application avec intelligence et bonne foi.

(1) Il ne faut pas oublier sous peine d'être injuste d'une part, que la France n'a pas annexé la Sarre malgré l'influence et le prestige qu'elle exerçait sur ses alliés, d'autre part qu'elle s'est cru liée par les promesses solennelles faites à plusieurs reprises devant les Chambres. La France n'a pas abusé de sa victoire, elle n'a pas failli à sa parole. Enfin ne devait-elle pas exiger des réparations ?

Cela dit sans esprit de polémique mais afin de rappeler trois vérités simples et essentielles, laissées trop souvent dans l'ombre lorsqu'on discute du Territoire de la Sarre.

(2) Le texte primitif se bornait à attribuer la propriété des Mines à l'Etat français sans instituer de régime politique spécial.

Les chapitres II et III de l'annexe ont été rajoutés après coup.

Deux preuves à l'appui de notre allégation se trouve dans le Chap. I.

1° A aucun moment il n'est question de Commission de Gouvernement;

2° Le § 6 : « Aucun tarif ne sera établi sur les chemins de fer et canaux allemands, qui puisse par des discriminations directes ou indirectes porter préjudice au transport du personnel des produits des mines et de leurs dépendances ou des matières nécessaires à leur exploitation », serait inexplicable autrement.

CHAPITRE II

Un an d'organisation constitutionnelle et administrative.

Conformément au § 17 Chapitre II Annexe Section IV Partie III du Traité de Paix, le Conseil de la Société des Nations procéda au cours de ses deux premières sessions du 9 janvier et 13 février 1920, à la nomination des futurs membres de la Commission de Gouvernement pour le Territoire du Bassin de la Sarre.

Les résultats de ce choix dont la valeur est d'une année furent les suivants :

Membre français : Présidence M. Rault Conseiller d'Etat.

Membre sarrois : M. von Boch propriétaire à Fremersdorf.

Membre danois : M. Molkte-Huitfeld, propriétaire.

Membre canadien : M. Waugh ancien maire de Winnipeg (1) (Canada).

Membre belge : M. Lambert.

Pour éviter les premières difficultés de fonctionnement, le Secrétariat général de la Société des Nations, rédigea une liste d'Instructions dont l'utilité apparut dans la suite. Le 26 février 1920 les murs des villes et villages du Territoire de la Sarre se couvrirent d'une proclamation (V. Annexe) élaborée et approuvée par les quatre Commissaires présents (2).

L'entrée officielle eut lieu le même jour dans Sarrebrück,

(1) Winnipeg, ville du Canada province de Manitoba, 136.000 habitants.

(2) M. Waugh ne prit possession de son poste que le 15 avril. Dans une adresse publiée au *Amtsblatt* (journal officiel) de la Commission de Gouvernement il s'associait entièrement à la proclamation du 26 février.

choisie comme capitale (1). Un mois plus tard la Commission de Gouvernement entra en fonction. Elle se trouvait devant une tâche formidable : substitution de son administration future à l'administration militaire française, problèmes d'organisation constitutionnelle et administrative, difficultés économiques multiples à résoudre, les unes déjà existantes, crise du logement, ravitaillement, transports, les autres qui allaient naître du fait de l'application du Traité. Douanes, question monétaire, question sociale, et enfin par dessus tout, autorité à asseoir dans un milieu plutôt ironique que confiant.

Les attributions de chacun des membres de la Commission furent réparties d'une façon définitive après l'arrivée de M. Waugh. Elles sont demeurées les mêmes malgré la démission de M. von Boch.

M. Rault, président : Intérieur, Affaires étrangères, Travail et prévoyance sociale, Commerce (y compris les douanes), Industrie (y compris le contrôle des mines).

M. Molkte-Huitfeld : Instruction publique, Cultes, Justice.

M. Lambert : Travaux publics, Chemins de fer, P. T. T.

M. Waugh : Finances et Ravitaillement.

M. de Boch, membre sarrois remplacé par M. Hector en septembre 1920 : Agriculture, Hygiène, Assistance publique.

La besogne ainsi partagée, on se mit immédiatement au travail d'organisation.

§ 1. — Organisation constitutionnelle

A) Pouvoirs

Il est difficile de comparer la Commission de Gouvernement avec les organes d'un autre pays. On a pensé au Conseil fédé-

(1) Une pétition des habitants de Sarrelouis, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, demandait que leur ville fut choisie comme siège du Gouvernement. Diverses considérations (notamment d'ordre pratique) ne permirent pas de donner une suite à cette proposition.

En compensation, Sarrelouis a été choisie comme chef-lieu judiciaire et plusieurs instituts d'assistance y ont été créés ou transportés.

ral suisse (Bundesrath), le chef de l'Etat étant en même temps ministre. Unique ressemblance si l'on constate le cumul au profit de la Commission de Gouvernement des pouvoirs exécutif et législatif et sa responsabilité devant le Conseil de la Société des Nations.

Ces deux caractéristiques établies par le Traité ont vu par la pratique leur degré d'intensité déterminé, la première à la suite des élections de juillet 1920, la deuxième lors des grèves de septembre. Les conclusions que l'on peut tirer de cette sorte de jurisprudence de Droit public ne valent que pour le passé ; l'avenir peut nous réserver des interprétations différentes.

1° Confusion des pouvoirs.

La Commission de Gouvernement s'appuyant sur le § 23, Ch. II, Annexe section IV, Partie III du Traité de Paix était certaine dès son entrée en fonctions de posséder à la fois les pouvoirs exécutif et législatif avec toutefois obligation de consulter les représentants élus de la population, spécialement en matière fiscale. Malgré ce principe très clair, la presse allemande et l'opinion sarroise semblaient en douter, réclamant aussitôt les élections des « Gemeinde-Kreisen et Bezirktagen », la constitution d'un Staatsparlament issue d'une élection nouvelle ou d'un choix parmi les élus des assemblées locales. Le président, M. Rault, rendit publique par une circulaire adressée aux journaux l'idée que nous indiquions plus haut, s'appuyant sur le paragraphe 28.... « le droit de vote ne sera pas exercé pour d'autres assemblées que les assemblées locales ». La question n'est pas pour cela enterrée ; on y pense, mais il est certain que ce « Staatsparlament » ne peut être autre chose qu'un Conseil consultatif. Il ne saurait exercer une action politique sur la Commission de Gouvernement, celle-ci ne pouvant être mise en minorité et renversée.

2° Degré de responsabilité de la Commission de Gouvernement devant le Conseil de la Société des Nations.

La pétition adressée par les fonctionnaires en grève et la démission de M. de Boch, provoquèrent de la part de M. Calamianos, rapporteur de la question de la Sarre devant le

Conseil de la Société des Nations, la lecture d'un mémoire à la session de septembre, qui a déterminé le degré de responsabilité de la Commission de Gouvernement et d'ingérence de la Société des Nations dans l'administration du Territoire.

« Il est à mon avis important, s'exprimait à ce sujet le distingué rapporteur, que le Conseil de la Société des Nations n'intervienne pas dans l'administration du Bassin de la Sarre, sauf pour des raisons d'ordre suprême. Il est vrai que par le Traité de Versailles, la Société des Nations est devenue fideicommissaire pour gouverner le Territoire de la Sarre, ce qui constitue pour la Société un droit et un devoir de s'intéresser dans les affaires de ce Gouvernement et d'exercer une influence pour qu'il soit aussi bon que possible. Mais il est aussi vrai que d'après le même Traité, ce Gouvernement doit être confié à une Commission représentant la Société des Nations et que cette Commission a tous les pouvoirs de Gouvernement appartenant antérieurement à l'Allemagne y compris celui de nommer et révoquer les fonctionnaires ».

Plus loin, M. Caclamano répondra à la demande de M. de Boch d'envoyer une commission en Sarre « que les renseignements fournis par la Commission de Gouvernement n'appellent pas pareille mesure ».

Sur ce point comme sur le précédent la question n'est pas tranchée « sauf pour des raisons d'ordre suprême ».

On peut remarquer cependant que si des faits à peu près semblables se reproduisaient on ne manquerait pas de rappeler la procédure adoptée une première fois.

La confusion des pouvoirs avec responsabilité très limitée (pour le moment) devant le Conseil de la Société des Nations, n'exclut pas le contact, d'une part du Gouvernement avec la Société des Nations, d'autre part avec la population.

C'est leur réglementation que nous allons maintenant passer en revue.

*B) Contact entre la Commission de Gouvernement
et la population. Les Assemblées locales.*

Le cas est nettement posé par les § 28 et 26. Il y est parlé « d'assemblées locales » et de « consultation préalable des représentants élus des habitants ».

Ces assemblées locales sont les conseils municipaux (*Gemeindetag*) et les assemblées de cercles (*Kreistag*, partie prussienne) et de districts (*Bezirktag*, partie bavaroise).

Ces collèges bien qu'ayant conservé leur dénomination n'ont pas la même représentation et valeur que les anciens où dominaient les propriétaires fonciers.

Les nouveaux ont un large recrutement — en vertu du Traité — tout individu majeur doit être électeur sans distinction de sexe. Les règles électorales et électives sont spéciales et perfectionnées. La fameuse R. P. (représentation proportionnelle) a droit de cité en Sarre (*Voir Annexe le texte de l'Ordonnance du 29 avril 1920*).

Les élections ont eu lieu les 11 et 18 juillet donnant les pourcentages suivants: (*Pour le résultat des élections municipales nous nous limitons à Sarrebrück et Sarrelouis*).

1° Elections du 11 juillet 1920.

A) Répartition des voix aux élections municipales de Sarrebrück.

Parti du centre	31 %		Inscrits. . .	55.000
» socialiste démocrate . .	23 »		Votants. . .	36.000
» » indépendant . . .	16 »			
Liste de concentr. bourgeoise.	27 »			
Union économique sarroise. .	3 »			

B) Répartition des voix aux élections municipales de Sarrelouis.

Parti du centre	59 %		81 % des inscrits ont voté.
» socialiste indépendant . .	27 »		
Union des intérêts locaux . .	13 »		
Parti bourgeois.	1 »		

2° Répartition totale des voix aux élections de cercles et districts 18 juillet 1920. Comparaison avec le pourcentage

obtenu aux élections pour l'Assemblée Nationale allemande du 9 janvier 1919.

18 juillet 1820		9 janvier 1919	
Parti du centre catholique .	43 %	Parti du centre	48 %
» socialiste démocrate. .	24 »	» socialiste démocrate. .	36 »
» » indépendant. .	17 »	Divers partis bourgeois :	
» démocrate	5 »	National Allemand	} 16 »
Divers.	11 »	Populaire — Démocrate. . .	

Avant de quitter cette question des rapports entre le Gouvernement de la Sarre et des habitants, il convient de signaler une idée extrêmement curieuse en matière d'électorat et d'éligibilité. On comprendra son intérêt, lorsqu'on saura qu'il s'agit de donner le droit de vote aux personnes investies de la qualité « d'habitants de la Sarre ». Si on lit attentivement les clauses du Traité de Paix concernant le Bassin de la Sarre on s'aperçoit que la mention « habitants de la Sarre » revient sans cesse. Or, ces habitants conservent leur nationalité. Il n'y a donc pas de nationaux sarrois mais des habitants du Territoire de la Sarre.

Il est certain que tôt ou tard la Commission du Gouvernement sera amenée à définir par un texte législatif et juridique la notion « d'habitants » de la Sarre.

Cette qualité « d'habitants de la Sarre » serait acquise par exemple sous certaines conditions de domicile, seraient alors considérés comme étrangers sur le Territoire de la Sarre, tous ceux qui ne seraient pas habitants de la Sarre sans distinction de nationalité.

C) Contact entre la Commission de Gouvernement et la Société des Nations.

La Commission de Gouvernement communique avec le Société des Nations par l'entremise des rapports.

Le § 8 des Instructions et plusieurs lettres échangées entre le Président et le Secrétaire général de la Société des Nations ont réglé la marche à suivre.

Pour les premiers mois le Président de la Commission

s'engageait à envoyer au Secrétaire général de la Société des Nations un résumé mensuel de la situation politique et économique du Bassin de la Sarre. La période d'organisation passée, il devait devenir trimestriel. En cas d'événements graves des explications spéciales sont adressées au Secrétariat de la Société.

Cette procédure a été adoptée et les rapports publiés au *Journal officiel de la Société des Nations*. Ils constituent des modèles de concision, de précision et de clarté.

Il y a possibilité aux membres de la Commission d'être présents aux sessions du Conseil. Ainsi M. Rault se trouvait dans la salle des séances le 23 septembre dernier à Paris, le jour où M. Caclamanos présenta l'exposé dont nous avons parlé. Il n'a pas cependant pris la parole. L'avenir nous apprendra si les Commissaires du Gouvernement de Territoire de la Sarre seront invités à fournir des éclaircissements oraux devant le Conseil de la Société des Nations.

Un contact peut-il être établi entre la population sarroise et le Conseil, le Secrétariat ou l'Assemblée de la Société des Nations ?

Selon M. Caclamanos les relations ne peuvent être directes. Pétitions ou réclamations doivent être transmises et annotées par la Commission du Gouvernement.

§ 2. — *Organisation administrative*

Le Territoire de la Sarre, composé de cinq cercles ou portions de cercles prussiens et de deux districts ou portions de districts bavarois, se trouvait dépourvu de tout organe supérieur nécessaire au fonctionnement d'une Administration centrale et gouvernementale.

Il fallut donc procéder à une organisation intérieure complète, depuis le réajustement des circonscriptions territoriales, jusqu'à l'établissement d'un budget, tout en reprenant aux différents services publics provinciaux de Trèves, Coblenz,

Cologne, Bonn, Dusseldorf, Munich et Spire, leurs pouvoirs et leur compétence (1).

A) Administration Centrale. Divisions administratives

Les cercles et districts furent maintenus. La compétence des Landräte (sous-préfet, de Merzig et de Saint-Wendel, et du Oberamtmann (2) de Hombourg fut réduite à la partie sarroise ; les communes de Deux-Ponts, situées à l'intérieur des frontières de la Sarre, furent rattachées au nouveau Bezirk de Hombourg, réalisant ainsi, pour l'ensemble du Territoire, l'équivalent de sept de nos sous-préfectures, rattachées à la Direction de l'Intérieur de la Commission de Gouvernement. Tous les fonctionnaires d'Etat et de communes des Kreisen et Bezirken de Sarrebrück, Merzig (nouveau) (3), Ottweiler, Saint-Wendel (nouveau), Hombourg (nouveau), et Saint-Ingbert, n'avaient plus à recevoir d'ordre de Munich ou de Berlin, mais de Sarrebrück.

Les rédacteurs du Traité de Paix, prévoyant des difficultés à ce sujet, avaient eu soin d'affirmer, dans le § 19 (Ch. II, Annexe Section IV, Partie III), que la Commission de Gouvernement avait tout droit sur les fonctionnaires. Ce ne fut pas sans résistance, en effet, que le nouveau régime entra en vigueur.

(1) Des armes spéciales au Territoire ont été créées sur le type suivant le 21 juillet 1920.

Ecu écartelé portant :

Au canton du chef dextre : mollette d'argent à deux maillets.

Au canton de la pointe dextre : soleil levant d'or sur argent.

Au canton de chef senestre : rose de gueules sur argent.

Au canton de la pointe senestre : Lion d'argent flanqué de 4 croix sur azur.

Le drapeau du Territoire se compose de trois couleurs : bleu, blanc, noir, disposées horizontalement.

(2) Nouvelle dénomination bavaroise du Bezirksamtman (sous-préfet), adoptée par la Commission du Gouvernement.

(3) Désormais il sera entendu que la mention cercle ou district de Saint-Wendel, Merzig et Hombourg répondra aux divisions actuelles et non anciennes.

B) *Question des fonctionnaires*

La question des fonctionnaires a dominé, on peut le dire, les six premiers mois de la vie intérieure sarroise. Du jour au lendemain, passaient en effet sous les ordres de la Commission de Gouvernement près de 30.000 fonctionnaires de tous grades ; or en Allemagne, étaient considérés comme tels tous les employés attachés à un service public d'État.

Pendant 20 mois ce personnel avait travaillé sous le contrôle de l'Administration militaire française, mais il continuait à dépendre de Berlin.

Il était donc impossible de le remplacer par des étrangers ou des éléments sarrois nouveaux. Point n'était d'ailleurs dans la pensée des Commissaires de priver ces individus dont beaucoup avaient des attaches dans le pays, de leur gagne-pain ; cependant il fallait concilier deux idées.

1^o Etablir l'indépendance et l'autonomie du Territoire ;

2^o Maintenir une administration et assurer la marche des affaires.

Une ordonnance du 16 Mars réglait le sort des fonctionnaires en maintenant à son service, par une investiture nouvelle, les agents allemands, prussiens ou bavaois, sous la réserve qu'ils seraient mis à la disposition de la Commission du Territoire par leur Gouvernement respectif. La Commission se donnait le droit, par réciprocité, de remettre à la disposition de leur Gouvernement, les éléments dont la mauvaise volonté ou l'hostilité risqueraient de paralyser son action ou compromettre son œuvre. Enfin, les fonctionnaires devaient prêter serment de fidélité à la Commission de Gouvernement. En retour, l'Ordonnance assurait aux fonctionnaires, avec les garanties nécessaires à leur avenir, des avantages matériels (Voir Annexe le Texte).

Cette ordonnance fut acceptée assez frâchement par les intéressés ; afin de régulariser la situation, dès le 17 avril, des négociations furent entamées avec M. von Groote, Oberpraesident de la Province Rhénane, en sa qualité de Commis-

saire d'Empire pour le transfert du Territoire de la Sarre (1).

A Trèves, le 26 avril, à la suite d'une première entrevue, M. von Groote déclara ne pouvoir prendre une décision, et il fut décidé que la Commission attendrait jusqu'au 10 Mai ; si cette réponse ne parvenait pas, la Commission devenait maîtresse de ses décisions et pouvait considérer l'Ordonnance du 16 Mars comme abrogée.

Le 10 Mai, l'Oberpraesident avertit télégraphiquement la Commission de Gouvernement, que le Ministère de l'Intérieur du Reich mettait à sa disposition les fonctionnaires d'Empire.

Ce résultat atteint, non sans peine, il fallait procéder à l'élaboration de leur statut. Elle demanda tous les mois de Juin et Juillet et fut confiée à une sous-Commission composée de MM. Lambert et von Boch — commissaires-ministres — et de deux personnalités de l'Administration centrale. Il avait été convenu que les délégués des fonctionnaires seraient admis à présenter leurs observations. La promesse fut tenue. Cinq longues réunions eurent lieu au cours desquelles les articles du projet de statut furent discutés un à un. Des divergences de vue se manifestèrent sur le mode de recrutement, sur l'application de l'ordonnance du 16 Mars, sur les conseils de discipline et l'organisation de syndicats. De nombreuses modifications furent apportées, mais des prétentions incompatibles avec la marche des services publics furent écartées. Quoi qu'il en soit, le projet de statut fut arrêté le 27 Juillet et homologué le 29 par une ordonnance de la Commission de Gouvernement.

Or le 3 Août, le travail cessa dans la plupart des bureaux du Territoire (sauf à Sarrebrück au Neues Landgericht) et sur les chemins de fer.

Il a été dit beaucoup sur cette grève et on s'est demandé quelles en étaient les causes profondes. On peut répondre sans craindre de se tromper, qu'elle eut un caractère essentielle-

(1) Les péripéties de ces négociations se trouvent décrites dans les rapports de la Commission du Gouvernement à la Société des Nations.

ment politique, alors que celles des métallurgistes ou autres corporations ont été provoquées par des conjonctures économiques dont nous aurons à reparler. Nous ne pouvons produire ici le dossier de cette affaire. Pour les personnes qui désireraient se faire une opinion, la vue des pièces réunies par le procès Ollmer les aiderait sûrement.

Le 14 août le travail fut repris et le statut mis en application. Son analyse ferait sortir notre sujet de son cadre; nous ne pouvons que renvoyer à l'Annexe pour la lecture du texte intégral. Depuis cette date le calme n'a plus été troublé de ce côté-là.

C) Police.

Une force publique bien organisée était plus que jamais nécessaire dans un pays où la population est très dense et où des éléments perturbateurs divers sont susceptibles d'entrer en action. Or le Traité de Paix dans son § 30, Annexe, Ch. II, Section IV, Partie III, interdit la construction de fortification et l'imposition du service militaire. Seule une gendarmerie locale est prévue. Pour ne pas recourir aux autres procédés que laisse prévoir le Traité (1) il eut fallu dépenser environ 150.000.000 de marks par an. Le budget de la Sarre ne pouvait se permettre une dépense aussi formidable. La pratique a amené la coopération de quatre éléments au service d'ordre.

1° Police municipale.

Sous l'autorité des maires elle assure la surveillance des villes (Sarrebück, Neunkirch, Völkling. Effectif 200 hommes environ.

2° Gendarmerie sarroise (Saarlandjaegerkärper).

Elle a été constituée par une ordonnance du 7 juillet 1920. Elle comprend deux sections.

a) *Section rurale.* — Répartie dans les agglomérations de quelque importance, elle assure l'ordre public sous la direction des Landräten, Oberamtmänner et Burgmeistern. C'est

(1) Sarrebück avant la guerre était le siège du 21^e corps prussien et comptait plus de 7.000 hommes de troupes.

en réalité l'ancienne gendarmerie prussienne et bavaroise laissée à l'armistice dans la région et réorganisée. Effectif 100 hommes.

b) *Section mobile.* — C'est une création nouvelle, à qui est confiée le rôle de garde d'honneur, tenue avant par les troupes françaises. Effectif 30 hommes.

3^e Gendarmerie française.

C'est une prévôté. A cet égard elle assure la discipline militaire sur le Territoire, dans les gares, aux frontières. Par ailleurs elle est à la disposition de la Commission de Gouvernement qui lui indique toutes les missions qu'elle juge utile de lui confier. Effectif 75 à 100 hommes.

4^e Troupes françaises.

En cas de troubles, et on l'a vu à plusieurs reprises, ces effectifs eussent été insuffisant. Il a donc été décidé de maintenir comme troupes de garnison et non d'occupation, les troupes françaises en Sarre. Les frais sont supportés par le Gouvernement français (1).

Dans son rapport du 13 février, M. Gaclamanos avait été amené à envisager cette mesure. Elle n'est que l'usage par la Commission de Gouvernement du troisième alinéa du § 30. Cet état de choses, crée évidemment des différences entre la situation juridique des troupes rhénanes et celles de la Sarre, en particulier pour le régime des réquisitions et la compétence des Conseils de guerre.

Lors de la grève politique d'août, la Commission de Gouvernement a pour la première fois fait usage du § 30. Elle a remis ses pouvoirs au général français Brissault-Desmallet commandant la division. Les mesures prises (2) ont prompte-

(1) Le ministre de la guerre a demandé dernièrement pour l'entretien de la division de la Sarre un crédit de 41.950.000 francs à valoir sur l'exercice 1921. Son effectif est de 266 officiers et de 9.193 hommes.

(2) Des condamnations en conseil de guerre, de nombreuses expulsions furent prononcées. Si ce n'est quelques-unes qui ont été maintenues, une amnistie générale ou partielle a atténué ces mesures de salut public.

ment ramené la tranquillité qu'il eut été impossible de rétablir sans des troupes, la police ayant la première fait défection. Quelques jours après la Commission de Gouvernement renforcée par son épreuve, reprenait sa politique libérale à l'égard de tous.

D) Justice.

1° Tribunaux judiciaires.

Le principe a été, selon l'esprit du traité, de maintenir les tribunaux inférieurs et de créer une Cour supérieure civile et criminelle.

Désormais les affaires qui étaient portées en appel et en cassation des *Amtsgerichten* (*tribunaux de baillages*) et du *Landgericht* (*tribunal de 1^{re} instance*) de Sarrebrück à l'*Oberlandgericht* de Cologne et *Reichsgericht* de Leipzig le seront devant la Cour civile et criminelle de Sarrelouis qui jugera soit en appel soit en cassation. Il existe un projet d'ordonnance de 30 articles concernant l'établissement de la Cour supérieure du Territoire de la Sarre et la novation de la loi réglant l'organisation des tribunaux allemands du 27 janvier 1877 mais rien n'est encore décidé.

Toutefois l'organisation de la Cour supérieure a été confiée au professeur Nippold. Elle devait entrer en fonctions pour le 1^{er} novembre. La date de l'inauguration a été remise pour ce printemps. Espérons qu'il n'y aura pas un nouvel à-coup.

Rappelons que la compétence des *Amtsgerichte* de Merzig, Saint-Wendel et Hombourg est réduite ou s'étend à la partie sarroise et que le *Landgericht* de Sarrebrück ne compète que pour la Sarre.

2° Tribunaux administratifs.

Les anciens *Kreisausschüsse* et *Bezirkrausschüsse*, *Provinzialausschuss*, l'*Oberverwaltungsgesicht* ont été remplacés par un système nouveau le 28 juillet 1920 (*Voir Annexe le texte complet de l'Ordonnance du 28 juillet concernant l'établissement de tribunaux administratifs dans le Territoire de la Sarre*).

Il est créé un conseil du Contentieux administratif correspondant à peu près au Conseil de préfecture français. C'est le Tribunal administratif de première instance. Il est appelé à connaître ce qui était soumis au *Bezirksausschuss* et sénat palatin. Les membres sont élus et nommés.

Une Haute cour administrative remplaçant l'*Oberverswaltungsgericht* fait fonction de conseil supérieur de la magistrature et de tribunal administratif d'appel.

3° *Autres tribunaux.*

Il existe un grand nombre d'autres juridictions équivalentes à nos tribunaux de commerce, de prud'hommes etc... Ils ont été intégralement maintenus, seulement ils ressortent de Sarrelouis.

Il n'y a point de prisons en Sarre. Les condamnés de droit commun de la région étaient expédiés à Wittlich, jusqu'à nouvel ordre, leur garde est confiée à cet établissement qui est payé pour ce service par le budget du Territoire. En ce qui concerne l'extradition l'ancien accord franco-prussien de 1845 a été remis en vigueur.

La justice est rendue au nom de la Commission de Gouvernement. La procédure allemande demeure employée et les *Rechtsanwälte* (avocats-avoués) conservent leur règlement.

E) Cultes.

Nous ne sommes plus au temps de l'intolérance religieuse. Le traité de Paix cependant a cru utile de rassurer les populations en leur promettant que la Commission de Gouvernement assurerait la liberté des croyances. Cela s'explique par la rivalité en Prusse rhénane du catholicisme et du protestantisme. En Sarre le chiffre des catholiques est supérieur à celui des protestants (450.000 catholiques, 250.000 protes-

(1) En matière de contentieux administratif il existe des différences entre le système bavarois et prussien. Ce n'est pas ici le lieu de les exposer, mais il est à noter que le régime bavarois ressemble au français tandis que le prussien s'en écarte notablement. Voir *Traité de droit administratif allemand*, ci-dessus cité.

tants). La religion de Luther fut introduite dans la région par Bartholémé Kilburg (1560-69) mais ce furent principalement les immigrés du Nord et du centre de l'Allemagne qui portèrent à 30 0/0 la proportion des partisans de l'église réformée. Ils se trouvent surtout dans le cercle de Sarrebrück (150.000).

On rencontre un certain nombre d'Israélites dans les principales grandes villes.

Ces religions sont considérées comme religion d'Etat. Le clergé catholique relève des évêchés de Trêves et de Spire. On avait proposé de créer un évêché à Sarrebrück afin d'éviter certains inconvénients, mais l'Eglise travaille *in æternum* et ne peut admettre une création temporaire. La solution a donc été pour le moment abandonnée.

Il y aurait lieu pourtant d'attirer l'attention sur ce point. Les prêtres et les pasteurs sont fonctionnaires appointés par le budget de l'Etat sarrois. Or la Commission du Gouvernement, pour parvenir au degré d'autonomie exigé par le traité, doit éviter le contact entre ses fonctionnaires et les autorités allemandes extérieures. Il serait donc souhaitable qu'un moyen terme fut recherché. Selon nos renseignements un vicaire apostolique agréé par le pape remplirait cette mission. Ainsi le clergé sarrois relèverait directement de Rome, ce qui serait préférable.

Ce résultat ne peut être atteint que par une démarche diplomatique tentée auprès du Vatican. Et cela nous amène à parler de la représentation du territoire de la Sarre auprès des autres états.

F) Représentation du Territoire de la Sarre à l'étranger

Une diplomatie sarroise eut coûté fort cher. Il fallait encore la découvrir un palliatif, un succédané. Il y avait un précédent dans le fait que les territoires à plébiscite institués par le Traité confiaient la représentation de leurs intérêts à la puissance qui fournissait le Président de la Commission chargée d'administrer le Territoire.

Cette décision ne liait pas évidemment la Commission du Gouvernement du Territoire de la Sarre, qui n'est pas une commission plébiscitaire, mais, vu sa commodité, c'est le système qui a été adopté.

Une ordonnance du 7 juillet parue au *Amts-blatt* réglait comme suit la situation.

En réponse au § 4 de l'Annexe, section IV, partie III du Traité de Paix, conformément à la décision prise par la Commission de Gouvernement, ordonne ce qui suit :

1° La protection des intérêts des habitants de la Sarre à l'étranger est confiée au gouvernement français ;

2° Le Président de la Commission chargée des affaires étrangères, assurera l'exécution de cette ordonnance.

Restait à obtenir l'assentiment du Gouvernement français.

Le 13 août, M. Paléologue, secrétaire des affaires étrangères français, adressait une lettre à M. Rault, l'informant que la France acceptait de défendre les intérêts des habitants de la Sarre.

En conséquence, les consulats, vice-consulats et établissements consulaires français sont chargés de prêter aux Sarrois partout où il le sera exigé, leur appui, leur assistance et leur ministère.

Le gouvernement allemand s'est toutefois refusé à reconnaître cette solution, n'admettant pas que le Territoire de la Sarre soit considéré par l'Allemagne comme territoire étranger.

G) *Instruction publique*

L'usage officiel de la langue allemande étant obligatoire, § 23, et l'introduction du français étant prévu dans les écoles des mines (§ 14), le désir de donner un aperçu de la question de l'enseignement publié en Sarre exige l'examen successif des deux organisations.

1° *Organisation actuelle de l'instruction publique proprement dite.*

On a centralisé, là où régnait le plus grand désordre et

l'anarchie la plus déconcertante. En effet, il y avait une organisation différente pour la partie prussienne et la partie bava-roise. Le particularisme était très développé. Les écoles confessionnelles privées concurrençaient les établissements de l'Etat. Enfin le personnel était mal contrôlé par des inspecteurs discutables. Rien ne rappelait l'unité académique d'un département français (1).

On a maintenu au service du nouveau principe centralisateur les anciennes écoles allemandes dont nous allons dresser l'inventaire. Elles sont actuellement fréquentées par 140.000 élèves environ. Ce sont :

1° *Ecoles primaires.*

Les Vorschulen de garçons et de filles catholiques et protestantes.

Il en existe une ou plusieurs dans chaque commune. Leur total est de 2.300 avec 130.000 élèves.

b) *La Mittelschule* de Sarrebrück (2.300 élèves, 70 classes), qui reçoit l'élite des Vorschulen.

c) *Ecoles normales* (Sarrebrück, Saint-Wendel, Merzig, Ottweiler) qui préparent les futurs instituteurs et institutrices.

a) *Les Forbildung* — gewerbe — Werk — Fach Schulen publiques ou privées, sortes d'écoles professionnelles.

2° *Enseignement secondaire.*

13 établissements, dont 11 prussiens et 2 bava-rois, qui appartiennent à 3 types différents et se répartissent comme suit : Trois Gymnasien, ou lycées classiques avec langues anciennes (Sarrebrück, Sarrelouis, Saint-Wendel).

Un Oberrealschule (langues modernes et science), à Sarre-brück.

(1) Nous avons été à même de constater les résultats de la décentralisation allemande. Nos préjugés sont tombés au contact des réalités. Souvent nous avons comparé la clarté, la simplicité de nos conceptions et la nécessité vitale de la centralisation administrative. Déconcentration oui, mais à aucun prix la décentralisation. Ce serait la porte ouverte à l'anarchie et le désordre. Les critiques adressées à notre administration ne doivent pas être imputées au système mais au personnel généralement insuffisant, prétentieux, incapable et paresseux parce que mal choisi, mal surveillé et mal payé.

Cinq Realgymnasien — le réalgymnasien réunit les caractères des deux précédents — à Sarrebrück, Dilling, Neunkirch, Sulzbach, Völkling.

A Saint-Ingbert, Merzig, Hombourg et Sarrebrück existent respectivement des Progymnasien, Realprogymnasien, Oberlyzeum (ce dernier pour jeunes filles) qui sont des établissements moins importants mais qui donnent le même enseignement que dans les trois catégories indiquées plus haut.

Ils sont fréquentés par 5.000 élèves.

3° Enseignement supérieur.

Il a été demandé à plusieurs reprises de fonder une Université à Sarrebrück, car les Sarrois vont à Bonn et à Heidelberg. Strasbourg et Nancy, il est vrai, sont proches, mais leurs diplômes donnent accès aux carrières françaises. N'y aurait-il pas lieu d'admettre, pour le Territoire de la Sarre, la validité des diplômes étrangers équivalents à ceux délivrés par les Universités allemandes.

Il n'en reste pas moins certain qu'il serait à désirer qu'une Université spéciale fut fondée. Des empêchements d'ordre budgétaire interdisent pour l'instant la réalisation de ce desideratum.

La législation scolaire en vigueur est celle d'avant l'armistice. La Commission de Gouvernement usant des droits conférés par le § 19, a introduit provisoirement dans le Bassin de la Sarre, les lois et règlements scolaires bavarois du 14 et 28 août 1919, à la satisfaction des intéressés.

Certains projets sont en élaboration, notamment l'introduction du français dans toutes les écoles à titre facultatif. A Sarrelouis, une école française a été ouverte. Elle compte 250 français, 40 sarrois. A Sarrebrück, pour les enfants des Français un lycée a ouvert ses portes en 1919 (octobre).

Il y a avantage pour les relations futures économiques à développer l'enseignement du français en Sarre, aussi la Commission du Gouvernement ne doit-elle pas craindre d'envisager l'introduction du système suisse bilingue dont les effets sont beaucoup dans la prospérité de la République Helvétique.

2° *Ecoles des Mines. Ancienne et nouvelle organisation.*

L'Etat prussien entretenait sur le territoire actuel de la Sarre 4 variétés d'écoles où l'enseignement était donné en dehors du temps légal des obligations scolaires pour les enfants de 6 à 14 ans et des heures de travail au-dessus de 14 ans.

1° Classe enfantine (Kleinkinderschulen) sorte de garderie pour enfants de 6 à 13 ans (24 classes avec 2770 élèves en 1919).

2° Haushaltungsschulen. Cours ménagers de jeunes filles. 20 cours avec 400 élèves).

3° Werkschulen. Cours d'adultes pour travailleurs comprenant trois sections correspondant aux années de cours.

Neunkirchen, Sulzbach, Louisenthal. Göttelborn.

a) Werkschulen proprement dite.

b) Werkschuleneroberklasse.

c) Bergschulen.

4° Bergschule de Sarrebrück.

Cette école a une certaine analogie avec nos écoles des maîtres-mineurs d'Alais et de Douai (1).

b) Nouveau régime.

Le Traité de Paix donne à l'Etat français le droit de donner l'enseignement primaire et technique comme il l'entendra aux individus de nationalité prussienne et bavaroise. Pour ceux de nationalité étrangère il est libre.

L'organisation ancienne a été maintenue. La Bergschule de Sarrebrück améliorée et le français introduit à titre facultatif dans les Kleinkinderschulen, Werkschulen, et Bergschulen.

Les cours de français sont très fréquentés.

Une question se posait. La fréquentation des écoles des Mines ne dégageait pas les enfants des mineurs au-dessous de

(1) Quatre différences font dire aux techniciens que la ressemblance est assez faible :

1° Les élèves n'y entrent pas à 18 ans mais après le service militaire ;

2° Le régime est l'externat et non l'internat ;

3° Au lieu de stage pratiqué pendant le cours de scolarité, il y a un véritable travail d'ouvrier mineur chaque jour pendant 5 ou 6 heures ;

4° Quatre heures par jour de cours.

14 ans de l'obligation scolaire. Une ordonnance du 10 juillet 1920 de la Commission du Gouvernement supprima toute difficulté et quiconque est élève des Ecoles primaires des Mines n'est pas forcé de se présenter aux écoles primaires communales. De plus afin de permettre aux enfants des non-mineurs de profiter de ces écoles, une ordonnance de la même date décide qu'une autorisation donnée par les autorités scolaires, c'est-à-dire par la Section d'Instruction publique de la Commission de Gouvernement suffira pour y être admis.

H) *Finances et Domaines*

Nous atteignons la frontière des questions politiques et économiques avec le problème vital pour le Territoire de la Sarre des finances publiques. Nous quittons également la zone de clarté lumineuse pour pénétrer dans celle des ténèbres où nous craignons de trébucher trop souvent. Heureusement nous comptons nous raccrocher aux grands principes d'économie politique qui malgré tout nous éviteront de nous égarer et nous ramèneront dans le chemin de la vérité.

En matière budgétaire, le Territoire de la Sarre en est encore à la période des tâtonnements et de l'incertitude pleine de surprise. A ce terrible point d'interrogation : La Sarre pourra-t-elle boucler son budget, on ne peut que hocher la tête en émettant des probabilités fondées sur des déductions logiques peu rassurantes. Le coût d'une administration centrale, quoique réduite à un minimum, le déficit des services publics chemins de fer P. T. T. l'augmentation des traitements des fonctionnaires laissent soupçonner des dépenses considérables. Nous craignons qu'elles ne puissent être soldées avec les recettes normales. Alors nous avons peur des impôts qui entravent l'activité économique et nous tremblons au mot d'emprunt dont nous avons déjà vu le nom revenir avec fréquence dans la presse sarroise.

Enfin par dessus tout la coexistence de deux monnaies enlève à l'évaluation ou l'essai d'établissement d'un budget tout caractère de prévoyance et de sérieux. Certaines recettes

en effet sont en francs d'autres en marks, de même pour les dépenses, mais la proportion n'est pas fixe. A quoi serviront les totaux de cette année pour l'an prochain s'ils dépendent de la cote du change ? On se croirait de nouveau au temps où le roi Charles VII priait son changeur du Trésor de lui dresser un « estat probable des reycettes et dépenses ». On rapporte que plusieurs de ces honorables fonctionnaires s'ils ne leur arrivait pas d'être pendus, haut et court pour malversations, devenaient fous avant la fin du travail.

Notre siège sur ce point est fait. Une atténuation au mal ou une amélioration dépendent de l'assainissement du marché monétaire en Sarre.

Nous réservons pour le dernier chapitre cette question qui domine tous les actes économiques de vie sarroise.

Essayons malgré les complications signalées de répondre brièvement à ces trois questions :

- 1° Quelle est la situation pour l'exercice 1920-21.
- 2° Comment sortir des difficultés actuelles.
- 3° Quelles sont les probabilités d'un plus lointain avenir.
- 4° Quelle est la situation pour l'année 1920-21.

Le 20 mars 1920, la Commission du Gouvernement, faisait paraître une ordonnance réalisant l'autonomie financière du Territoire de la Sarre. Elle décida de faire partir son premier exercice financier du 1^{er} avril 1920, date à laquelle commence l'année budgétaire allemande. La prise en charge des recettes et dépenses du Territoire fut facilitée par l'organisation d'une Caisse centrale qui fonctionna dès le 1^{er} avril. Au cours des mois qui suivirent, l'Administration des Finances avec l'aide de deux spécialistes (un français et un suisse) essaya de mettre debout un projet de budget.

Elle y était à peu près parvenue à la fin de 1920. Cela ne veut pas dire que la précision des chiffres répondait à des réalités (1). Sur ce point nous devons attendre la fin de l'exercice

(1) On peut estimer le budget du Territoire de la Sarre à 800 millions de marks. Les chemins de fer à eux seuls enregistrent 150 millions de déficit. Il est vrai que l'impôt sur les charbons payé par les Mines Do-

pour être fixé et nous comptons avoir terminé notre travail à cette époque.

Il fallait cependant vivre. Les tarifs des chemins de fer pour les marchandises ont été augmentés. L'impôt des charbons porte le 1^{er} août 1920 de 10 0 0 à 20 0 0; des taxes sur les cartes à jouer, le tabac, les alcools, le vin, la bière, etc... ont été créés ou surélevées par des ordonnances parues au Amtsblatt du 4 décembre 1920.

Jointes aux anciens impôts directs et indirects, ces moyens atténueront le déficit, sans le combler malheureusement.

En résumé, pour l'année fiscale 1920 (1^{er} avril 1920 au 1^{er} avril 1921) rien d'établi définitivement, dépenses très lourdes à exécuter, recettes insuffisantes.

2° Comment sortir des difficultés actuelles?

On vit en Sarre sur le régime d'avant l'armistice, par conséquent la réforme d'Erzberger n'y fonctionne pas. La Commission de Gouvernement ne semble pas disposée après l'expérience allemande à l'introduire sur le Territoire de la Sarre. On maintiendrait donc le régime actuel en cherchant dans l'augmentation des impôts le rétrécissement des dépenses et

maniales françaises en francs depuis le mois d'août 1920 à la Commission de Gouvernement ont — du fait de la baisse du mark — procuré un fort bénéfice au Trésor sarrois. Mais n'a-t-il pas été versé immédiatement sous forme d'augmentation de salaires et d'indemnités de secours. Nous regrettons de ne pouvoir développer ce passage des finances publiques du Territoire de la Sarre. L'adaptation de l'ancien régime au nouveau, L'examen de détail des recettes et dépenses, la perception, l'assiette des impôts directs, les règles spéciales établies par la Commission de Gouvernement concernant les contributions indirectes diverses, la comptabilité, le Contentieux, l'Administration des domaines, etc... exigeraient de longues explications. Malgré l'intérêt qui s'attache à toutes ces questions nous devons nous borner à renvoyer aux études suivantes qui effleurent le problème, sous peine de dépasser le but que nous nous sommes proposé : 1° Steuerfragen, im Saargebiet (Vortrag, gehalten von Herrn Assessor Lütke in der Hauptversammlung des Wirtschaftlichen. Vereine der Saarindustrie » am 15 novembre 1920 (*Saar-Wirtschaftszeitung*, 27 novembre 1920, n° 48); 2° Steuerfragen in Saargebiet du même dans la *Saarbrucker Zeitung* des 22-23-29 décembre 1920.

l'emprunt, les ressources indispensables. On prévoit aussi une réorganisation des modes de perception et de l'Administration désorganisés complètement.

La levée de l'impôt direct se heurte à de grandes complications. Les communes et les villes dans une posture depuis longtemps critiques (1) ont chargé depuis plusieurs années le contribuable et enlevé à cette source de revenu toute élasticité.

3° Quelles sont les probabilités d'un plus lointain avenir?

Nous ne sommes pas devins, mais nous pouvons émettre une conclusion générale sur les quelques éléments certains que nous possédons. La Sarre n'a point derrière elle de passif, — c'est pour cela qu'il faut éviter autant que possible d'en créer un qui compromettrait l'avenir — pour un petit pays il y a là un grand avantage. Le déficit des chemins de fer doit s'atténuer, le réseau étant petit, exportateur et très actif. Les P. T. T. doivent payer leurs frais avec l'énorme trafic qu'ils assurent, les nombreuses grandes sociétés et firmes sont de bons contribuables. Enfin les Douanes sont appelées à verser des sommes importantes à la Caisse du Territoire dans cinq ans. Nous croyons donc, malgré le marasme actuel, à condition bien entendu que les finances sarroises soient défendues avec énergie et habileté et que les régimes politique, économique, et monétaire soient stables — à une amélioration sensible et même à la suppression du déficit (2).

(1) Il conviendrait d'ajouter à une étude complète des Finances publiques du Territoire de la Sarre, un appendice sur les finances des unités administratives inférieures. Leur situation est actuellement peu favorable. Ex. : Sarrebrück dont le budget est passé de 14 millions de marks en 1914 à 8 millions de marks pour 1921.

(2) Ici se pose un problème d'une grande portée économique et dont la solution généralisée permettrait de prévoir avec plus de sûreté l'avenir des finances publiques sarroises.

« Une région industrielle coûte-t-elle plus à l'Etat qu'elle ne lui rapporte? Son influence sur l'augmentation de la richesse du pays auquel elle appartient est certaine, mais la présence d'une population ouvrière nombreuse et nécessiteuse n'oblige-t-elle pas le pouvoir cen-

tral à déboursier plus qu'il n'encaisse pour assurer la marche des services publics ? »

Pour les départements français du Nord, du Rhône, de la Loire et du Pas-de-Calais, les chiffres globaux des dépenses et recettes du Ministère des Finances nous feraient croire à un dépassement des dernières sur les premières. Mais une donnée essentielle nous manque pour appliquer cette conclusion à la Sarre. Absence d'une ligne douanière autour de ces départements.

PARTIE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

Démographie

§ 1. — *Statistiques diverses et commentaires*

La Commission de Gouvernement n'a pas encore procédé au recensement de la population du Territoire de la Sarre. Elle a pensé à le faire, mais les frais que coûteraient à son budget déjà très grevé, une telle opération, la lui ont fait remettre à plus tard. Nous avons toutefois réussi à dresser quelques tableaux statistiques. Nous demandons, aussi bien en ce qui concerne les chiffres du présent chapitre que ceux que nous serons amenés à fournir pour l'Agriculture, l'Industrie, le Commerce et les Transports, la plus grande indulgence. Il faut se rappeler que le bassin de la Sarre est une création récente ne correspondant à aucune division administrative ancienne et que les totaux obtenus ont été le résultat d'un travail de dissection, fait avec la plus grande minutie possible mais non exempt d'erreur. D'ailleurs on sait que l'intérêt des statistiques réside surtout dans les approximations et les comparaisons susceptibles d'être faites. Nous osons espérer que les nôtres répondront à cette exigence minima.

.
Jusqu'au xix^e siècle, la région de la Sarre, boisée et agricole, était soumise au régime démographique ordinaire de ce temps (*population clairsemée, gros bourgs*) et n'attirait pas l'attention sur elle.

En 1802 le dénombrement de l'Empire français donna pour les arrondissements qui représentent le territoire actuel un

peu moins de 150.000 habitants. En 1820 les relevés prussiens et bavarois approchent de 200.000. A mesure que l'exploitation minière se développe et que les fabriques se fondent, la main-d'œuvre locale ne suffit plus et un fort courant d'immigration venant du Harz, du Palatinat, de la Bohême et même du Nord de la Prusse s'établit entre les années 1850 à 1870... Les nouveaux arrivants peuvent être évalués à 150.000.

Depuis 1880 ce mouvement a presque cessé et ce n'est que par l'excédent des naissances sur les décès, que la population est passée de 450.000 en 1880 à 592.000 en 1905 et à 649.507 en 1910, date du dernier recensement officiel allemand.

En 1919, l'Administration supérieure de la Sarre estima à 708.000 le nombre des habitants compris dans les frontières de l'art. 48 du traité de Versailles. Si l'on porte ce chiffre à 730.000 pour le commencement de l'année 1921, on ne sera pas éloigné de la vérité, car le nouveau rôle politique et économique du Bassin de la Sarre a créé obligatoirement une immigration venant de France.

Ainsi s'explique la période de stagnation ou de recul de 1916 à 1918 que les cercles et districts de la Sarre avaient connue comme les autres pays et qui s'est prolongée jusqu'au cours de 1920 (1).

La densité de cette population correspondrait donc à un peu moins de 400 habitants au kilomètre contre 337 il y a dix ans, c'est-à-dire qu'elle ne serait dépassée sur terre que par les unités politiques Monaco (15.000 habitants au kilomètre) et Malte (700 habitants au kilomètre). Si nous envisageons les régions les plus peuplées du globe ayant une certaine analogie avec la Sarre, c'est-à-dire comprenant en dehors des agglomé-

(1) Pour la France cette remarque paraît superflue, car, bien avant la guerre les naissances équilibraient à peine les décès. Pendant la guerre cette mauvaise situation a empiré et l'on a enregistré pour l'année 1919 un excédent de 200.000 décès sur les naissances. Pour l'année 1920 il semblerait y avoir amélioration. Mais ce ne serait là qu'un relèvement passager dû aux nombreux mariages contractés après guerre. L'indice est cependant à retenir.

rations des espaces libres et livrés à la culture, on s'aperçoit que celle-ci tient la tête. (Nord de la France 330 habitants au kilomètre carré).

Belgique, Région des Flandres, Brabant, Meuse, entre 250 et 300 habitants.

Allemagne, Ruhr, 300 habitants ; Silésie, 250 ; Saxe, 300. Luxembourg, 100.

Amérique, Pensylvanie, 300.

Les provinces surpeuplées de Chine et des Indes n'ont pas ici à entrer en ligne de compte, leur densité tenant à des causes physiologiques et non économiques.

Ces 730.000 habitants sont inégalement répartis. Le cercle de Sarrebruck est le plus peuplé (environ 800 habitants au kilomètre, actuellement) ; vient ensuite Ottweiler avec 240. Hombourg et Saint-Wendel hors la zone proprement industrielle tombent à 200 habitants au kilomètre carré. Si nous descendions au-dessous du cercle ou district en cherchant par commune le pourcentage au kilomètre carré, nous obtiendrions des chiffres considérables. Sarrebruck avec ses 120.000 habitants compterait 6.500 habitants au kilomètre carré. (Paris entre 10 et 15.000 habitants au kilomètre carré). Par contre dans certaines communes forestières nous descendrions jusqu'à 30 habitants au kilomètre carré. MM. Vidal la Blache

(1) *Détail de la population des 7 circonscriptions administratives pour 1905-1910.*

Cercles ou districts	Superficie en hectares	Population année 1905	Population année 1910
Merzig	19.413 /	28.350	29.825
Sarrelouis	44.073	100.719	113.025
Sarrebrück (campagne et ville).	38.627	241.901	276.000
Ottweiler	30.663	117.507	126.942
St-Wendel	15.977	16.863	25.388
Hombourg	21.144	28.935	34.000
St-Ingbert	22.882	40.000	43.000
Total.	192.779	574.275	648.180

Ce qui fait une moyenne densité pour 1905 de 290 et 1910 : 337.

et Gallois ont joint à leur excellente brochure sur le Bassin de la Sarre une carte où sont indiquées en couleur les densités différentes (1). Elles peuvent se ramener à trois zones.

1° Au-dessus de 200.

C'est celle du couloir de la Sarre et des vallées qui lui sont perpendiculaires, obliques ou adjacentes (Scheidterbach, Sulzbach, Fischbach, et Kollerbach). Les centres urbains se succèdent à peu d'intervalles. C'est la région des mines et de l'industrie.

2° zone. De 75 à 200. — On y trouve les villes d'importance moindre, de gros villages qui permettent une fois la tâche industrielle terminée aux ouvriers de s'adonner aux travaux aratoires. Il y a lieu ici de noter une des caractéristiques principales du pays. Grâce aux chemins de fer, tramways, bicyclettes, chaque jour plus de la moitié des ouvriers se transporte de la campagne où ils ont élu domicile à l'endroit où ils travaillent. Il en est une plus petite proportion qui habite au delà de la distance considérée comme rendant possible le système de navette journalier (2). Elle est composée surtout de mineurs. Chaque samedi ils retournent chez eux pour passer le dimanche. Le reste de la semaine ils vivent autour de la mine, logeant soit chez des camarades, soit dans les établissements bâtis à leur intention par l'Administration des Mines.

Enfin 3° zone au-dessous de 75 habitants au kilomètre carré. — Elle est forestière ou exclusivement rurale. Ce sont les sommets des collines, les versants trop abrupts ou les ré-

(1) Dans le texte page 42 les éminents géographes précèdent leur entrefilet sur la densité de la population d'un avertissement où ils expliquent comment sont dressées les cartes de densité. Il y a là des détails fort intéressants et peu connus.

(2) On repartissait en 1910 les ouvriers mineurs d'après le mode de locomotion utilisé pour se rendre à leur travail ou en revenir en 3 catégories.

1° 33.349 rentraient chez eux à pied ou en bicyclette ;

2° 9.337 en chemin de fer et tramways ;

3° 10.019 restaient à la mine et ne rentraient dans leur famille que les dimanches et jours fériés.

gions au nord de Saint-Wendel et de Merzig au pied de l'Hunsrûch.

Les villes au-dessus de 5.000 habitants, dont nous allons donner maintenant la liste, se trouvent principalement dans les deux premières zones et presque toujours au milieu des vallées. Nous nous en tenons au recensement du 1^{er} Décembre 1910 sauf pour Sarrebrück qui accuse 113.445 habitants fin 1919.

*Villes du Territoire de la Sarre (au-dessus de 5.000)
Recensement de 1910*

Sarrebrück	113.455	Hombourg	7.000
Völkling	33.127	Reden	7.000
Neunkirch	31.559	Quierschied	6.930
Düdweiler	24.332	Ottweiler	6.922
Sulzbach	21.480	St-Wendel	6.855
St-Ingbert	17.278	Landweiler	6.845
Sarrelouis	15.364	Elversberg	6.313
Puttling	14.690	Fraulautern (Loutre)	6.211
Friedrischtal	13.119	Guichenbach	6.000
Schiffweiler	9.426	Merschweiler	5.318
Merzig	8.344	Mittelberbach	5.108
Dilling	8.053	Spiessen	5.000
Wiebelskirchen . . .	8.000	Wehrden	5.000

Soit 9 villes au-dessus de 15.000 habitants formant un total d'environ 300.000 habitants et 17 villes de 5.000 à 10.000 comprenant 150.000 habitants. Il existe environ une centaine de communes de 1.000 à 5.000. Enfin au-dessus de 1.000 habitants 234 communes. (La moins peuplée compte 26 habitants).

Le Territoire de la Sarre compte donc environ 360 communes, ce qui est le total pour un petit département français.

Certaines de ces villes se sont développées surtout depuis 1870 (1). Sarrebrück est réuni depuis 1909 à Malstatt et

(1) Voici les chiffres de 1870 pour les principales villes :

Sarrebrück	25.000	Düdweiler	5.000
Sarrelouis	12.000	Friedrischtal	3.000
Sulzbach	6.000	Puttlingen	2.000
St-Ingbert	5.000	Völklingen	1.000
Neunkirch	5.000		

Saint-Johann dont la population était respectivement en 1905 de 20.000 et 30.000.

Nous aurions aimé donner des chiffres sur la répartition de cette population quant à leurs occupations, leur nationalité, leur sexe, leur religion. La guerre a provoqué de telles perturbations que les chiffres de 1910 n'ont plus grande valeur. Tout au plus demeure-t-il exact de ranger les habitants en quelques larges catégories quant aux professions, à la religion et à la nationalité.

1° Professions.

	1870	1895	1910
Eléments prolétaires (ouvriers, cheminots). . .	50 %	60 %	70 %
Commerçants	8 »	10 »	10 »
Paysans	25 »	20 »	8 »
Divers (carrières libérales — domestiques, etc.).	17 »	10 »	12 »

2° Religion. — 1920,

Catholiques.	74 %
Protestants.	25 »
Divers	1 »

3° Nationalité.

Le projet que la Commission de Gouvernement sera amenée à discuter, s'il a force de loi, considérerait comme étranger la catégorie d'individus indignes d'être habitant du Territoire de la Sarre ou ne remplissant pas des conditions de domicile. La statistique devra-t-elle tenir compte de cette notion nouvelle quant à la Sarre ? Nous le croyons. Actuellement si l'on admet comme étranger tous ceux qui n'ont pas la nationalité allemande on obtient la proportion de 60,0.

En ce qui concerne le mouvement de la population (Naisances, Décès, Mariages) nous avons demandé aux municipalités des principales villes du Territoire des renseignements à ce sujet. Le tableau qui suit sera consulté avec profit, car il relève d'agglomérations dispersées sur tout le Territoire et présente en raccourci des chiffres, qui répondent proportionnellement à l'Allemagne tout entière.

Il appellera ensuite quelques remarques au point de vue

sanitaire étayées d'une statistique pour la ville de Sarrebrück communiqué par la Wohlfahrtabteilung (1).

Mouvement de la population de 1913 à 1920 pour 8 villes du territoire

Villes	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920 (*)
1° Naissances								
Sarrebrück	3.041	2.997	2.250	1.852	1.603	1.549	2.191	2.645
Voelkling	1.018	941	675	518	486	527	653	878
Neunkirch	945	924	749	581	475	505	696	747
Sulzbach.	601	539	409	387	299	235	419	508
Sarrelouis	479	486	378	304	278	271	339	355
Puttling	337	366	250	207	183	178	231	270
Friedrichthal. . . .	438	375	307	213	215	245	273	320
St Ingbert	562	585	394	330	294	345	372	425
2° Décès								
Sarrebrück	1.301	1.529	2.218	1.929	1.862	2.695	1.676	1.374
Voelkling	397	518	661	623	623	871	514	437
Neunkirch	562	548	753	779	729	1.067	710	536
Sulzbach.	264	261	375	357	303	432	275	265
Sarrelouis	255	292	538	489	416	572	309	245
Puttling	109	159	169	189	157	247	156	133
Friedrichthal. . . .	170	177	227	187	167	257	149	146
St Ingbert	225	350	394	328	312	363	315	250
3° Mariages								
Sarrebrück	915	822	707	644	687	772	1.484	1.514
Voelkling	229	193	135	135	155	220	389	463
Neunkirch	305	238	201	211	180	216	489	492
Sulzbach.	155	123	165	85	99	127	221	284
Sarrelouis	130	104	102	81	74	88	177	171
Puttling	95	51	56	49	63	54	130	178
Friedrichthal. . . .	100	70	33	47	41	68	160	210
St Ingbert	131	76	82	72	68	110	194	207
(*) Pour l'année 1920, le total des chiffres ne compte que pour 10 et 11 mois selon les villes. Le mois de décembre n'était pas complètement écoulé lorsque nous avons quitté le Territoire de la Sarre.								

(1) Qu'il me soit permis de remercier de sa complaisance le docteur Lederman, directeur de la Section d'hygiène. Les dossiers qu'il m'a donné à consulter ont facilité beaucoup l'établissement de ce para-

Priou

Le chiffre des naissances de 1920 accuse un relèvement sensible sur l'année 1919, mais il est loin d'atteindre celui de 1913. En Sarre la question de la natalité ne se pose pas et il n'est point nécessaire de jeter le cri d'alarme comme en France. Le nombre des décès par contre, appelle l'attention. Il y a eu certes grande amélioration, mais les suites de la guerre, le rationnement, la surpopulation, le défaut d'hygiène ont amené une recrudescence de la tuberculose (1) dont la proportion dépasse encore celle d'avant-guerre. Il est urgent de hâter la solution des problèmes qui tendent à maintenir et à améliorer la capacité productrice de l'être humain, sinon peu importeront les conditions économiques favorables.

Bien qu'il y ait encore eu progrès pour cette année, l'état sanitaire du Territoire de la Sarre laisse à désirer pour une région saine et où la population vit relativement avec régularité et propreté. Pour cela il faut exiger que les lois d'hygiène soient respectées, que le ravitaillement soit facilité et des logements suffisants et sains édifiés.

(1) Les maladies vénériennes ont suivi dans le Territoire de la Sarre une courbe ascendante comme partout malheureusement. Sur 1.200 femmes inspectées, 56 étaient atteintes de la syphilis, 123 de la blennorragie, 29 de maladies sexuelles diverses. Sur 45 femmes contrôlées au cours de l'année 1919 on constatait 9 syphilis, 12 blennorragies. Une ordonnance de la Commission de Gouvernement a introduit en Sarre une loi allemande du 11 décembre 1918 dont voici le texte :

(Il serait désirable de voir proposer au plus tôt devant les Chambres françaises quelque chose d'analogue).

Art 1. — Tout individu atteint d'une maladie vénérienne (syphilis gonorrhée, chancre) peut-être soumis de force à un traitement.

Art. 2. — Tout individu qui se sait malade et a des rapports avec une femme est puni de prison.

Art. 3. — Les médecins qui soigneront des malades atteints de maladies vénériennes ont le devoir de rendre leurs malades attentifs au danger d'infection et doivent les instruire de leur culpabilité éventuelle.

*Tableau Résumé sanitaire de la Ville de Sarrebrück
pour 1918 et 1919*

Habitants : 113.455

Superficie : 612 hectares

Maladies	Nombre de cas de malades		Décès causés par ces maladies		Pourcentage pour 1919 sur 10.000	
	1918	1919	1918	1919	Maladies	Décès
Diphthérie	117	110	16	9	9,87	0,80
Méningite cérébro spinale	2	7	1	5	0,62	0,44
Fièvre puerpérale	8	25	2	7	2,22	0,62
Tuberculose	—	—	217	178	—	15,83
Dysenterie	744	204	69	15	18,14	4,33
Scarlatine	—	109	2	1	9,69	0,08
Typhus	—	46	5	5	4,09	0,44

§ 2. — Question du logement.

Or, c'est un fait en Sarre comme dans toutes les grandes villes de l'univers, il n'y a pas assez de locaux pour loger dans de bonnes conditions les habitants. Mais la crise qui est aiguë dans ces cités et soulève maintes protestations, atteint dans les agglomérations du Territoire de la Sarre un degré intolérable. Il est aisé d'en énumérer les raisons dont quelques-unes spéciales au pays : Immigration de plus de 20.000 étrangers du fait du Traité ; arrêt complet de la construction, les prix étant devenus 12 à 20 fois plus cher qu'en 1914 ; taxation des loyers, frontières très rapprochées, forçant tous ceux qui ont affaire à l'intérieur du Territoire à y habiter (1). Depuis 1914, il a été construit à peine 1.000 logements pouvant abriter 10.000

(1) Qui voudrait s'éloigner un peu au delà des frontières du Territoire ? Les mesures de police, les arrêts obligatoires des trains pour la vérification des Douanes rendent peu agréable à ceux qui habitent la Lorraine et les communes limitrophes de Prusse et de Bavière le voyage quelquefois bi-quotidien.

personnes. Il en reste 70.000 à loger qui actuellement habitent un peu partout, chez des amis, chez leur proches parents ou en garni. Déjà en 1914 la place était à peine suffisante et il y avait compression. Il y a une centaine de mille de maisons bâties de tout ordre dans le Territoire de la Sarre, il en faudrait 110.000 pour que la population put vivre selon les règles de la moralité et de l'hygiène.

Les conséquences économiques, politiques et sociales d'une telle situation ont déjà été aperçues. Elles sont innombrables. Est-il possible d'espérer que des affaires de longue haleine soient traitées dans une ville où l'on ne sait si on trouvera un gîte (1). Peut-on croire que les pouvoirs publics seront populaires dans les foyers où se cotoient plusieurs personnes, qui, pour être de la même famille, préféreraient vivre chacun de leur côté? Enfin il est chimérique d'espérer un progrès de l'état sanitaire dans certaines conditions de surpeuplement. Le malaise a été constaté dans la presse sarroise, depuis l'armistice, sous toutes ses formes. Si chaque parole était une brique, a dit spirituellement le Landrat de Sarrebruck à une réunion du Kreistag, la crise serait résolue depuis longtemps. Aussi n'avons-nous point l'intention d'apporter un remède, mais seulement d'indiquer les difficultés que rencontrait la Commission dans la résolution du problème et ce qui a été fait.

Deux ordres de mesures pouvaient être prises :

1° Mesures immédiates d'atténuation ;

2° Mesures de longue haleine.

1° *Mesures immédiates.*

Il convenait de loger les nouveaux fonctionnaires du Gouvernement, surtout ceux qui étaient étrangers. Pour cela il fallait se procurer des logements libres et mettre un terme à

(1) Extrait d'un mémoire sur une enquête faite au mois de septembre 1920 : Il manque environ 4.500 logements dans le Territoire de la Sarre ; 810 d'une chambre, 1.300 de 2 chambres et d'une cuisine, 1.400 de 3 chambres et 1 cuisine, 1.900 de 4 à 5 chambres et plus avec cuisine. Rien que pour Sarrebrück 2.500 sont indispensables. Ces chiffres sont-ils suffisants? Nous ne le croyons pas en songeant à l'avenir.

la spéculation sur les loyers. On commença par aménager, dans les casernes, des appartements pour les officiers français et leurs familles. Ainsi la Commission récupéra 90 appartements. Une goutte d'eau !..

Pour arrêter la spéculation, on établit une taxe, ce qui favorisa les locataires mais empêcha la construction. Parallèlement, le 7 mai 1920, une ordonnance sur les logements créait une Commission chargée de veiller à l'attribution des chambres et appartements aux fonctionnaires et exigeait de tous ceux qui avaient des pièces inutilisées une déclaration, sous peine de sévères sanctions. Ce système qui subsiste encore et dont l'opportunité ne se discute pas, n'est évidemment pas très bien accepté. Il suscite des incidents continuels entre logés et logeurs.

2° Mesures de longue haleine.

Il n'y en a que d'un seul genre. C'est construire. Mais là on se heurte à certaines difficultés qui ont été toutes retournées et résolues sur le papier et qui se groupent sous trois chefs :

1° Comment faut-il bâtir ?

2° Avec quoi bâtir ?

3° Qui peut bâtir ?

On a décidé de bâtir dans les banlieues et à la campagne, de petites maisons à un étage avec jardin, comme il en existe déjà, et dans les villes de grandes maisons à deux appartements par étage, de 4 pièces, pouvant contenir 100 personnes au minimum.

Les matériaux pour bâtir seraient fournis par la pierre du pays qui est excellente, les 30 tuileries, 20 fours à chaux et les usines métallurgiques.

La question de la main d'œuvre est plus délicate. Introduire en Sarre des ouvriers étrangers, pour une période de quelques années à peine, c'est dangereux, surtout qu'il faudra les loger, les nourrir et qu'ils pourraient fort bien quitter leurs chantiers de construction pour demander du travail dans l'industrie. Le *statu quo* de la classe ouvrière sarroise ne serait il pas modifié dans un sens défavorable ? Certains ont pensé qu'à la veille d'une crise dans la métallurgie, les ouvriers de cette

corporation trouveraient là de l'embauche en attendant que la tempête fut passée. L'idée est séduisante ; pour les manœuvres, elle est réalisable, mais les bons ouvriers demeureront toujours maîtres en leur métier et le problème reste posé. Malgré ces objections la pratique révélerait certainement un moyen de pallier à ces inconvénients.

Plus graves sont les objections financières. Un particulier ne se risquera pas à construire, alors qu'il n'escompte qu'un intérêt variant de 0,5 à 1 0/0 de son capital engagé. Seuls les grandes sociétés, les syndicats, les associations, les municipalités, les districts et la Commission de Gouvernement peuvent tenter l'expérience, C'est ce qui s'est produit. Les mines construisent des dortoirs, des grandes et petites bâtisses (1) pour les nouveaux ouvriers qu'elles ont enrôlé, les grosses firmes métallurgiques ont consacré d'importantes sommes à construire de petites cités ouvrières (Dilling 3 millions de marks). Les municipalités d'Ottweiler, de St-Ingbert, etc..., ont emprunté en 1920 plusieurs millions pour entreprendre l'érection de locaux urgents. Mais tout cela eut été insuffisant. La Commission de Gouvernement a donc dû intervenir. Elle a voté 80 millions de marks en Novembre qui serviront à la construction de maisons qui se fera par l'intermédiaire d'une association régionale pour l'entreprise de bâtiments dans le Territoire de la Sarre (Wohnungsbauverband). C'est déjà là un premier pas. On compte ainsi dans 2 ans obtenir 3.000 logements. Certes c'est un effort mais le mal est si grand qu'il eût fallu au moins le double. L'argent sera obtenu par un emprunt à 4 0/0 qui, par des suppléments d'intérêts de 1 3/4 0/0 sera amorti en 30 ans. Il serait émis suivant les besoins, par séries de 20 millions.

(1) 178 maisons nouvelles ont été construites ou sont en cours de construction. Elles sont aménagées pour 329 logements, 133 maisons ont été achetées et un certain nombre pris en location par les Mines Domaniales.

CHAPITRE II

Agriculture et Ravitaillement (1).

§ 1. — *Statistiques et commentaires.*

L'étendue des forêts, le grand nombre d'agglomérations (2), les fortes pentes empêchent l'agriculture d'occuper dans le Territoire de la Sarre une place prépondérante. Il ne faudrait pas cependant en exagérer l'infériorité.

Beaucoup d'ouvriers parmi ceux que nous savons s'être fixés dans les campagnes se trouvent être propriétaires ou locataires d'une habitation, d'un jardin et même d'un petit champ leur permettant d'être à leurs heures de liberté, agriculteur, maraîcher ou éleveur.

Ces occupations accessoires nourrissent souvent une famille de plusieurs membres, ce qui est à considérer lorsque l'on saura que la totalité des individus ainsi alimentés dépasse 150 000. Enfin, gardiens fidèles des traditions, restés indéfectiblement attachés à la terre, se trouvent répartis entre de

(1) Nous remercions MM. Pfeiffer et Graf de la Section d'Agriculture qui nous ont communiqué la plus grande partie des renseignements et chiffres de ce chapitre.

(2) Voici la répartition du sol sur le Territoire de la Sarre :

Propriétés bâties, routes, etc. 6 0/0.

Jardins, vignes, vergers 2 0/0.

Prairies, pacages, herbages 12 0/0.

Forêts 30 0/0.

Agriculture 50 0/0.

La petite placée de l'agriculture n'est donc point due à la stérilité du sol ou à l'insuffisance des terres arables mais surtout parce que la densité de population est énorme et que la consommation alimentaire, locale, formidable dépasse la production. Pour l'utilisation des terrains par cercles et autres détails statistiques sur l'agriculture sarroise voir *Landwirtschaftliche Statistik für die Kreise der Rheinprovinz*, Hagman 1912.

nombreux villages principalement des cercles de Saint-Wendel, d'Ottweiler et de Sarrelouis, une trentaine de mille de vrais paysans (1). Ils se partagent des petites et moyennes exploitations de moins d'un hectare à 20. Ils sont tantôt propriétaires, tantôt fermiers, ces derniers moins nombreux. On rencontre quelques gros possesseurs fonciers, mais c'est l'exception (2). L'union est assez développée et le crédit agricole selon le système Raffaisen couramment pratiqué.

La main-d'œuvre composée souvent d'anciens ouvriers des villes est fortement organisée en syndicats de différentes nuances ; leur influence a beaucoup diminué depuis la guerre par suite de l'exiguïté des exploitations et de l'emploi des machines. Ainsi donc ouvriers et paysans collaborent à la production agricole. Les commentaires et statistiques qui vont suivre auront pour objet, en même temps que d'établir le résultat de leurs efforts, de dresser un inventaire des principales cultures sarroises et de déterminer l'effectif du cheptel à différentes époques.

A) Cultures.

1° Céréales (1919)

	Superficie cultivée en hectares	Production en hectolitres	Rendement à l'hectare		
			Sarre	France	Allemagne
Froment . . .	2.820	36.660	13	13,8	20
Seigle	13.450	207.750	15	14	17,9
Orge	2.252	31.528	14	14,3	19,9
Avoine	6.952	112.232	16	12,6	17,8

2° Pommes de terre (1919)

Superficie cultivée en hectares	Production en hectolitres	Rendement hectol. à l'hectare		
		Sarre	Allemagne	France
12.000	1.500.000	125	103	74

(1) La proportion de 80 0 de 1910 serait ainsi tombée à 50/0. Dans les campagnes de la Sarre la guerre a activé la désertion de la terre. Comme partout les jeunes hommes qui ont quitté le village depuis 1914 sont demeurés dans les villes ou... sur les champs de bataille. Bien peu sont revenus conduire la charrue.

(2) La moyenne pour le Territoire de la Sarre était en 1902, 64 0/0 propriétaires, 36 0/0 fermiers.

Toute cette production est consommée sur place. Une très faible proportion atteint les gros centres urbains qui se ravitaillent au dehors. Il eut été intéressant de dresser la liste des légumineuses, cultures fourragères et fruitières (1). Deux cercles, Ottweiler et Sarrebrück, ont envoyé à la section de l'agriculture une nomenclature pour 1919 et 20. Il en ressort que les besoins de la population dépassent de beaucoup la capacité de production locale. Une augmentation n'est pas à prévoir. En effet la superficie totale cultivée est appelée à diminuer par suite de la construction des maisons et de l'extension des établissements industriels et commerciaux. Tout au plus peut-on espérer le maintien des récoltes actuelles par un accroissement de rendement.

B) Elevage.

En ce qui concerne le cheptel, le tableau suivant parle pour lui et nous n'avons qu'à le faire accompagner de deux remarques.

Cheptel et animaux de basse-cour du Territoire de la Sarre

	Années		
	1905	1919	1920
Chevaux.	15.375	12.223	12.036
Bovins	65.883	63.680	67.760
Ovins.	2.141	7.125	4.910
Porcins	108.485	35.470	66.590
Race caprine	—	67.389	74.093
Volailles.	—	—	532.395
Lapins	—	—	35.650

(1) La culture maraîchère tenait déjà avant la guerre une grande place en Sarre. Autour des villes notamment près de Sarrelouis, on se livrait à la culture intensive des légumes verts (asperges réputées). Pendant la guerre elle s'est étendue dans tout le Bassin. Les terrains vagues eux-mêmes ne restèrent pas incultes. Ils furent distribués à la population qui en fit des jardins potagers que l'on rencontre encore dans bien des endroits. La culture des fruits a pris depuis une vingtaine d'années une grande extension dans la vallée de la Sarre.

1° 10 à 20 0/0 de l'effectif est consommé sur place ou livré aux boucheries sarroises ;

2° Des mesures ont été prises pour reconstituer le cheptel, prohibition de sortie, d'abattage, application des lois allemandes sur l'épizootie, la peste bovine, la fièvre aphteuse et achats de reproducteurs racés.

C) Forêts.

Reste à dire quelques mots des superbes forêts du Territoire de la Sarre. Elles couvrent une superficie de 60.000 kilomètres carrés (1).

Autrefois elles couvraient toute la région. Le déboisement a commencé au xvi^e siècle pour faire marcher les forges. A partir de 1800 l'exploitation des mines contribua beaucoup par ses besoins considérables en bois, à étendre la dévastation, aussi en 1850 la réglementation actuelle fut établie et le domaine forestier s'est conservé fort beau. Il donne à cette région industrielle un tout autre aspect que celui dont on entend journellement parler et qui évoque la monotonie et la tristesse. On y trouve principalement des hêtres, des chênes et toutes variétés de conifères (pins et sapins).

Elles appartiennent soit à l'Etat (27.909 hectares) aux communes (20.380 hectares) ou aux particuliers (11.711) (2). Elles représentent actuellement une valeur de plusieurs milliards de marks. Celles de l'Etat rapportent au budget sar-

(1) Le pourcentage par cercles et districts est :

Merzig 35 0/0, Sarrelouis 22 0/0, Sarrebrück 46 0/0, Ottweiler 19 0/0, Saint-Wendel 27 0/0, Saint-Ingbert 35 0/0, Hombourg 25 0/0, France 18 0/0, Allemagne 25 0/0.

(2) La chasse est un sport à la mode en Sarre. On trouve du chevreuil en assez grande quantité, la bécasse est fréquente et les lièvres énormes. La pêche est aussi un élément de distraction qui n'est pas à dédaigner dans un pays où les rivières abondent, les truites, les brochets. Ainsi la Prims est réputée comme très poissonneuse et on peut voir au marché de Sarrebrück certains jours quelques beaux spécimens de cette rivière.

rois près de 20 millions de marks, un peu moins aux communes dont elle est souvent la principale source de revenus.

L'administration comprend 8 Inspecteurs d'Etat des eaux et forêts, 3 inspecteurs communaux. A leur tête est placé un Grand-Maitre des forêts.

Plus de trois cents gardes en assurent la conservation. Les législations forestières prussiennes et bavaoises ont été maintenues.

§ 2. — Ravitaillement

Consommation alimentaire du Territoire de la Sarre

Ce n'est pas avec 300.000 hectolitres de céréales (blé, seigle, orge), 1.500.000 quintaux de pommes de terre et une dizaine de mille tonnes de viande, que 730.000 habitants peuvent vivre. Selon les moyennes établies, un allemand consomme par an en dehors des autres denrées qu'il serait impossible d'énumérer (1) :

(1) Voici à titre documentaire les besoins quotidiens à un adulte de 60 à 65 kilogrammes fournissant un travail modéré.

Albumine 90 gr. Graisse 50 à 60 gr. Hydrate de carbone 450 à 500 gr.

Ces chiffres sont assurés par la ration quotidienne suivante. Denrées alimentaires pesées crues sauf pain.

Lait	250	Pâtes (nouilles)	30 gr.
Sucre.	40 à 50 gr.	ou Légumineuses,	
Café	8 gr.	Lentilles, etc	30 gr.
Beurre	40 à 50 gr.	Légumes frais	200 gr.
(à remplacer par d'autres corps gras)			
Pain	300 gr.	Confitures	25 gr.
Fromage	20 gr.	ou Fruits secs. . . .	30 gr.
Viande, poisson ou		Figues	50 gr.
Œufs	75 à 150 gr.	ou Fruits frais	200 gr.
Pommes de terre . . .	300 gr.	Vin ordinaire.	125 à 250 cl.
ou Riz	50 gr.	Sel de cuisine.	10 gr.

Pour se procurer actuellement les quantités ou l'équivalent alimentaire demandé par ce tableau, il faut compter une moyenne de 30 à 40 marks par jour, au prix où sont les vivres dans le Territoire de la Sarre, voir page 81 détails sur ces prix. Il est à noter que vers la fin de la guerre la carte d'alimentation allemande accordait par semaine 300 centilitres de lait, 300 grammes de beurre, 3 kilogrammes de

2 quintaux de blé ou de seigle, 3 quintaux de pommes de terre et 100 kilogs de viande. En tenant compte des enfants, le Territoire de la Sarre demanderait, selon ces données, 1.500.000 quintaux de céréales, 2.300.000 quintaux de pommes de terre et 100.000 tonnes de viande. Les chiffres donnés par le service du ravitaillement se rapprochent de ces besoins, ce qui prouve que rien n'est plus régulier que les phénomènes alimentaires. On dit couramment dans les milieux Sarrois, que la production du pays équivaut à ce que consomment les habitants en deux mois, certains disent même quarante jours. Il y a une grosse importance actuellement à savoir si cela est vrai.

Des projets de création d'une monnaie Sarroise, s'étaient en partie sur l'hypothèse que la balance commerciale est favorable au Territoire de la Sarre.

Il est impressionnant déjà de savoir que le pays doit acheter 80 0/0 de sa nourriture à l'étranger.

Ce sont des millions qui sortent. Y a-t-il contre partie ? Nous retrouverons cette question au chapitre IV. Pour le moment, bornons-nous à évaluer cette importation de denrées étrangères, à établir le déficit, connaître les vendeurs, nous réservant de nous servir plus tard des conclusions émises maintenant. Pour arriver à ce but, il est deux sources à connaître : Les chiffres des douanes et ceux de la Section du ravitaillement (1).

pommes de terre, 700 grammes de pain, 300 grammes de viande. Il est évident qu'une telle alimentation a débilité beaucoup la population sarroise dont les besoins sont supérieurs aux habitants des régions moins actives.

Nous devons remercier M. le docteur Bricout, médecin traitant à Contrexeville, ancien interne des hôpitaux de Paris qui nous a communiqué ces données.

(1) La consultation de la comptabilité du service du ravitaillement est pleine d'enseignements. Parmi toutes les colonnes groupant le détail des livraisons des farines, des légumes secs, etc. . apparait l'effort admirable qu'a fait la France pour nourrir la Sarre au moment où elle manquait des aliments essentiels, on oublie même quelquefois que l'opération n'a pas été fructueuse pour le Trésor français. L'organisa-

Les premiers sont plus exacts, car ils portent sur toutes les denrées, les seconds varient suivant les facilités que trouve le commerçant de se procurer des marchandises sans l'intermédiaire de l'Etat. Mais les chiffres des douanes ne se réfèrent qu'à la période de Janvier-Juillet 1920, tandis que les données du ravitaillement portent sur une parties des années 1919 et 1920. Or le Service du Ravitaillement de l'Administration supérieure de la Sarre, de Juillet 1919 au 10 Janvier 1920, a du fournir à peu près tout ce qui était nécessaire à la population Sarroise, le commerce libre étant impossible. Il est à noter toutefois, que les quantités délivrées par l'intendance Française correspondaient à un rationnement. Les nombreux calculs auxquels nous nous sommes livré ont abouti à quelques mille près, aux mêmes totaux. Il en résulte que la Sarre importe environ 3 millions de quintaux d'objets d'alimentation, pour la somme de 200 millions de francs, ou selon le change, de 600 millions à 1 milliard de marks.

Retenons ces résultats, auxquels nous devons accorder une confiance provisoire, dans l'absence de chiffres définitifs. Ils nous semblent toutefois n'être pas trop éloignés de la réalité.

Les principaux fournisseurs sont la France et l'Allemagne. Selon nos évaluations, la Sarre importerait de France 120.000 quintaux de produits alimentaires coûtant 60 millions de francs, et l'Allemagne 240.745 quintaux pour 100 millions de francs.

Les autres vendeurs lui envoient des pommes de terre (Pologne et Luxembourg), de la viande frigorifiée (Canada), des farineux et conserves (Belgique, Suisse, Pays-Bas), le tout atteignant une quarantaine de millions de francs.

Mais ces qualités et quantités (1), sont encore insuffisantes.

tion du ravitaillement sur le Territoire de la Sarre est la même que celle qui a fonctionné pendant toute la guerre en Allemagne. Rôle primordial des Kommunal-Verbänden. Nous remercions M. Nicolas et son personnel qui nous a fourni de complètes explications dont la reproduction ici n'est pas malheureusement possible.

(1) Il faut attirer l'attention du service d'hygiène sur la qualité : La nourriture allemande déjà peu hygiénique (charcuterie sous toutes ses

Il est de toute importance aux points de vue politique, économique et sanitaire que la population Sarroise soit bien nourrie, Il n'est pas besoin de rappeler que les accords de Spa ont été signés sur ces considérants : que les paiements de la France à l'Allemagne, seraient destinés à nourrir les mineurs. Une source d'augmentation de l'extraction charbonnière est là.

*Prix moyen de quelques marchandises à Sarrebruck
en 1913 et 1920, en marks.*

Marchandises	1914	1920	Marchandises	1914	1920
3 livres de pain. . .	0,45	4,10	Costume d'homme. . .	80	1.200
1 livre de café. . .	0,20	12,50	Pardessus.	70	1.100
500 gr. de sucre. . .	0,40	4,20	Paire de chaussures		
1 litre de lait . . .	0,25	2,80	(luxe)	22,50	350
1 livre de beurre . .	1,40	40	Chapeau	10	150
1 kg. de bœuf . . .	1,40	36	Paire de gants . . .	5	100
1 kg. de veau . . .	1,45	36	Chemise	5	70
1 kg. de porc . . .	1,40	42	Cravate	4	40
1 kg. de mouton . .	1,30	36	Faux-cols d'homme .	0,60	12
1 douzaine d'œufs. .	1,20 (*)	30 à 50	Couteau de poche . .	1,50	21
1 kg. de pommes de			Ciseau	1	15
terre.	0,10	0,90	Une boîte papier lettre	0,50	7
1 litre de vin . . .	1	14	Parcours en tramw.	0,10	1
1 bouteille de vin de			1 cigare	0,20	2
la Moselle. . . .	3,50	15 à 70	1 boîte de cigarettes.	0,35	3,50
1 verre de bière . .	0,25	2	1 exemplaire de jour-		
Tablette de chocolat.	0,50	7	nal	0,05	0,50

(*) Selon la qualité et la saison.

Pour que la population ait bon esprit, il faut que non seulement elle soit nourrie, mais alimentée à des prix raison-

formes) est complétée par des boîtes de conserves variées et des légumes secs que l'on peut discuter. Il serait préférable que les habitants de la Sarre prissent l'habitude de demander à la France, à la Suisse, à la Belgique des produits frais quoique un peu plus cher. Nous apprenons au dernier moment qu'un accord aurait été conclu avec la Hollande pour l'expédition journalière de 20.000 litres de lait frais en Sarre.

nables. Or, quelques données sur les prix de la vie en Sarre, démontrent que le Territoire de la Sarre est une des régions les plus chères de l'Europe occidentale.

Callwerk, dans ses index-numbers (1) du mois d'Août dernier, obtient pour Sarrebruck, 400,35. Comparée aux autres villes d'Allemagne, la capitale du Territoire de la Sarre, serait ainsi l'endroit le plus cher d'Allemagne.

Neunkirch (Sarre).	369,92	Francfort.	288,39
Aix-la-Chapelle.	313,29	Dresde.	264,57
Cologne	309,84	Essen	248,94
Bonn	296,43	Münich	237,54
Hambourg	294,24	Trêves.	223,07
Halle	289,77	Dusseldorf	196,83
Berlin	288,66	Breslau	199,62

La moyenne était pour l'Allemagne entière :

en	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920
de	25,12	38,16	53,47	55,26	58,11	82,21	261,38

L'accroissement vertigineux du coût de l'existence date surtout de l'armistice. Une famille composée du mari, de la femme et de trois enfants, dépensait en vivant avec aisance en 1913, environ 300 marks par mois.

(1) M. le Professeur Charles Gide dans son cours d'Economie politique, 4^e édition, 1918, tome I a condensé dans les pages 86 à 93, tout ce qu'il faut connaître pour comprendre le mécanisme un peu compliqué des Index-numbers et en apprécier la valeur et la portée. Les nombres indices calculés par Callwerk correspondent aux prix de détail ; leur but est d'enregistrer le coût de la vie. Pour ce qui est des prix de gros permettant seuls de suivre les variations de la monnaie, la *Frankfurter Zeitung* du 12 décembre 1920 constatait en ce qui les concerne l'absence de nombres indices. Pour combler cette lacune elle publie depuis cette date dans sa partie commerciale (*Handelsblatt*) à intervalles réguliers des « Index ziffer fur Grosshandel » dont il conviendra de suivre les fluctuations avec intérêt.

Depuis l'armistice les mêmes personnes, se bornant à assurer leur existence journalière, dépensaient en :

Janvier 1919. .	800 marks	Mal 1920 . .	1.829 marks
Décembre 1919.	1.392 »	Juin » . .	1.882 »
Janvier 1920. .	1.552 »	Juillet » . .	1.823 »
Février » .	1.560 »	Août » . .	1.956 »
Mars » .	1.902 »	Septembre 1920	2.122 »
Avril » .	2.107 »	Octobre 1920 .	2.387 »

Ces constatations sont basées sur une enquête de l'Office économique de Sarrebrück avec le concours de l'Office supérieur pour l'examen des prix dans le Territoire de la Sarre.

Nous n'avons pas ici à rechercher les causes de la vie chère et en énumérer les conséquences et les remèdes. Le problème a été étudié sous toutes ses formes. Toutefois sur le Territoire de la Sarre il se lie d'une façon particulière à la question monétaire. Nous retrouverons ce point au chapitre V.

CHAPITRE III

Industrie

SECTION I

Industrie minière

Nous avons déjà marqué le rôle capital joué par les charbonnages dans l'économie sarroise. Cent vingt-cinq usines de tout ordre, l'exécution du Traité, une population entière en dépendent actuellement.

Leur examen constitue donc le point central de notre étude.

Fidèle à notre programme de vue d'ensemble, nous traiterons successivement tout ce qui touche aux Mines, hormis à la politique sociale, incorporée pour plus d'unité section IV du présent chapitre.

Nous nous engageons sur un terrain déjà reconnu.

Les Houillères de la Sarre ont fait l'objet de nombreux écrits. Malheureusement les meilleurs, rédigés en langue allemande, demeurent inaccessibles au grand public (1).

(1) L'administration prussienne des Mines fiscales a édité en 1904 avec le concours de plusieurs spécialistes une série de fascicules constituant deux forts volumes sur l'Industrie minière dans le Bassin de la Sarre. Ce travail divisé en 6 parties condense à peu près tout ce qui a été publié au cours du XIX^e siècle sur le sujet. Nous ne citerons donc désormais en matière de Mines que des articles ou livres postérieurs à 1900. Voici dans l'ordre où ils ont paru les sujets traités.

I. *Das Saarbrücken Steinkohlengebirge*, rédigé par MM. Von Prietze, Leppla, Muller et Hohensee.

II. *Geschichtliche Entwicklung der Steinkohlenbergbau im Saargebiet*, Hasslacher.

III. *Der technische Betrieb der Steinkohlengruben bei Saarbrücken*, M. R. Mellin.

§ 1. — *Coup d'œil général sur le gisement (formation, allure, nature, étendue, richesse, qualité et usage des charbons)*

A) *Formation*

On prenait, il'y a une cinquantaine d'années encore, les couches de charbon du Bassin de la Sarre, comme étant d'anciennes plantes immergées, recouvertes au cours des siècles par de la terre, et qui, se décomposant, étaient devenues de la houille.

On attribuait aux terrains carbonifères de la Sarre la même origine que celles des bassins du Nord de la France, de la Belgique et de la Ruhr. Il n'en était rien. Les recherches des géologues ont renversé cette théorie, jusqu'alors admise. Il était en effet remarquable que les filons ne fussent pas entourés de terre et que l'on y découvrit des traces de troncs d'arbres. On était donc en présence d'anciennes forêts enterrées là par les grands cataclysmes qui ont présidé aux derniers plissements hercyniens; la chaleur du climat permettait rapidement les reconstitutions sylvestres jusqu'à ce qu'une nouvelle dislocation vint précipiter sur cette nature luxuriante des masses de décombres ou de liquide. L'eau se retirant, les sables, argiles et débris de végétaux se consolidaient et formaient un amalgame dans lequel on devait, des milliers d'années plus tard, trouver de la houille.

IV. *Die Absatzverhältnisse der Kongl. Saarbrücker Steinkohlengruben in der letzten zwanzig Jahren.* A. Zoerner.

V. *Die Kohlenaufbereitung und Verkokung un Saargeliet,* Mengelberg.

VI. *Die Entwicklung der Arbeiterverhältnisse auf den staatlichen Steinkohlenbergwerken von Jahren, 1816-1903,* Müller.

Les thèses de MM. Weiss et Henry Gréard sur les mines fiscales de la Prusse et les revues *Glück auf, Zeitschrift für das Berg. Hutten und Salinenwesen. Kohle und Erz. Jahrbuch der deutschen Steinkohlen, les Annales des Mines* ont été consultés par nous avec profit.

B) Allure (1)

Nous ne pouvons mieux faire à ce sujet que de citer textuellement la page 30 de la brochure de MM. Vidal la Blache et L. Gallois (Le Bassin de la Sarre). Les éminents professeurs de la Sorbonne ont réussi à y condenser l'essentiel tout en étant parfaitement clairs et complets.

« Le bassin houiller de la Sarre correspond à un anticlinal, c'est-à-dire à un bombement des couches qui fait affleurer le Carbonifère ou le rapproche de la surface. Cet anticlinal est allongé dans une direction Sud-Ouest, Nord-Est. Son axe correspond à peu près à une ligne tirée de Pont-à-Mousson, sur la Moselle, à Kreuznach, sur la Nahe. Le bombement n'est pas symétrique ; les couches plongent plus rapidement vers le Sud-Est. Elles viennent butter de ce côté contre une grande faille qui a produit une dénivellation de 2.000 mètres environ. Vers le Nord-Ouest, l'inclinaison des couches est moins forte. Elles disparaissent sous les grès permians suivant une ligne tirée de Sarrelouis à Saint-Wendel. Considéré suivant son axe, l'anticlinal n'est pas non plus régulier. On y peut distinguer deux bombements ; l'un qui correspond à l'affleurement des couches dans la région comprise entre Sarrebrück et Neunkirchen et un autre moins prononcé, correspondant à un second affleurement des couches carbonifères à l'est de Kusel.

Au Sud-Ouest de Sarrebrück, le Carbonifère disparaît sous les grès triasiques. Les sondages exécutés dans ces dernières années en Lorraine ont montré qu'il s'enfonce de plus en plus. Il a été traversé à Pont-à-Mousson entre 800 et 1.300 mètres.

On a très peu de renseignements sur l'allure du gisement vers le Nord-Est. Comme on le verra plus loin, les nombreuses concessions récemment accordées dans cette région ne prouvent pas qu'il y ait là des couches pratiquement exploitables.

Vers le Nord-Ouest, les sondages n'ont pas été poursuivis

(1) Pour la compréhension des termes techniques spéciaux, faille, anticlinal, etc., voir le très bon traité de M. Emmanuel de Martonne, *Traité de géographie physique*, Paris, 1912.

très loin sous les grès permien. On a peu de chances de rencontrer là autre chose que des houilles maigres, car le Carbonifère sur ce flanc Nord-Ouest de l'anticlinal, est en transgression sur les terrains plus anciens et n'est plus représenté que par ses couches supérieures, celles où se trouvent précisément les houilles maigres.

Vers le Sud-Est, la partie exploitée du bassin est nettement délimitée par la grande faille qui passe un peu à l'Est de Sarrebrück et de Neunkirchen. »

Tel est analysé et délimité le Bassin houiller de la Sarre. Pour obtenir l'étendue exploitée à l'intérieur des frontières du Territoire, il faudra soustraire du chiffre total la partie lorraine et les concessions délaissées ou non entreprises. On a évalué la superficie du bassin entre 1.000 et 1.500 km², dont 1/20 en Lorraine. Nous ne prendrons point part à une discussion entre géologues et géographes. Constatons seulement qu'à l'heure actuelle l'exploitation s'étend sur un quart du Territoire de la Sarre (*un peu moins de 500 km²*). La presque totalité des puits de mines se trouve réunie à l'intérieur à un parallélogramme de 40 km² sur 20 qui a pour sommets des angles Sarrebrück, Hostenbach, Wemmetsweiler et Frankenholz.

Nous ne nous occuperons pas de la partie Sud-Ouest du Bassin, situés en France (1).

(1) Exploitées par trois compagnies privées, Petite Roselle, Sarre-et-Moselle, La Houve, les mines lorraines s'étendent sur une cinquantaine de kilomètres. Elles sont maintenant entre des mains françaises et ont extrait pour l'année 1920, 3 millions de tonnes contre 2.800.000 en 1919 et 3.500 000 en 1913. Malgré l'intérêt qu'il y aurait à grouper toutes les statistiques du bassin, nous devons ignorer ces exploitations, sites en dehors du Territoire de la Sarre. Cependant nous serons forcés de reconnaître que la scission économique, notamment en matière sociale et économique n'est pas aussi tranchée que les scissions politiques, administratives et financières. Nous touchons là un sujet délicat que nous effleurons en quelques lignes dans presque chacune de nos prochaines discussions. On consultera avec intérêt une thèse de doctorat présentée en 1914 devant l'Université de Strasbourg par

C) Richesse du bassin.

Quoiqu'il y ait pour certains un peu d'enfantillage à évaluer la richesse d'une mine, nous croyons intéressant de citer quelques évaluations. Elles varient beaucoup. Des ingénieurs prussiens ont estimé entre 30 et 50 milliards de tonnes la capacité du Bassin de la Sarre. Il est vrai qu'ils tenaient compte de couches ridicules d'épaisseur et de profondeur. Si l'on en croit les déclarations faites en 1913 à Toronto, lors de la réunion du Congrès Géologique, il faudrait s'en tenir à une douzaine de milliards. Enfin plus modestement on a fixé cette richesse à 3 milliards. Cette estimation quoique trop faible conserve une bonne place au Bassin de la Sarre à côté des autres gisements mondiaux.

Il est un fait, c'est que plusieurs siècles se passeront avant l'épuisement des houillères sarroises, l'extraction dut-elle doubler au tripler. Le bassin est en effet très riche. Les recherches ont révélé une centaine de filons de 0 m. 50 à 1 m. 50 dont la puissance exploitable serait de 90 mètres et selon nos renseignements on peut en escompter la découverte de nouveaux, le sous-sol sarrois étant relativement mal connu.

D) Qualité et usage des charbons.

Le mot charbon permet quelquefois de regrettables confusions statistiques. On ne considère trop souvent que la quantité. Or la qualité est essentielle. Combien d'écrits relatifs à l'industrie du fer oublient de noter ce détail ou d'en avertir le lecteur profane ? A peine fait-on une distinction entre la lignite et la Houille. Certes on ne peut exiger que chaque article sur la métallurgie soit précédé d'une théorie des com-

M. Schmidt, sarrois de naissance, consacrée aux Mines de Lorraine. *Der Saarkohlenbergbau in Lothringen*, 1914. Verlag von Max Krahman, Berlin N. V40.

(1) Depuis le début de l'extraction jusqu'à nos jours on a extrait près de 400 millions de tonnes de charbon des Mines situées en Territoire sarrois.

bustibles (1) mais nous croyons qu'un court avertissement éviteraient certains malentendus.

Pour nous qui allons poser bientôt les conditions d'existence de la grosse industrie sidérurgique sarroise, quelques renseignements sur les diverses qualités de charbon et leur usage ne doivent pas paraître superflus.

Il en existe deux classifications.

Une première essentiellement scientifique basée sur l'examen des empreintes végétales rencontrée dans les couches. Une deuxième, dont le but est de classer les houilles selon leur usage.

Cette dernière intéressant seule la métallurgie retiendra notre attention. Nous adoptons celle de M. Grüner laissant de côté la classification anglaise basée sur la proportion de carbone fixe.

Classification des charbons de M. Grüner basée sur la quantité et la qualité des houilles.

Cinq catégories.

- 1° Houilles sèches à longue flamme.
- 2° » grasses »
- 3° » » proprement dite.
- 4° » » à courte flamme.
- 5° » maigres.

Les houilles extraites des mines de la Sarre appartiennent aux catégories, 1 (*Louisenthal*), 2 (*Friedrichthal*), *Sulzbach*, *Dudweiler*, *Henitz*, 4° (environs de *Sarrebrueck*) 5° (couches supérieures).

La combustion de ces charbons donnent à la combustion entre 2, 5, 8, et 12 0/0 de cendres. Les Hauts-Fourneaux n'admettant pas pour leur coke une proportion au-dessus de 5 0/0, les houilles grasses 2 et 4 seules sont destinées aux fours à coke, encore ce coke est-il très friable et faut-il le

(1) Voir Babu, *Traité de la Métallurgie*, 1^{re} partie, Théorie très complète des combustibles : bois, lignites, houilles, anthracite, coques, etc.

consommer sur place. Une partie des charbons de la Sarre (*ceux de la partie Ouest*) est donc en période normale à peu près inutilisable pour la Grosse industrie (1).

Nous ne voulons pas dire par là que ce soient de mauvais charbons. Ils sont au contraire très appréciés pour la fabrication du gaz d'éclairage et les usages domestiques. Retenons seulement que les catégories 3 et 4, en abondance dans la Ruhr et le Nord de la France donnent seules des coques bien fondus et nécessaires au bon fonctionnement des Hauts-Fourneaux. Il ne faut pas non plus conclure à l'inutilisation du charbon du bassin par l'Industrie. En dehors des 31 Hauts-Fourneaux et de quelques appareils spéciaux dont le plein fonctionnement exigerait 2.000.000 tonnes de coke par conséquent environ 4.000.000 tonnes de houilles grasses, les usines sarroises emploient les charbons ordinaires et en font une grande consommation.

Mais n'anticipons pas.

§ 2. — *Exploitation*

A) *Historique*

1° Période avant 1850

La toute puissance du charbon sur le marché économique ne s'est affirmée que bien longtemps après sa découverte. En Sarre, par exemple, il était connu dès le xv^e siècle. C'est dans une lettre missive de la comtesse V. Elisabeth de Nassau Sarrebrück à son vassal Frédéric Greiffenclau de Wollradt, en 1430, qu'il en est question pour la première fois. Les habitants du pays à cette époque piochaient aux affleurements; mais ce n'était pas régulier, car ils préféraient le bois. On pourrait croire que les premières industries installées vers le

(1) Il a bien fallu et il faut encore souvent utiliser des charbons pour la cokéfaction considérés autrefois comme mauvais. Mais n'est-ce pas au détriment des appareils et de la qualité.

commencement du xvi^e siècle se servirent du précieux combustible. Les petites forges et verreries s'alimentaient cependant aux forêts qu'elles ne devaient pas tarder à saccager, ignorant les qualités caloriques supérieures de « cette terre noire ».

Peut-être aussi le chauffage au bois donnait il moins de peine et revenait-il meilleur marché?

Après la guerre de Trente ans, le prince Louis, qui s'intéressait à l'Industrie, accorda l'exploitation des charbons connus de Dudweiler et Sulzbach (1) à de petites entreprises qui le transportaient par bateau vers Trèves et par route dans le Palatinat.

Il faut arriver au milieu du xviii^e siècle pour constater une extraction régulière faite par des corporations organisées. Le prince Guillaume Henri de Nassau-Sarrebrück les soumit à son contrôle et perçut un droit (2). C'est de cette époque que date un privilège dont nous aurons à reparler à propos de l'application des clauses du chapitre premier, Annexe, Section IV. Partie III du Traité de Paris (*Voir ci-dessous*, page 97). A l'origine, les habitants prenaient ce qu'ils voulaient de charbon à condition d'en céder la moitié à l'autorité seigneuriale. L'exploitation de nouvelles galeries à Burbach, Clarenthal, Schiffweiler, ayant été affermée en 1776 à des compagnies, le prince décida que désormais ses sujets ne pourraient plus prendre directement leur charbon à la mine; à titre de compensation, ils étaient assurés d'en toucher une

(1) En 1688 aux environs de Dudweiler un berger ayant allumé un feu de bois par hasard sur une couche d'affleurement, celle-ci s'enflamma. Par suite d'un grand vent, le foyer s'étendit et malgré les efforts faits pour l'éteindre il continua à se consumer durant de longues années. Goethe de passage dans la région en 1777 parle dans ses mémoires du « brennenden Berges ».

(2) Extrait d'un règlement de 1754 :

« ...Interdiction sous peine de 100 Reichs thaler d'amende d'ouvrir une mine ou de vendre du charbon. » Une exception était maintenue en faveur des verreries qui possédaient des mines propres.

quantité annuelle fixe au prix de revient. La population fit contre fortune bon cœur et cet avantage devint une coutume dont l'abolition date de l'application du Traité de Versailles.

Quelque temps après la réunion à la France, le Directoire confiait par un contrat du 5 Germinal, an V, à la Société Equer, de Paris, l'exploitation pour un bail de dix ans, moyennant le paiement de 71.000 francs par an — chiffre insignifiant — les mines et usines des environs de Sarrebrück.

Napoléon I^{er}, dont les initiatives économiques sont encore sujettes à enseignement, devait donner une impulsion énergique aux nouveaux travaux entrepris. Dans un Conseil tenu lors d'un de ses passages à Sarrebrück, avec les ingénieurs français, il fut décidé de créer une Ecole des mines à Geislautern, d'activer l'extraction charbonnière et d'exploiter provisoirement les houillères, pour le compte de l'Etat, lorsque la Société Equer aurait terminé son bail... Ce provisoire subsiste encore de nos jours dans son principe. Restaient privées, la mine d'Hostenbach(1) acquise par M. Nicolas de Villeroy de Vaudrevange, le 12 août 1804 en vertu de la loi française sur les Mines, du 28 juillet 1791 et celles appartenant aux verreries de Friedrichsthal, Altenwald, Merchweiler et Querschied. La production non consommée sur place était expédiée dans les départements du Mont-Tonnerre, Bas-Rhin, Moselle et les Forêts.

En 1815, les mines du Bassin de la Sarre échurent en grande

(1) Elle appartenait avant la révolution à l'abbaye de Wadgassen. Elle est restée dans la suite, la seule mine privée en territoire prussien. Propriété d'une société sarroise depuis 1880 elle appartient maintenant à la société des charbonnages de Longueville.

(2) Les descendants de la famille de Villeroy habitent encore la ville où leurs aïeux introduisirent l'industrie de la céramique. L'accueil chaleureux que nous avons trouvé auprès de M. de Villeroy-Galhau et la complaisance avec laquelle il nous a piloté dans son usine appellent ici nos remerciements les plus amicaux.

partie à la Prusse(1). Une seule, St-Ingbert revenait à la Bavière(2).

Une commission spéciale prussienne prit en main, dès le 8 décembre 1815, la direction de l'exploitation houillère. Le 22 septembre 1816 un office royal des Mines s'installait à Sarrebrück. Il devait, en 1861, être remplacé par une organisation nouvelle et définitive, dont nous ferons la description plus loin.

Les concessions privées et d'Etat en activité étaient au lendemain du deuxième Traité de Paris, pour les parties prussiennes et bavaoises : Dudweiler, Sulzbach, Jägersfreude, Russhutte, Gersweiler, Geislaustern, Schwalbach, Rittenhofen, Guichenbach, Wälschried, Illing, Kohlwald, Wellesweiler, Groswald, Clarenthal, Hostenbach, Bauernwald, St-Ingbert, Mittelbexbach (1816).

La production de 100.000 tonnes était le produit du travail d'un millier de mineurs ; ce qui n'était pas consommé sur place s'en allait par bateau vers la Sarre inférieure et par route vers

(1) Un de ceux qui se dépensa le plus pour amener les plénipotentiaires alliés réunis à Paris en 1814 et 1815 à attribuer à la Prusse les Mines du Bassin de la Sarre est Henri Boëcking. Il y a sur le rôle déployé par ce personnage plusieurs pages d'histoire passionnantes à lire. Voir à ce propos Babelon, *Sarrebrück et Sarrelouis*, pages 217 à 243. Vidal la Blache et Gallois, *Le bassin de la Sarre*, pages 21 à 29.

Ruppersberger, *Geschichte der Grafschaft, Saarbrücken*, 1899, tome II. W. Schmitz, *Politische Zustände und Personen in Saarbrücken in den Jahren, 1813, 1814, 1815*. Bibliothèque de l'Institut de France, Fonds Barth).

(2) Depuis 1815 l'exploitation des mines dans la partie bavaoise s'est étendue. En 1816 on a découvert Mittelbexbach. Frankenholz donné en concession à titre privé en 1815 ne fut pas exploité tout de suite. Les travaux de sondage commencèrent en 1870 et les premières berlines de charbon furent ramenées à l'air en 1883. L'administration française des mines domaniales de la Sarre vient de faire son acquisition. Enfin en 1890 une autre société privée avait tentée à Nordfeld, près Waldmohr d'exploiter une concession. Après avoir réussi avec une équipe de 272 mineurs à attendre une production de 80.000 tonnes elle dut renoncer à poursuivre l'exploitation par suite des difficultés d'extraction.

la France et le Palatinat. Les installations étaient encore rudimentaires. On ne se servait pas encore de machine à vapeur et l'extraction se faisait par galeries.

Jusqu'en 1850, malgré l'introduction de nouveaux moyens techniques, machines à vapeur, fonçage de puits verticaux, traction sur voies ferrées, lampes de sûreté, etc..., les mines du bassin de la Sarre ne progressèrent qu'avec lenteur. Les besoins en combustibles étaient dans la première partie du XIX^e siècle encore restreints et peu nombreux étaient les gens qui soupçonnaient l'éclosion prochaine d'une activité industrielle.

La construction des chemins de fer, l'ouverture du canal des Houillères, la canalisation de la Sarre sur une longueur de 20 kilomètres, les découvertes de la science marquèrent le début d'une progression, certes plus lente que pour les autres bassins houillers mais régulière. Nous ne voulons pas surcharger notre texte de chiffres, aussi avons-nous dressé un tableau récapitulatif de la production des Mines du bassin de la Sarre depuis les origines jusqu'à 1920. On le trouvera ainsi que plusieurs autres pages 83, 85 et 92 à 96.

Poursuivre d'une façon complète cette historique pour la période 1850-1920 nous entraînerait dans trop de détails, romprait la symétrie, l'équilibre de notre dispositif et enlèverait tout caractère d'unité aux exposés prochains — en matière de transport, de politique, de prix de salaires par exemple. Pour éviter ces inconvénients nous nous limiterons ici à enregistrer la courbe suivie par l'industrie minière sarroise pendant ces 70 années, quitte en temps et lieu à rappeler en quelques lignes le passé de chaque question.

Deuxième période (1850-1920).

Le temps est passé où les Directeurs des Mines ne savaient si la « terre noire » qu'ils faisaient abattre serait toute vendue. Elle va désormais devenir le « diamant noir ». Les demandes de livraisons afflueront. Le nombre des mineurs devra être

augmenté. Il faudra faire appel à une main-d'œuvre éloignée, les bras des proches campagnes devenant insuffisants. Des puits de plus en plus profonds seront foncés (1) on abandonnera presque partout l'exploitation en galerie. Des sections de techniciens rechercheront de nouveaux filons ; des installations modernes seront établies afin d'activer l'extraction. Des wagons chargés automatiquement sont envoyés au loin, enfin l'Administration sera renouvée.

De 593.865 tonnes en 1850, la production passera à 1.953.000 en 1860 et à 3.444.894 en 1869. Le nombre de mineurs en 1850 de 4580 atteindra 18.500 à la veille de la guerre franco-allemande (2).

Le recul engendré par la guerre de 1870 fut de courte durée. Dès 1872, la production dépassait les chiffres de 1869 et atteignait 4.481.836 en 1875.

De 1875 à 1895 les mines de la Sarre se ressentirent de la crise générale qui domina durant ces vingt années les marchés européens. De grandes grèves marquèrent les années de 1888 et 1893. La répercussion fut toutefois atténuée par la politique des prix et des salaires menée par la Direction des Mines de Sarrebrück.

A partir de 1895 la situation s'améliora et jusqu'en 1914, la progression fut en moyenne de 500.000 tonnes par an. On développa l'extraction des houilles grasses dans les fours à coke de Heinitz et ceux des grandes usines métallurgiques demandaient chaque jour une plus grande quantité.

La guerre bouleversa projets et programmes.

Beaucoup de mineurs partirent aux armées. L'année 1915

(1) La profondeur actuelle des puits du Territoire de la Sarre varie entre 50 mètres et 700 mètres (majorité entre 300 mètres et 450 mètres). Dans la Ruhr il faut descendre en moyenne à 600 mètres.

Les premiers puits forés dans le Bassin de la Sarre le furent en 1822 dans la mine d'Hostenbach. En 1913 on comptait dans les exploitations minières bavaoises prussiennes fiscales et privées réunies 73 puits d'extraction et 88 puits de service-aérage, et d'épuisement des eaux.

(2) Mines fiscales prussiennes seulement. Pour la totalité augmenter 1/10 en général.

enregistra une moins-value de cinq millions de tonnes sur 1913. Cette chute qui menaçait de provoquer des perturbations dans le ravitaillement charbonnier des usines de guerre, décida de renvoyer à la mine les mobilisés mineurs des classes de réserve les plus anciennes.

Cette mesure fut étendue dans la suite et les résultats de 1916 et 1917 furent sinon normaux du moins satisfaisants. 1918-1919 ne virent pas se maintenir l'augmentation. Les défaites, la révolution, l'occupation, la réduction de la journée de travail ramenèrent les mauvais jours de 1917.

Depuis le 10 janvier 1920 une Direction française a remplacé la Bergwerkdirektion allemande.

L'année 1920 semble marquer un léger progrès sur l'exercice précédent.

B) Organisation des Mines de la Sarre (1).

1° Ancienne organisation allemande.

Le royaume de Prusse se divise en 5 arrondissements miniers (Dortmund, Bonn, Breslau, Halle, Clausthal).

Les mines du bassin de la Sarre, dépendaient de celui de Bonn. Après discussion, Berlin a admis la création d'un Oberbergamt à Sarrebrück auprès de la Commission de Gouvernement ce qui supprime toute liaison entre Sarrebrück et Bonn.

1° Direction. Elle était représentée par un Comité de 9 membres, spécialistes, ayant à leur tête un président « Geheim-Bergrat » relevant du ministère du Commerce et dont les attributions étaient universelles. Une Oberbergrat lui était adjoint.

Les Directeurs des inspections, le Directeur de l'Ecole des Mines de Sarrebrück, le Directeur du Magasin général, le chef

(1) Les mines de l'Etat prussien représentent les 9/10 de la production. Les mines fiscales bavaoises appliquent le même système d'exploitation. Elle comprenait deux inspections Saint-Ingbert, Mittelbexbach. Pour ce qui était de Hostenbach et Frankenholz mines privées, elles étaient organisées sous forme de société anonyme.

des Forces hydrauliques et électriques avaient entrée au Comité dont le nombre pouvait être ainsi porté à 25 membres.

2° Inspections.

Les mines fiscales prussiennes ont été divisées depuis définitivement en 1908 en douze inspections constituant chacune une véritable exploitation autonome.

<i>I Kronprinz</i>	<i>V Sulzbach</i>	<i>IX Friedristhal</i>
<i>II Gerhard</i>	<i>VI Reden</i>	<i>X Gættelborn</i>
<i>III Von der Heydt</i>	<i>VII Heinitz</i>	<i>XI Camphausen</i>
<i>IV Dudweiler</i>	<i>VIII Kœnig</i>	<i>XII Fuerstenhausen.</i>

Trois de ces dénominations ont été modifiées par l'administration française : Kronprinz est devenu Ens Dorf : Gerhard Louisenthal et Kœnig, Neunkirchen.

A la tête de chaque inspection se trouvait un Directeur d'inspection assisté selon les besoins d'un ou plusieurs ingénieurs inspecteurs.

Chaque inspection comprend 1 à 4 sièges d'exploitation qui sont dirigés par un Obersteiger (haut-porion). Au-dessous le Fahrsteiger (chef-porion) et enfin le Steiger (simple porion).

2° Organisation nouvelle française.

Aussitôt l'armistice des officiers français, ingénieurs de profession surveillèrent leurs collègues allemands et préparèrent au cours de 1919 la transmission qui s'effectua le 10 janvier 1920. Un problème se posait. Quel système allait-on adopter ? Continuation de l'exploitation d'Etat ?

Mise à bail ? Affermage ou Concession ?

La question n'est pas encore résolue. On s'en est plaint à la Chambre en juin dernier. Voici toutefois ce qui a été fait.

Un projet de loi a été déposé le 1^{er} octobre 1919 où il était question de la création d'un office. Il ne fut pas accepté. Quelque temps après ce dépôt une commission présidée par M. l'abbé Wetterlé fut constituée et M. Liouville député de Paris nommé rapporteur (1). Il fallait pourtant vivre. Un décret et une loi

(1) Voir annexe le rapport de M. Félix Liouville, déposé le 27 janvier 1921 sur le Bureau de la Chambre, dont nous avons connaissance au dernier instant.

ont été rendus en attendant qu'une liste définitif vienne régulariser la situation.

1^o Décret du 23 octobre 1919 réglant l'organisation provisoire des Mines de la Sarre.

2^o Loi du 28 Octobre 1919 accordant un fonds de roulement de 80 millions de francs. (Voir Annexe).

Le principe d'Exploitation d'Etat a été maintenu. Le Président a été remplacé par un Directeur général nommé par le Ministère des Travaux publics à Paris. 3 Directions de groupe Ouest, Centre, Est s'intercalent entre la Direction générale et les inspections, ces dernières intégralement conservées. Dans les détails d'organisation rien n'a été changé.

Enfin la compétence de la Direction française des Mines domaniales françaises de la Sarre s'étend aux 2 mines bavaroises fiscales et à Frankenholz. Cette unification assurera aux statistiques une précision plus grande.

Que faut-il penser de cette nouvelle adaptation. Est-il souhaitable qu'elle devienne définitive ? Ou au contraire est-il désirable qu'un autre système soit introduit ?

Les résultats d'une année de régime en période anormale ne permettent pas des conclusions. C'est là un de ces problèmes qui doivent être suivis pas à pas. Dans leur thèse sur les mines fiscales prussiennes, MM. Weiss et Henry Gréard avaient pris position, mais avec une certaine hésitation.

La production pouvait-elle être dépassée ? L'exploitation du Bassin aurait-elle pu être menée plus activement ? On a répondu : sans aucun doute ; puis on ajoute : l'Etat prussien ne se souciait pas d'introduire des éléments étrangers dans le Bassin de la Sarre ; de plus il voyait peu l'utilité de concurrencer les charbons allemands. Ces arguments sont ils bien dirigés contre l'exploitation d'Etat ? Si les Etats prussiens et bavaois n'avaient pas considéré nécessaire de suivre cette politique, leur exploitation n'aurait-elle pas donné les mêmes résultats qu'une Administration privée ? (1)

(1) On se rapportera utilement à deux articles de M. J. Carlioz, ingé-

Nous avouons ne pas encore avoir d'opinion sur la question en matière de Mines : Exploitation d'Etat ou exploitation privée. Nous prendrons position dans quelques années, lorsque les événements auront répondu à cette question.

L'Etat français exploite-t-il mieux que l'Etat prussien les Mines du Bassin de la Sarre ?

C) Politique Technologique

Un criterium pourrait toutefois, dès maintenant, permettre de se faire dans une certaine mesure une opinion sur la valeur de l'exploitation de l'Etat français dans les mines domaniales de la Sarre. Ce serait de déterminer le degré d'attention apporté à l'amélioration de l'outillage.

Pour nous qui ne sommes pas technicien, il est difficile de juger si ce qui a été fait ou ce qui est projeté dans cette voie est de bonne politique minière et financière. Il y a cependant nécessité à ne pas laisser dans l'ombre une donnée dont l'influence sur la production est considérable. Dans ce but nous indiquerons brièvement quelle était la situation technique sous le régime allemand, l'œuvre accomplie par l'administration française en une année et ses projets.

Ainsi le lecteur plus averti ou moins hésitant que nous pourra-t-il prendre position.

.....

L'Etat prussien, soit par négligence, soit pour des raisons d'économie générale, n'était pas préoccupé de donner aux mines de la Sarre tous les soins que les sociétés privées apportaient en d'autres régions. Par exemple les installations de lavage sont peu nombreuses, l'éclairage électrique peu répandu, les systèmes de berline non unifiés pour toutes les inspections,

nieur des Arts et Manufactures parus dans les numéros d'août et de septembre 1920, de la *Revue Chimie et Industrie*. L'auteur a dressé un schéma complet de l'organisation administrative prussienne et résumé d'une façon très claire les qualités et défauts de cet ancien régime.

Pendant la guerre le matériel, soumis à un travail intensif et mal entretenu, était dans un état déplorable au moment de l'armistice.

La certitude, acquise en Mars 1919, d'un transfert de la propriété des Mines à la France engendra un laisser-aller général et le 10 janvier 1920, lorsque l'Etat français prit en mains l'administration et l'exploitation des Mines du Bassin de la Sarre, la besogne était considérable, surtout qu'il entraînait dans le programme d'augmenter la production rapidement.

Pour le remplir voici ce qui a été fait et ce qui a été projeté.

a) *Energie.*

Un plan important a été entrepris, visant l'accroissement des centrales électriques comme source d'énergie et l'introduction de nouvelles unités pour les transformations d'énergie.

En particulier 20 nouveaux compresseurs de 7.000 mètres cubes chacun à commande électrique doivent être livrés au mois de Mars 1921.

b) *Abatage.* — En ce qui concerne les machines réceptrices à air comprimé, il a été introduit pour faciliter l'abatage, un certain nombre de marteaux perforateurs, de marteaux piqueurs et enfin trois premières haveuses à barre d'une série commandée. L'apparition de ces haveuses à avancement automatique a donné de bons résultats ; elles relèvent en une nuit le havage de 70 mètres de chantier, augmentant la productivité de l'ouvrier et lui épargnant cette besogne pénible (1).

c) *Aération et pompes.* — Une cinquantaine de pompes, de quartiers et de ventilateurs secondaires ont été mis en service.

d) *Débloquage et transport.* — Quarante treuils à air comprimé ont été reçus et une commande de 70 nouveaux treuils pour 1921 assurera les moyens d'étendre les travaux.

75 locomotives nouvelles à benzine circulent dans les tra-

(1) Havage. Mode de travail usité dans les terrains stratifiés et qui consiste à abattre la roche en creusant dans la couche qu'on exploite une profonde entaille parallèle à la stratification.

vaux souterrains, décongestionnent les voies du fond et régularisent le débit des puits.

Au jour, l'aménagement de mises en stock a permis de surmonter les difficultés et l'insécurité des transports par chemin de fer.

e) *Outillage de l'ouvrier.* — Des outils plus courts ont été mis gratuitement à la disposition des ouvriers. Ils sont destinés aux chantiers en courbes minces.

f) *Divers.* — 2 nouveaux lavoirs ont été installés, les lampes à feu nu, dont beaucoup étaient en service en 1919, ont été remplacées par des lampes de sûreté. On emploie des explosifs de sûreté et le tir électrique est introduit progressivement dans toutes les divisions.

D) *Production*

Il convient, avant de donner des tableaux statistiques concernant les mines, de présenter quelques observations.

1° Les mines bavaoises et privées ne sont comprises dans le Tableau A que depuis l'année 1816. Les publications des Mines fiscales prussiennes ont toujours ignoré Mittelbexbach, Saint-Ingbert, Frankenholz et Hostenbach. Pour la période antérieure à 1816 on comprendra toutes les mines exploitées.

2° Les chiffres donnés par l'administration prussienne considèrent la production brute, c'est-à-dire le charbon dans les berlines, amenées à la sortie du puit. Les nouvelles statistiques des Mines françaises domaniales de la Sarre ne font état au contraire que de la Production nette.

Or, la Production nette est théoriquement égale à l'extraction brute diminuée des déchets de triage et de lavage.

On l'obtient en faisant l'addition des expéditions, des ventes, de la consommation propre de la mine, des livraisons au personnel et de la variation des stocks.

3° Les mines de Lorraine ne sont à aucune époque comprises dans ces données.

4° Il faut se rappeler qu'il n'est tenu aucun compte des diverses qualités de charbon destinées à des usages spéciaux.

TABEAU A

*Production des mines de la Sarre depuis 1750 jusqu'à nos jours
et nombre d'ouvriers mineurs.*

Années	Production	Nombre d'ouvriers mineurs	Années	Production	Nombre d'ouvriers mineurs
1750	3.600	?	1880	5.089.190	23.140
1765	12.000	?	1881	5.176.026	23.280
1780	25.800	?	1882	5.597.170	24.040
1790	50.715	?	1883	5.981.149	25.509
1792	37.689	?	1884	6.087.953	26.638
1813	83.000	693	1885	5.966.596	26.281
1816	100.000	917	1886	5.869.630	25.739
1820	101.337	847	1887	6.005.168	25.269
1825	142.904	1.038	1888	6.328.585	26.028
1835	199.902	1.245	1889	6.029.350	27.468
1830	207.260	1.383	1890	6.184.303	29.228
1840	382.453	2.489	1891	6.410.651	29.811
1845	528.051	3.348	1892	6.026.334	29.655
1850	593.855	4.580	1893	6.175.865	28.403
1852	722.861	6.320	1894	6.629.948	30.763
1854	1.111.354	8.200	1895	7.129.017	31.092
1855	1.484.183	10.095	1896	7.795.314	33.397
1856	1.521.121	11.012	1897	8.455.455	35.062
1857	1.729.423	11.120	1898	8.803.335	36.816
1858	1.850.598	11.200	1899	9.169.920	39.058
1859	1.674.411	11.350	1900	9.382.387	41.031
1860	1.955.961	12.159	1901	9.296.325	42.261
1861	2.090.724	?	1902	9.684.987	42.601
1862	2.080.718	?	1903	10.186.293	44.470
1863	2.197.119	?	1904	10.492.416	45.370
1864	2.597.514	?	1905	10.787.792	46.408
1865	2.872.999	?	1906	10.961.887	48.099
1866	3.004.690	?	1907	10.828.221	49.699
1867	3.171.125	?	1908	10.612.759	?
1868	3.273.293	?	1909	10.929.233	?
1869	3.444.894	18.600	1910	11.102.648	?
1870	2.734.019	17.079	1911	11.511.473	?
1871	3.203.919	20.305	1912	12.554.932	?
1872	4.137.199	21.403	1913	13.225.111	?
1873	4.208.619	22.240	1914	10.032.008	?
1874	4.229.786	22.902	1915	8.333.530	?
1875	4.481.836	23.285	1916	8.902.895	?
1876	4.467.776	23.351	1917	10.264.975	?
1877	4.404.668	22.690	1918	9.999.952	?
1878	4.388.644	21.874	1919	8.907.958	?
1879	4.743.000	21.611	1920	9.410.432	52.520 ⁽¹⁾

(1) En réalité le personnel ouvrier des mines compte 71.270 hommes, les ouvriers du jour et des usines annexes étant inscrits à part. Cette observation s'applique aux années précédentes.

TABLEAU B

*Production des mines fiscales bavaraises
et des mines privées d'Hestenbach (partie prussienne),
Frankenholz (partie bavaroise).*

Années	Mines fiscales bavaraises		Frankenholz		Hostenbach	
	Production	Nombre de mineurs	Production	Nombre de mineurs	Production	Nombre de mineurs
1800	»	»	»	»	»	»
1820	20.167	218	»	»	5.650	?
1830	33.784	298	»	»	23.229	225
1840	65.449	?	»	»	25.685	230
1850	112.975	678	»	»	42.389	452
1860	146.853	710	»	»	64.304	545
1869	150.652	715	»	»	59.109	460
1870	154.611	722	»	»	51.530	546
1871	132.671	680	»	»	59.090 (?)	480 (?)
1875	143.245	710	»	»	88.172	512
1880	172.912	976	»	»	86.165	488
1890	223.255	1.012	55.524	435	176.792	934
1895	192.600	958	223.675	1.188	136.152	902
1900	293.450	1.250	247.884	1.584	93.352	570
1910	413.506	2.003	321.073	2.010	134.705	971
1911	428.044	2.320	321.125	2.010	151.897	1.015
1912	451.958	2.350	333.520	2.020	181.938	1.012
1913	462.305	2.361	341.170	2.115	180.119	?
1914	372.750	?	280.272	?	99.750	?
1915	304.480	?	212.509	?	116.167	?
1916	291.418	?	202.355	?	133.008	?
1917	379.151	?	205.757	?	167.176	?
1918	390.745	?	224.426	?	152.718	?
1919	337.689	?	222.943	?	127.431	?

TABLEAU C

Production par mois pour 1913-1919-1920

	1913	1919	1920
Janvier	1.098.246	863.321	727.465
Février	1.070.409	780.308	743.063
Mars	1.059.306	753.470	839.874
Avril	1.169.271	517.412	734.665
Mai	1.063.740	853.836	709.766
Juin	1.092.939	746.649	763.616
Juillet	1.183.280	887.380	860.048
Août	1.122.670	765.368	702.680
Septembre . .	1.104.025	726.282	811.310
Octobre	1.175.195	678.200	846.629
Novembre . . .	1.008.125	677.006	798.093
Décembre . . .	1.068.613	721.616	873.223
	13.216.309	8.970.848	9.410.432

La production d'une mine dépend de multiples conditions : Nombre d'ouvriers mineurs, d'heures et de jours de travail, état d'esprit. Degré de modernisme des moyens techniques, disposition des couches de charbon, régularité du personnel, santé des travailleurs, discipline de l'ensemble des corps des mineurs. Efficacité de l'autorité centrale. Intelligence du contrôle. Capacité des Ingénieurs, salaires, etc...

L'étude de ces éléments, quant aux Mines de la Sarre, demanderait plusieurs mois d'enquête et la rédaction d'un volumineux rapport. Leurs recherches ne manqueraient pas cependant d'aboutir à des conclusions capitales permettant à la Direction des Mines de Paris, d'envisager l'exploitation du Bassin de la Sarre, non seulement à un point de vue commercial et technique, mais aussi économique. Nous nous étonnons que le Gouvernement Français, n'ait pas chargé une personnalité indépendante, ayant fait ses preuves, pourvue d'une certaine diplomatie et connaissant la langue allemande, d'un travail de ce genre (1). Ne possédant point l'envergure néces-

(1) Il y aurait là, d'une façon plus générale, croyons-nous un moyen énergétique de secouer l'inertie des Grands Services publics, aussi bien

saire pour effleurer pareil sujet, nous nous contenterons d'énumérer les chiffres de rendement des ouvriers de la mine de la Sarre. C'est là un critérium qui résume assez exactement les points signalés plus haut et dont la comparaison avec les

ceux dirigés par une administration d'Etat que privée. L'apparition subite pour une période plus ou moins longue d'un « Commissaire d'Enquête » (économique, technique, médical, judiciaire, etc...), intègre et autorisé se livrant à une étude approfondie d'un problème intéressant la Nation, ne manquerait pas de jeter une salubre crainte dans les bureaux où la bêtise, la jalousie, la paresse de certains livrent une guerre acharnée et efficace aux quelques égarés fourvoyés en leur sein pour qui l'intérêt général de la patrie dépasse celui de l'intérêt personnel. Ces Commissaires d'Enquête, limités chaque année à un nombre fixé par une loi, appointés fortement, serait muni d'un pouvoir d'investigation complet sans bien entendu avoir celui d'empiéter sur l'autorité des chefs dont il serait chargé d'étudier les services. Leur rôle serait :

1° De renseigner le Gouvernement qui pourrait ainsi puiser une source d'information en dehors du service lui-même à qui l'on ne saurait demander de se critiquer ;

2° De renseigner le Pays tout entier par des publications officielles sérieuses. Ainsi le Gouvernement serait empêché d'étouffer certaines affaires et obligés de prendre des sanctions. Le Français désireux de s'intéresser aux grandes questions nationales trouverait enfin dans ces rapports des documents dignes d'un grand peuple.

La grande difficulté serait celle du recrutement de ces Commissaires, mais elle n'est pas insurmontable. Nous sommes persuadés qu'en France il existe plusieurs centaines d'hommes — en dehors de tout milieu politique — joignant à une grande honnêteté de très fortes études, une vaste intelligence et une énergie indomptable. Ce serait parmi eux qu'il faudrait choisir. Le choix se ferait à l'élection. Un point délicat serait de déterminer les électeurs.

Nous croyons que les chefs de groupement des grands intérêts nationaux seraient tout désignés pour envoyer leur vote secret par correspondance à un organisme spécial.

Enfin, des sanctions redoutables devraient accompagner ce poste capital.

Tout Commissaire d'Enquête convaincu de prévarication serait jugé par un Tribunal extraordinaire composé des éléments reconnus les plus sévères dans le pays et condamné selon la gravité de la compromission à une peine variant entre dix ans de travaux forcés et la Mort.

chiffres des autres minières, permet de se rendre compte de l'état présent.

Rendement des ouvriers mineurs (moyenne au fond et au jour)

Années	Bassin de la Sarre	Allemagne	France	Angleterre
1895	226	274	250	?
1900	233	271	256	?
1905	233	252	?	?
1910	207	260	?	280
1911	221	207	?	?
1912	238	286	?	?
1920	165	171	?	204

E) Cokéfaction

Nous savons qu'il existe une partie des houilles extraites des Mines Sarroises, susceptible d'être utilisée par la grosse métallurgie lorsqu'elles sont transformées en coke. Cette réduction s'opère dans des fours appartenant soit aux Mines domaniales qui font ainsi de l'intégration, soit aux usines elles-mêmes, à quelques dizaines de mètres des hauts-fourneaux.

Des essais avaient été faits dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, pour obtenir un succédané au charbon de bois, nécessaire à la fonte du minerai de fer. Ils restèrent limités. Ce n'est qu'en 1833, que l'introduction d'un nouveau four à coke anglais permit la production régulière du coke.

En 1842, il y avait 150 fours à coke fermés (63 à Dudweiler, 27 à Altenwald, 50 à Koenigsofen, 10 à Wellesweiler). Le lavage des charbons pour charbon à coke, introduit en 1845, et l'invention de nouveaux fours en 1849 (Schaumbruger offene Ofen), donna une extension au procédé de cokéfaction (547 fours en 1853).

En 1838, tous les vieux fours furent remplacés par les nouveaux, et trois cokeries privées furent installées à côté de

celles des mines royales prussiennes : 1° Les cokeries de la compagnie française des chemins de fer de l'Est, à Dudweiler, vendues plus tard à Roechling ; 2° Cokeries de Saint-Wendel, dépendant d'Hayange ; 3° Cokeries Haldy. Des cokeries furent construites dans les usines de Burbach, en 1837, de Dilling 1869, de Neunkirch 1872. de Brebach 1876.

A mesure que l'industrie privée procédait à la cokéfaction dans des fours de plus en plus modernes, les mines fiscales réduisaient la leur, et en 1874, la cokerie d'Heinitz seule appartenait à l'administration des mines du bassin. Elle l'est restée depuis. A partir de 1882, la captation des gaz, issus de la préparation du coke engendra une industrie des produits secondaires très prospère : celle de l'ammoniaque par exemple (1). Aujourd'hui, le nombre des fours à coke est de 1.700 environ. Leur production avant la guerre était de 1.885.726. La consommation 2.047.401. La Sarre devrait donc en importer 157.675 tonnes dont 149.275 de la Ruhr (année 1913).

Production en coke pour le Territoire de la Sarre

Années	Etablissement d'Etat	Etablissement privé	Total
1816	300 tonnes	—	300 tonnes
1830	4.000 —	—	4.000 —
1840	12.500 —	—	12.500 —
1850	69.000 —	—	69.000 —
1869	86.600 —	226.400 tonnes	313.000 —
1880	95.300 —	282.100 —	377.400 —
1890	41.100 —	469.000 —	510.100 —
1900	55.200 —	511.800 —	567.000 —
1910	230.043 —	1.155.446 —	1.385.489 —
1913	250.915 —	1.634.811 —	1.885.726 —
1919	242.700 —	1.212.700 —	1.425.400 —

(1) *Production d'ammoniaque pour le Bassin de la Sarre :*

1909 . . .	2.020 tonnes	1914 . . .	10.667 tonnes
1910 . . .	4.465 —	1915 . . .	11.441 —
1911 . . .	6.187 —	1916 . . .	10.623 —
1912 . . .	9.057 —	1917 . . .	10.626 —
1913 . . .	16.454 —		

A l'extraction de houille et la cokéfaction, les Mines fiscales avaient joint quelques occupations annexes (1), notamment la fourniture d'énergie.

Trois centrales électriques (2) Louisenthal, 15.000 HP. Machines à turbine, construites en 1907. Heinitz, 11.000 HP. Weiher, 16.000, se partagent une partie du territoire. Elles fournissent le courant aux Mines (machines d'extraction, moteurs de lavoirs, élevage), et à un réseau de distribution qui desservait en 1913, 30 gares de chemin de fer, 35 villes et villages et plusieurs établissements industriels. Leur production qui était de 31 millions de kilowatts-heures en 1909 avait atteint 105 millions en 1913, et une nouvelle augmentation était prévue. A côté de ces 3 grandes centrales il en existe un grand nombre de moindre importance dans les petites localités, les usines ou groupes d'usines.

§ 3. — *Politique commerciale.*

Une fois ce charbon extrait que devient-il? A qui est-il vendu et dans quelles proportions? A quel prix? Où est-il consommé? Comment est-il transporté dans les pays éloignés et quels sont ces pays? Enfin quels sont les bénéfices réalisés par l'Administration des Mines.

Pour le présent la situation est simple. Le marché libre des charbons supprimé de fait en 1914 par la guerre a été remplacé depuis novembre 1919 par un régime qui exclut toute dissertation économique. En effet le bureau des ventes répartit le charbon en trois tas. Un premier de 55 0/0 est envoyé en France, le deuxième de 40 0/0 est distribué dans la Sarre selon les stipulations du § 5, ch. I, Section IV, Partie III du Traité. Le troisième 5 0/0 est expédié selon les accords à quelques pays étrangers déterminés (Suisse, Italie, Luxembourg). Le prix est fixé; il n'y a ni liberté commerciale, ni

(1) Les Mines fiscales exploitent le port de Louisenthal et de Sarrebrück et un certain nombre d'usines hydrauliques.

(2) L'électricité fut introduite en Sarre 1894.

concurrence : Mais cette procédure ne sera pas éternelle. Un jour il faut espérer la production charbonnière mondiale se mettra au niveau des besoins ; les transports s'amélioreront et malgré le désir de continuer à fournir telle ou telle région, le charbon du Bassin de la Sarre, devra obéir aux règles de la libre concurrence. La consommation, l'utilisation, les exportations de charbon sont donc des éléments qui feront partie de la vie économique sarroise de demain. Elles se rattachent directement aux questions que nous avons exposées et que nous avons encore à débattre. Il y a donc utilité à rappeler les données et les chiffres d'avant-guerre. Ils nous autoriseront plus loin à dire si la prospérité d'une notable partie de l'Industrie française dépend des charbonnages de la Sarre, s'il est utile de construire des canaux et enfin s'il faut compter sur le rétablissement d'une situation qui a existée de 1840 à 1880.

Exportations et transports. — Jusqu'à 1840 les houilles sarroises étaient consommées en grande partie sur place. Les expéditions restreintes s'en allaient par bateau, vers Trèves ; par route vers la Lorraine et le Palatinat. La construction du canal de la Marne au Rhin en 1843, la création des chemins de fer entre 1860 et 1870, l'ouverture du canal des Houillères et la canalisation de la Sarre étendirent le rayon des exportations du charbon des Mines du Bassin, de plus en plus loin. En 1864 il'en fut envoyé au Havre, en 1868 à Vienne, en 1870 et 1873 à Milan. Mais la règle était que les Mines sarroises ravitaillait en combustibles les régions qu'atteignaient plus difficilement les charbons de la Ruhr, de Belgique, du Nord de la France et d'Angleterre c'est-à-dire le Sud de la Rhénane y compris la Sarre (30 0/0), le Sud d'Allemagne (22 0/0) d'Alsace Lorraine (22 0 0) la Suisse 7 (0/0) le Nord d'Italie (1 0/0) l'Autriche (1 0/0) l'Est de la France jusqu'à Paris (17 0/0).

Le canal de l'Est français avait en 1883 porté un coup sérieux à l'exportation des charbons de la Sarre vers la France. Ceux du Nord de la France et de Belgique supplantèrent aisément grâce à leur excellente qualité pour la cokéfaction celui de la Sarre.

Le développement des industries sarroises et les demandes croissantes des états sud de l'Allemagne remplacèrent en peu d'années les anciens débouchés, et depuis 1895 la direction des exportations ne se modifia plus jusqu'à l'armistice, époque à laquelle par décision administrative la production totale fut affectée à la France (*compris Alsace et Lorraine*) et à la Sarre. Ces charbons ont été transportés depuis 1850 principalement par chemin de fer ; la proportion expédiée par route et par canaux était respectivement de 8 0/0 environ. Actuellement la navigation sur la rivière Sarre a repris un essor que nous verrons plus loin.

Prix. — Avant 1914 il existait une série de combinaisons de prix divers (*prix d'été et d'hiver, prix contractuel, etc...* Voir *Henry Gréard*).

Les prix des charbons de la Sarre ont été toujours supérieurs à ceux des autres mines. Il a été beaucoup discuté sur les causes de ce phénomène. Les adversaires de l'exploitation d'Etat en ont tiré un argument qui a eu son écho à plusieurs reprises au Reichstag. Sans entrer dans la discussion nous rappelons l'explication principale fournie, non toujours par des défenseurs mais des gens impartiaux. L'administration prussienne ne dirigeait pas la politique commerciale de ces Mines dans le même esprit qu'une société privée. Elle avait avant tout un système général et selon les événements et les heures elle cherchait à concilier deux idées, 1^o rendre populaire le Gouvernement impérial, 2^o maintenir l'ordre public (1).

Ces considérations devaient amener à ne pas tenir compte du marché des prix et de celui des salaires. Malgré les crises l'Etat Prussien ne les abaissait pas, fixé pour une période donnée ils demeuraient intangibles (2).

(1) Nous ne voulons pas dire que la manière ait répondu à la conception. La répression des grèves de 1893 et la discipline de fer exigée du haut en bas du personnel des Mines fiscales le démontrent.

(2) La lutte entre les prix de vente du syndicat rhénan des charbons et ceux des Mines de la Sarre est restée célèbre. Voir *Henry Gréard*, page 51.

Résultat financier. — Une telle politique devait influer sur les résultats financiers. Ils n'ont jamais été très favorables et le prix de revient d'une tonne a toujours été supérieur à celui d'une autre mine. Le mot d'ordre était : « pas de déficit ».

A) Répartition et Utilisation par Pays

Usages	Sarre	Palatinat bavarois	Rive gauche du Rhin	Allemagne du Sud	Rive droite du Rhin
1 ^o Consommation intérieure des Mines compris central Selbst verbrauch	654.057				
2 ^o Charbon aux mineurs et em- ployés (Deputatkohlen) . . .	122.527				
3 ^o Eau et Electricité	64.971	6.747	31.513	26.188	13.214
4 ^o Chemin de fer	242.711	24.122	271.725	179.575	55.300
5 ^o Gaz	113.173	77.940	36.110	690.306	
6 ^o Cokeries y compris Heinitz .	2.978.417				
7 ^o Industrie. Fournitures directes et intermédiaires	1.094.220	518.924	111.457	670.681	112.196
8 ^o Commerce du charbon . . .	535.918	94.057	67.278	696.333	43.759
Totaux.	5.805.994	721.790	518.083	2.263.083	224.469

(1) Le chiffre plus élevé donné plus haut pour 1913 correspond à la production brute,

B) Exportation des charbons

Années	Prusse	Sud-Allemagne	Alsace-Lorraine	France
1907	4.231.000	2.586.038	1.484.000	480.895
1908	4.429.980	2.755.176	1.505.558	285.023
1909	4.000.865	2.629.264	1.438.381	308.256
1910	4.726.551	2.530.496	1.451.421	477.550
1911	4.750.733	2.927.882	1.461.625	638.985
1912	5.165.950	2.829.624	1.571.985	836.689
1913	5.330.877	2.982.434	1.510.015	929.719

On s'est demandé à plusieurs reprises si les Mines domaniales françaises rapportent à notre budget. Nous croyons pouvoir dire qu'elle ne lui auront pas coûté pour l'année 1920 et que de ce côté il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

des charbons sarrois en 1913

Alsace-Lorraine	France	Luxembourg	Belgique	Suisse	Italie		Totaux
							654.057
							122.527
1.912	4.375						148.920
286.500	174.618			178.500			1.413.051
115.780	144.025	8.500	14.500	286.155	62.000	1.255	1.549.744
315.265							3.293.682
450.602	408.811	35.352	86.397	51.779	133.440	22.692	3.736.551
173.967	197.890			254.877	3.054	4.884	2.072.017,
1.344.026	929.719	43.852	1100.897	771.311	198.494	28.831	12.890.549 (1)

selon les habitudes prussiennes.

de la Sarre de 1907 à 1914

Suisse	Luxembourg	Autriche	Belgique	Italie	
630.347	34.530	22.645		11.365	
643.324	38.793	17.022	355	8.559	
612.163	34.133	22.750		8.915	
588.911	40.540	18.365	2.540	437	
662.457	44.710	30.578	94.282	65.612	
612.264	49.758	22.187	134.195	170.800	
730.915	50.698	22.690	81.110	183.000	

TABLEAU C

Répartition des charbons des mines fiscales, en 1912, par industrie

1. Transformation du charbon en coke et nettoyage	1.394.000	14,06 %
2. Préparation minéral de fer.	14.890	0,12 »
3. Fers spéciaux	26.683	0,2 »
4. Usines métallurgiques (traitement du minéral).	3.826.819	30,37 »
5. Transformation du métal, sauf fer et acier	8.608	0,07 »
6. Transformation du fer et acier	119.842	0,95 »
7. Industrie des machines	45.622	0,36 »
8. Industrie électrique	102.156	0,81 »
9. Industrie de la pierre et de la terre	335.277	2,66 »
10. Industrie du verre.	125.106	0,99 »
11. Industrie chimique	234.524	1,86 »
12. Usines à gaz.	1.433.618	11,38 »
13. Industrie textile	257.686	2,05 »
14. Industrie du papier	108.695	0,80 »
15. Industrie du cuir, gutta-percha, caoutchouc.	49.380	0,30 »
16. Industrie du bois, scieries	290.000	
17. Raffineries de sucre de betteraves	41.133	0,33 »
18. Brasseries et distilleries.	36.297	0,29 »
19. Industrie alimentaire.	8.124	0,06 »
20. Etablissement d'eau	12.773	0,10 »
21. Besoins domestiques et commerciaux	3.177.208	25,21 »
22. Navigation fluviale, remorqueurs	3.400	0,03 »
23. Chemins de fer et tramways	1.239.908	9,84 »

TABLEAU D

Exportation des charbons sarrois vers la France depuis 1800 jusqu'en 1870 et depuis 1919, Lorraine et Alsace comprises

Années	Exportation	Années	Exportation
1800	18.000	1885	764.100
1815	28.000	1890	328.109
1830	75.000	1895	324.000
1850	277.000	1900	434.000
1860		1905	496.000
1865		1910	477.550
1870		1913	929.719
1875		1919	2.000.000
1880		1920	4.500.000 (approx.)

TABEAU E

Expéditions des charbons sarrois par route, par chemin de fer et canaux

Années	Par route ⁽¹⁾	Par chemin de fer	Par la Sarre	
			non canalisée (aval)	canalisée (amont)
1800	30.000	»	?	?
1825	80.000	»	?	?
1850	312.000	18.730	128.000	»
1860	312.870	986.644	72.000	»
1869	334.937	1.723.935	20.069	523.681
1875	402.715	2.484.560	23.000	549.277
1880	413.934	3.107.694	18.000	531.011
1883	413.128	4.404.016	14.000	587.170
1885	?	3.998.000	6.000	665.601
1890	?	4.084.000	7.000	499.531
1895	409.445	4.312.622	5.000	530.650
1900	432.000	5.700.000	7.000	540.000
1905	?	?	4.000	520.000
1910	381.000	6.755.000	5.000	507.000
1919	?	?	?	300.000 (?)
1920	?	?	?	500.000 (?)

(¹) En deça du bassin houiller.

TABEAU F

Prix des charbons Sarrois

Années	Prix moyens de vente d'une tonne (en marks)	Années	Prix moyens de vente d'une tonne (en marks)
1800.	4 francs	1905.	10,01
1815.	5 marks	1910.	11,05
1830.	4,01	1914.	12,55
1850.	4,22	1915.	14,58
1860.	5,18	1916.	17,09
1875.	6,08	1917.	23,52
1885.	7,02	1918.	26,04
1895.	9,06	1919.	77,61
1900.	11,09	1920.	117 francs (tout venant)

(1) Le prix de revient d'une tonne de charbon de 10 marks avant la guerre est passé à 250 marks.

TABEAU G

Années	Salaires moyens	Années	Salaires moyens
1800.	?	1905.	3,80
1815.	1,20	1910.	3,97
1830.	?	1914.	4,45
1850.	2 marks	1915.	?
1860.	2,50	1916.	?
1875.	3,69	1917.	?
1885.	3,22	1918.	9,11
1895.	3,27	1919.	15,18
1900.	3,60	1920.	20 à 25

TABEAU H

Résultats financiers

Années	Bénéfices	Années	Bénéfices
1820.	175.000	1895.	7.085.000
1838.	1.000.000	1900.	15.085.000
1854.	3.250.000	1905.	18.509.000
1860.	5.200.000	1910.	10.409.000
1875.	7.400.000	1913.	
1885.	8.900.000		

TABEAU I

Années	Prix de revient	Années	Prix de revient
1883.	5,73	1905.	8,51
1890.	6,70	1910.	9,99
1895.	7,13	1914.	10 francs
1900.	7,51	1920.	50 francs (?)

E) *Conclusions*

Nous sommes donc en présence d'un bassin de moyenne importance dont la moitié de la production peut être consommée en Sarre.

Le traité de paix accorde à la France théoriquement 60 0/0 de la production, mais pratiquement avec le Selbstverbrauch et l'exportation accordée à d'autres pays, cette proportion s'abaisse à 50 0/0, soit 4 millions 1/2 cette année pour combler un déficit de 25 millions de tonnes. La question des débouchés ne se pose pas immédiatement. Mais supposons

retrouvé le marché libre, le charbon de la Sarre continuera-t-il à s'écouler exclusivement vers la France, la Suisse et l'Italie. Les prix lui permettront-ils de concurrencer les charbons de la Ruhr et du Nord de la France? Il est évident qu'il reprendra son exportation vers les pays environnants, surtout que la grosse industrie lui préférera les charbons wesphaliens ou ceux du Nord. Ils ne pourront guère, avec le chiffre de production actuel, exercer une influence très grande.

On parle de doubler la production. Cela est possible, mais que les besoins d'Alsace-Lorraine et de France soient satisfaits avec le futur rendement des mines de la Sarre, il ne faut pas y compter. L'importance des charbons sarrois ne doit pas être exagéré. Pour le Territoire de la Sarre il est tout, pour la France il est beaucoup, pour le marché du charbon il est peu.

§ 4. — *A propos de l'application de certaines clauses du Chapitre I^{er}, Annexe Section IV, Partie III, du Traité de Paix.*

1^o *La France est quitte de toutes dettes et charges, Art. 45 et § 4, Ch. I^{er}, Ann. Section IV, Partie III*

On comprend fort bien, que l'Etat Français propriétaire des Mines, ne soit pas devenu par là même, le débiteur des nombreux fournisseurs des Mines fiscales prussiennes, aussi n'est-ce pas en matière de créances et de dettes que des difficultés se sont élevées, mais, en ce qui concerne une charge dont nous avons parlé déjà. Voici ce dont il s'agit :

Les princes Nassau Sarrebruck accordaient à leurs sujets le droit de prendre directement le charbon à la mine, pourvu qu'ils leur cédassent la moitié de l'extraction. Lorsque ce système simpliste d'exploitation fut supprimé et remplacé par une exploitation régulière en galerie, on donna en échange aux habitants du comté, le privilège d'obtenir chaque année une certaine quantité de charbon pour l'usage domestique au prix de revient. L'administration domaniale française, considérant que cet avantage coûtait fort cher aux Mines et que le

Traité de paix la déliait de cette obligation, le supprima dès les premiers jours de son entrée en activité. De nombreuses protestations s'élevèrent, alléguant notamment « que même Napoléon avait respecté cet usage ». Le texte de l'Art. 45 étant formel, la population dut s'incliner.

Toutefois comme une habitude est plus difficile à changer qu'une loi, la direction française des Mines, dans un arrêté entré en vigueur le 1^{er} avril 1920, a décidé de maintenir un régime d'exception en faveur des habitants du Territoire.

Le texte de l'avis s'exprime à ce sujet comme suit :

Toute personne habitant le Territoire de la Sarre aura droit à 1.600 kilogs par an de charbon, à un prix de réduction calculé sur celui des charbons domestiques, qui sont eux-mêmes déjà taxés au plus bas.

L'identité des ayants-droit se justifiera par une pièce délivrée par les communes, sous le contrôle de la Commission de Gouvernement.

Cette pratique ne s'applique pas aux ouvriers et employés des mines, ainsi qu'aux veuves d'ouvriers et employés des mines, qui bénéficient d'avantages spéciaux (1).

La réduction consentie est de 10 0 0 sur les prix de vente du charbon domestique, il est délivré sur présentation de la carte de charbon.

2° Que signifie ce passage du § IV, Chap. I^{er}, Ann. :

L'Allemagne devra remettre à l'Etat français les réserves mathématiques des rentes acquises par ledit personnel.

Cette phrase doit être considérée comme inexistante au point de vue pratique. Le système des assurances des mines sarroises, dans le détail duquel nous ne pouvons rentrer ici, ne suppose pas que ces réserves existent. Lorsque l'Etat français a pris les mines de la Sarre, les caisses de mineurs étaient vides et les « réserves mathématiques » absentes en raison de leur inexistence organique. Des pourparlers ont été

(1) Il est fait là une allusion au Députat-Kohle (charbon d'allocation) fourni par l'Administration des mines à leurs ouvriers et employés.

engagés avec l'Etat Allemand afin d'obtenir une somme équivalente à celle qu'elles auraient dû atteindre.

3° Evacuation et transports par les chemins de fer du Bassin.

La propriété des Mines eût été de peu d'utilité pour la France si le traité n'avait prévu l'obligation de mettre à la disposition des mines françaises de la Sarre, les moyens de transport nécessaires à l'évacuation de la houille extraite (1).

La pratique a donné lieu à une circulation ferroviaire et fluviale dont il convient d'indiquer le mécanisme.

Quelle était la situation des transports le 10 janvier 1920, jour à partir duquel les Mines de Sarrebrück devaient s'efforcer d'expédier journellement vers la France une quantité de charbons variant entre 12.000 à 20.000 tonnes ?

Elle n'était pas favorable et le service commercial se heurta aux pires difficultés.

Première difficulté. Insuffisance des sorties vers la France.

— Comme nous le remarquerons dans le § 2 du prochain chapitre, les chemins de fer du Territoire de la Sarre sont orientés pour la majeure partie des lignes vers l'Allemagne. Deux seulement divergent vers la Lorraine et l'Alsace conduisant à Strasbourg et à Metz-Paris. Or cette dernière est soumise à un trafic intensif, provoqué par la présence des armées alliées sur le Rhin.

Deuxième difficulté. Encombrement des stations frontières.

— Les gares de la frontière sarro-française, adaptées au service normal d'une grande ligne, se voyaient du jour au lendemain devenir des points d'arrêts, exigeant des kilomètres de voies de garage. Or, celles qui existaient, n'atteignaient pas un si grand développement. De plus, la Douane se livrant à ses opérations d'analyse de marchandises, obligeait certains convois à stationner assez longuement. Enfin on était en pleine

(1) Ce que nous avons dit plus haut page 18, note 1, pour le § 6 du chapitre 1, Ann., demeure vrai pour le § 7. L'administration des chemins de fer du bassin doit être comprise comme étant la direction allemande de Sarrebrück dépendant de Cologne.

crise des transports et les réseaux voisins de la Sarre arrivaient avec beaucoup de peine à emmener ou renvoyer les wagons sarrois (1).

Troisième difficulté. Absence d'une organisation régulière d'expéditions. — Le Bassin de la Sarre ne connaissait pas, comme le Nord de la France, le système des trains spéciaux de houille ; il fallait se préoccuper de faire accrocher les wagons de charbon aux trains de marchandises réguliers ou facultatifs. D'autre part, la navigation sur la Sarre avait périclité durant la guerre, et vu la cherté du fret (2), les péniches se détournaient de Sarrebrück. Avec une telle accumulation d'inconvénients il ne faut pas s'étonner que le débit des premiers mois de l'année vers la France fut mauvais. On put craindre même l'arrêt du travail dans certaines veines, les parcs ne pouvant plus contenir le charbon sorti de la mine. Les conséquences graves que pouvait engendrer le chômage forcé de milliers de mineurs galvanisa des énergies et en peu de semaines une organisation, à laquelle il faut rendre hommage, fut créée par l'Administration des mines. Elle visait plusieurs catégories de mesures, concernant :

- a) Les chemins de fer ;
- b) La Sarre canalisée, chargement des péniches.
- a) Expéditions par chemins de fer :

D'abord on chercha à réduire la durée de rotation du matériel. Puis, s'appuyant sur le § 7, chapitre I, annexe, les chemins de fer furent mis en mesure de former des trains spéciaux de charbons.

2.500 wagons purent ainsi être chargés et expédiés chaque jour vers la France. Ils étaient répartis en 2 groupes :

- 1° Pour les gros clients (Compagnie de l'Est, P.-L.-M.,

(1) Le cas s'est présenté de wagons vides, obligés d'être gardés militairement, afin qu'ils ne soient pas subtilisés et expédiés sur une autre direction.

(2) Actuellement le coût d'une tonne de houille transportée par bateau est du double de celle transportée par chemin de fer.

Quel argument pour les canauphobes.

Gaz de Paris, de Genevilliers), des trains entiers sont envoyés à destination ;

2° Pour les petits clients on a fixé trois zones commandées chacune par une gare de triage en territoire français où les rames de charbon sont disloquées et réparties.

Zône Nord. — Gare de Conflans, Jarny. Itinéraire des convois par Metz, Batilly, Audun-le-Roman.

Zône de Paris. — Gare de Nancy. Itinéraire des convois par Arnerville, Pagny, Frouard.

Zône Sud. — Gare d'Is-sur-Tille par Montrevieux (1).

b) Par la Sarre :

Le transport des charbons par eau a été amélioré, mais il est lent et actuellement très cher. La Sarre canalisée ne peut porter des péniches dépassant 400 tonnes. Son tirant d'eau et ses écluses s'y opposent. On chargeait 7 péniches de 300 tonnes par jour au mois de mai 1920. Depuis, on est arrivé à expédier 10 et même 15 péniches journellement, ce qui est un beau résultat.

4° *Quel est le droit minier du Bassin de la Sarre ?*

Le principe établi, est que les lois et règlements allemands en vigueur au 11 novembre subsistent, malgré le nouveau régime (2). Par conséquent les lois prussiennes et bavaraises de 1865 et 1825 sont toujours appliquées.

Par qui peuvent-elles être modifiées si le besoin s'en fait sentir ? Le § 23, chapitre II, répond que la Commission de Gouvernement le peut, en s'inspirant des idées émises par la Société des Nations.

5° *Consommation locale.*

Cette question est très importante, elle domine toute la vie industrielle sarroise. Après avoir affirmé que l'Etat français aurait toute liberté pour procéder à la distribution et à l'expé-

(1) Chaque train de charbon porte à la dernière voiture selon une des 3 directions un fanal de couleur différente. Chaque convoi, composé souvent de wagons spéciaux « tremies » est d'un poids de 900 tonnes (environ 30 à 40 wagons).

(2) La loi française de 1810 a eu son application en Sarre jusqu'en 1834 pour certaines mines.

dition des charbons, et qu'il s'engage à ce que les demandes de la consommation locale, industrielle et domestique soient toujours satisfaites dans la proportion existante au cours de l'exercice 1913, entre la consommation locale et la production totale du Bassin de la Sarre, § 15 (1). Cette clause a été scrupuleusement observée par les Mines domaniales françaises.

Le contingent exigé en est même dépassé.

Mais il y a une possibilité d'avenir pleine d'imprévu.

Pour que l'industrie sarroise ne se ressente pas du rationnement, il faut que la production se trouve développée d'une telle façon que la proportion de 36 0/0 ne soit pas insuffisante. Au commencement de 1920 celles des usines qui désiraient marcher à plein rendement, se sont vues, faute de charbon, dans l'obligation de se restreindre. Faut-il considérer que le Territoire de la Sarre sera appelé à bénéficier de ce 36 0/0, lorsque l'extraction houillère aura dépassé celle de 1913 ?

Nous croyons que le § 15, Chapitre premier, Annexe, demande à ce que la réserve de 36 0/0 soit servie, aussi bien dans le cas où la production est supérieure ou inférieure aux résultats de 1913. Interprété dans ce sens, le § 15 est une disposition encourageante, dont les habitants de la Sarre doivent bien se pénétrer. La prospérité du Territoire de la Sarre dépend de l'industrie ; celle-ci est tributaire du charbon extrait par les mineurs.

Un élément de salut pour la vie économique de la région se trouve entre leurs mains. Que la situation d'avant-guerre se retrouve et l'industrie sarroise pourra compter un souci de moins.

(1) Ce qui donne une proportion de 36 à 40 0 0 de production totale consommée en Sarre en 1913.

SECTION II

Industrie métallurgique

§ 1. — *Grosse industrie (Schwerindustrie)*

A) Historique de l'industrie du fer en Sarre

La présence de minerai de fer, actuellement épuisé, dans les monts de l'Hünserück, incita dès 1434 les comtés de Sarrebrück à installer auprès de Neunkirch et de Schiffweiler de petites forges marchant au charbon de bois (1). On y fabriquait des pots et des boîtes avec la fonte obtenue dans des hauts fourneaux rudimentaires. Au xvi^e siècle, le prince d'alors, Philippe IV, les loua pour vingt ans ; il s'engageait à livrer la matière première sous condition que les produits seraient exportés là où il le jugerait bon.

La guerre de Trente ans éteignit les feux, qui ne se rallumèrent définitivement que 70 ans plus tard. A cette époque l'industrie du fer était installée dans les vallées du Fisbach et de la Sulz. Sous le règne du prince Guillaume Henri de Nassau-Saarbrück (1740-1768), la fonte du fer prit un certain développement. Le minerai de Lorraine fut amené par bateau et des essais de chauffage au coke tentés à Sulzbach. Leurs bons résultats amenèrent les industriels à le substituer de plus en plus au charbon de bois vers la fin du xviii^e siècle. A partir de 1772, les princes de Sarrebrück affermèrent à la compagnie française Le Clerc, Jolly et Compagnie, l'ensemble des usines sauf les deux aciéries de Goffontaine et Jagersfreude.

(1) Elles devinrent la propriété de la famille Stumm en 1720. Celle de Neunkirch, la plus importante, prit en 1806 après plusieurs ventes la forme d'une Société à responsabilité limitée. Elle se trouvait au même endroit que l'immense usine actuelle. La fondation des 4 autres grandes usines remontent aux dates suivantes : Halberger Hütte (Brebach 1753, Dilling 1685, Burbach 1856, Voelkling 1877).

De 1793 à 1815, les usines du Bassin de la Sarre fonctionnèrent sans répit, afin de fournir aux armées françaises du matériel de guerre. Elles furent d'abord données à bail à la Société Equer de Paris (*Contrat du 5 Germinal an V*). Au commencement du xix^e siècle, les Départements de la Sarre et de la Moselle correspondant au territoire actuel, comptaient, selon les rapports des préfets, 8 Hauts-Fourneaux, 18 affineurs, 1.000 ouvriers. Les produits finis étaient envoyés aux arsenaux des départements rhénans et vers la Hollande ; les fers blancs à Metz et Paris.

En 1815 à la suite du 2^e Traité de Paris les usines de Neunkirch, Geislautern, Halberg, Filsbach, Scheidt, Reutsrich, Dilling, Bettingen, Goffontaine échurent à la Prusse celle de Saint-Ingbert à la Bavière.

Depuis l'expiration du bail de la Société Equer, elles étaient devenues propriétés privées, sauf Geislautern qui fut vendu par l'Etat prussien en 1827 aux Stumm et par celui-ci aux forges de Dilling quelques années plus tard. De 1815 à 1850 il n'est à noter que l'introduction de procédés scientifiques dont l'effet se fera sentir dans la période suivante : Installation de nouveaux fours à coke à côté des hauts-fourneaux (1825-1848), découverte des fours à puddler 1835 et mise en marche du premier laminoir en 1838 à Neunkirch.

Dès le commencement de la seconde moitié du xix^e siècle, les premiers symptômes du futur développement de la grosse industrie, se manifestent. Les demandes se multiplient : rails de chemin de fer, cuirasses pour bateaux de guerre, pièces de fer pour construction. Aussi, les usines existantes s'étendent, se transforment, pendant que d'autres sont fondées. Création d'une nouvelle forge à Burbach (1850-1857).

En 1866, il y avait dans le Bassin de la Sarre, 13 Hauts-Fourneaux, 80 fours à puddler, 23 affineurs avec 3.360 travailleurs produisant 200.000 de tonnes de fonte et 16.000 tonnes de produits finis.

L'établissement des chemins de fer entre le bassin ferrifère lorrain d'une part et houiller de la Ruhr de l'autre, permirent aux industriels d'approvisionner leur usines en matières pre-

nières ce qui était rendu autrefois très difficile par la Sarre inférieure et la Moselle.

L'ouverture du canal des Houillères en 1860, permit d'amener à moins de frais la minette des environs de Nancy. Des filés et prolifés étaient exportés vers le Sud de l'Allemagne, l'Angleterre et la France.

La découverte du procédé « Thomas Gilchrist » — déphosphoration du minerai de fer — orientait définitivement l'activité du pays dans le sens de la grosse Industrie sidérurgique. En 1880 le nombre des Hauts-Fourneaux était de 19, celui des fours à puddler de 189 et des laminoirs de 64. Les ouvriers formaient un groupe de 5.277 hommes, répartis entre les 3 grandes firmes.

La crise commencée en 1875, se fit durement sentir sur l'Industrie sarroise et plus de la moitié des appareils obligée de cesser de fonctionner. Mais sa répercussion sur l'industrie métallurgique ne dura que quelques années et une période de splendeur s'ouvrit pour elle, la tourmente passée.

3 conjonctures économiques en sont la cause.

1° Retour à la politique douanière de protection par l'empire allemand en 1879.

2° Introduction du procédé « Thomas Gilchrist ».

3° Rénovation et transformation des installations techniques.

De 105.350 tonnes, auxquelles était tombé la production de fonte brute en 1878, elle était remonté à 447.874 en 1890, à 814.310 en 1905 et à 1.197.688 en 1910.

Pendant la guerre, l'activité après avoir baissé en 1915, reprit en 1916, les armées exigeant un travail continu des usines. Depuis l'application du Traité, la métallurgie sarroise se débat dans une série de difficultés que nous essaierons de déterminer plus loin.

De nouveaux Hauts-Fourneaux de 24 mètres de haut et de 460 m³ furent contruits ; des machines soufflantes d'une grande puissance leur étaient adjointes.

Leur production passa ainsi de 116 à 120 tonnes en 24 heures à 180 et 190 tonnes de fonte en 1912. Les aciéries furent déve-

loppées, les convertisseurs Martin et Thomas remplacèrent les fours à puddler qui tombèrent de 201 en 1889 à 119 en 1892, 58 en 1890, 42 en 1900 et 18 en 1910.

B) Matières premières.

1° Minerais de fer.

L'idéal pour une usine de la grosse industrie sidérurgique est de se trouver à proximité d'une mine de houille grasse et de fer. Cela existe en Angleterre et dans le bassin de la Ruhr. Ce concours de circonstances favorables est rare. Si l'on doit choisir entre les deux, laquelle faut-il préférer? Les avis sont partagés et dans la pratique les usines avec Hauts-fourneaux se trouvent en majorité sur le minerai. (1)

En Sarre la présence de la grosse métallurgie s'explique surtout historiquement, car comme nous le verrons plus loin sa position n'a jamais été très favorable. Elle a dû toujours compter avec une concurrence active et puissante.

Les 5 usines pour le traitement du minerai de fer en exigent bon an, mal an entre 2 millions et 3 millions de tonnes. Où se le procurent-elles, puisque le Territoire de la Sarre ne possède pas de gisement ferrifère (2).

Depuis la découverte du procédé Thomas Gilchrist en 1878, les minerais lorrains (*département de la Moselle, Meurthe-et-Moselle*) et luxembourgeois, constituent l'aliment essentiel des Hauts-Fourneaux sarrois (3).

Ces minerais ont une teneur en fer de 30 0/0.

(1) De grandes forges se sont établies à longue distance de la matière première. Ex. : Pauillac (Gironde), Trignac près de Saint-Nazaire.

(2) Il existait autrefois de petits filons de minerai dans la région sud de l'Hunsrück, mais ils sont épuisés depuis la fin du XIX^e siècle. Il n'y a pas de minerai de fer dans le territoire de la Sarre. Nous avons constaté à plusieurs reprises une imprécision à ce sujet dans l'esprit de personnes averties.

(3) Du minerai suédois et westphalien en certaine quantité était importé en Sarre chaque année : 10 0/0. La proportion de minerai lorrain (*Meurthe-Moselle et Moselle*) est de 90 0/0.

Pour obtenir une tonne de fonte brute il faut de 3 tonnes à 3 1/2 de minette et 1.100 kilogs de coke sarrois.

2° Coke. — Pour obtenir des fontes alliagées de fer, riches en carbone par réduction à haute température des minerais de fer, il faut soumettre ces derniers à la chaleur par la combustion d'un charbon spécialement préparé : le coke, sur lequel on souffle un violent courant d'air chaud. Il est donc fait une grande consommation de ce combustible dans une usine de métallurgie (200 tonnes par haut-fourneau en 24 heures). Nous avons traité la question du coke précédemment ; le tableau B ci-dessous où sont groupés quelques chiffres statistiques la complètera.

3° Autres matières premières. — Il est besoin d'un certain nombres d'ingrédients pour traiter le fer, notamment le manganèse.

On le faisait venir avant la guerre de Russie.

TABEAU A. — Minerai importé en Sarre de 1906 à 1914

1906.	2.777.369	1911.	3.805.237
1907.	2.987.174	1912.	3.896.970
1908.	3.208.406	1913.	4.245.518
1909.	3.575.043	1914.	2.794.451
1910.	3.702.677	1920 (6 premiers mois) .	700.000

TABEAU B. — Fours à coke (1)

	1913		
	Ouvriers	Fours	Production
Dilling	221	280	208.435
Völkling	555	404	338.903
Burbach	380	332	313.525
Brébach	170	105	159.540
Neunkirch.	521	347	257.366
	1.847	1.468	1.277.769

(1) Dans ce tableau ne figure pas les 2 autres cokeries du Bassin :

1° Henitz 233 ouvriers, 195 fours, 238.009 tonnes.

2° Sulzbach (Wendel), 195 ouvriers, 248 fours, 154.000 tonnes.

C) *Notice sur l'activité des cinq grandes usines métallurgiques
de la Sarre*

1° *Société des « Mines et Usines de Redange-Dilling », ancienne Société par actions des Forges de Dilling (fondée en 1885). (Siège social, 12, rue de la Rochefoucauld, Paris).*

a) Le capital de 25.312.500 marks a été porté le 23 Mai 1920 à 36.000.000 de marks.

Jusqu'en 1902, la majorité du capital de cette société appartenait à des Français. A partir de cette date, le groupe Stumm acquit un certain nombre d'actions ainsi que d'autres firmes allemandes, et en 1914 la répartition du capital était :

56 0/0 pour le groupe allemand ;

44 0/0 pour le groupe français.

Depuis l'armistice la participation française a été portée à 60 0/0, tenant d'une part à l'achat d'actions nouvelles et à l'acquisition d'anciens titres au Stumm par les firmes françaises suivantes :

Société de la Marne, Homécourt, Société des aciéries de Micheville, Hauts-Fourneaux de Pont-à-Mousson, Aciéries de France, Forges d'Alais, Aciéries du Nord et de l'Est, Crédit Industriel et Commercial, Société Nancéenne de Crédit.

b) *Caractéristiques (1).*

Nombre d'employés 450, d'ouvriers 7.700.

5 hauts-fourneaux, 3 convertisseurs, 7 fours Martin, 11 laminoirs.

c) Production en fer 1912-13 : 270.000 tonnes produits finis, 1919-20 : 450.000 tonnes.

d) Produits. — Fer brut et coke destinés seulement aux besoins de l'usine. Acier coulé Siemens-Martin et Thomas. Tôle forte de toutes sortes pour chaudières, bateaux et réservoirs ; tôles pour marchés, tôles fines, tôles pour dynamos et articles de ménage, tôles zinguées, étamées et fer blanc, fer façonné,

(1) La situation de la métallurgie étant soumise à des variations subites, les chiffres cités doivent être acceptés avec réserve.

rails pour voies normales et voies étroites, articles en tôle soudée, pièces fondues et forgées.

e) Spécialisation. — Travaillait pour la marine allemande, blindage. Actuellement elle exécute de fortes commandes pour la marine française.

2° *Allgemeine Gesellschaft von Gebrüder Stumm et Homburger Eisenwerke*. Ancienne société Stumm frères, à responsabilité limitée à Neunkirch (fondée en 1806, en société depuis 1903).

a) Capital 36.000.000 de marks.

La participation française s'élève à 60 0/0 du capital (40 0/0 restent détenus par Stumm), pour Neunkirch et 40 0/0 pour la filiale d'Hombourg. Des actions ont été cédées directement par Stumm à la Société Française des Forges et Aciéries du Nord et de la Lorraine, constituée en 1920 au capital de 180.000.000 de francs, plus 120.000.000 de francs d'obligations émises (1).

Le prix de vente publié serait de 48 millions de francs pour Neunkirch et 8 millions pour Hombourg.

b) Caractéristiques. — (Usine de Neunkirch seulement) 389 employés, 6.100 ouvriers.

6 haut-fourneaux, 347 fours à coke, 4 convertisseurs, 1 four Siemens-Martin, 18 laminoirs.

Production : 500.000 tonnes d'acier brut.

c) Produits. — Divers produits en fer façonné, matériel de chemin de fer, verget, larget, ûl de fer laminé, goudron. ammoniacque, benzol du commerce, scories Thomas.

d) Spécialisation. — Matériel de chemin de fer, exportation de demi-ouvrés.

3° *Forges d'Halberg à Brebach (Halberger Hütte)*, ancienne maison Stumm-Boecking (fondée en 1720).

(1) Le capital de la Société française des Forges et aciéries du Nord et de Lorraine est réparti ainsi : 30 0/0 Bessonneau et Tréfileries d'Angers, 40 0/0 par Nord-Est Pont à Vendin, 30 0/0 par divers dont Forges de la Basse-Loire, Compagnie industrielle de matériel et de transport, Crédit Commercial de l'ouest, Banque rhénane.

a) Capital. — Il a été porté de 12 millions à 30 millions au cours de cette année. La Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson a pris une participation de 60 0 0 dans l'affaire. Le Conseil d'administration de la nouvelle société est constitué par 9 membres français dont le président et 4 allemands.

b) Caractéristiques. — 200 employés, 3.600 ouvriers.

5 hauts-fourneaux, aciéries, laminoir.

Production en fonte : 155.000 tonnes.

c) Produits. — Poutre en 1^{re} et 2^e coulée.

Cette dernière est transformée en toutes formes (pour canalisations, constructions, fonte mercantile, ustensiles divers).

d) Spécialités. — Tuyaux d'égouts.

4^e *Röchlings'sche Eisen und Stahlwerke, Société des Forges et Aciéries Röchling à Völkling (fondée en 1878 ou 1882).*

a) Capital. — Les usines de Völkling n'ont aucune participation française. Il y eut des négociations en février 1920 pour payer 70 millions de francs, 60 0, 0 des actions de l'usine.

Nous croyons savoir que les pourparlers ont été repris récemment.

b) Caractéristiques. — 8.000 ouvriers, 7 hauts-fourneaux, 5 convertisseurs, 2 fours électriques, 11 laminoirs.

c) Produits. — Fers bruts Thomas, puddel et de fonderie. Blocs d'aciers bruts et laminés, rondins et platines. Matériel de construction pour voies ferrées, grandes, petites et adjacentes. Rails de mines et de campagne. Fers bruts et travaillés de toutes grandeurs et pour tous usages. Fils de fer tournés.

5^e *Société par actions des forges réunies de Barbach, Eich, Dudelange (l'Arbed), fondée en 1856 par une société belge avec des capitaux belges, français et luxembourgeois.*

a) Capital. — Cette société luxembourgeoise avant la guerre possédait 89.300 actions sans indication de valeur nominale.

Elle a porté son capital en décembre 1919 à 100.000.000 de francs. 19.700 actions ont été acquises par MM. Schneider qui ont trois sièges au Conseil d'administration.

Actuellement la répartition des actions est de :

- 24 0/0 (Belges);
- 10 0/0 (Luxembourgeois);
- 66 0/0 (Français).

b) Caractéristique : 232 employés, 5.000 ouvriers, 8 Hauts-Fourneaux (3 en action), Fours à coke, 15 Laminoirs, 5 Convertisseurs, 3 Fours Siémons-Martin, 1 Four électrique.

Energie électrique, environ 12.000 H. P., produite par moteurs à gaz et turbines à vapeur. Environ 50.000 H. P. produits par machine à vapeur et à gaz sont employés directement.

	Production moyenne		Production moyenne
Coke	313.525	Produits finis	335.000
Fer brut	375.000	Construction terminée.	10.000
Acier brut Thomas	335.000	Ammoniaque	4.000
» Martin	90.000	Goudron.	20.000
		Benzol	3.000

c) Articles principaux et spéciaux :

- 1° Fer façonné, laminé, et verges de toutes sortes en fer et acier coulé ainsi qu'en acier magnétique ;
- 2° Matériel de voies : rails, traverses, éclisses ;
- 3° Demi produit en fer et acier Thomas et Siémons-Martin, récupération de sous-produits.

D) *Aperçu de la situation économique de la grosse industrie*

L'industrie sidérurgique sarroise tient une place bien modeste dans la métallurgie mondiale, 6 0/0 de la production totale environ. Ses voisins doivent toutefois prendre en considération ces cinq grandes usines, dont la concurrence était capable de mettre en danger leur politique commerciale. Pour le territoire de la Sarre, elle est la source même de vie, car si, par malheur, elle devait périr, que lui resterait-il puisque les mines sont propriété de l'Etat français?

Ce qui donne de l'animation au pays, ce ne sont pas les exploitations minières éparpillées dans les vallées, mais les

Tableau d'ensemble des cinq grandes forges du Territoire de la Sarre pour l'année 1913 (1)

	Dilling	Neunkirch	Brebach	Voelkling	Burbach	Total
Nombre d'ouvriers.	7.700	6.400	3.600	8.000	15.000	30.400
Minéral consommé.	600.000	700.000	745.000	1.000.000	1.200.000	4.245.000
Fours à coke.	280	347	405	404	332	1.468 (2)
Production en coke	208.435	257.366	459.540	338.903	313.525	1.277.769
Hauts-Fourneaux	5	6	5	7	8	31
Production en fonte	200.000	270.000	455.000	350.000	400.000	1.375.000
Convertisseurs Thomas.	3	4	—	5	5	17
Fours Martin	7	—	—	—	3	10
Fours à puddler	—	10	—	—	—	10
Fours électriques	—	—	—	2	1	3
Laminaires.	11	18	—	11	14	54

(1) Il est encore impossible d'en dresser un pour les années 1919 ou 1920, le nombre des ouvriers étant très variable et le chiffre de la production n'ayant pas encore été réuni. Toutefois les indications en matière technique gardent toute leur valeur, n'ayant subi aucune modification pendant la guerre.

(2) Il faut ajouter pour avoir le total des cokeries du Bassin de la Sarre, les fours à coke d'Ilenitz (Eilat) et ceux de M. Wenden, à Sulzbach.

Tableau récapitulatif de l'Industrie sidérurgique du Bassin de la Sarre (1905-1917)

Années	Minéral consommé	Coke consommé	Fonte brute	Acier Thomas	Acier Martin	Total pour aciers Thomas et Martin ⁽¹⁾
1905	?	?	814.310	1.033.094	174.370	1.208.274
1906	2.777.369	980.000	901.252	1.440.410	190.374	1.330.784
1907	2.987.174	1.160.000	950.446	1.176.461	197.853	1.374.314
1908	3.203.406	1.220.000	1.025.550	968.673	171.805	1.140.478
1909	3.575.043	1.500.000	1.132.344	1.045.009	169.953	1.214.962
1910	3.912.677	1.620.000	1.197.668	1.148.350	180.737	1.329.087
1911	3.805.233	1.782.000	1.219.707	1.221.301	244.322	1.466.122
1912	3.896.770	1.800.000	1.317.000	1.339.461	280.249	1.619.710
1913	4.245.518	2.047.400	1.374.534	1.918.540	342.352	2.079.325
1914	2.794.451	1.300.000	954.738	1.144.219	230.475	1.390.240
1915	?	?	801.592	777.078	207.794	1.050.475
1916	?	?	944.730	?	?	?
1917	?	?	898.350	?	?	?

(1) La production totale d'acier brut (Martin et Thomas) et des produits finis dépassent pour le Territoire de la Sarre celle des 5 grandes usines. Cela tient à ce que plusieurs usines métallurgiques de transformation possèdent des convertisseurs et d'immenses ateliers. Il est à noter aussi que si la production en acier dépasse celle de la fonte pour les 5 grandes usines, cela provient de ce qu'elles importent une certaine quantité de fonte brute qu'elles transforment en acier.

puissantes forges et usines de fer lançant vers le ciel leurs torrents de fumée. On éprouve déjà un serrement de cœur à parcourir certaines installations à moitié silencieuses.

Avant la guerre, l'Industrie métallurgique de la Sarre avait à compter avec plusieurs inconvénients que ne connaissaient pas les firmes de la Rhur et d'Angleterre : obligation de faire venir la minette par voie ferrée, insuffisance du coke, voisinage de deux groupes sidérurgiques importants situés sur le minerai même ; enfin charbon plus cher qu'ailleurs. La métallurgie du bassin de la Sarre était pourtant prospère et tenait son rang au milieu de l'industrie allemande, 12 0/0.

Il est vrai que ses propriétaires poussaient le degré d'intégration (1) le plus loin possible, possédant des mines de fer en Lorraine et de houille dans la Rhur, ce qui leur permettait une grande indépendance pour l'achat des matières premières.

De plus, les Forges sarroises étaient affiliées au syndicat allemand des aciers, dont le siège était à Dusseldorf. Leur force de résistance déjà robuste grâce au long passé, se trouvait fortifiée par cette union. En 1919, les clauses du Traité les entourant d'une frontière continue, rompaient leurs anciennes attaches malgré la franchise douanière et les poussaient vers des directions nouvelles, la plupart françaises. Celles-ci se trouvèrent aux prises avec des difficultés sérieuses : Consommation du charbon réduite de près d'un tiers, coke de la Ruhr supprimé. Malgré cela, la demande était suffisante au commencement de l'année 1920 et les usines ne demandaient qu'à marcher à plein rendement. Mais depuis le mois de juillet les nuages se sont amoncelés de plus en plus menaçants et la période que traverse la métallurgie mondiale est rendue particulièrement pénible pour celle du Territoire de la Sarre, livrée à elle-même, sans presque de soutien.

Quelle est, en effet, la situation présente du groupe métallurgique sarrois ?

(1) On entend par intégration d'une entreprise métallurgique la réunion sous une même direction de tous les éléments de transformation concourant à la fabrication du fer.

Manque de combustible, lenteur des transports, troubles ouvriers, concurrence formidable des produits allemands et français, lignes de Douane, cherté du charbon, salaires accrus dans de fortes proportions par suite de leur paiement en francs, prix de revient considérable(1), et par dessus tout, isolement des autres groupes.

Certains établissements, plutôt que de perdre de l'argent ou de voir s'accumuler leurs marchandises en stocks ont décidé de réduire leur activité. Trois nouveaux Hauts-Fourneaux ont été récemment éteints.

Nous ne faisons pas profession de pessimisme, notre confiance dans les rebondissements économiques est ferme, mais il faut réfléchir très sérieusement à l'ensemble de symptômes d'autant plus inquiétants qu'ils se manifestent dans un pays exigü, peuplé et confié à l'administration d'une Commission internationale nommée par la Société des Nations, dont le but est d'améliorer le sort humain.

Songez aux conséquences du chômage de 40.000 ouvriers métallurgistes et à la mort de l'Industrie en Sarre.

Demain les demandes afflueront vers la métallurgie qui reprendra son essor et la France possédant du minerai au-delà de ses besoins devra se préoccuper de pouvoir l'écouler.

L'importance du problème est capitale aux points de vue industriel, économique, humanitaire; c'est pour cela qu'il convient de voir la question de très haut.

Le Territoire de la Sarre, économiquement, fait partie de la région Lorraine et exclusivement de l'Est de la France. Il ne saurait donc y avoir place pour des petites combinaisons de clocher, se livrant une bataille épuisante et mesquine.

Une large conception doit s'imposer.

Tout le pays compris entre Meuse, Rhin, Vosges et Sarre doit constituer dans peu d'années un centre d'activité industrielle analogue à celui de la Ruhr ou du Nord de la France, mais qui n'aura qu'un concurrent : les Etats-Unis.

(1) Les aciers marchands sarrois valaient au mois de septembre 3.500 marks la tonne alors que ceux des usines allemandes étaient descendus au prix de 2.840 marks (En France 1.350 francs).

Dans ce but réalisable et non chimérique, il faut dès maintenant, marcher vers l'entente qui rend fort et permet d'attendre des jours meilleurs.

Une union englobant l'industrie sarroise suppose toutefois une amélioration du milieu dans lequel elle évolue. Un syndicat de vente, un cartel, acceptera difficilement dans son sein, des usines dont le prix de revient est tel, qu'il alourdirait considérablement ses offres sur le marché.

Nous considérons que l'amélioration des conditions économiques de la vie sarroise permettront de retrouver une exploitation normale.

Dans ce but, une série de mesures doivent être prises au plus tôt sur le Territoire. Les unes dépendent des autorités administratives sarroises ou françaises (*politique raisonnable des prix des charbons, simplification des formalités douanières, régularité des transports...*) les autres, de l'attitude de la population et des industriels (*assainissement monétaire, détournement économique vers la France et démarches en faveur de la construction d'un système de communications en rapport avec les relations futures*).

Alors, peut être, pourrait-on espérer que dans un avenir prochain, l'Industrie métallurgique de la Sarre, délivrée des liens qui l'entravent, formera un groupe considéré comme capable non de concurrencer les usines voisines, mais de participer avec elles à l'activité intense de l'Est de la France.

§ 2. — Industrie métallurgique de transformation.

La nécessité pour les mines et l'industrie sidérurgique de se fournir d'appareils, de machines, d'outils etc... a donné naissance à un grand nombre d'usines plus ou moins vastes. Les principales travaillent le fer provenant des cinq grandes forges ci-dessus décrites : Elles le transforment en machines, constructions et installations mécaniques.

D'autres branches de la métamorphose du fer se sont développées dans les grosses firmes qui poussent la concentration

quelquefois très loin ; fabrication de cables, chaînes, rivets, vis, boulons, accessoires, outils, etc... Des maisons moins importantes se sont spécialisées dans l'exécution d'articles divers ; pots, boîtes, cruches, casseroles, quincaillerie petite et grande. Elles occupent 10.000 ouvriers environ et se trouvent répartis à Sarrebrück, Saint-Ingbert, Hombourg, Fraulautern, Bechingen, Dilling, Dudweiler, Sulzbach. Depuis la guerre elles subissent toutes un ralentissement d'activité, le charbon ne leur étant distribué que pour 40 0/0 de leurs besoins (1). Cependant le chiffre de leurs affaires marque un sérieux progrès sur ceux d'avant-guerre.

Notice sur les grosses usines, qui se différencient des 5 grandes forges : Dilling, Neunkirch, Brebach, Völkling et Burbach, par ce fait qu'elles ne traitent pas le minerai, mais finissent la fonte, l'acier ou le fer, poussant le degré de concentration plus ou moins loin.

1° *Société luxembourgeoise des Hauts-Fourneaux, Aciéries de Differdange, Saint-Ingbert-Rumelange, ancienne Rümmlinger-Saint-Ingberter, Hochöfen und Stahlwerke A. G.*

a) *Capital 110.000.000 francs.*

Cette société s'est constituée le 5 février 1920 à Luxembourg pour acheter :

1° Les biens de la Deutsch Luxemburg ;

2° Les biens de la Société Rumelage Saint-Ingbert.

Le prix de cette dernière serait de 37.500.000 francs avec en plus l'échange des obligations anciennes contre des nouvelles pour une valeur de 4.200.000 francs.

50 0/0 des actions appartiennent au groupe de Rombas composé des sociétés suivantes :

1° Aciéries de la Marine et d'Homécourt (22 millions de francs du capital).

2° Aciéries de Micheville ; 3° Hauts-Fourneaux de Pont-à-Mousson ; 4° Crédit Industriel ; 5° Société Nancéenne ; 6° Aciéries de France ; 7° Fives-Lille ; 8° Forges d'Alais ; 9° Aciéries du Nord et de l'Est. Le reste 50 0/0 a été souscrit par un groupe belge.

b) Caractéristiques :

100 Employés, 1800 ouvriers.

6 Fours à puddler, 3 Convertisseurs de 15 tonnes, 8 laminoirs.

Production : 182.000 tonnes produits finis.

c) *Produits.* Larget et verget fer façonné. Fil de fer laminé.

2^e *Société française des tubes de la Sarre. Ancienne Mannesmannröhren Werke, fondée en 1890.*

2 Sections. — Bous fondée en 1890. Sarrebrück-Burbach, fondée en 1897.

a) *Capital.* 50.000.000 de francs (autrefois 86.000.000 Marks).

60 0/0, 30.000.000 de francs sont détenus par des actionnaires français.

40 0/0, 20.000.000 ont été conservés par les Mannesman.

Parmi les sociétés françaises participantes il y a : Forges de Rocquinières, société française des métaux, etc...

b) Caractéristiques et produits.

a) Section de Bous.

70 employés, 2.210 ouvriers, Energie électrique, 10.000 H. P. Aciéries, laminoirs.

Production : 90.000 tonnes par an.

Produits. Tubes avec pièces accessoires pour conduites de gaz et d'eau, tubes avec pièces de jonction, bouteilles et réservoirs de toute grandeur et pour toute destination, tirants, tubes de précision.

β) Section de Sarrebrück.

24 employés, 996 ouvriers. Four Martin, courant électrique 10.000 volts.

Production : 130.000 tonnes de lingots Siemens-Martin.

4.000 tonnes d'acier fondu.

5.000 tonnes d'acier électrique.

Produits. Pièces en acier fondu, de 1 à 40.000 kilogrammes et pièces usinés pour constructions de pièces détachées, locomotives, machines, etc...

3° *Société par actions. Méguin & Dilling.*

a) *Capital.* 12.000.000 de marks détenus par la société Méguin et 9 millions par un groupe français.

Le 1^{er} juillet 1920 une société sarroise a racheté entièrement les usines Méguin pour 15 millions de marks et la matière première au cours le jour.

b) *Caractéristiques.* 250 employés, 1.000 ouvriers. Fabrique de machines. Constructions en fer.

(Voies ferrées, aiguilles, plaques tournantes, wagons pour four à coke, etc...)

Production annuelle 14.500 tonnes.

4° *Ehrhardt et Sehmer, société par actions, Sarrebrück, Schleismuehle, fondée en 1870.*

a) *Capital.* 3.000.000 marks.

b) *Caractéristique.* 300 employés, 1.300 ouvriers. Machines pour forges et mines, moteurs Diesel, machines à vapeur, pièces en fonte.

Production. 8. à 10.000 tonnes.

5° *Aciéries Dingler, Karcher et Cie Sarrebrück. Fondée en 1877. Participation et Direction française.*

a) *Caractéristique :* 110 employés, 1.000 ouvriers, 3 Fours Martin, 3 convertisseurs Bessemer de 2 tonnes.

Production : Acier S. M. 4.000 tonnes.

Acier Bessemer 12.000 tonnes.

Forme d'acier coulé acide et basique de tous genres brute ou en lingots jusqu'à 30 tonnes. Lingots d'acier Siemens-Martin en qualité commerciale, cornues en acier coulé.

Acier Bessemer fer fondu.

Spécialités : Roues dentées et engrenages avec dents brutes pour roues, wagonnets de mines et voies étroites, boîtes de graissage, ferrures de wagons, matériel de chemins de fer.

SECTION III

Industries diverses

§ 1. — *Industrie verrière*

L'industrie du verre fut introduite en Sarre au xvii^e siècle (vers 1618) par les princes de Nassau-Sarrebrück qui affermèrent les nouvelles fabriques.

Après s'être servi du bois, les principales verreries (Friedrichsthal, Clarenthal, Quierschied, Saint-Ingbert) furent obligées par le seigneur, d'approvisionner leur four avec de la houille. Dans ce but elles firent l'acquisition de mines, qui restèrent longtemps soumises à un régime d'exception. Sous l'empire français, la plupart des verreries devinrent la propriété des anciens fermiers « Bestander ». Certaines sont restées entre les mains de leurs descendants (Sulzbach, Vopelius ; Wadgassen, Villeroy et Boch (1).

Depuis 1880 des améliorations techniques (2) et de nouveaux systèmes de fabrication ont transformé l'industrie verrière sarroise, lui permettant de prendre une place importante immédiatement après l'industrie métallurgique.

En 1913, elle employait 5.000 ouvriers dans 14 usines. La production était par an de 5 millions de mètres carrés de vitres et 30.000.000 de bouteilles à vin, à champagne, à bière et à eaux minérales.

L'industrie verrière de la Sarre est concurrencée avec efficacité par les usines de Lorraine et de Saxe.

Avant la guerre, la nécessité de vivre amena les verreries sarroises à constituer un syndicat dont le but était de fixer à

(1) Détails historiques de l'industrie verrière voir « Hasslacher das Industriegebiet an der Saar und seine hauptsächlichsten Industriezweige », pages 147 à 153.

(2) Notamment l'introduction des fours Siemens et Nehse.

chacune d'elles le chiffre de production maximum. Actuellement la situation n'est pas redevenue encore normale. Un lock-out de 2 mois a montré dans les usines de Saint-Ingbert et Luisenthal, que les commandes avaient considérablement baissé depuis.

En général cette industrie produit la moitié d'avant-guerre. L'avenir est lié, comme pour la métallurgie, à la solution des grands problèmes économiques sur lesquels nous n'avons cessé d'insister.

Voici quelques renseignements sur ces usines :

1° *Verres à vitres :*

Verreries réunies Vopelius et Wentzel, à Sulzbach. 850 ouvriers (6 établissements).

Verres à vitres pour bâtiment et wagons de chemin de fer, meubles. 3 millions de mètres carrés par an.

2° *Verres à bouteilles :*

a) Société par actions des verreries de *Saint-Ingbert et Luisenthal* :

2 établissements avec 393 ouvriers.

En 1913 : 11.310.998 pièces (bouteilles pour vins de la Moselle, champagne, etc.).

b) Fabriques de verre *Stoeckem et Hombourg*. 525 ouvriers.

Production des dernières années de guerre : 10.250.000 bouteilles.

c) Verreries Oldenbourgeoises. Société par actions *Friedrichsthal*. 3 établissements. 360 ouvriers. 7 millions de bouteilles avant la guerre.

3° *Cristal, verres comprimés et creux :*

a) Verreries réunies de *Fenne*. 1.200 ouvriers. 4.000 tonnes par an d'articles de ménage de toutes sortes en verre comprimé. Les usines ont été rachetées entièrement par un français.

b) Fabrique de cristal *Villeroy et Boch* à Wadgassen. 260 ouvriers.

§ 2. — *Industrie Céramique porcelaines, faïence, articles en terre cuite*

Au troisième rang vient sur le Territoire de la Sarre l'industrie céramique avec 3.000 ouvriers répartis dans les très grandes fabriques de Mettlaen, Meisig et Vaudrevange, appartenant à la société Villeroy et Boch. Elle date de 1760 et fut créée en Sarre, à Ottweiler, par le prince Guillaume Henri de Nassau Sarrebrück dans un but lucratif. Mais il échoua dans sa tentative. L'expérience reprise en 1789 par M. Villeroy, à Vaudrevange, réussit complètement. Depuis, la céramique s'est maintenue en Sarre, traversant les périodes difficiles avec sérénité. La société Villeroy et Boch est en partie française (45 0/0 de capitaux français, 15 0/0 belges, 5 0/0 luxembourgeois, 35 0/0 sarrois).

§ 3. — *Autres Industries*

Un grand nombre d'industries secondaires gravite autour de la métallurgie, la verrerie et la céramique, groupant plusieurs milliers d'ouvriers.

Ce sont : les tuileries et fours à chaux répartis sur toute la surface du territoire — les fabriques d'explosifs (participation française) — l'industrie chimique et chimico-technique — l'industrie du cuir — l'industrie papetière — l'industrie du bois — l'industrie alimentaire — la minoterie — brasseries et industries diverses de tout genre (fabrication d'instruments de musique, de brosses, de moutarde, teinturerie, etc...) (1).

SECTION IV

Question sociale

Pour les malades, les enfants, les vieillards, les indigents, ce serait la mort, si des lois ne leur assuraient le gîte et les

(1) Voir détails sur l'activité de ces usines (production, emplacement), *Führer durch das Industrielle Saargebiet, 1919.*

soins exigés par leur état. Pour les travailleurs ce serait l'écrasement, si l'union et des textes ne leur permettaient de faire entendre leur voix à côté de celle des autres citoyens. Pour tous, ce serait le règne permanent du vice, du désordre, de la contagion si des mesures de sécurité, d'hygiène et de solidarité n'entravaient l'égoïsme, la nonchalance et la malveillance de certains (1).

Dans nos sociétés modernes, particulièrement dans une région de concentration industrielle comme la Sarre, l'être humain privé de fortune ou d'une forte santé physique et morale, serait menacé de toutes les déchéances sans les interventions de l'Etat, des initiatives privées et des mutualités.

Il est donc souhaitable, dans un but humanitaire et économique, que ces interventions se fassent de la façon la plus complète. Tout le monde sait que l'activité d'un pays dépend de la capacité de production du capital homme. Nous avons eu l'occasion d'exprimer l'idée au chapitre II (Partie économique). Connaître l'état de la question sociale dans le Territoire de la Sarre nous permettra, non seulement de constater des faits très instructifs, mais de poser des conclusions qui nous serviront pour notre discussion sur la Monnaie. Nous nous limiterons à l'examen de trois questions dont la dernière ne demandera que quelques lignes d'explications.

(1) On peut remarquer à ce propos que si la prévoyance sociale a fait de grands progrès en ce qui concerne les travailleurs, les enfants et les vieillards, la voie est encore à peine tracée pour l'introduction de lois efficaces visant l'intérêt général.

Il y a là pour le philosophe épicurien clairvoyant et désireux d'améliorer le bonheur des hommes, matière à réflexions amères.

N'est-il pas stupéfiant que les plus grands fléaux de l'humanité, alcoolisme, tuberculose, syphilis ne soient pas reconnus encore comme des dangers publics analogues à la peste et au choléra ! Il est plaisant d'entendre des gens dresser de beaux et gigantesques programmes d'amélioration du sort des classes pauvres ou même de défense morale et physique de la race humaine sans essayer de supprimer ces chancres rongeurs.

Espèrent-ils que l'intelligence et la lumière sortiront des centaines de mille cabarets, par exemple ?

1° Quelle est l'organisation de la classe ouvrière sur le Territoire de la Sarre?

2° Quelle a été et quelle est actuellement la vie sociale?

3° Quelles règles est tenue d'observer la Commission de Gouvernement en matière de législation du Travail.

Il y a peu à dire sur les autres catégories de protégés et sur les mesures d'hygiène générale (1).

Les lois prussiennes et bavaroises ont été maintenues.

Il n'est pas venu à notre connaissance que la Commission de Gouvernement y ait apporté des modifications. Une seule ordonnance a introduit sur le Territoire de la Sarre une loi allemande sur les pensions des mutilés. Elle augmente de 4 millions les dépenses du budget de la Sarre. Qui paiera ce surcroît de charges? L'Allemagne jusqu'à maintenant ne semble pas disposée à les rembourser.

§ 1. — *Quelle est l'organisation de la classe ouvrière sur le Territoire de la Sarre?*

Elle n'a rien d'original. L'armature syndicale allemande se rapproche beaucoup de la nôtre, malgré certaines différences de groupements.

Il existe en effet trois grandes organisations syndicales en Allemagne.

1° Les Freie Gewerkschafte, syndicats libres ou socialistes, les plus puissants, et dont les progrès sont énormes depuis la révolution. Les socialistes indépendants U. S. y ont pris de

(1) Nous avons trouvé auprès de M. Fink les renseignements les plus complets en matière d'assistance publique. Leurs publications entraîneraient trop loin. Voici toutefois à titre documentaire le chiffre des pensionnaires des asiles d'aliénés, d'aveugles, d'idiots et d'épileptiques pour 1920 en Sarre. Il est à noter qu'ils sont loin d'atteindre la proportion des régions industrielles et de la plupart des départements français.

Aliénés, 1.200 (Etablissements de Merzig et Hombourg).

Idiots, 275 (établissements privés).

Epileptiques, 110 (établissements privés).

Aveugles de naissance, 55.

plus en plus d'autorité ; ainsi les chefs des syndicats libres des mineurs d'une part et des métallurgistes, de l'autre sont des indépendants.

2^o Christliche Gewerkschaft, syndicat chrétien.

Autrefois très puissant.

Ils ne sont pas composés uniquement, comme on le croit ordinairement en France de sections catholiques, mais aussi de protestantes.

3^o Gewerkshaft Hirsch-Dunker (*Syndicat Hirsch-Dunker*).

D'une influence restreinte il répond à l'étiquette « Démocrate-libéraux ».

Chacun de ces trois syndicats est représenté en Sarre par les chiffres suivants (1).

Syndicats libres 138.500.

Syndicats chrétiens 51.120.

Syndicat Hirsch-Dunker 8.050.

Il y a pour le Territoire de la Sarre une organisation locale qui groupe tous les corps de métier d'un même syndicat en des Fédérations qui forment des kartels équivalents de la Bourse du Travail française.

Chaque corps de métier est groupé en fédération qui dépasse le cadre local par exemple : Bergarbeiterverband, Metallarbeiter verband, sièges à Bochum et Dusseldorf (*fédération des ouvriers du sous-sol, fédération des ouvriers des métaux*).

Tous ces syndicats et fédérations — une cloison étanche étant maintenue entre les 3 organisations — sont réunies sous le titre de Generalkommission der deutschen Gewerkschaft (*Confédération générale allemande du travail*).

Voici pour le Territoire de la Sarre le chiffre des deux fédérations principales.

Fédération des ouvriers du sous-sol (syndicats libres) . .	36.800
Fédération des ouvriers des métaux (syndicats libres) . .	33.000
Fédération des ouvriers du sous sol (syndicat chrétien) . .	24.500
Fédération des ouvriers des métaux (syndicat chrétien) . .	11.150
Fédération des ouvriers des métaux (Hirsch-Dunker) . .	7.150

(1) Ces chiffres nous ont été très aimablement communiqué par M. Fuhrmann, directeur de la Section du Travail. Le total des ouvriers pour le Territoire peut donc être évalué entre 120 et 140.000.

Les rapports entre les ouvriers mineurs sarrois et lorrains sont très développés et c'est ce qui avait rendu il y a quelques mois la différence de salaires si sensibles.

En face de cette organisation ouvrière dont il ne faudrait pas croire à la faiblesse parce qu'elle est divisée en 3 groupements, existe une organisation patronale Arbeitgeberverband.

L'Arbeitgeberverband repose sur cette idée qu'il n'y a pas de tarif de salaires spéciaux à une usine mais uniquement des contrats collectifs du travail (*Tarifverträge*) entre les employeurs et les syndicats ouvriers. Cette manière de procéder provient d'un système développé pendant la guerre, à savoir qu'une question relative à une branche de production doit être discutée et traitée par les parties intéressées.

En Sarre, l'Arbeitergemeinschaft (*union des employeurs et salariés*) existe comme en Allemagne et tous les conflits ouvriers ont été réglés par son intermédiaire (1).

Ce mécanisme à l'inconvénient d'accentuer le caractère de lutte des classes que présente la grève mais à l'avantage de permettre un accord très rapide et valable pour un délai assez long (2).

Il faut attirer l'attention sur l'organisation des artisans qui subsistent en Sarre comme dans toute l'Allemagne et dont le régime rappelle celui des corporations françaises, abolies en 1789.

Les corporations Innungen (*tailleurs, coiffeurs, cordonniers, photographes, etc...*) défendent leurs intérêts par un régime très sévère de l'apprentissage. Toutes les règles concernant ces Innungen sont réunies dans les statuts. La Commission de

(1) Lire sur les Reichsarbeitgemeinschaft et l'organisation ouvrière allemande les articles de M. Chapy dans la *Revue de Paris*, 1920.

(2) S'opérera-t-il une scission entre les chefs de Bochum et Dusseldorf et leurs troupes de Sarre. Se créera-t-il un organisme correspondant à la C. G. T. berlinoise à Sarrebruck. Aucun symptôme ne permet encore d'y penser. Le Traité de Paix § 12, chap. 1, annexe aux articles 45 à 50 n'admet guère une interprétation en ce sens. Les ouvriers et employés de nationalité française sont libres d'appartenir aux syndicats français.

Gouvernement remplaçant le Regierungspraesident en a approuvé un certain nombre depuis un an.

§ 2. — *Quelle a été et quelle est actuellement la vie sociale (1) de la région sarroise.*

Vers la fin du xvin^e siècle, les ouvriers mineurs se groupèrent en une mutualité. En 1797 un contrat perpétuel signé entre eux fondaient une caisse de secours « Knappschaftskasse » qui devait être l'origine du Saarbrücken Knappschaftsverein d'aujourd'hui. Le 21 février 1801, un statut, homologué officiellement, déterminait les conditions d'entrée et de participation.

Un règlement de 29 novembre 1817 devait en étendre l'application. Lorsqu'en 1842 l'immigration d'ouvriers éloignés se produisit, la Prusse entama sa politique de logement qui a été poursuivi jusque pendant cette guerre.

Elle consistait à engager le mineur à devenir propriétaire d'une petite maison et plus tard d'un champ et de bétail si cela était possible.

Dans ce but, on décida d'accorder des primes de 900 marks et de prêter sans intérêts.

Ainsi se construisirent près de 10.000 habitations (2). Sur 52.745 mineurs en 1912 (dont 31.368 mariés ou veufs) 19.428 possédaient leur maison.

Pour ceux qui n'avaient pas de famille et habitaient trop loin, de vastes dortoirs furent aménagés.

Enfin le « Saarbrücken Knappschaftsverein » se développa

(1) Il faudrait pour être complet traiter la politique sociale de l'Etat prussien et bavarois en Sarre depuis 1815. Mais cela ne reviendrait-il pas à retracer celle de l'empire allemand depuis un demi-siècle et analyser une partie des textes des grandes lois sociales sur les assurances ouvrières (accidents, maladie, invalidités) et les retraites. On comprendra donc notre réserve.

(2) Voir à ce propos un article de Dr. jur. ph. Herbig : Zeitschrift für das Berg. Hütten und Salinenwesen im Preussischen Staate, 1912, page 451.

par la distinction en 1886, d'une caisse de maladie et de pension conformément à la loi d'empire du 15 juin 1883. Plus tard on y adjoint l'assurance invalide. Dans la grosse industrie l'institution de la Knappschaft prit une aussi grande extension que dans les mines.

Voici un tableau résumé de la situation des 6 Knappschaftverein du Territoire de la Sarre pour 1913 :

a = caisse de maladie, b = caisse de pension.

Sarrbrücher Knappschaftverein	$a = 49\ 901$ membres
	$b = 49\ 984$ »
Neunkirchen Knappschaftverein. . . .	$a = 5.795$ »
	$b = 5.543$ »
Knappschaftsverein der Burbacher Hütte. .	$a = 3.193$ »
	$b = 3.193$ »
Knappschaftsverein Dillinger	$a = 5.103$ »
	$b = 5.094$ »
Halberger Knappschaftverein.	$a = 1.890$ »
	$b = 1.800$ »
Hostenbach Knappschaftverein	$a = 5.103$ »
	$b = 5.074$ (1) »

Jusqu'en 1889, la grève était une arme presque inconnue dans le bassin de la Sarre. Par contre les années qui suivirent l'effervescence fut vive et le travail fut abandonné à maintes reprises (grèves de 1889 et 1893) ; (2) des collisions eurent lieu entre la troupe et le peuple. Vers la fin la répression devint brutale.

A la suite de ces événements furent créés les « Vertrauensmänner » délégués ouvriers de confiance, qui se réunissaient périodiquement chez le directeur d'inspection pour discuter des intérêts matériels et moraux.

Ils sont élus par leurs camarades au scrutin secret. Pendant la guerre la population sarroise ouvrière gronda moins que celle de la Ruhr et de Berlin. Depuis la révolution, les ouvriers

(1) Voir pour le détail des œuvres de prévoyance dans le Territoire de la Sarre et les caractéristiques de la politique patriarcale de Stumm « zur Entwicklung der sozialen Fragen in Saargebiet. »

(2) Voir détails intéressants sur cette grève, P. Weiss, pages 58 à 68.

et mineurs de la Sarre, jusque là étrangers à la politique et avant tout syndicalistes, s'intéressent de plus en plus à la vie publique. Sous la pression de la vie chère, il y eut quelques journées agitées, mais ce furent plutôt des scènes de pillage qu'une révolte contre l'autorité française ou la Commission de Gouvernement. Les grèves de juillet 1920 de la métallurgie se distinguent très nettement de celles d'août. Elles eurent un caractère avant tout économique et se déroulèrent avec beaucoup de dignité.

Nous avons eu l'occasion de constater que l'éducation de la classe ouvrière sarroise est très avancée et bien au-dessus de celle des autres régions. Moins occupés en paroles, à sauver les frères russes, chinois ou autres, elle concentre son attention sur son intérêt corporatif et aboutit à des résultats plus satisfaisants.

Les rapports sont en général favorables avec la Commission de Gouvernement. Mais ces constatations optimistes ne doivent pas nous cacher la situation économique réelle du Territoire de la Sarre. L'ouvrier sarrois certes est travailleur mais à condition que le régime économique ne crée pas à plaisir des sujets perpétuels de froissement, comme nous le verrons dans le chapitre V. La présence de 2 groupes de salariés payés en monnaies différentes, francs ou marks, ne promet pas pour l'avenir une paix sociale idéale.

§ 3. — *Quelle règle est tenue d'observer la Commission de Gouvernement en matière de législation du Travail*

En vertu des § 22 et 24, la Commission de Gouvernement a le droit de légiférer, le principe étant admis que les lois et règlements allemands en vigueur le 11 novembre 1918 subsistent sur le Territoire. En matière de législation du travail, la Commission de Gouvernement devra prendre en considéra-

(1) Lire sur la législation internationale du Travail et le Traité de Paix. M. Georges Scelle, *Action Nationale*, octobre 1919.

tion les vœux émis par les organisations locales du Travail et suivre les instructions adoptées par le Bureau international du Travail, conformément au Traité de Paix, partie XIII. M. Albert Thomas, son directeur, est passé en mai 1920 par Sarrebrück pour se rendre compte sur place de la situation.

CHAPITRE IV

Commerce, Douanes et Transports

L'exiguïté du Territoire, l'affluence d'étrangers, le changement subit dans l'orientation économique interdisent de se fier aux bilans des banques et à l'activité des Transports pour mesurer l'intensité du Commerce intérieur sarrois (1). Certes l'observateur attentif peut enregistrer après une crise indéniable, la reprise des transactions locales et entrevoir un avenir favorable grâce à l'augmentation du chiffre des habitants, mais il ne peut être établi sur de pareilles données des conclusions certaines. Nous ne devons point nous en affliger outre mesure. L'intérêt qu'il y aurait eu à tenter une évaluation du commerce intérieur de la Sarre, eût été minime pour le but que nous poursuivons dans ce chapitre : Enumérer les moyens dont disposent l'Industrie et le Commerce pour vivre.

Un regard sur les Banques, un aperçu général sur le Commerce extérieur et les Douanes, une description des Transports y suffiront amplement, croyons-nous.

§ 1. — Commerce et Douanes

A) Banques

Le Bassin de la Sarre comprenait avant l'armistice dans chacune de ses grandes villes, un certain nombre de Banques

(1) La Chambre de commerce de Sarrebrück, fondée en 1863, a vu sa compétence réduite au cours de l'année 1920 au Territoire de la Sarre. A côté de cet organisme officiel il existe depuis 18 mois une association des commerçants franco-sarrois dont l'activité est digne d'éloge. Un bulletin embrassant toutes les questions sarroises a été publié par ses soins dans le courant du mois de janvier 1921.

de tout ordre, depuis la Reichsbank et les filiales de puissantes sociétés berlinoises jusqu'aux banques populaires en passant par les banques d'affaires locales.

Actuellement, à côté des anciennes maisons, se sont créés, installés ou transformés d'autres établissements la plupart français.

La liste ci-dessous comprend une partie des banques sises, au commencement de 1921, à l'intérieur des frontières sarroises.

Reichsbank (succursales à Sarrebrück, Sarrelouis, Neunkirch).

Deutsche Bank, succursale à Sarrebrück.

Diskonto Gesellschaft, succursale à Sarrebrück.

Société Générale Alsacienne de Banque (succursale ouverte en 1919 à Sarrebrück), siège social Strasbourg.

Banque Nationale de Crédit (succursale ouverte en 1919 à Sarrebrück), siège social : Paris.

Banque Roëchling, siège social à Sarrebrück.

Grohé Heinrich et Cie, siège social à Sarrebrück.

Banque Suédoise de la Sarre (ouverte en 1920 à Sarrebrück).

Commerz-Bank (ouverte en 1920 à Sarrebrück).

Haldy Frères (Sarrebrück).

Rheinische Kreditbank (succursale à Neunkirchen, siège social à Mannheim).

Trierischer Genossenschafts Verband (coopérative).

Vereinsbank (coopérative).

Saarlouiser Volksbank (banque populaire de Sarrelouis).

Südwestdeutsche Genossenschaftsbank (Gersweiler Spar- und).

Darlehenkasse (banque populaire et coopérative)

Leurs opérations sont depuis des mois dominées par le change. Aux guichets défilent du matin au soir, en dehors des salariés en francs, des individus qui échangent du mark ou du franc dans l'espoir de réaliser un bénéfice selon la baisse ou la hausse. Si nous pouvions publier complets et détaillés les bilans bancaires de la Sarre, nous constaterions des chiffres

formidables, particulièrement aux chapitres comptes courants et dépôts qui ne correspondraient pas à l'activité normale sarroise.

Nombreux sont les clients des banques françaises et allemandes qui ont fait transférer (alors que cela était encore possible) leur compte dans les succursales de la Sarre, avec l'espoir d'une valorisation ou autre mesure monétaire, dont ils comptaient bien profiter.

On a parlé de la création d'une Bourse de valeurs à Sarrebrück pour le Territoire de la Sarre. L'idée présentée à plusieurs reprises a été soutenue sans grande conviction dans la presse sarroise. Les objections élevées par la *Frankfurter Zeitung* ont mis un terme à cette proposition mort-née. Elle arguait du manque d'élasticité du marché et craignait avec juste raison que les titres des quelques sociétés sarroises qui y seraient cotées manqueraient trop souvent de contre-partie, d'où montée ou baisse continues.

B) Commerce extérieur

De faible étendue, très peuplé, d'une activité industrielle considérable, le Territoire de la Sarre se trouvait dans la nécessité de chercher sa subsistance au delà de ses frontières. Il est aisé de comprendre que la majorité des transactions de ses habitants ont pour objet l'importation ou l'exportation. Presque chaque achat d'un Sarrois se fait sur une marchandise venant de l'étranger. Le commerce extérieur constitue donc l'élément principal de la balance des comptes. Les autres participations (1), coupons de rentes, mouvement touristique, etc., tout en devant ne pas être laissés de côté, sont d'importance réduite.

Nous aurions désiré joindre à ce paragraphe le tableau des Importations et Exportations du Territoire de la Sarre pour

(1) Voir pages 9 à 16, tome II, *Cours d'économie politique*. Ch. Gide ce qu'il faut entendre par balance des comptes et balance du commerce.

année 1920. Il ne sera donné par l'Administration des Douanes que dans le courant de Mars 1921.

Les résultats globaux du premier semestre 1920 que nous pouvons donner doivent être acceptés avec la plus grande réserve.

Commerce spécial du Territoire de la Sarre, 1^{er} semestre 1920

Importations :

	Poids quintaux métr.	Valeur en francs
Objets d'alimentation	1.682.959	100.810.000
Matières premières	11.134.021	190.000.000
Objets fabriqués	643.600	250.000.000
Total.	13.460.570	540.810.000

Exportations :

Objets d'alimentation.	58.451	12.310.000
Matières premières	16.833.353	573.138.000
Objets fabriqués	1.923.885	354.379.000
Total.	78.815.689	989.821.000

Total général des importations et des exportations	22.296.269	1.470.631.000
---	------------	---------------

Les chiffres pour le deuxième semestre sont en augmentation, paraît-il, sur ceux du premier et la balance commerciale du Territoire de plus en plus favorable.

Les deux principaux vendeurs et acheteurs sont l'Allemagne et la France.

Allemagne

	Poids	Valeur
Importations	4.465.973 q.	481.489.000
Exportations.	5.538.999	351.665.000
Total.	10.004.977 q.	833.154.000

France

Importations.	2.057.182 q.	235.902.000
Exportations.	7.216.504	192.497.000
Total.	9.273.686 q.	428.399.000

Total : 49.278.663 q., 1.261.553.000 fr. pour l'Allemagne et la France réunies.

D'Allemagne, le Territoire de la Sarre reçoit principalement des céréales, des pommes de terre, des produits chimiques, du papier, des ouvrés.

Il envoie des bois, des poteries, de la verrerie, des métaux, pièces mécaniques.

De France viennent des produits alimentaires de toutes sortes, du minerai de fer et des ouvrés et demi-ouvrés. En échange la Sarre nous expédie ses charbons, des bois, des poteries, de la verrerie, des ouvrages en métaux.

Comme autres clients et vendeurs, notons la Suisse, l'Italie, le Luxembourg, la Belgique, la Hollande et l'Amérique.

En résumé, le Commerce extérieur du Territoire de la Sarre est en posture excellente. Il est destiné à prendre vers la France un développement considérable, en raison du détournement économique établi par le Traité de Paix.

La constatation des résultats statistiques douaniers, dans plusieurs années, nous dira si cet espoir s'est réalisé.

C) Douanes

Les douanes soulèvent en Sarre, comme partout, des récriminations.

Elles sont en effet contraires à tout principe de libre respiration économique (1). « Vous creusez des tunnels, écrivait E. Reclus, et mettez à chaque bout des douanes. Pourquoi tant d'argent dépensé ? » Les clauses douanières concernant le Territoire ne peuvent donc, par leur essence même, engendrer un régime satisfaisant. De plus, des mesures d'exception l'empêchent d'être fondu complètement dans l'unité douanière française. Un statut spécial, intermédiaire, transitoire, dont la caractéristique est d'entourer le pays d'une barrière de douanes, règne pour cinq ans, peut-être pour quinze, sur la

(1) Nous ne prétendons pas faire le procès du protectionnisme ni de nous déclarer libre échangiste. Nous reconnaissons la nécessité des douanes, mais cela constaté n'allons pas plus loin. De même qu'il est nécessaire de travailler beaucoup, cela ne prouve pas que ce soit toujours agréable.

région. La frontière sud, conséquence du respect du § 29 Ch. II est la source dans la pratique de difficultés sans nombre pour le trafic entre la France et la Sarre. Le résultat obtenu est diamétralement opposé à l'esprit du Traité.

Le § 31 Ch. II est en effet une invitation énergique au rattachement économique du Territoire de la Sarre à la région Lorraine et par ricochet à la France.

Or, nous nous refusons à croire ce résultat possible avec le système actuel, qui consiste à séparer effectivement, si ce n'est théoriquement, la Sarre de la France comme elle l'est de l'Allemagne.

L'application du § 31 Ch. II soulève cinq questions.

1° Quelle est l'organisation de la Douane française sur le Territoire de la Sarre.

2° Description du système douanier applicable au Territoire de la Sarre.

3° Paiement des taxes et droits.

4° Contingentement.

5° Transit.

1° Quelle est l'organisation de la Douane française sur le Territoire de la Sarre ? (1)

Le jour de l'entrée en application du Traité de Paix, la ligne des douanes françaises fut reportée de la frontière Nord du département de la Moselle aux limites séparant le Territoire de la Sarre de l'Allemagne, l'englobant ainsi dans le régime douanier français.

Les bureaux entre Sarre et France subsistaient pour deux raisons dans le détail desquelles nous entrerons tout à l'heure.

a) Différence entre le régime fiscal de la Sarre et de la France.

b) Franchise accordée pendant 5 ans pour les importations destinées à la consommation locale d'Allemagne en Sarre.

(1) Consulter le livre de MM. Nogaro et Moye pour des détails sur l'organisation française douanière et les régimes douaniers.

La structure de l'Administration des douanes de la Sarre ne diffère pas de celle de France.

Une direction installée à Sarrebrück correspond à celle d'un département français. Elle relève du Ministère des Finances de Paris. Sa compétence s'étendait primitivement à toutes les frontières de Sarre. Depuis le 1^{er} novembre 1920 elle a été réduite à la ligne Nord (*entre Allemagne et Sarre*). La ligne sud est rattachée à la nouvelle direction de Metz, remplaçant celle de Nancy.

L'absence presque complète d'obstacles naturels rend les frontières sarroises difficiles à surveiller et exige un service fortement organisé et un personnel nombreux (*plus de 1.000 agents pour les services actifs et sédentaires*).

2^e Description du système douanier applicable au territoire de la Sarre.

Principe. — Le Bassin de la Sarre est soumis à une sorte d'union (zollverein). Le § 31 de l'Annexe aux articles 45 à 50 du Traité prononce une assimilation douanière à la France continentale. Les tarifs d'entrée ou de sortie, en ce qui concerne les droits de douane proprement dit, la réglementation élaborée par le Gouvernement de la République française sont, ipso facto, étendus au Territoire de la Sarre.

Exceptions (alinéas 2 et 4 § 31).

a) Définitive. Aucune taxe d'exportation ne sera mise sur les produits métallurgique ou le charbon sortant du territoire de la Sarre à destination de l'Allemagne ni sur les exportations allemandes à destination des industries du Bassin de la Sarre.

b) Temporaire.

Pendant cinq ans à dater de la mise en vigueur du présent traité, les produits originaires et en provenance du bassin jouiront de la franchise d'importation en Allemagne et pendant la même période, l'importation d'Allemagne sur le territoire du bassin des articles destinés à la consommation locale, sera également libre de droits de douane.

Ce dernier système d'exception exige l'établissement d'une barrière de douanes entre la France de la Sarre qui devrait

disparaître dans cinq ans, si des différences entre le régime fiscal français et sarrois ne subsistaient pas. L'examen du rôle respectif joué par les lignes Nord et Sud de Douanes de la Sarre nous donnera un aperçu suffisant de cette organisation protectionniste d'une parfaite logique sinon d'une grande commodité.

Ligne Nord.

Importation. — Entrent par cette frontière les marchandises d'origine allemande ou nationalisées en Allemagne. Les objets frappés en France de prohibition par suite de monopoles sont admis en Sarre mais ne passent la ligne Sud qu'avec autorisation spéciale.

Pendant les cinq années de franchise les produits de source allemande doivent être accompagnés du certificat d'origine (1).

Les produits allemands importés sont divisés en deux catégories :

1° *Les objets d'alimentation et fabriqués, destinés à la consommation sarroise.*

Aucune limitation ; toutefois s'il y a abus de la franchise, le Gouvernement français peut prendre des mesures pour l'enrayer.

2° *Les matières premières et demi-ouvrées devant être manufacturés ou parachevés en Sarre.*

Le contingentement vise cette catégorie. Il est fait dans le but d'éviter que les usines de la Sarre, les transformant en grande quantité, profitent de leur situation pour concurrencer l'industrie française sans payer.

On entend par demi-ouvrés les ébauches d'objets plus ou

(1) Ces certificats d'origine sont délivrés pour la douane allemande ou des autorités locales habilitées à cet effet puis visées par l'agent consulaire français de la région.

Pour les exportations vers l'Allemagne le certificat d'origine est délivré par la Chambre de commerce, visé par un fonctionnaire d'Empire autorisé à résider à Sarrebrück par la Commission de Gouvernement.

moins informes en fer, en acier, bois ou matière quelconque ou des articles presque achevés et n'ayant plus à recevoir qu'un finissage peu important.

Les marchandises non originaires d'Allemagne sont assujetties aux conditions ordinaires du tarif selon les rapports douaniers existant entre la France et l'Etat d'où elles viennent et ne bénéficient pas de la franchise quinquennale.

Exportation. — A l'exportation vers l'Allemagne et pour d'autres pays à travers l'Allemagne, la ligne Nord reçoit les déclarations et procède aux investigations réglementaires. Les marchandises originaires et en provenance du Bassin profitent de la franchise pour cinq ans. Les douanes concourent à l'établissement des titres d'origines attestant que la marchandise est bien sarroise.

Ligne Sud.

Exportation. — La tâche de cette ligne est de vérifier, si les marchandises sarroises qui pénètrent en territoire français ne dépassent pas la quantité des années 1911-13. De plus elles perçoivent les taxes fiscales et assurent l'expédition des marchandises devant transiter par la France.

Importation. — Les produits français ou nationalisés à destination de la Sarre sont contrôlés et dédouanés.

Afin d'épargner aux industriels et commerçants du Territoire sarrois de longues formalités M. Rault, Président du Territoire a obtenu du Gouvernement français la création à Sarrebrück d'une Commission des dérogations qui est autorisée à en accorder à toutes les prohibitions d'importation et d'exportation édictées en France, applicable au Bassin de la Sarre (1). Elle fonctionne depuis le 25 août. Avant, ces dérogations étaient demandées à Paris.

(1) Le décret du 25 avril 1920 qui était contraire aux intérêts sarrois ne fut pas appliqué dans toute sa force en Sarre grâce à l'intervention du Président de la Commission de Gouvernement.

3° Paiement des Taxes et Droits

Les Douanes cumulent deux occupations. D'une part elles perçoivent conformément aux décrets ministériels, des Droits de Douane proprement dits. D'autre part, elles touchent pour le compte du Trésor public des taxes frappant de nombreux objets dans un but fiscal et non économique.

Pour les premiers il n'y a rien à dire, ils sont perçus selon les barèmes du **Ministre des Finances Françaises**.

En ce qui concerne les droits fiscaux, le nouveau régime, institué aux portes du Territoire de la Sarre, établit une nuance. Si l'union douanière existe, la fusion des législations financières Françaises et Sarroise est un mythe. La Douane ne fera donc pas payer pour les marchandises taxées à titre d'impôt — destinées à rester en Sarre — les tarifs fixés par les lois Françaises, mais s'il y a lieu, percevra ceux établis par les ordonnances de la **Commission de Gouvernement**.

Le produit de cette perception ainsi que celui des droits proprement dits (1) est versé à la caisse centrale de Sarrebrück par l'intermédiaire de la **Banque Nationale de Crédit**.

Des règles de Comptabilité spéciales provisoires sont en vigueur pour répondre à ces distinctions.

Les recettes et prises en charge au livre journal sont relevées chaque jour sur un registre auxiliaire de développement et portées selon la destination de la marchandise au compte du Territoire Français ou au compte du Bassin de la Sarre.

Pendant cinq ans les revenus fournis par la 1^{re} catégorie (droits proprement dits) ne sauraient être considérables; l'entrée en franchise étant accordée.

Restent comme source de recettes, le paiement des droits sur marchandises venant des pays autres que la France et l'Allemagne. Il est à prévoir que les quelques millions ainsi recouverts ne soient absorbés par les dépenses d'entretien des Douanes Françaises, au service du bassin de la Sarre, auxquelles doit participer le Territoire.

(1) Pour les marchandises destinées à rester en Sarre.

4^e Contingentement

L'alinéa 3 du § 31, Ch. II, organise un moyen de boucher pendant 5 ans ce qu'on a appelé dans la presse allemande « Le trou vers l'Ouest ».

« Au cours de ces cinq années, pour chaque article en provenance du bassin et dans lequel seront incorporés des matières premières ou des demi-ouvrés venant d'Allemagne en franchise, le gouvernement Français se réserve de limiter les quantités qui seront admises en France à la moyenne annuelle des quantités expédiées en Alsace-Lorraine et en France au cours des années 1911-1913, telle qu'elle sera déterminée à l'aide de tous renseignements et documents statistiques officiels ». La détermination de la moyenne des quantités de marchandises expédiées en 1911 et 1913 par la Sarre vers l'Alsace et Lorraine et France constitue ce qu'on appelle « le contingentement ».

Le service technique des Douanes de la Sarre est en train de procéder à ce travail difficile.

Trois procédés s'offraient pour arriver à son établissement.

1^o Recours aux écritures des gares ;

2^o Approximations :

3^o Enquête directe auprès des commerçants Sarrois et centralisation des recherches par l'intermédiaire de la Chambre de Commerce.

C'est ce dernier qui est actuellement employé, les deux autres serviront plus tard à contrôler les résultats obtenus.

Avec lenteur et peine un certain nombre de renseignements avaient été réunis fin 1920 (1).

La méfiance des industriels Sarrois se dissipera lorsqu'ils comprendront l'intérêt qu'ils ont à exporter vers la France tout au moins dans la limite d'avant-guerre, la franchise leur étant acquise (2).

(1) Seule la grosse industrie s'est préoccupée de répondre avec diligence aux questions demandées.

(2) Réserve faite des considérations monétaires dont il sera question plus loin.

Une fois cette opération terminée une question se posera.

Qu'arrivera-t-il si la quantité de marchandises à exporter, fixée par le contingentement est dépassée ? On est assez perplexe.

Monsieur Thouvenin, ancien Directeur des Douanes à Sarrebrück a, dans le *Courrier de la Sarre* (janvier 1920) essayé de solutionner cette difficulté. Il a fait ressortir avec clarté qu'on ne saurait empêcher l'exportation vers la France des marchandises dépassant le contingent. Le dépassement de la quantité autorisée entraînerait le paiement d'une taxe dont le produit serait affecté au budget Sarrois. L'avenir nous apprendra si ce parti a été adopté.

5° Transit

Très actif sur le territoire de la Sarre, il ne donne pas lieu à des perceptions douanières conformément à l'alinéa 3 § 31. Il ne doit pas nous retenir, une clause analogue étant inscrite dans la plupart des traités de commerce.

Il n'y a pas d'entrepôt officiel sur le Territoire de la Sarre, quoique sa position exceptionnelle le rendrait fructueux. Mais chaque magasin petit ou grand n'en est-il pas devenu un par suite d'une contrebande très intense ?

Le mécanisme un peu compliqué que nous avons essayé d'expliquer a provoqué un concert de protestations unanimes et des plaintes et critiques de tout ordre.

Recherchait-on les causes du renchérissement de la vie, de la crise des transports, de l'arrêt d'un haut-fourneau, du ralentissement de production d'une industrie ? La Douane Française était immédiatement accusée des pires forfaits.

On trouvait encore quelquefois un argument de défense en faveur de la Commission de Gouvernement, l'administration des chemins de fer, les rédacteurs du *Traité de Paix*. Pour les bureaux de la Vorstadtstrasse, jamais une parole de secours.

N'exagérons pas et essayons de voir clair.

Pour nous — la nécessité malencontreuse d'existence des

Douanes étant admise — le malaise dont souffre la Sarre ne prend pas ses racines dans un terrain unique. Il est d'ordre plus complexe. Nous croyons en trouver l'origine beaucoup plus dans la longue durée du conflit armé, dans la production insuffisante des combustibles, dans la présence parallèle du franc et du mark que dans l'application de tarifs douaniers.

C'est sous un aspect plus particulier, déjà indiqué, que les Douanes en Sarre nous inquiètent.

L'obligation de maintenir la ligne Sud, fut-elle desservie par un personnel remarquable, doué de toutes les qualités de souplesse, d'amabilité, de connaissances économiques approfondies et travaillant avec tout le zèle et la rapidité désirables, jettera une perturbation continuelle dans les relations Franco-Sarroises. A notre avis, il convient de rechercher par tous les moyens la suppression de la ligne Sud — si cela n'est pas possible avant 5 ans — du moins à cette échéance, sinon l'esprit du Traité sera faussé et la fusion recherchée des deux groupes économiques Lorrain et Sarrois, rendue impossible.

§ 2. — *Transports.*

A) Routes.

Auprès du Halberg, on voit encore les traces de l'ancienne grande voie romaine Lugdunum-Medunliacum (Lyon-Mayence) bâtie vers l'an 70. Elle franchissait par un pont dont on a retrouvé les fondations, la rivière Saravus près de la Altbrücke de Sarrebrück. Se ramifiant à elle, des chemins secondaires conduisaient vers le Rhin et la Belgique. Le régime féodal succédant aux invasions se préoccupa peu de l'état de viabilité des chaussées et il nous faut arriver à Louis XIV pour découvrir sur une carte le dessin d'une de ces belles routes modernes conçues par Sully. Au XVIII^e siècle, les princes de Nassau-Sarrebrück en édifièrent quelques-unes et un service de coche traversa le pays allant de Metz vers Mayence et vice-versa tous les huit jours.

De superbes routes, qui subsistent aujourd'hui et dont la dénomination « Kaiserstrasse » s'est conservée, furent tracées

de 1800 à 1810 à travers les départements de la Sarre et de la Moselle. Des arbres géants datant, de cette époque, les indiquent au milieu de la campagne. Il y a une trentaine d'années encore, de très vieux Sarrois aimaient à conter à leurs enfants et petits enfants le pittoresque militaire qui les animait et les passages du Grand Empereur.

Au cours du XIX^e siècle, un réseau complet a été construit. La Sarre possède actuellement 3.000 kilomètres de route, 400 d'Etat le reste appartenant aux cercles cantons et communes. L'organisation prussienne et bavaroise des Ponts-et-Chaussées a été conservée.

Les grandes artères sont :

1^o Sarrebrück, Hombourg (section sarroise de la grande route Paris-Metz-Mayence) ;

2^o Sarrebrück, Saint-Wendel (section sarroise de la route Sarrebrück-Creuznach-Kusel-Mayence) ;

3^o Sarreguemines, Mettlach (section sarroise de la grande route Strasbourg-Trèves-Liège) ;

4^o Sarrelouis, Birkenfeld ;

5^o Sarreguemines à Sarrelouis (par Forbach, Wehrden) ;

6^o Sarreguemines, Deux-Ponts (section sarroise de la route Nancy à Landau).

Depuis plusieurs années elles subissent un grand trafic de voitures, d'autos, de camions, qu'elles ne connaissaient pas avant la guerre, surtout pour les transports à grande distance.

Beaucoup sont bordées par des lignes de tramway dont le rôle est de permettre à une partie de la population ouvrière de vivre à la campagne. Pavées de petites dalles plates elles forment un excellent réseau routier qui coûte malheureusement cher au Territoire.

B) Postes, Télégraphes et Téléphones.

(Il est donné d'intéressants détails historiques sur ce sujet dans le livre de M. Zimmer. *Unsere Heimat im Wandel der Zeiten*).

La Poste, les Télégraphes et les Téléphones appartenait

à la Prusse et à la Bavière avant l'application du Traité. L'activité était très grande. A Sarrebrück 20 millions de lettres en 1913. Avant la guerre une distribution et une levée presque toutes les heures. Réseaux télégraphiques et téléphoniques très développés. La Commission de Gouvernement les exploite désormais pour le compte du Territoire. Les P. T. T. sont rattachés à la Direction des Travaux publics. L'administration de Sarrebrück n'est devenue autonome en fait que depuis peu. Pendant plusieurs mois de 1919 malgré, la surcharge, « Saar » puis Saargebiet imprimée sur les timbres-postes, la comptabilité continuait à dépendre de Berlin et de Munich.

Le Bassin de la Sarre possède 1.400 bureaux de poste. Le contre-coup des événements des 7 dernières années s'est répercuté sur l'exploitation de ce commerce d'Etat comme ailleurs. Le chiffre des dépenses dépassera pour l'exercice 1920 d'environ 4 millions de marks celui des recettes.

La Commission de Gouvernement n'a pas hérité d'un service hors ligne. Les bureaux de Sarrebrück sont petits, sombres et d'une saleté repoussante. Le téléphone rend des points à celui de Paris et les employés retranchés derrière leurs grillages ou guichets de verre sale ne sont pas toujours à la hauteur d'un trafic intensif.

Il y a des réformes à faire. Nous croyons savoir que l'Hôtel des Postes de la Dudweiler strasse doit être transformé, remis à neuf, et les appareils des Téléphones, changés.

Une anomalie nous a frappé, d'autant plus étonnante que le budget de la Commission de Gouvernement est à la recherche de nouvelles ressources.

Pourquoi les tarifs postaux entre l'Allemagne et la Sarre sont-ils les mêmes que ceux de l'intérieur du Reich ? Pour quelles raisons une lettre de Sarrebrück à Paris exige 0 m. 80 d'affranchissement et celle de Sarrebrück à Berlin 0 m. 40. La souveraineté de la Sarre en matière fiscale s'étend, il nous semble aux recettes postales ! De plus le Traité réclame le rattachement économique du Bassin de la Sarre. Une inégalité de traitement en faveur de l'Allemagne ne nous paraît donc pas justifiée.

Deux mesures vers l'extériorisation d'une poste sarroise ont été prises.

1° En octobre un délégué représentant le Territoire s'est rendu à la Conférence de Madrid pour adhérer à la Convention internationale ;

2° De nouveaux timbres, cette fois, propre au Bassin seront bientôt en circulation (1). Nous en ignorons la gravure.

C) Chemins de Fer.

1° Historique.

La mise en exploitation du premier chemin de fer public en Sarre date de 1849 dans la partie bavaroise (section Ludwigshafen-Bexbach. Bien avant, on avait déjà fait des essais de marche sur rails de machines à vapeur sur le Bassin (2).

(1) On s'est livré en Sarre depuis plus d'un an à une véritable chasse aux timbres, plusieurs variétés n'ayant été imprimées qu'à un nombre restreint d'exemplaires. De plus les philatélistes prévoyant que sous peu les timbres allemands avec la surcharge disparaîtraient ont acheté en grande quantité, au-dessus de leur valeur même des timbres qui étaient encore vendus aux guichets. L'importance de cet engouement fut telle que les bureaux de poste s'en trouvaient démunis et que les commerçants ne pouvaient s'en procurer. Une ordonnance du 21 juillet de la Commission de Gouvernement est venue mettre un terme à cette spéculation, en menaçant d'une amende plus ou moins élevée selon les cas, l'individu surpris à vendre sur le Territoire de la Sarre des timbres actuels à un prix supérieur au tarif marqué.

(2) Nous pensons ici à l'amusante odyssée d'une des premières locomotives mondiales. En 1818 les Mines fiscales prussiennes avaient commandé à Berlin une machine à vapeur du système Stephenson. Les essais ayant réussi à l'usine on l'expédia vers Sarrebruck. Ce ne fut pas une mince affaire. Le trajet par route étant impossible, la voie d'eau fut employée. Les pièces démontées furent chargées successivement sur des péniches, des chalands, des bateaux et des radeaux. Elles passèrent successivement par la Sprée, l'Elbe, la mer, le Rhin, la Moselle et la Sarre et mirent 150 jours à atteindre le chantier de Geislautern où elle devait fonctionner. Le monde savant attendait avec impatience les résultats du fonctionnement de ce nouvel engin. La locomotive remontée sous les yeux mêmes de l'ingénieur qui l'avait fait traîner à l'usine, ne voulut rien entendre et resta immobile sur les

En 1852, la section Neunkirch-Sarrebrück fut inaugurée. En 1858, ouverture de la ligne Sarrebrück-Merzig. A Mettlach, le tunnel demanda 10 ans de travail et ce n'est qu'en 1860 qu'on put se rendre de Trèves à Sarrebrück sans changer plusieurs fois de voitures.

Le chemin de fer Sarrebrück-Strasbourg, fut mis en exploitation, peu de mois avant la guerre de 1870-71. Les autres voies ont été construites depuis 1878 : chemin de fer dit de Fischbach 1878, Sarrebrück à St-Ingbert 1879, puis St-Ingbert à Hombourg 1880, Völkling à Teterchen et Neunkirch à Wemmetsweiler 1897, Dilling à Primeweiler 1904, Rive gauche de la Sarre 1904, Köllertalbahn 1911. Des chemins de fer d'intérêts locaux ont été établis à partir de 1890 : Tramway électrique de Sarrebrück (Ligne de Brebach-Louisenthal 1899), Tramway de Neunkirch en 1907, de Völkling 1909, etc.

2° Réseau actuel.

Il a été constitué en vertu des §§ 19 et 22 du Chap. II, Annexe aux art. 45-50 du T. de P., un réseau appartenant au Bassin de la Sarre.

Pour en réaliser l'indépendance, il fallait créer un parc spécial et reprendre aux anciennes directions les services administratifs essentiels à son fonctionnement. La complication était grande, les lignes sillonnant le Territoire étant exploitées par les Chemins de fer de l'Etat Prussien-Hessois, de l'état bavaïrois et d'Alsace-Lorraine (1).

Après de longs pourparlers, spécialement à propos du transfert de la comptabilité et de la compétence absolue de la nouvelle direction de Sarrebrück, on pouvait considérer fin juillet l'unité comme étant obtenue. Toutefois les chemins de fer d'Alsace-Lorraine continuent à desservir les trois lignes perpendiculaires de la Sarre (rive gauche) afin d'éviter une rup-

rails que l'on avait préparés à son intention. En 1835 lassé des efforts répétés et infructueux on abandonna tout espoir de la voir bouger et elle fut vendue comme vieille ferraille.

(1) Sarrebrück dépendait de la sous-direction de Trèves, elle-même dépendante de la Direction de Cologne. Il y en a 12 en Prusse. Pour les chemins de fer bavaïrois la direction était à Ludwigshafen.

ture de continuité dans le trafic. Des compensations, comme il est d'usage entre compagnies diverses, sont prévues.

Le réseau comprenait 372 kilomètres de voies ferrées (300 appartenant antérieurement à la Prusse, 72 à la Bavière), 723 locomotives de tous types de 30 tonnes à 2.000; 400 wagons de voyageurs dont un certain nombre de grandes voitures d'express; 20.000 wagons de marchandises de 15 à 40 tonnes (1).

Les calculs comparatifs auxquels on peut se livrer, démontrent que les proportions données au Bassin de la Sarre sont très fortes pour la population et l'étendue du Territoire. Ce matériel était un minimum, les chemins de fer sarrois devant prévoir une longue rotation.

Le personnel atteignait 18.000 agents. L'outillage est moderne. Un immense atelier de réparation existe à Sarrebrück. Les gares de triage de Sarrebrück, Vöcklingen, Neunkirch sont pourvues d'un nombre de voies suffisant pour former rapidement les trains de marchandises.

3° *Lignes*. — Le territoire est traversé par quatre grandes lignes à gros trafic.

1° Ligne de Sarreguemines, Sarrebrück, Sarrelouis, Merzig (Tronçon sarrois de la ligne Strasbourg-Trèves-Cologne. — Voyageurs venant de la Suisse, d'Italie par le St-Gothard, du sud de la France par Strasbourg, Besançon et Lyon et allant vers la Rhénanie, le Luxembourg, la Belgique et la Hollande ou *vice versa*).

2° Ligne de Forbach-Turkismühle par Sarrebrück, Neunkirch, Ottweiler, St-Wendel. Tronçon sarrois de la ligne Paris-Metz-Mayence-Francfort.

Voyageurs venant de France, allant vers l'Allemagne ou *vice versa*.

3° Ligne de Sarrebrück-St-Igbert-Hombourg vers l'Allemagne centrale.

(1) Ces chiffres ont été déterminés par la commission mixte prévue au § 22. N'ayant rien pour se fixer elle a procédé à des évaluations.

4^e Ligne de Sarrebrück à Dilling-Neunkirch-Deux Ponts vers l'Allemagne du Sud.

Il est d'autres lignes intérieures à double voie et à circulation non moins intense quoique de caractère local. De Sarrebrück à Neunkirch par le Fischbach, de Sarrebrück à Wemetsweiler-Grommweiler.

Entin, des lignes transversales Dilling-Neunkirch, Merzig-Losheim, Hombourg-Bliesskastel. Il ne faut pas oublier les trois lignes exploitées par le réseau A.-L. : Dilling à Bouzonville, Merzig à Thionville, Vœlkling à Teterchen (toutes trois se branchant sur la ligne Thionville à Sarreguemines), ainsi que les tramways rayonnant autour de Sarrebrück, Sarrelouis Neunkirch, Vœlkling.

4^e Trafic.

Il est intense. Sur les grandes lignes il est à la fois international et local. Le mouvement est sensiblement celui d'avant-guerre pour les voyageurs et pour les marchandises quoique nous ne puissions publier aucun chiffre pour cette année ni 1919. Quelques comparaisons ne manquent cependant pas d'intérêt.

A) Mouvement des voyageurs (1) en 1913 et 1919 pour les gares de :

Années	Sarrebrück	Neunkirch	Paris St-Lazare	Paris Nord	Amiens	Rouen
1913	2.800.000	843.539	58.200.546	18.297.644	1.202.159	2.031.246
1919	5.000.000	?	60.079.972	20.693.449	1.432.085	2.635.529

B) Tonnage des marchandises pour la gare de Sarrebrück

	1913	1919
Tonnage expédié en P. V.	1.190.000	583.000
» reçu en P. V.	3.440.000	2.340.000

(1) La circulation en tramway n'est pas moins importante 12.156.592 pour les tramways de Sarrebrück en 1913.

5° *Exploitation commerciale.*

La Commission de Gouvernement a pris en mains l'exploitation. Nous n'avons aucun préjugé et toutes considérations économiques défavorables, mises en évidence, sans les attacher à tel ou tel système, nous attendrons les résultats pour conclure en cette matière en faveur ou non de l'Exploitation d'Etat.

Pour le moment nous pouvons constater deux faits dont la répercussion est d'une grande importance pour la politique commerciale des chemins de fer sarrois : Les résultats financiers et tarifs.

L'année — Avril 1920-Avril 1921 — n'étant point écoulée on ne peut donner aucun chiffre précis. Le réseau sarrois n'échappe point à la loi commune actuelle qui décide implacablement qu'une entreprise de Transports travaille à perte. Dans un rapport à la Société des Nations, on prévoyait un déficit de 150 millions de marks. Les causes en sont nombreuses et évidentes : Prix du charbon, augmentation des salaires, indemnités, etc. Une telle situation ne manque pas de préoccuper la Commission de Gouvernement, dont le budget est limité dans ses moyens. Comment le combler ?

Une ordonnance du 10 Juin 1920 a augmenté les tarifs de marchandises de 0,02 pfennig par tonne pour un kilomètre avec exception pour les denrées alimentaires nécessaires à la consommation locale. Promesse a été faite, que cette taxe unique et générale serait adaptée dans la suite à la nature des objets expédiés ; on a pas cru devoir toucher à ceux des voyageurs dont la majorité est formée de travailleurs et d'écoliers.

Les recettes se sont relevées mais les dépenses aussi et le déficit a plutôt dépassé les prévisions de Juin.

Que conclure ? Il ne saurait être question de faire le procès de l'exploitation d'Etat sur de pareils résultats. Ils sont conformes à une règle générale. La question est de savoir si dans un avenir prochain le réseau pourra continuer à vivre sans élever les tarifs à un taux prohibitif et anti-économique. La réponse est liée pour nous à ces trois formules.

4° La situation doit être éclaircie au plus tôt, afin que le prochain exercice marque une atténuation ou un progrès.

2° On doit tendre vers la suppression d'une des deux monnaies en présence sinon il ne faut pas espérer une amélioration.

3° Le réseau ne doit pas apporter dans le budget de la Sarre un déficit de cette importance.

Si l'on ne peut arriver à remplir ces conditions, il faudra chercher une autre combinaison : le rattachement à un grand réseau voisin.

Le problème ainsi posé, aux événements de le résoudre.

6° Discussion économique. Etat du réseau. Améliorations. Projets.

Toute considération d'économie intérieure mise de côté, il y a là un agent économique excellent.

L'existence du Territoire — nous ne voulons pas encore dire prospérité — dépend de son orientation et de la bonne marche des réseaux voisins. Or les clauses du Traité de Paix concernant le Bassin de la Sarre ne laissent aucun doute. Pour vivre il doit se tourner vers la France. Si l'on regarde une carte des régions rhénanes et Est de la France on remarquera que les conditions pour atteindre ce but ne sont pas remplies. Il y a, en effet, abondance de voies directes venant du Rhin, qui convergent vers l'Alsace, la Sarre et la Lorraine, et pénurie de l'Est de la France vers ces mêmes pays. Si l'on consulte un horaire et même encore si l'on désire se rendre soi-même d'une ville de France plus ou moins rapprochée de Sarrebruck on constate avec énervement, impatience et peine, qu'en dehors d'un seul rapide Paris-Mayence et de deux express Strasbourg-Sarrebruck il n'y a aucune relation directe entre la Sarre et la France (1) et souvent même entre la France et les nouveaux départements français reconquis.

(1) Que l'on veuille se rendre par exemple de Lille à Sarrebrück (nous avons été à même d'en faire l'expérience et e le nous a été confirmé) il faudra au moins deux jours et au milieu de quelle confusion. La combinaison des horaires exige plusieurs heures d'étude et de réflexion, l'achat d'indicateurs volumineux ou nombreux souvent introuvables (la consultation des affiches quand elles ne sont pas déchirées

Deux projets sont prévus, dont nous donnons un résumé ci-dessous. La réalisation se fera au cours des années prochaines. Certains sont entrés en exécution. Ils tendent à améliorer et intensifier les relations entre la Sarre et la France

- 1° Quadruplement a) de la section Frouard-Pagny-Metz
- b) » Fontoy-Thionville.

2° Constructions.

a) Construction d'une ligne à double voie de Lérrouville à Thiaucourt empruntant au delà la ligne à voie unique existant d'Onville à Thiaucourt avec raccordement à Onville vers Arnaville et Metz. Cette ligne raccourcirait de 35 kilomètres le trajet de Paris-Metz et soulagerait la ligne Paris-Strasbourg.

b) Construction d'une ligne à double voie, reliant la section Nancy-Frouard-Pagny-sur-Moselle, à un point de la ligne

exigeraient dans certaines gares une lunette d'approche ou une échelle), l'interview d'employés plus ou moins factieux. On passe à l'exécution. Il faut changer à Hirson, Charleville, Longuyon (Audun-le-Roman il y a quelque temps encore), Thionville, Metz. A chacune de ces correspondances, le battement est de 10 à 15 minutes ; le train dans lequel on se trouve a bien entendu du retard au delà de ce délai. Mais ô joie, malgré cela, on apprend en arrivant à la gare de bifurcation que le convoi n'est pas encore parti, qu'il attend ! Plein d'une tendre reconnaissance on le cherche, il est à l'autre bout de la gare ou rangé le long du quai le plus éloigné et le plus difficile à atteindre (Hirson-Longuyon). Enfin, il y a deux ans et demi c'était la guerre, veut-on excuser ! Pour s'y rendre il faut suivre de longs trottoirs, d'immenses corridors tout noirs ou grimper sur un pont de bois (Longuyon) d'où la vue est fort jolie sur la vallée, mais lamentable sur les pauvres voyageurs, véritables troupeaux d'émigrants, docile et résigné.

Enfin on finit par arriver. Mais est-il admissible que pendant deux jours la vie soit arrêtée et toutes les facultés tendues uniquement vers ce but. « Me rendre de Lille à Sarrebruck sans passer par Paris ». Certes nous ne demandons point une voiture directe de Lille à Sarrebruck ou de quelqu'autres villes de France, mais que de Lille à Strasbourg il n'y ait encore ni express ni trains directs cela nous dépasse. Il ne doit pas y avoir de réseaux différents, mais des chemins de fer français. Les constatations pénibles que nous n'avons cessé de faire dans d'autres déplacements nous font penser qu'il n'y a pas de notre part, critique systématique, mais un mal véritable et très grave.

Metz-Strasbourg, situé entre Metz et Benestroff; la distance de Lérrouville à Sarrebruck se trouverait ainsi ramenée de 152 à 119.

D'autres projets avaient été établis, notamment la construction d'une voie ferrée de Sarrelouis à Teterchen et au delà. L'utilité immédiate n'étant pas démontrée, on a abandonné les travaux d'études organisés en 1917 par l'Administration allemande.

En attendant la réalisation du programme fixé, il y aurait lieu, à notre avis, d'améliorer le service existant qui ne donne pas satisfaction. Il y a fréquemment des embouteillages de wagons de marchandises qui arrêtent leur rotation et des retards considérables pour les trains de voyageurs,

Voici ce qui serait souhaitable pour voir s'atténuer peut-être ces inconvénients.

1° Rendre inaperçue (1) la ligne de Douanes Sud (frontière franco-sarroise) puisqu'il faut la maintenir pendant 5 ans... dans la mesure du possible.

2° Création de relations directes entre Luxembourg et Sarrebruck par Thionville. Ces deux Etats dont les deux frontières sont éloignées de 20 kilomètres sont en réalité de 4 à 6 heures de chemin de fer l'un de l'autre.

3° Création d'un express partant de Sarrebruck ou de Neunkirch à destination de Paris passant par Metz-Conflans-Verdun-Chalon et d'un autre suivant la ligne de Voelkling à Thionville-Longuyon permettant un drainage actif de la région minière sarroise et lorraine à la fois vers le Nord de la France et Paris.

La distance par Chalon et Verdun de Paris à Sarrebruck

(1) Les lignes de douanes nécessaires qui découpent en deux et trois portions deux bassins miniers sont un arrêt véritable à leur développement. De Luxembourg à Sarrebrück aller et retour, que ce soit par Trèves ou Thionville, on passe dans la même journée, si le hasard veut que l'on y réussisse, 6 fois la visite de la Douane avec près de 3 heures d'arrêt. Si l'on décrit le cercle Luxembourg-Wasserbillig-Trèves-Mettlach-Sarrebrück-Völkling-Thionville-Luxembourg, on subit en 12 heures 9 fois l'examen et perd dans les gares 5 heures.

est de 425 kilomètres, par Frouard 471. Soit 46 kilomètres de moins que dans l'itinéraire normal. Si l'on suppose la suppression de la ligne Sud, l'accélération des convois, en tenant compte des courbes et réfection définitive dans la région dévastée, on peut gagner deux heures sur le trajet, dégager la ligne Paris (Metz)-Strasbourg, mettre directement Sarrebruck en relation avec Paris. Peut-être aussi ce passage à travers la zone la plus dévastée de France, permettrait-il aux voyageurs allemands, qui se plaignent de la dureté des clauses du Traité, de comprendre le manque de tact de leurs plaintes, à côté de celles que pourrait exhaler le fermier des environs de Verdun.

En résumé, il faut désirer une amélioration et une accélération du trafic par une entente entre les Chemins de fer de la Sarre, ceux de l'A. L. et de l'Est.

Quant aux projets il ne faut pas tarder à les mettre à exécution. A quoi servirait d'augmenter la production des mines, si on ne pouvait évacuer le charbon, extrait aussi vite qu'il est déversé sur le carreau de la mine ? Que deviendrait la métallurgie, le commerce, la vie même de la Sarre, si les portes qui lui donnent de l'air restaient fermées ? De quelle utilité serait-ce d'avoir assaini le régime monétaire, d'avoir trouvé des débouchés à l'Industrie si elle ne pouvait exécuter ses commandes, faute de moyens de transports et de possibilité de livraison ?

Le temps presse. Dans 10 ans, les voies ferrées de cette région auront doublé leur trafic, si l'unité de moyens économiques est réalisée. Il ne faut pas être pris de court à ce moment. Or c'est à la France qu'incombe la responsabilité d'aménager les voies de sortie du Bassin de la Sarre.

Du côté de l'Allemagne, les accès sont suffisants. Il n'y a par conséquent aucune amélioration ni projet à mentionner.

D) Canaux. Voies navigables

Leur étude se réduirait à celle de la Sarre, canalisée sur une longueur de 30 kilomètres de Ensdorf à Sarreguemines où elle se raccorde au canal des Houillères, s'il n'était pas néces-

saire comme pour les chemins de fer d'envisager l'état des communications par eau dans les pays limitrophes.

De Ensdorf à Saarholzbach la rivière Sarre est livrée à elle-même, aussi n'y a-t-il presque aucun trafic.

1^o Historique. — Il n'en a pas toujours été ainsi, au contraire. Au début du xviii^e siècle, il y avait une circulation importante en aval de Sarrebrück vers Conz et vice-versa. Les chargements composés de charbon ou de minerai de fer, variaient selon la hauteur des eaux. Le courant étant rapide au-delà de Merzig la navigation était dangereuse. Trois pé-niches étaient réunies et tirées par 12 et 20 chevaux ; il fallait 4 jours de Conz à Sarrebrück.

En 1845, un heureux essai d'un bateau à vapeur, muni de roues suscita l'organisation d'un service régulier pour voyageurs et marchandises, mais l'entreprise ne faisant pas ses frais, elle suspendit son commerce. La création de chemins de fer quelques années plus tard, enleva toute velléité à quiconque de reprendre l'affaire.

La circulation batelière se détourna vers l'amont, lors de la canalisation de la Sarre et de la construction des canaux d'Alsace et de Lorraine par la France. Napoléon I^{er} avait aperçu déjà la nécessité de rendre la Sarre accessible à toute époque de l'année à des bateaux de capacité plus forte. Des travaux de canalisation furent commencés en 1800 entre Sarrebrück et Sarreguemines. Les événements empêchèrent de continuer les travaux et ce n'est que 50 ans plus tard que l'on entreprit la réalisation de ce projet. En 1861, quelques années après l'achèvement du canal de la Marne au Rhin, un traité fut signé entre la France et la Prusse ; il était entendu que les deux parties procéderaient aux travaux nécessaires pour permettre le transport des charbons par eau de Loui-senthal à Gondrexange. Ceux-ci commencés en 1862, furent terminés pour la section Loui-senthal-Sarreguemines au cours de 1865 et la Sarre ainsi canalisée ouverte à la circulation.

On obtenait un tirant d'eau de 1^m,60, des écluses de 40 mètres de longueur sur 6^m,50 de large. Un port construit à Sarrebrück était relié aux voies ferrées.

De 1875 à 1879, on procède à l'aménagement de la section Louisenthal à Ensdorf. La circulation atteignait en 1880 600.000 tonnes par an ; le prix de la tonne kilométrique revenait à la moitié de celui du chemin de fer. En 1910, 900.000 tonnes 300.000 pour les exportations (charbon), 300.000 pour les importations (minerai de fer, pierres, matières premières). Nous ne reviendrons pas sur le tonnage transporté, le charbon étant presque la seule marchandise se dirigeant vers l'amont.

2^e Situation actuelle. — Le chiffre du tonnage est tombé très bas pendant la guerre. Lors de l'armistice, la Sarre canalisée rappelait les canaux endormis du centre de la France. La prise de possession des Mines par l'Etat français a ramené l'animation le long des berges de la Sarre. Les écluses qui ne voyaient passer qu'une douzaine de péniches par jour et dont la capacité en autorise au maximum 40 à les franchir, enregistraient vers la fin de 1920 près d'une trentaine de passages. Les profanes, dont nous faisons partie, peuvent même croire à un embouteillage du port de Sarrebrück. Une file de péniche s'allonge sur trois rangs d'un kilomètre de longueur au-delà de Sarrebrück. On nous a expliqué que les apparences sont fausses. Pour pouvoir expédier 15 péniches pleines par jour, cela suppose qu'il y en ait 100 en souffrance. Les formalités exigées, le chargement progressif exigent 5 jours au minimum.

De grands progrès ont été réalisés dans l'expédition du charbon par eau. Actuellement on pourrait charger plus de 20 péniches par jour (moyenne) mais à supposer que la Sarre et le canal des Houillères puissent supporter ce trafic, il n'est pas prouvé que celui de la Marne au Rhin admettrait ce surcroît.

On a, à ce propos, dressé une liste d'améliorations immédiates et permettant d'attendre la réalisation des grands projets : canalisation de la Sarre et de la Moselle, construction d'un canal de Voelkling à Argancy, dont nous dirons quelques mots tout à l'heure. Elles auraient pour but de tendre à augmenter la circulation batelière sur la Sarre.

3° Améliorations ayant une influence immédiate :

- a) Elargissement du canal des Houillères ; de la Sarre ;
- b) Doublement des écluses, renforcement de l'alimentation, établissement du halage par traction électrique pour le canal des Houillères, la Sarre canalisée et le canal de la Marne au Rhin.

Ainsi espère-t-on arriver à transporter un million de tonnes de charbon, c'est-à-dire trois fois plus qu'actuellement. Les péniches de double capacité y auraient accès.

4° Projets. — Ces améliorations seraient complétées par l'exécution de travaux qui permettraient l'établissement d'un courant régulier entre la Sarre et la France :

- a) Canalisation de la Sarre de Ensdorf à Conz et en liaison. canalisation de la Moselle de Metz à Coblenze.

Origine. — La question est depuis longtemps à l'étude.

Il faut distinguer entre la Sarre et la Moselle.

Pour cette dernière les projets datent de 1867 et l'Etat français les avait entrepris avant 1870. La Lorraine perdue par la France, l'Allemagne ne se soucia pas de cette voie d'eau d'ordre secondaire et tourna son attention vers le Rhin. Depuis la désannexion, ils ont été repris.

Pour la Sarre, jusqu'en 1900, il s'agissait surtout d'une discussion académique. En 1901, le ministre prussien des Travaux publics créa à Trèves un bureau d'étude pour la canalisation dont la tâche était de sortir les anciens plans de leurs cartons et de les adapter au présent. Le coût des travaux fut estimé à 5 millions de marks. L'érection d'un barrage à Merzig et plusieurs écluses étaient prévues. Devant ces frais considérables et en raison de l'opposition des industriels de la Ruhr, ce projet ne fut pas exécuté.

Il est à remarquer, que la région Sud-Rhénane ne reçut jamais de la Prusse des moyens économiques en rapport avec ses besoins locaux et généraux.

Avec ténacité, la ligue pour la canalisation de la Sarre et de la Moselle continua sa propagande et à la suite de ses démarches, l'idée revint sur l'eau pendant la guerre. Depuis l'armistice elle considère que la question a pris plus d'ampleur

encore et elle espère que les nécessités économiques de l'heure amèneront la France à s'entendre avec l'Allemagne pour relier le Rhin avec la région industrielle sarro-lorraine. L'argumentation est simple, elle s'appuie sur un fait : La région lorraine a besoin, pour expédier ses minerais et produits finis et recevoir ses charbons et coke, d'une voie navigable.

b) Construction d'un canal de la Moselle à la Sarre, de Voelkling à Argancy (1).

Ce serait la continuation d'une grande ligne de navigation allant de Sarrebrück aux ports de Calais et de Dunkerque en passant par la vallée de l'Orne et le tracé étudié avant la guerre pour le canal du Nord-Est et du canal de la Meuse à l'Escaut.

Tracé de la section Voelkling-Argancy.

Se détachant de la Sarre à Wherden-Voelkling, 12 kilomètres aval de Sarrebrück, il remonterait la vallée de la Rosselle jusqu'à Geislautern, passerait dans la vallée de la Bist et toucherait la frontière de la Sarre près d'Uberherrn. Ensuite le futur canal suivrait le Grossbach, Veyerbach pour passer à Hargarten et Teterchen, puis dans la vallée du Ruisseau d'Ottonville et celle de la Niéd. Après l'avoir suivi jusqu'à Conde, il emprunterait le ruisseau de Hayes, passerait à Avancy, Saviry, pour venir confluer près d'Argancy avec la Moselle.

Ce canal aurait 156 kilomètres de longueur dont 13 en territoire sarrois.

Deux branchements en territoire lorrain sont prévus à Kreuzwald et Saint-Avold.

Que faut-il penser en général des effets d'un développement de la navigation fluvial dans le Territoire de la Sarre ou autour de lui ?

Répondre directement à cette question serait prendre parti soit pour les « canauphiles » soit pour les « canauphobes ».

(1) Voir les rapports de MM. Thierry, Imbeaux, Hompert sur ces projets et amélioration de canaux.

Or on ne saurait la placer sur le terrain d'avant-guerre.

En 1914, le fret revenait à 0,01 centime ou pfennig la tonne kilométrique pour certaines marchandises sur certains canaux. Malgré l'argument du coût de premier établissement, il faut avouer que dans les régions industrielles, le canal jouait un rôle capital et que son absence en Lorraine se faisait durement sentir. En 1921, le problème est différent. Le fret par bateau est devenu le double des tarifs par chemin de fer.

Mais diront avec juste raison aux « canauphobes », les défenseurs des voies navigables : A quoi bon triompher et vous réjouir bruyamment ? Vous accusiez hier les faibles sommes perçues sur les transports fluviaux d'être trompeuses et d'être en vérité payées par les contribuables. Vous prétendiez que le bénéfice réel était en faveur des chemins de fer. Il doit être certainement aujourd'hui du côté des canaux, car si l'on voulait faire supporter par les marchandises le déficit des chemins de fer, à quel taux ne devrait-on pas porter la tonne kilométrique par voie ferrée. Le rejet des arguments nous conduirait dans un cercle vicieux. Il ne saurait être discuté en doctrine sur les conditions éphémères d'une période anormale et transitoire, mais sur des possibilités sérieuses d'avenir. Le Bassin de la Sarre et l'Est de la France possèdent une assurance de prospérité pour les canaux : les matières pondéreuses. Dans une dizaine d'années les voies ferrées et fluviales sont appelées chacune à être un rouage autonome qui ne se contrarieront pas. Elles suffiront à peine, si les projets sont réalisés, à assurer la vie d'une activité industrielle immense. Il est donc beaucoup plus utile de les développer que de mettre en doute leur valeur à toutes deux. Nous souhaitons donc au plus tôt la réalisation des projets et améliorations dont nous avons parlé.

CHAPITRE V

Problème monétaire

A plusieurs reprises, au cours de cette étude, nous avons admis comme un axiome l'impossibilité d'apporter un remède efficace aux difficultés économiques sarroises actuelles, aussi longtemps que deux monnaies se trouveraient officiellement en présence sur le Territoire de la Sarre (1). Cela nous amenait à conclure à l'élimination d'une d'elles. L'exposé du problème monétaire, nous permettra d'établir notre déduction anticipée sur un terrain plus solide et moins sujet à caution.

§ 1. — *Position et importance de la question*

Il ne semble pas, malgré son caractère vague et incomplet que le § 32, Ch. II, Annexe aux articles 43 à 50 du Traité de Paix (2) soulève une controverse. Les mots gardent tout leur sens et la situation créée, est sinon simple, du moins très nette.

D'une part faculté de faire ses paiements et achats en monnaie française pour l'Etat français propriétaire des mines fiscales.

De l'autre circulation libre du franc à côté du mark dans les limites du Territoire de la Sarre.

(1) Lire à propos des inconvénients que présente la circulation de deux monnaies un article de M. Jean Lorient sur la crise monétaire au Maroc, *Revue économie politique*, Mars-Avril 1920.

(2) Texte du § 32, ch. II, Annexe, Section IV, Partie III. Traité de Paix. « Aucune prohibition ni restriction ne sera imposée à la circulation de la monnaie française sur le Territoire du Bassin de la Sarre. L'Etat français aura le droit de se servir de la monnaie française pour tous ses achats ou paiements et dans tous ses contrats relatifs à l'exploitation des mines ou de leurs dépendances. »

Que faut-il penser de ces deux propositions ?

La faculté de paiement en francs se soutient d'elle-même. On ne pouvait obliger l'Etat français, propriétaire des mines, à se servir d'une monnaie étrangère, dépréciée, soumise aux soubresauts journaliers de la cote des changes. Toute exploitation normale en eut été empêchée et les pertes du Trésor français risquaient de se chiffrer par millions. Or le but du transfert des houillères à la France était de la dédommager des dévastations commises aux charbonnages du Nord et non de coûter à son budget. C'était donc montrer de la prévoyance que d'envisager l'utilisation du franc dans les « paiements et achats » faits par la future administration des mines françaises de la Sarre.

Cette mesure (1) entraînait malheureusement la libre circulation du franc à côté du mark dans le Territoire de la Sarre. La présence de ces deux monnaies de pouvoir d'achat différent, à une époque troublée, dans un pays actif, allait soulever des inconvénients qu'il importe de connaître.

Effets de la présence de deux monnaies sur le Territoire de la Sarre

1° En ce qui concerne les habitants du Bassin.

a) Possesseurs des deux monnaies.

Il y a des individus bénéficiant d'une rente quelconque en marks et payée en francs ou inversement.

C'est le cas d'un certain nombre de mineurs et de français, qui, avec un peu de doigté réalisent à coup sûr, un bénéfice sur les changes. Ils dépensent leurs marks ou leurs francs

(1) Nous ne ferons pas l'injure aux Rédacteurs du Traité de Paix de supposer qu'ils n'avaient pas envisagé les conséquences d'un système basé sur la circulation de deux monnaies d'inégale valeur. Le § 40 permet de croire que l'on se doutait que la pratique amènerait la Commission de Gouvernement à mettre un terme par décision administrative à une situation intolérable. Il y a lieu cependant de regretter qu'une disposition catégorique n'est pas organisé de façon stable un régime monétaire.

selon les taux, faisant leurs achats soit en France, soit en Sarre, malgré le contrôle douanier.

b) Possesseurs d'une seule monnaie (*rente ou salaires*).

Franc, situation instable, avantageuse si le franc monte, déplorable s'il baisse, les prix de la vie en mark augmentant avec régularité à chaque mouvement de hausse du franc, mais ne baissant jamais ou peu, lorsque la monnaie française revient au taux précédent.

Mark, situation nettement défavorable, une grande quantité de denrées d'alimentation venant de France.

Pour le salarié il y a la ressource de demander une augmentation. Pour le rentier c'est l'écrasement total. Tel qui vivait avant la guerre avec 3.000 marks par an, peut avec cette somme, tout au plus se suffire pendant 40 jours, à condition encore de réduire ses frais aux 3/10 d'avant-guerre.

2° *En ce qui concerne les finances publiques.*

Nous avons déjà constaté le phénomène page 38.

Il est impossible de prévoir les recettes et les dépenses d'un budget alimenté en marks et en francs.

La difficulté dans un état moderne de procéder à une affec-

(1) N.-B. Le jour où nous terminons notre travail 15 janvier 1921, les positions respectives occupées par le mark et le franc sont les suivantes :

Le mark est employé comme moyen de paiement dans le Commerce intérieur, les Transports, (parcours des chemins de fer de l'Etat sarrois d'intérêt local et allemands) les industries de transformation du fer et diverses.

Le franc est utilisé par les Mines dans toutes ses opérations, par la grosse métallurgie pour le règlement des salaires et de matières premières. Les droits de douane sont acquittés au choix en marks et en francs. Enfin dans les chemins de fer pour les parcours français le prix est payé en francs. Ce paiement en monnaie différente des trajets en Territoire sarrois et français donne lieu aux guichets des grandes gares à d'exaspérantes discussions et à des stationnements invraisemblables.

(2) Les versements au Trésor sarrois du produit de l'impôt sur les charbons s'est fait jusqu'au milieu de 1920 sans règles fixes, ni dates fixes. Actuellement il est perçu par l'administration des Chemins de fer de la Sarre.

tation de recettes, oblige la Commission de Gouvernement à se procurer par des opérations de change, des marks ou des francs selon les besoins du moment. Des bénéfices ou des pertes peuvent en résulter selon le cours du jour.

Ex. : L'impôt du charbon est perçu en francs, le règlement du mois de mai de 20 millions de francs a rapporté 60 millions de marks ; celui de septembre, 12 millions de francs, 50 millions de marks. L'année prochaine quel sera-t-il ? N'étant point devin, nous arrêtons notre raisonnement et laissons conclure.

3° *En ce qui concerne l'exploitation des chemins de fer.*

Effectuant leurs achats de charbon en francs, menacés de payer leur personnel avec la même monnaie, percevant leurs tarifs en marks, les chemins de fer de la Commission de Gouvernement du Territoire sont voués à un déficit perpétuel si ce régime subsiste.

4° *En ce qui concerne le Commerce intérieur.*

Banquiers et commerçants détaillants et de demi-gros, ne peuvent que se féliciter d'un système monétaire trouble. Rien d'étonnant à ce qu'ils en souhaitent le maintien ou un plus confus encore. Nous ne saurions leur en faire grief, puisque le but de leur activité est de réaliser des bénéfices (1) sur les marchandises qu'ils se préoccupent de fournir à leurs concitoyens, spécialisés dans d'autres professions.

Combien rapportent aux banques, les milliers d'opérations de change, la commission n'étant que de quelques pfennigs ou centimes sur chacune d'elles ? Un chiffre considérable.

(1) Normaux bien entendu. Il est délicat de déterminer actuellement à partir de quel taux un bénéfice commercial devient de l'abus de confiance. Deux limites peuvent être toutefois assignées.

1° Celle fixée par l'autorité gouvernementale mieux renseignée. Publication officielle des prix de vente avec sanction pénale pour les marchands qui les dépasseraient ;

2° Celle que le public discipliné et solidaire peut indiquer en s'abstenant : le boycottage.

Nous croyons plus à l'efficacité de la deuxième qu'à la première pour faire baisser le coût de la vie.

Pour les commerçants, l'avantage est plus prononcé. Les risques courus, l'allure désordonnée du marché et une foule d'excellents arguments qu'ils peuvent opposer à ceux qui voudraient les chicaner, les poussent à augmenter leurs prix. On ne peut en effet se livrer à une estimation ou à un contrôle sérieux au milieu de la danse de francs et des marks.

5° *En ce qui concerne le Commerce extérieur.*

Il n'est pas arrêté, parce que le Bassin de la Sarre doit acheter au dehors pour vivre, mais il n'est pas ce qu'il devrait être. Pour les denrées alimentaires et matières premières, articles divers venant de France les marks sont inutilisables. Il faut les changer contre des francs. Si ce dernier est à 5 marks par exemple, leur achat exige de l'habitant de la Sarre un tel sacrifice qu'il se restreint. La répercussion est triple.

1° Le commerce avec la France diminuera à mesure que le réassortiment de la population, privée pendant 5 ans d'objets français, sera fait. Il se limitera aux importations de céréales.

2° Le commerce intérieur finira par s'en ressentir lui-même, 30 0/0 de ses ventes se faisant sur produits français.

3° L'industrie devra fermer ses portes ou rechercher ses matières premières et demi-ouvrés en Allemagne, en Suède.

Nous sommes loin du rattachement économique de la Sarre à la Lorraine et à la France conforme à l'esprit du Traité.

Pour les importations venant d'Allemagne, le Territoire n'est pas en meilleure posture, malgré la possibilité d'acheter en marks et de jouir pendant 5 ans de la franchise.

Les prix et la difficulté des transports, le nouveau régime douanier, la rareté des denrées alimentaires allemandes, l'éloignement des centres de fourniture de matières premières, le faible pouvoir d'achat du mark empêchent le Bassin de la Sarre de recevoir des marchandises aux prix

(1) On nous dira que la ligne de douanes est une barrière gratuite. Certes, mais le change du mark en francs se charge de remplacer les droits qui pourraient y être établis. Ceci est une vérité économique reconnue depuis longtemps.

pratiqués dans les autres régions allemandes. En résumé il y a isolement aussi bien du côté de l'Allemagne que de la France.

6° En ce qui concerne l'Industrie, la Paix sociale et l'observation du Traité.

L'application du § 31, alinéa 2, Ch I, Section IV, Traité de Paix, divise le prolétariat sarrois en 2 catégories.

D'un côté 72.000 mineurs payés en francs, de l'autre 70.000 salariés, en marks (1). A supposer pour ces derniers que le gain d'une journée calculé d'après le taux du change fût équivalent le 1^{er} juillet 1920 par exemple à celui des premiers, le lendemain même, l'égalité ou la proportion soldées dans les deux monnaies étaient rompues.

Continuons d'une manière générale à suivre le processus de la vie sociale en Sarre depuis plusieurs mois.

Les oscillations perpétuelles du rapport entre le franc et le mark, aboutissent fatalement un jour ou l'autre à un écart sensible du traitement de chaque groupe. Le moins avantaagé murmure et demande des relèvements de salaires. Si le patronat résiste, c'est la grève avec la conséquence en Sarre que nous avons vue, d'une extension du mouvement à toutes les fédérations (page 126).

Après des pourparlers plus ou moins laborieux on finit par se mettre d'accord. A peine a-t-on eu le temps de se mettre au travail que les calculs sont faussés. Le franc ou le mark ayant gagné ou perdu plusieurs points.

Nouvelles réclamations, menaces de grèves et grèves, abou-

(1) Depuis le commencement de décembre 1920, les ouvriers de la grosse métallurgie sont payés comme leur camarades mineurs en francs ce qui réduit à une trentaine de mille les salariés en marks. La question du paiement en francs dans l'industrie métallurgique de transformation, céramique et verrière a été posé à cette époque. Devant les sacrifices à faire on s'est contenté d'élever le salaire en marks dans ces industries. Ne croyons pas que ce soit une solution et un jour prochain viendra où elles devront se résigner un paiement en francs.

tissant à des augmentations, et ainsi de suite. Bien entendu, aucun salaire n'est abaissé, si les devises reviennent en arrière. Le coût des denrées et marchandises, obéissant à la même règle, c'est la course régulière inexorable vers les prix prohibitifs et le chômage volontaire ou forcé.

Vous êtes un prophète de malheur et vous parlez en théoricien me dira-t-on à Sarrebrück ! Oubliez-vous que la réalité est moins tragique. Additionnez les profits réalisés sur le change par les trois-quarts de la population active et dites-nous si le jour où une seule monnaie circulera, ouvriers commerçants et Français de toutes classes se trouveront satisfaits. Ne vous mettez point en peine des industriels, ils reprendront leur équilibre, sinon en Sarre du moins en France ou en Allemagne. Quant aux petits fonctionnaires et rentiers qu'il y ait une ou deux monnaies, une situation prospère ou non, ils traversent une époque, où leurs souffrances sont en général prévues et normales. Nous savons tout cela et c'est envisager sous cet aspect que l'avenir nous inquiète.

Il est d'abord inadmissible que le bien-être d'une majorité si forte soit-elle s'achète au prix de l'écrasement d'une minorité (1) toujours intéressante au point de vue humanitaire malgré son rendement économique insuffisant. Ensuite que si les industriels ferment les portes de leurs usines et quittent le Territoire ce serait une catastrophe pour une partie de la population ouvrière, qui perdrait du même coup son gagne-pain. Enfin dominant tous les arguments que l'on peut faire valoir pour ou contre le régime actuel, plane sur le Territoire de la

(1) Encore faut-il remarquer que les reproches adressés plus haut par nous aux fonctionnaires de tous pays, s'appliquent beaucoup plus aux chefs de service dont la sévérité et la surveillance sont insuffisantes, qu'aux sous-ordres dont la mentalité ressemble obligatoirement à celle de l'écolier ou du troupier. L'inutilité économique des rentiers est souvent mise en relief, on réserve pour eux les plus dures et cruelles épithètes. Il ne faudrait pourtant pas oublier qu'en dehors des éternels oisifs et des malhonnêtes gens moins nombreux qu'on ne le croit, il est parmi les rentiers d'anciens serviteurs de la Société qui ont droit un respect et à la tranquillité.

Sarre un danger de dissolution, de décadence et de ruine : le jeu (1).

Demain je serai peut-être riche, si le franc monte, pense le piqueur dans son trou noir, l'ouvrier métallurgiste devant la coulée, le commerçant derrière son comptoir, l'employé français à son bureau. Effectivement, le *lendemain* les francs échangés se sont transformés en marks, permettant d'acheter le double, le triple malgré la cherté (2)... mais poussent à dépenser le quadruple, le quintuple, etc... Quelques objets de luxe, un objet convoité depuis longtemps et l'escarcelle est vide ; mais tant pis car *demain* je gagnerai au change. Quel pays de cocagne la Sarre ! le *lendemain*, la vie a augmenté, le change a baissé, de nouveaux impôts sont créés... et l'on joue les derniers billets d'économie sur le change...

Les gens s'abordent dans la rue. A 4 marks 25, le franc aujourd'hui ! A 4 marks 75 ! Dans les cafés on ne parle que du change. Si vous observez dans un tramway ou un train le Monsieur qui ouvre son journal, ses yeux sautent directement à la cote. Si le soleil brillait en Sarre dans le ciel bleu au mois de décembre, on pourrait dire qu'il y a deux Monaco en Europe. Mais à Monte-Carlo il n'y a pas 730.000 habitants dont le travail doit assurer l'existence et qui doivent participer à l'exécution d'un Traité.

C'est pour cela que nous désirons voir arracher aux influences malsaines d'une conception extra-vitam, une population travailleuse et énergique.

Il faut permettre à chacun de penser à son avenir au delà d'une huitaine de jours, sous une forme sérieuse et ne pas laisser s'implanter dans des cerveaux humains la croyance, que

(1) Il est reconnu que le gain résultant du jeu est considéré immédiatement par le bénéficiaire comme de l'argent de poche.

(2) Si je paie un verre de bière 2 marks il me revient à 0 fr. 40 centimes, un port de lettre de 0 marks 80 à 0 fr. 18 centimes, un trajet en tram de 1 mark à 0 fr. 20 centimes, un repas de 30 marks à 6 francs. A part quelques articles le bénéfice est incontestable si le change dépasse un certain taux.

la vie est facile, le bonheur parfait possible et le hasard dispensateur de tous les bienfaits.

S'éviter le moyen de ces conséquences futures est de s'acheminer vers un régime monétaire sain et stable dans le plus court délai.

Le problème ainsi posé, nous allons examiner les solutions possibles.

Plusieurs ont été envisagées, elles se ramènent à trois.

1° Maintien du mark.

2° Introduction d'une monnaie sarroise.

3° Introduction du franc.

Avant de les examiner successivement nous jetterons un coup d'œil sur le système de paiement, utilisé par les Mines en application du § 32 Ch. I. Annexe aux articles 45 à 50.

§ 2. Système de paiement en francs par les Mines, organisé par le § 32.

Ch. III. Annexe aux art. 45 à 50. Traité de Paix.

Les premiers mois de la mise en vigueur du Traité les mines domaniales françaises de la Sarre ne voulurent pas user du droit conféré par le Traité de Paix, avant d'avoir essayé l'exploitation avec le mark et étudié les modalités diverses de l'introduction du paiement en francs. De fortes pertes ayant été subies dans des opérations de change on ne pensa pas pouvoir assurer une exploitation régulière si le mark était maintenu dans le règlement des contrats et des salaires. De plus, la différence avec les mineurs lorrains était criante. Au taux du change ces derniers gagnaient près de 70 marks.

L'administration ne prit toutefois de décision qu'après avis des syndicats libres et chrétiens. Les premiers étaient pour l'introduction du franc. Les seconds la voyait avec une certaine méfiance. La majorité n'y étant pas opposé, l'application du 2^e alinéa du § 32 fut décrétée pour le 1^{er} juillet 1920. Des coupures de 0 fr. 50 et de 1 franc semblables à celles de la Ville de Paris, portant la mention « Mines domaniales de la

Sarre » furent imprimées et des bureaux de change installés un peu partout autour des puits.

Sur quelle base étaient payés les nouveaux salaires.

A la veille du changement de régime, les mineurs étaient payés environ 50 marks (*ouvriers du fond*) et 45 marks (*ouvriers du jour*).

Trois variantes se présentaient :

1° Tenir compte du change. Par exemple les mineurs étant appointés 54 marks recevraient 18 francs.

Malgré l'intention de fixer un cours officiel tous les 15 jours la stabilité désirée n'était guère obtenue.

2° *Conversion des tarifs en marks en francs.*

Les ouvriers payés 54 marks le 30 juin, le serait de 54 francs le 1^{er} juillet. C'eût été porter la paye d'un ouvrier du fond de 54 à 300 marks. Le budget des Mines aurait enregistré un déficit énorme et les mineurs lorrains eussent réclamé immédiatement un traitement équivalent (1).

3° *Adoption des mêmes tarifs que dans les mines lorraines.*

Cette solution, la moins mauvaise, fut acceptée et le 1^{er} juillet mise en vigueur.

Quels avantages en a-t-on retiré ?

Grâce aux changes, les mineurs touchaient du jour au lendemain 65 marks au lieu de 54. Depuis, la position de la devise allemande étant devenue de moins en moins forte les salaires ont atteint 100 marks par jour au cours des mois d'octobre et novembre. Depuis ils sont redescendus à 80, 85 marks. S'il se produisait une baisse subite du franc, à quel taux redescendrait-il ? On ne peut soumettre, nous ne saurions trop le répéter, une population ouvrière nombreuse à un pareil régime.

(1) Sans compter d'autres conséquences, dans le détail desquelles il serait trop long d'entrer.

§ 3. — Solutions proposées du problème monétaire

A) Théorie du maintien du mark en Sarre

Il peut paraître étonnant après tout ce que nous venons de dire, de trouver des personnes averties désireuses de voir se maintenir la situation actuelle.

Nous devons pourtant l'envisager, cette thèse ayant été soutenue dans les milieux du Heimatdienst et par des autorités allemandes en vue.

M. Glasenapp, vice-directeur de la Reichsbank, l'a résumée dans une conférence prononcée à Berlin fin janvier 1920.

Son argumentation n'est pas très solide. En dehors de la principale donnée, dont il est à peine question, — application du Traité en faveur de la France —, son exposé se borne à mettre en évidence trois idées.

1^o Réfutation des deux théories adverses :

a) Introduction d'un franc, mark ou florin Sarrois.

b) Introduction du franc Français,

2^o Effets économiques de la présence de deux monnaies ;

3^o Difficulté d'introduction d'une monnaie nouvelle particulièrement du franc.

En voici la partie la plus importante publiée dans le *Frankfurter Zeitung* du 13 février 1920.

« Les changements politiques, qui ont eu lieu dans l'Ouest de l'Empire et qui ont doté l'Alsace et la Lorraine d'un changement monétaire, mettent également cette question sur le tapis pour le territoire de la Sarre.

Pour bien se faire une idée de l'importance de cette question il faut surtout en étudier la haute portée politique. Les Français sauront l'exploiter car en détruisant l'union monétaire qui existe entre la Sarre et l'Allemagne, ils créeront un antagonisme avec le reste de l'Allemagne. Ils prometttront des avantages économiques résultant de ce changement.

Par quoi les Français comptent-ils remplacer l'argent allemand en cours ? Ils ne l'ont encore pas dit. On parle à la fois de l'introduction du mark sarrois c'est-à-dire du mark alle-

mand dont le cours serait plus élevé. Pour y arriver, on n'aurait qu'à appliquer une surcharge quelconque aux billets de marks allemands. D'autres parlent de l'introduction du franc.

Dès aujourd'hui, il s'agit de mettre le public en garde contre cette idée préconçue, que par une modification du système monétaire en Sarre, on arriverait à fournir une base solide au développement économique et à sortir des calamités actuelles.

Jamais un petit pays, comme l'est la Sarre, ne trouverait un écoulement sur le marché international. La faculté de pouvoir échanger des sommes de marks sarrois, contre des valeurs étrangères, sera toujours très réduite et dépendra du hasard vu que le mark sarrois ne jouera aucun rôle sur le marché international. Le mark du « Reich » se vend encore actuellement et cela malgré sa grande dévalorisation partout à l'étranger. Quant au mark sarrois, il ne pourrait guère trouver d'acheteurs, même si son cours devait être assez favorable. Il en résulterait donc dans les rapports avec les autres pays des difficultés qui causeraient de grands dommages au développement industriel et nuiraient par le fait aux intérêts des ouvriers.

Des difficultés non moins grandes seraient également à surmonter le jour où on voudrait fournir à la Sarre ses moyens de paiement nécessaires. Quant à la « Reichsbank » (Banque d'Empire) elle n'aurait plus de raison d'être dans un pays qui n'aurait plus de monnaie d'Empire. D'autre part, il est très douteux, si une banque d'émission sarroise pouvait se suffire et arriverait à remplir les conditions nécessaires pour établir son crédit. En considérant tout cela je ne vois pas quel service est appelé à rendre le mark sarrois. Aussi, je ne crois pas qu'on donnera suite à pareil projet.

Pas de franc Français

L'introduction du cours du franc aurait plus de chances. L'effet que produirait pareille mesure, dépendra de la relation du change qui sera établi pour fixer la différence existante

entre le franc. Dans le cas où le cours du change correspondrait chaque fois à la valeur relative du franc et que par exemple le cours du mark serait à 20 centimes, il n'y aurait pas de déplacement sensible dans les rapports entre créiteurs et débiteurs. Les salaires et les prix seraient dans les proportions semblables convertis en francs. Mais les avantages qui résulteraient de l'état actuel des choses et qui seraient de bon droit à déplorer continueraient néanmoins à se faire sentir sous une autre forme. L'ouvrier qui jusqu'ici avait un salaire de 20 marks obtiendrait alors 4 francs et pourrait avec ces 4 francs se procurer ce que jusqu'ici il avait eu en payant 20 marks. Par contre son voisin qui travaille en Lorraine y recevait comme par le passé 20 francs, donc cinq fois autant et continuerait ainsi à rester dans la même situation avantagée dans laquelle il était jusqu'ici. Il est à supposer qu'à la longue il s'établira une balance. Les suites qui en résulteraient seront étudiées postérieurement. De toute façon, si la conversion du mark en franc s'opérait de la manière que nous venons d'indiquer, elle ne correspondrait nullement à ce qu'en attendent les partisans du franc.

Leurs désirs et leurs efforts ont plutôt pour but d'arriver à un résultat analogue à celui obtenu en Alsace-Lorraine, où tous les titres en marks ont été changés aux frais de l'Etat à raison de 1 mark = 1 fr., 25. Il ne semble guère probable que la France soit disposée à faire un pareil sacrifice pour la Sarre. Et, d'autre part, la Sarre ne pourrait pas à elle seule supporter la charge qui résulterait d'une pareille conversion. Mais, admettons que les frais soient portés d'une façon ou d'une autre, que la conversion se fasse de telle sorte que tous les titres et dettes en mark existant dans la Sarre soient échangés à raison de 1 mark = 1 franc, qu'à partir de ce moment le mark cesserait d'être le moyen de paiement légal et que le franc seul y ait cours, qu'en résulterait-il ?

Les salaires et les prix n'auraient pour cela pas changé, seule la désignation aurait changé, elle s'appellerait le franc au lieu le mark. Les mineurs recevraient donc les mêmes salaires que leurs voisins en Lorraine. Mais avec ces 20 francs

ils ne pourraient pas acheter plus qu'avec les 20 marks du passé, parce que par la conversion en francs tous les prix auront subi une hausse en conséquence.

Pour ce qui concerne l'évolution que prendra la régularisation des dettes et des créances, il est évident que cette question aura des conséquences très graves au point de vue économique. La conversion du marc en franc amènera ainsi qu'il a été dit tout à l'heure également la conversion des dettes en francs dans le territoire de la Sarre.

Les plus lésés par cette conversion seront ceux qui sont débiteurs dans la Sarre et qui ont des débiteurs hors la Sarre et restant en Allemagne. Ils seraient forcés de satisfaire leurs créanciers en francs et ne seraient payés de leurs débiteurs qu'en marks.

Les caisses d'épargne seraient les premières à subir des suites fâcheuses d'un changement monétaire. Ces caisses seraient obligées de rembourser les dépôts faits chez elles par le même montant versé en francs.

Dans ces conditions, il sera difficile d'éviter le moment où la caisse d'épargne sera obligée de déclarer son insolvabilité. Il en résulterait inévitablement une catastrophe économique dont les ouvriers aurait le plus à pâtir.

Par suite de tout son passé, le territoire de la Sarre est intimement lié à l'Allemagne au point de vue économique et surtout en ce qui concerne la vente de ses produits, industriels, il est entièrement orienté vers l'Allemagne.

En adoptant le cours du franc, le lien de la communauté du cours sera brisé. L'Allemagne se trouverait dorénavant vis-à-vis de la Sarre dans la même situation que vis-à-vis de la France. D'autre part, la transition à un cours plus élevé rendrait l'exportation en Allemagne tout aussi difficile que l'est celle de France en Allemagne. Or, l'industrie de la Sarre est avant tout réduite au débouché allemand.

Jusqu'ici on est parti du point de vue que la différence du cours entre le mark et le franc resterait à peu près à l'état actuel. Or, cette hypothèse n'est nullement fondée. L'on ne peut pas encore juger sous quelle forme se présentera finalement le

mark par rapport au franc. Sans doute il est possible que la baisse du franc conduise à une hausse du mark à l'égard du franc.

Tout bien pesé, il faut faire opposition à l'introduction du franc dans la Sarre économiquement parlant. C'est à ce seul point de vue que j'ai traité la question jusqu'ici. Il est manifesté qu'au point de vue politique, il serait à désirer que le lien formé par l'unité monétaire du mark pût être conservée. Si ce lien au contraire devait être brisé, l'espoir de voir la Sarre désirer son rattachement à l'Allemagne serait bien diminué. Inutile d'insister davantage sur ce point. Je ne puis donc que recommander instamment et chaudement la conservation du mark d'Empire dans le territoire de la Sarre...

Ce que nous avons dit dans le § 1 de ce chapitre nous dispense de réfuter longuement cette thèse du maintien du mark en Sarre.

Quelques observations suffiront à répondre aux objections du vice-directeur de la Reichsbank.

1° Nous sommes entièrement d'accord avec lui, lorsqu'il prévoit des difficultés, mais nous regrettons de le voir négliger l'importance des relations du Territoire de la Sarre avec l'Alsace-Lorraine et la France. Que fait-il de l'exportation totale des charbons et de l'importation des matières premières et denrées d'alimentation.

Le Bassin de la Sarre est tourné vers la France et à la connaissance de tous il fait partie d'une région économique ayant pour limite Ottweiler, Sierk, Longwy, Verdun, Nancy, Strasbourg, Deux-Ponts, Ottweiler.

2° L'impossibilité d'introduire le franc serait causé surtout par la nécessité de ne pas ruiner les caisses d'épargne et les débiteurs sarrois. M. Glasenapp ne pense-t-il pas qu'il y ait d'autre moyen d'introduire le franc en Sarre que la valorisation universelle du mark. Ne songe-t-il pas que les pertes engendrées par une transformation de capital ou la conversion de dettes en francs n'équivaldront pas à celles que devront supporter les intéressés si la dualité de monnaie dure 15 ans.

3° L'objection faite au mark sarrois ne nous paraît pas

fondé. Il existe des monnaies spéciales dans des pays plus petits et moins actifs que le Territoire de la Sarre. Leur présence n'empêche pas l'Industrie ni le commerce d'être florissant, (Luxembourg), dans certaines conditions que nous déterminerons plus loin.

4° Enfin en matière politique nous enregistrons deux passages inadmissibles :

a) Les Français sauront l'exploiter (jusqu'à...)... résultant de ce changement.

b) Il est manifeste qu'au point de vue politique (jusqu'à) l'espoir de voir la Sarre désirer son rattachement à l'Allemagne serait bien diminué.

Nous ne saurions trop nous élever contre cette idée répandue en Allemagne que les Français « exploitent » la situation sur le Territoire de la Sarre et qu'ils se livrent à des combinaisons ténébreuses pour obtenir un plébiscite favorable en 1935.

Il n'y a aucun mystère sur les bords de la Sarre et il est peu dans le caractère gaulois d'être machiavélique. Les Mines et les Douanes appliquent le traité dans son esprit et *pas une fois* elles n'ont enfreint les limites par lui assignées. Nous devons même rappeler à ceux qui la méconnaissent, cette chevalerie naïve qui nous pousse malgré nos droits incontestables à nous rapetisser, à nous rendre le moins encombrant possible et faire oublier *que nous sommes victorieux*.

Les partis allemands assoiffés de haine et de vengeance ne doivent donc pas crier à l'impérialisme quand nous nous servons des clauses d'un Traité qui, pour le Bassin de la Sarre, ont été rendues les plus douces possibles et sont le résultat d'un esprit de bienveillance que l'on ne serait guère en état d'attendre d'un peuple dont le pays a été ravagé et qui est en mesure de dicter ses volontés.

Qu'on se le dise et que le Gouvernement mandataire de la Société des Nations n'hésite pas, par crainte de rompre une neutralité obligatoire de participer au rattachement économique de la Sarre à la Lorraine.

Les Allemands craignent-ils comme conséquence un plé-

biscite fâcheux dans 15 ans? C'est bien peu de confiance et de pitié envers « leurs compatriotes ».

Que les Berlinoïse se rassurent, la France ne veut point enfermer dans sa belle unité un groupe de révoltés; au cours des pourparlers de la Conférence de Paris, elle a pensé que le passé avait pu laisser des traces dans la région de la Sarre et le désir de graviter dans son orbite.

On lui a dit depuis, en termes injurieux, qu'elle s'est trompée, qu'elle a fait erreur. En est-on bien sûr? Peu importe d'ailleurs. L'irréparable n'a pas été consommé, 15 ans de réflexion ont été accordés. France et Allemagne doivent dès maintenant se préparer à s'incliner devant la décision future et se persuader d'ici là que peu importera leur propagande (1). Mais en attendant, sous un prétexte qui insulte à la valeur morale de la population sarroise et à notre loyauté, nos voisins d'outre-Rhin ne doivent pas nous empêcher de rattacher économiquement le Territoire de la Sarre à sa région naturelle. C'est le seul moyen d'exécuter le Traité et de réduire au minimum ses répercussions fâcheuses sur ses habitants.

*B) Théorie en faveur de la Création d'une monnaie sarroise
Franc sarrois, mark sarrois ou florin sarrois*

La thèse précédente nous a déjà mis en contact avec celle-ci. Séduisante, bien présentée et se basant sur des arguments d'apparence excellents, elle rallie un grand nombre de partisans. Elle a même conquis au cours des derniers mois, une place appréciable dans les milieux jusqu'alors réfractaires à toute modification du statu quo.

Le raisonnement est celui-ci :

« La Sarre est un tout économique, son exportation de houille et de produits finis (métaux, poteries, verreries, etc.) dépasse en quantité et valeur ses importations en denrées alimentaires

(1) ... S'il y en a jamais eu de notre côté II.

L'affaire Ollmert et la lecture de la presse sarroise des six premiers mois de 1920, montrent au contraire l'effort tenté par l'Allemagne en ce sens.

et matières premières. Sa balance commerciale bénéficiaire, incite à prévoir une balance des comptes favorable. Or, depuis le 11 novembre 1918, les transactions du Territoire se sont développées avec la France, l'Angleterre et l'Amérique, au détriment de celles accomplies avec l'Allemagne. Certes, à la vérité, la dépréciation du mark est un stimulant, mais pour les achats la cherté du franc, de la livre sterling, du dollar ont demandé de gros sacrifices qui ont limité l'importation.

Selon les mercantilistes, ce serait là de bons symptômes. Pour l'économiste qui connaît le Bassin de la Sarre c'est la promesse d'une prochaine ascension des prix et de la mort du commerce extérieur du Territoire. Il faut pour son développement qu'il soit à même de vendre et d'acheter sur n'importe quel marché.

Il est à prévoir que dans 15 ans, si le mark demeure en Sarre, le commerce et l'industrie seront sinon complètement ruinés, du moins en pleine décadence. Quel remède faut-il apporter pour éviter pareille catastrophe?

L'introduction du franc ne pallie aucun des inconvénients signalés. Remplacer une mauvaise monnaie, par une autre un peu moins dépréciée, n'avance pas les choses. La facilité d'acheter en France serait compensée par la suppression des débouchés allemands. Le coût et les difficultés d'une transformation monétaire plus ou moins complète effraient les partisans du franc eux-mêmes.

La création d'une monnaie sarroise, constituant un moyen terme entre le franc et le mark, autorise à compter sur la disparition des dangers qui accompagnent les deux autres systèmes.

En effet, avec sa monnaie propre, le Territoire de la Sarre devient indépendant des cours pratiqués à Berlin et à Paris. La politique financière imprévoyante ou désastreuse des deux capitales le laisseront indifférent. Un marché monétaire sarrois stable et souple s'établira, et l'assurance d'une balance des comptes, créancière des autres pays, permettra à la devise de la Commission de Gouvernement un cours normal peut-être même élevé.

Le commerce et l'industrie couleront alors des jours prospères.

Enfin son adaptation technique n'entraînerait pas trop de sacrifices ni ne poserait de questions insolubles ».

Nous ne pouvons souscrire à cette théorie malgré son incontestable aspect de vérité.

Elle envisage le problème à un point de vue trop étroit. Quelques-uns de ses défenseurs prévoyant l'objection que nous allons faire, à savoir qu'ils font bon marché de la présence du franc dans le Bassin de la Sarre, ont répondu que les Mines françaises seraient amenées à se servir de cette monnaie ou priées de l'utiliser à titre bénévole. Il y a là une affirmation gratuite ne reposant sur aucune donnée sérieuse. Il est à prévoir au contraire, que le Boulevard St-Germain continuera à user de l'alinéa 2, § 34, Chapitre III, sans se préoccuper de ce qui se passe au pied de l'Hunsrück.

Cette lacune capitale qui nous fait rejeter de prime abord, cette thèse par trop vague, ne nous dispense pas de poursuivre l'énumération de quelques-unes des conséquences critiquables qu'aurait eu pour effet, la création d'une monnaie spéciale au Territoire de la Sarre.

On nous promet une vie économique redevenue stable. Nous en doutons avec non plus la présence de deux monnaies, mais de trois ; il est à supposer que le franc demeurant dans les Mines, le mark allemand continuera par suite du cours élevé ou de la dépréciation excessive de la monnaie sarroise à se maintenir en Sarre pour suppléer aux nouveaux billets réfugiés dans les coffres-forts ou jetés au panier.

(1) Dans le grand Duché, trois monnaies sont depuis longtemps en présence, mais les conditions économiques sont dissemblables de celles du Bassin de la Sarre. L'agriculture, les mines de fer, la densité moins forte (100 au kilomètre), l'absence d'un régime économique spécial permettent au pays de vivre sur lui-même. C'est ce qui nous a poussé à refuter plus haut un argument de M. Glassenapp. D'ailleurs ce régime a fait l'objet de critiques (Voir *Revue Economie politique*, 1908, page 501, de M. Georges Paillard : Le système monétaire du Grand-Duché de Luxembourg).

Ce gâchis certain ne ferait qu'accroître la spéculation que nous avons dénoncée plus haut.

Assurance d'un commerce et d'une industrie prospères grâce au marché monétaire stable.

La Sarre, étant un petit pays tributaire de l'étranger, nous ne la voyons pas livrée à elle-même et protégée, non plus seulement par les douanes françaises mais par un change élevé (1). L'industrie déjà essoufflée ne tarderait pas à succomber ; quant au commerce, l'agonie serait plus longue mais certaine.

L'adaptation n'entraînerait pas trop de sacrifices ni de problèmes insolubles.

Relevons le défi.

Quel système monétaire choisir ? Monométallisme ou bimétallisme. Quelle nature de monnaie ? De métal ou de papier ? Dans le premier cas, si l'on désire une saine circulation, la qualité essentielle est que la valeur métallique soit égale à la valeur nominale. Où, comment et avec quoi se procurer les lingots d'or et d'argent nécessaires à l'Hôtel des Monnaies sarroises pour frapper les nouvelles pièces ?

Imaginons dans le second, le principe adopté et l'opération compliquée de l'estampillage réalisée.

Croit-on que la confiance inspirée au Monde par la situation économique du Bassin de la Sarre suffirait d'empêcher un effondrement d'un papier sans couverture ? Sur quelles marchandises, billets de banque ou d'Etat seraient-ils garantis ? Tout autre qu'un stock d'or ne saurait satisfaire.

Par quels moyens arriver à en constituer un ; combien de milliards sont nécessaires ? On peut demander une encaisse métallique proportionnelle à la valeur des billets actuels circulant sur le Territoire. Est-ce avec ce 2 0/0 de métal jaune

(1) Les gens qui fondent leur doute en l'avenir de notre pays sur ce que le change est défavorable doivent se rappeler qu'actuellement seuls les pays à monnaie dépréciée sont capables d'espérer un prompt rétablissement de leur industrie et commerce extérieur. Et c'est ainsi que nous n'hésitons pas à affirmer que, s'il était possible de doter le Territoire de la Sarre d'une monnaie propre, il faudrait se garder de le faire si son cours était destiné à primer le franc et le *mark*.

que la jeune banque d'émission commencerait un existence. Ne rêvons pas...

Supposons enfin le système établi par un prodige miraculeux. Quelle tentation n'y aurait-il pas dans les conditions financières que nous connaissons à utiliser pour la Commission de Gouvernement la planche à papier?

Il y aurait encore beaucoup à dire sur les défauts de cette théorie, nous croyons en avoir suffisamment énumérés.

C) Théorie en faveur de l'Introduction officielle du franc sur le Territoire de la Sarre.

Nous nous sommes efforcé de contempler de haut ; d'embrasser les données de tout ordre et solidaires les unes des autres avant de conclure. Nous avons recherché des solutions, s'inspirant des deux idées qui dominent la Partie III, Section IV du Traité de Paix, et dont la formule est exprimée dans la Proclamation de la Commission de Gouvernement du Février 1920 aux habitants de la Sarre : Application du Traité de Paix, bien-être de la population.

Leur conciliation, en matière monétaire, a posé le problème le plus grave devant ceux qui doivent tenir cette promesse. Nous savons que toute leur attention est fixé sur lui. Souhaitons qu'une décision intervienne au plus tôt.

Quelle sera-t-elle ? Nous l'ignorons.

Notre siège est fait. Malgré trois objections impressionnantes dont nous mesurons l'étendue et la valeur : suppression des débouchés allemands, complications techniques, situation créée dans 15 ans, nous souscrivons à l'extension définitive pour le Bassin de la Sarre, des paiements de tout ordre en monnaie française et à l'élimination du mark.

Nous ne pouvons entamer ici la justification générale (1) de

(1) Certains disent : inutile de se presser, le franc finira par éliminer le mark petit à petit et à quoi bon tant s'agiter. Nous croyons en effet aussi à l'expulsion du mark par le franc automatiquement mais pour dans combien de temps ? De plus nous n'admettons pas pour les raisons que nous avons fait valoir page 167 une prolongation quelconque de la spéculation actuelle.

notre choix, la réfutation des arguments (1) l'analyse point par point de la nouvelle économie ainsi que la description du meilleur système de substitution (2) du franc au mark avec les mesures prises pour éviter à la minorité de rentiers, aux établissements commerciaux la ruine. Tout cela exigerait une étude de la longueur de celle que nous terminons.

Nous osons espérer que les 20 pages précédentes ont démontré qu'il était nécessaire de trouver autre chose que le mark ou une monnaie sarroise.

Nous avons opté pour le moindre mal.

(1) Il faut évaluer à 500 millions de francs une dévalorisation de marks en francs en Sarre. Nous voyons à côté une opération de transformation plus simple n'exigeant pas plus de 50 millions répartis après pourparlers entre les quatre intéressés. Société des Nations, France, Sarre et Allemagne. Il y a peut-être ironie dira-t-on à convier cette dernière à cette participation. Nous ne considérons pas un instant l'influence d'un détournement économique comme devant modifier la mentalité d'un peuple et n'est-il pas juste que l'Allemagne contribue à améliorer le sort d'individus qu'elle considère toujours comme ses enfants.

(2) Pesons les avantages et inconvénients globaux. Que deviennent les opérations chirurgicales demandées auprès de 15 ans de régime de plus en plus anémiant?

Celles-ci ne sont-ils pas presque toujours le point de départ d'une période de santé vigoureuse?

CONCLUSION

L'heure n'est pas encore venue, où l'on peut porter un jugement définitif sur la valeur et les résultats du rattachement économique du Bassin de la Sarre à la France et l'œuvre accomplie par la Commission du Gouvernement du Territoire. Les critiques que nous avons cru devoir émettre ne sont pas dirigées contre le système en lui-même parfaitement viable mais dans le but de le voir aussitôt que possible adapté à la vie. Nous affirmons que le jour où seront réalisées la réunion et l'unité des courants économiques, et politiques, — Douanes, Monnaie, Transports, Système financier, etc. — le Territoire de la Sarre verra sa prospérité s'élever à un niveau qu'il n'avait jamais connu. Hier en effet, malgré son activité apparente, il végétait, l'Etat prussien l'ayant sacrifié aux autres régions industrielles d'Allemagne. Aujourd'hui le subit bouleversement intervenu dans son existence le trouble. Centre régional éloigné de la capitale, délaissé, il est devenu aujourd'hui siège d'une administration centrale et dépositaire de grands devoirs ; une crise était inévitable. Il faut s'efforcer de la rendre courte et d'étouffer les germes de désordre.

Si l'on y parvient, les riches charbonnages, une industrie puissante, une population homogène, un régime politique libéral doivent logiquement mener au succès.

Nous prenons rendez-vous pour 1933 sur les bords de la Sarre, afin de constater, le travail accompli par la Société des Nations et de France.

Espérons qu'il sera digne d'Elles.

Vu, le Doyen,
F LARNAUDE.

Vu, le président,
Charles RIST.

Vu et permis d'imprimer,
le Recteur, de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

ANNEXE

I

TRAITÉ DE PAIX

PARTIE III. — SECTION IV

Le Bassin de la Sarre

Art. 45

En compensation de la destruction des mines de charbons dans le Nord de la France, et à valoir sur le montant de la répartition des dommages de guerre dus par l'Allemagne, celle-ci cède à la France la propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes dettes ou charges, avec droit exclusif d'exploitation, des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre, délimité comme il est dit à l'article 48.

Art. 46

En vue d'assurer les droits et le bien-être de la population et de garantir à la France la pleine liberté d'exploitation des mines, l'Allemagne accepte les dispositions des Chapitres I et II de l'Annexe ci-jointe.

Art. 47

En vue de pourvoir en temps opportun au statut définitif du Bassin de la Sarre, en tenant compte des vœux de la population, la France et l'Allemagne acceptent les dispositions du Chapitre III de l'Annexe ci-jointe.

Art. 48

Les limites du territoire du Bassin de la Sarre, objet des présentes dispositions, seront fixées comme il suit :

Au Sud et au Sud-Ouest : par la frontière de la France, telle qu'elle est fixée par le présent Traité.

Au Nord-Ouest et au Nord : par une ligne suivant la limite administrative septentrionale du cercle de Merzig depuis le point où elle se détache de la frontière française jusqu'au point où elle coupe la limite administrative qui sépare la commune de Saarhölzbach de la

commune de Britten ; suivant cette limite communale vers le Sud et atteignant la limite administrative du canton de Merzig de manière englober dans le territoire du bassin de la Sarre le canton de Mettlach à l'exception de la commune de Britten ; suivant les limites administratives septentrionales des cantons de Merzig et de Haustadt incorporés audit territoire du bassin de la Sarre, puis successivement les limites administratives qui séparent les cercles de Sarrelouis, d'Ottweiler et de Saint-Wendel des cercles de Merzig, de Trèves et de la principauté de Birkenfeld, jusqu'à un point situé à 500 mètres environ au Nord du village de Furschweiler (point culminant du Metzelberg).

Au Nord-Est et à l'Est : du dernier point ci-dessus défini, jusqu'à un point situé à environ 3 kilomètres 5 à l'Est-Nord-Est de Saint-Wendel :

Une ligne à déterminer sur le terrain, passant à l'Est de Furschweiler, à l'Ouest de Roschberg, à l'est des cotes 418, 329 (Sud de Roschberg), à l'Ouest de Leitersweiler, au Nord-Est de la cote 464, puis, suivant vers le Sud la ligne de faite jusqu'à son point de rencontre avec la limite administrative du cercle de Kussel ;

De là, vers le Sud, la limite du cercle de Kussel, puis celle du cercle de Hombourg, vers le Sud-Sud-Est, jusqu'à un point situé à environ 1,000 mètres Ouest de Dunzweiler ;

De là et jusqu'à un point situé à environ 1 kilomètre au Sud de Hornbach :

Une ligne à déterminer sur le terrain, passant par la cote 424 (environ 1.000 mètres Sud-Est de Dunzweiler), par les cotes 363 (Fuchs-Berg), 322 (Sud-Ouest de Waldmohr), puis à l'Est de Jägersburg et de Erbach, puis englobant Homburg en passant par les cotes 361 (2 kilomètres 5 environ à environ à l'Est-Nord-Est de la ville), 342 (2 kilomètres environ Sud-Est de la ville), 357 (Schreiners-Berg), 356, 350 (1 kilomètre 5 environ Sud-Est de Schwarzenbach), passant ensuite à l'Est de Einöd, au Sud-Est des cotes 322 et 333, à environ 2 kilomètres Est de Webenheim, 2 kilomètres Est de Mimbach, contournant à l'Est le mouvement de terrain sur lequel passe la route de Mimbach à Böckweiler de manière à comprendre ladite route dans le territoire de la Sarre, passant immédiatement au Nord de l'embranchement des deux routes venant de Böckweiler et de Altheim et situé à environ 2 kilomètres Nord d'Altheim, puis, par Ringweilerhof exclu et la cote 322 incluse, rejoignant la frontière française au coude qu'elle forme à environ 1 kilomètre Sud de

Hornbach (voir la carte au 1/100,000, annexée au présent Traité, sous le n° 2).

Une commission composée de cinq membres, dont un sera nommé par la France, un par l'Allemagne et trois par le Conseil de la Société des Nations, qui portera son choix sur les nationaux d'autres Puissances, sera constituée dans les quinze jours qui suivront la mise en vigueur du présent Traité, pour fixer sur place le tracé de la ligne frontière ci-dessus décrite.

Dans les parties du tracé précédent qui ne coïncident pas avec des limites administratives, la Commission s'efforcera de se rapprocher du tracé indiqué en tenant compte, dans la mesure du possible, des intérêts économiques locaux et des limites communales existantes.

Les décisions de cette Commission seront prises à la majorité des voix et seront obligatoires pour les parties intéressées.

Art. 49.

L'Allemagne renonce, en faveur de la Société des Nations, considérée ici comme fidei-commissaire, au gouvernement du territoire ci-dessus spécifié.

A l'expiration d'un délai de quinze ans, à dater de la mise en vigueur du présent Traité, la population dudit territoire sera appelée à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle désirerait se voir placée.

Art. 50

Les clauses suivant lesquelles la cession des mines du Bassin de la Sarre sera effectuée, ainsi que les mesures destinées à assurer le respect des droits et le bien-être des populations en même temps que le gouvernement du territoire, et les conditions dans lesquelles aura lieu la consultation populaire ci-dessus prévue, sont fixées dans l'Annexe ci-jointe, qui sera considérée comme faisant partie intégrante du présent Traité, et que l'Allemagne déclare agréer.

ANNEXE

En conformité des stipulations des articles 43 à 50 du présent Traité, les clauses suivant lesquelles la cession par l'Allemagne à la France des mines du Bassin de la Sarre sera effectuée, ainsi que les mesures destinées à assurer le respect des droits et le bien-être des

populations en même temps que le gouvernement du territoire, et les conditions dans lesquelles ces populations seront appelées à faire connaître la souveraineté sous laquelle elles désireraient se voir placées, ont été fixées comme il suit :

CHAPITRE PREMIER

DES PROPRIÉTÉS MINIÈRES CÉDÉES ET DE LEUR EXPLOITATION

§ 1

A dater de la mise en vigueur du présent Traité, l'Etat français acquerra la propriété entière et absolue de tous les gisements de houille situés dans les limites du Bassin de la Sarre, telles qu'elles sont spécifiées dans l'article 48 dudit Traité.

L'Etat français aura le droit d'exploiter ou de ne pas exploiter lesdites mines, ou de céder à des tiers le droit de les exploiter, sans avoir à obtenir aucune autorisation préalable ni à remplir aucune formalité.

L'Etat français pourra toujours exiger l'application des lois et règlements miniers allemands ci-dessous visés, à l'effet d'assurer la détermination de ses droits.

§ 2

Le droit de propriété de l'Etat français s'appliquera aux gisements libres et non encore concédés ainsi qu'aux gisements déjà concédés, quels qu'en soient les propriétaires actuels, sans distinguer selon qu'ils appartiennent à l'Etat prussien, à l'Etat bavarois, à d'autres Etats ou collectivités, à des sociétés ou à des particuliers, qu'ils soient exploités ou inexploités, ou qu'un droit d'exploitation distinct des droits des propriétaires de la surface ait été ou non reconnu.

§ 3

En ce qui concerne les mines exploitées, le transfert de la propriété à l'Etat français s'appliquera à toutes les dépendances desdites mines notamment à leurs installations et matériels d'exploitation, tant superficiels que souterrains, à leur matériel d'extraction, usines de transformation de la houille en énergie électrique, coke et sous-produits, ateliers, voies de communication, canalisations électriques, installations de captage et de distribution d'eau, terrains et bâtiments tels que bureaux, maisons de directeurs, employés ou ouvriers, écoles, hôpitaux et dispensaires, aux stocks et approvisionnements de toute nature, aux archives et plans, et en général à tout ce dont

les propriétaires ou exploitants des mines ont la propriété ou la jouissance en vue de l'exploitation des mines et de leurs dépendances.

Le transfert s'appliquera, également, au créances à recouvrer pour les produits livrés antérieurement à la prise de possession par l'Etat français et postérieurement à la signature du présent Traité, ainsi qu'aux cautionnements des clients, dont les droits seront garantis par l'Etat français.

§ 4

La propriété sera acquise par l'Etat français franche et quitte de toutes dettes et charges. Toutefois, il ne sera porté aucune atteinte aux droits acquis, ou en cours d'acquisition, par le personnel des mines et de leurs dépendances à la date de la mise en vigueur du présent Traité, en ce qui concerne les pensions de retraite ou d'invalidité de ce personnel. En revanche, l'Allemagne devra remettre à l'Etat français les réserves mathématiques des rentes acquises par ledit personnel.

§ 5

La valeur des propriétés ainsi cédées à l'Etat français sera déterminée par la Commission des réparations prévue à l'article 233 de la Partie VIII (Réparations) du présent Traité.

Cette valeur sera portée au crédit de l'Allemagne dans le compte des réparations.

Il appartiendra à l'Allemagne d'indemniser les propriétaires ou intéressés, quels qu'ils soient.

§ 6

Aucun tarif ne sera établi, sur les chemins de fer et canaux allemands qui puisse, par des discriminations directes ou indirectes, porter préjudice au transport du personnel, des produits des mines et de leurs dépendances, ou des matières nécessaires à leur exploitation. Ces transports jouiront de tous les droits et privilèges que des conventions internationales sur les chemins de fer pourraient garantir aux produits similaires d'origine française.

§ 7

Le matériel et le personnel nécessaire à l'évacuation et au transport des produits des mines et de leurs dépendances, ainsi qu'au transport des ouvriers et employés, seront procurés par l'administration des chemins de fer du Bassin.

§ 8

Aucun obstacle ne sera apporté aux travaux complémentaires de voies ferrées ou de voies d'eau que l'Etat français jugerait nécessaires pour assurer l'évacuation et le transport des produits des mines et de leur dépendances, tels que doublement des voies, agrandissements des gares, construction de chantiers et dépendances. La répartition des frais sera, en cas de désaccord, soumise à un arbitrage.

L'Etat français pourra de même établir toutes nouvelles voies de communication, ainsi que les routes, canalisations électriques et liaisons téléphoniques qu'il jugera nécessaires pour les besoins de l'exploitation.

Il exploitera librement, sans aucune entrave, les voies de communication dont il sera propriétaire, en particulier celles reliant les mines et leurs dépendances aux voies de communication situées en territoire français.

§ 9

L'Etat français pourra toujours requérir l'application des lois et règlements miniers allemands, en vigueur au 11 novembre 1918 (réserve faite des dispositions exclusivement prises en vue de l'état de guerre,) pour l'acquisition des terrains qu'il jugera nécessaires à l'exploitation des mines et de leurs dépendances.

La réparation des dommages causés aux immeubles par l'exploitation desdites mines et de leurs dépendances sera réglée conformément aux lois et règlements miniers allemands.

§ 10

Toute personne substituée par l'Etat français dans tout ou partie de ses droits sur l'exploitation des mines ou de leur dépendances bénéficiera des prérogatives stipulées dans la présente Annexe.

§ 11

Les mines et autres immeubles devenus la propriété de l'Etat français ne pourront jamais être l'objet de mesures de déchéance, de rachat, d'expropriation ou de réquisition, ni de toute autre mesure portant atteinte au droit de propriété.

Le personnel et le matériel affectés à l'exploitation de ces mines ou de leurs dépendances, ainsi que les produits extraits de ces mines ou fabriqués dans leurs dépendances, ne pourront jamais être l'objet de mesures de réquisition.

§ 12

L'exploitation des mines et de leurs dépendances, dont la propriété

sera acquise à l'Etat français, continuera, sous réserve des dispositions du paragraphe 23 ci-dessous, d'être soumise au régime établi par les lois et règlements allemands en vigueur au 11 novembre 1918 (réserve faite des dispositions exclusivement prises en vue de l'état de guerre).

Les droits des ouvriers seront également maintenus, tels qu'ils résultaient au 11 novembre 1918 des lois et règlements allemands ci-dessus visés, et sous réserve des dispositions dudit paragraphe 23.

Aucune entrave ne sera apportée à l'introduction et à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère au Bassin dans les mines ou dans leurs dépendances.

Les ouvriers et employés de nationalité française pourront appartenir aux syndicats français.

§ 13

La contribution des mines et de leurs dépendances, tant au budget local du territoire du Bassin de la Sarre qu'aux taxes communales sera fixée en tenant un juste compte de la valeur proportionnelle des mines par rapport à l'ensemble de la richesse imposable du Bassin.

§ 14

L'Etat français pourra toujours fonder et entretenir, comme dépendances des mines, des écoles primaires ou techniques à l'usage du personnel et des enfants de ce personnel et y faire donner l'enseignement en langue française, conformément aux programmes et par des maîtres de son choix.

Il pourra de même fonder et entretenir tous hôpitaux, dispensaires, maisons et jardins ouvriers et autres œuvres d'assistance et de solidarité.

§ 15

L'Etat français aura toute liberté de procéder comme il l'entendra à la distribution, à l'expédition et à la fixation des prix de vente des produits des mines et de leurs dépendances.

Toutefois, quel que soit le montant de la production des mines, le Gouvernement français s'engage à ce que les demandes de la consommation locale, industrielle et domestique, soient toujours satisfaites dans la proportion qui existait au cours de l'exercice 1913, entre la consommation locale et la production totale du Bassin de la Sarre.

CHAPITRE II

GOVERNEMENT DU TERRITOIRE DU BASSIN DE LA SARRE

§ 16

Le Gouvernement du territoire du Bassin de la Sarre sera confié à une Commission représentant la Société des Nations. Cette Commission aura son siège dans le territoire du Bassin de la Sarre.

§ 17

La Commission de Gouvernement prévue au paragraphe 16 sera composée de cinq membres nommés par le Conseil de la Société des Nations, et comprendra un membre français, un membre non français, originaire et habitant du territoire du Bassin de la Sarre, et trois membres ressortissant à trois pays autres que la France et l'Allemagne.

Les membres de la Commission du Gouvernement seront nommés pour un an et leur mandat sera renouvelable. Ils pourront être révoqués par le Conseil de la Société des Nations, qui pourvoira à leur remplacement.

Les membres de la Commission de Gouvernement auront droit à un traitement, qui sera fixé par le Conseil de la Société des Nations et payé sur les revenus du territoire.

§ 18

Le Président de la Commission de Gouvernement sera désigné par le Conseil de la Société des Nations, parmi les membres de la Commission et pour une durée d'un an ; ses pouvoirs seront renouvelables.

Le Président remplira les fonctions d'agent exécutif de la Commission.

§ 19

La Commission de Gouvernement aura, sur le territoire du Bassin de la Sarre, tous les pouvoirs de gouvernement appartenant antérieurement à l'Empire allemand, à la Prusse et à la Bavière, y compris celui de nommer et révoquer les fonctionnaires et de créer tels organes administratifs et représentatifs qu'elle estimera nécessaires.

Elle aura pleins pouvoirs pour administrer et exploiter les chemins de fer, les canaux et les différents services publics.

Ses décisions seront prises à la majorité des voix..

§ 20.

L'Allemagne mettra à la disposition du Gouvernement du Bassin de la Sarre tous les documents officiels et archives en possession de l'Allemagne, d'un Etat allemand ou d'une autorité locale, qui se rapportent au territoire du Bassin de la Sarre ou aux droits de ses habitants.

§ 21.

Il appartiendra à la Commission de Gouvernement d'assurer, par tels moyens et dans telles conditions qu'elle jugera convenables, la protection à l'étranger des intérêts des habitants du territoire du Bassin de la Sarre.

§ 22.

La Commission de Gouvernement aura le plein usufruit des propriétés autres que les mines et appartenant, tant au titre du domaine public qu'au titre du domaine privé, au Gouvernement de l'empire allemand ou au Gouvernement de tout Etat allemand sur le territoire du Bassin de la Sarre.

En ce qui concerne les chemins de fer, une équitable répartition du matériel roulant sera faite par une Commission mixte, où seront représentés la Commission de Gouvernement du territoire du Bassin de la Sarre et les chemins de fer allemands.

Les personnes, les marchandises, les bateaux, les wagons, les véhicules et les transports postaux sortant du Bassin de la Sarre ou y entrant bénéficieront de tous les droits et avantages relatifs au transit et au transport tels qu'ils sont spécifiés dans les dispositions de la Partie XII (Ports, Voies d'eau et Voies ferrées) du présent Traité.

§ 23.

Les lois et règlements en vigueur sur le territoire du Bassin de la Sarre au 11 novembre 1918 (réserve faite des dispositions édictées en vue de l'état de guerre) continueront à y être applicables.

Si, pour des motifs d'ordre général ou pour mettre ces lois et règlements en accord avec les stipulations du présent Traité, il était nécessaire d'y apporter des modifications, celles-ci seraient décidées et effectuées par la Commission de Gouvernement, après avis des représentants élus des habitants pris dans telle forme que la Commission décidera.

Aucune modification ne pourra être apportée au régime légal d'exploitation, prévu au paragraphe 12, sans consultation préalable

de l'Etat français, à moins que cette modification ne soit la conséquence d'une réglementation générale du travail adoptée par la Société des Nations.

Dans la fixation des conditions et des heures de travail pour les hommes, les femmes et les enfants, la Commission de Gouvernement devra prendre en considération les vœux émis par les organisations locales du travail, ainsi que les principes adoptés par la Société des Nations.

§ 24.

Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, les droits des habitants du Bassin de la Sarre en matière d'assurance et de pension, que ces droits soient acquis ou en cours d'acquisition à la date de la mise en vigueur du présent Traité, qu'ils aient trait à un système quelconque d'assurance de l'Allemagne ou à des pensions quelle qu'en soit la nature, ne sont affectés par aucune des dispositions du présent Traité.

L'Allemagne et le Gouvernement du territoire du Bassin de la Sarre maintiendront et protégeront tous les droits ci-dessus mentionnés.

§ 25.

Les tribunaux civils et criminels existant sur le territoire du Bassin de la Sarre seront maintenus.

Une cour civile et criminelle sera constituée par la Commission de Gouvernement pour juger en appel des décisions rendues par lesdits tribunaux et statuer sur les matières dont ceux-ci n'auraient pas à connaître.

Il appartiendra à la Commission de Gouvernement de pourvoir au règlement d'organisation et de compétence de ladite Cour.

La justice sera rendue au nom de la Commission de Gouvernement.

§ 26.

La Commission de Gouvernement aura seule le pouvoir de lever des taxes et impôts dans la limite du territoire du Bassin de la Sarre.

Les taxes et impôts seront exclusivement appliqués aux besoins du territoire.

Le système fiscal existant au 11 novembre 1918 sera maintenu, autant que les circonstances le permettront, et aucune taxe nouvelle, sauf douanière, ne pourra être établie sans consultation préalable des représentants élus des habitants.

§ 27.

Les présentes dispositions ne porteront aucune atteinte à la nationalité actuelle des habitants du territoire du Bassin de la Sarre.

Aucun obstacle ne sera opposé à ceux qui désireraient acquérir une autre nationalité, étant entendu qu'en pareil cas leur nouvelle nationalité sera acquise à l'exclusion de toute autre.

§ 28.

Sous le contrôle de la Commission de Gouvernement, les habitants conserveront leurs assemblées locales, leurs libertés religieuses, leurs écoles, leur langue.

Le droit de vote ne sera pas exercé pour d'autres assemblées que les assemblées locales ; il appartiendra, sans distinction de sexe, à tout habitant âgé de plus de 20 ans.

§ 29.

Ceux des habitants du territoire du Bassin de la Sarre, qui désireraient quitter ce territoire, auront toutes facilités pour y conserver leurs propriétés immobilières ou pour les vendre à des prix équitables et pour emporter leurs meubles en franchise de toute taxe.

§ 30.

Il n'y aura sur le territoire du Bassin de la Sarre aucun service militaire, obligatoire ou volontaire ; la construction de fortifications y est interdite.

Seule, une gendarmerie locale y sera organisée pour le maintien de l'ordre.

Il appartiendra à la Commission de Gouvernement de pourvoir, en toutes circonstances, à la protection des personnes et des biens sur le territoire du Bassin de la Sarre.

§ 31.

Le territoire du Bassin de la Sarre tel qu'il est délimité par l'article 48 du présent Traité, sera soumis au régime douanier français. Le produit des droits de douane sur les marchandises destinées à la consommation locale sera attribué au budget dudit territoire, déduction faite de tous frais de perception.

Aucune taxe d'exportation ne sera mise sur les produits métallurgiques ou le charbon sortant dudit territoire à destination de l'Allemagne, ni sur les exportations allemandes à destination des industries du territoire du Bassin de la Sarre.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires du Bassin, en transit sur le territoire allemand, seront libres de toutes taxes douanières. Il en sera de même pour les produits allemands en transit sur le territoire du Bassin.

Pendant cinq ans, à dater de la mise en vigueur du présent Traité, les produits originaires et en provenance du Bassin, jouiront de la franchise d'importation en Allemagne et, pendant la même période, l'importation d'Allemagne sur le territoire du Bassin, des articles destinés à la consommation locale sera également libre de droits de douane.

Au cours de ces cinq Années, pour chaque article en provenance du Bassin et dans lequel seront incorporés des matières premières ou des demi-ouvrés venant d'Allemagne en franchise, le Gouvernement français se réserve de limiter les quantités, qui seront admises en France, à la moyenne annuelle des quantités expédiées en Alsace-Lorraine et en France au cours des années 1911-1913, telle qu'elle sera déterminée à l'aide de tous renseignements et documents statistiques officiels.

§ 32.

Aucune prohibition ni restriction ne sera imposée à la circulation de la monnaie française sur le territoire du Bassin de la Sarre.

L'Etat français aura le droit de se servir de la monnaie française pour tous ses achats ou paiements et dans tous ses contrats relatifs à l'exploitation des mines ou de leurs dépendances.

§ 33.

La Commission de Gouvernement aura pouvoir de résoudre toutes questions auxquelles pourrait donner lieu l'interprétation des dispositions qui précèdent.

La France et l'Allemagne reconnaissent que tout litige, impliquant une divergence dans l'interprétation desdites dispositions, sera également soumis à la Commission de Gouvernement, dont la décision, rendue à la majorité, sera obligatoire pour les deux pays.

CHAPITRE III

CONSULTATION POPULAIRE.

§ 34.

A l'expiration d'un délai de quinze ans, à compter de la mise en vigueur du présent Traité, la population du territoire du Bassin de la Sarre sera appelée à faire connaître sa volonté comme il suit :

Un vote aura lieu par commune ou par district et portera sur les trois alternatives suivantes : a) maintien du régime établi par le présent Traité et par la présente Annexe ; — b) union à la France ; — c) union à l'Allemagne.

Le droit de vote appartiendra, sans distinction de sexe, à toute personne âgée de plus de 20 ans à la date du vote, habitant le territoire à la date de la signature du Traité.

Les autres règles, les modalités et la date du vote seront fixées par le Conseil de la Société des Nations, de façon à assurer la liberté, le secret et la sincérité des votes.

§ 35.

La Société des Nations décidera de la Souveraineté, sous laquelle le territoire sera placé, en tenant compte du désir exprimé par le vote de la population :

a) Dans le cas où, pour tout ou partie du territoire, la Société des Nations déciderait le maintien du régime établi par le présent Traité et par la présente Annexe, l'Allemagne s'engage dès maintenant à renoncer, en faveur de la Société des Nations à sa souveraineté, ainsi que la Société des Nations, le jugera nécessaire, et il appartiendra à celle-ci de prendre les mesures propres à adapter le régime définitivement instauré, aux intérêts permanents du territoire et à l'intérêt général ;

b) Dans le cas où, pour tout ou partie du territoire, la Société des Nations déciderait l'union avec la France, l'Allemagne s'engage dès maintenant à céder à la France, en exécution de la décision conforme de la Société des Nations, tous ses droits et titres sur le territoire qui sera spécifié par la Société des Nations ;

c) Dans le cas où, pour tout ou partie du territoire, la Société des Nations déciderait l'union avec l'Allemagne, il appartiendra à la Société des Nations de pourvoir à la réinstallation de l'Allemagne dans le gouvernement du territoire qui sera spécifié par la Société des Nations.

§ 36.

Dans le cas où la Société des Nations déciderait l'union à l'Allemagne de tout ou partie du territoire du Bassin de la Sarre, les droits de propriété de la France sur les mines situées dans cette partie du territoire seront rachetés en bloc par l'Allemagne à un prix payable en or. Ce prix sera déterminé par trois experts, statuant à la majorité ; l'un de ces experts sera nommé par l'Allemagne, un par

la France et un par la Société des Nations, ce dernier ne devant être ni Français ni Allemand.

L'obligation de la part de l'Allemagne d'effectuer ce paiement sera prise en considération par la commission des réparations, et, à cette fin, l'Allemagne pourra fournir une première hypothèque sur son capital ou ses revenus de toutes manières qui seront acceptées par la Commission des réparations.

Si, néanmoins, l'Allemagne un an après la date à laquelle le paiement aurait dû être effectué n'y a pas satisfait, la Commission des réparations y pourvoiera en conformité avec les instructions qui pourront lui être données par la Société des Nations, et si cela est nécessaire, en liquidant la partie des mines en question.

§ 37.

Si, à la suite du rachat prévu au paragraphe 36, la propriété des mines ou d'une partie des mines est transférée à l'Allemagne, l'Etat et les nationaux français auront le droit d'acheter la quantité de charbon du Bassin, justifiée par leurs besoins industriels et domestiques à cette date. Un arrangement équitable établi en temps utile par le Conseil de la Société des Nations, fixera les quantités de charbon et la durée du contrat, ainsi que les prix.

§ 38.

Il est entendu que la France et l'Allemagne pourront, par des accords particuliers conclus avant la date fixée pour le paiement du prix de rachat de mines, déroger aux dispositions des paragraphes 36 et 37.

§ 39.

Le Conseil de la Société des Nations prendra les dispositions requises pour l'organisation du régime à instaurer après la mise en vigueur des décisions de la Société des Nations mentionnés au paragraphe 35. Ces dispositions comprendront une répartition équitable de toutes obligations incombant au Gouvernement du Bassin de la Sarre, à la suite d'emprunts levés par la Commission ou à la suite de toute autre mesure.

Dès la mise en vigueur du nouveau régime, les pouvoirs de la Commission de Gouvernement prendront fin, sauf dans le cas prévu par le paragraphe 35 a).

§ 40.

Dans les matières visées dans la présente Annexe, les décisions du Conseil de la Société des Nations seront prises à la majorité.

II

*Article de M. André Tardieu, paru dans l'Illustration
du 12 Juin 1920*

Le territoire du bassin de la Sarre n'a connu, depuis que le traité est en vigueur, ni les troubles qui ont agité l'Allemagne, ni les grèves dont la France a souffert. Ce résultat fait honneur à la Commission de gouvernement, nommée par la Société des Nations et que préside M. Victor Rault. Il justifie en même temps les dispositions du Traité de Versailles relatives à ce territoire. Ces dispositions sont celles qui — exception faite pour l'occupation de la rive gauche du Rhin et les réparations — ont coûté le plus de peine aux négociateurs et provoqué, entre eux, les plus vives discussions.

La France se présentait devant la Conférence avec des titres qu'elle estimait indiscutables, mais dont la nature différente et les conséquences géographiques discordantes créaient une première difficulté.

D'une part, forts du droit historique et de la volonté des peuples, nous revendiquons la population d'origine et d'aspiration françaises, qui nous était restée en 1814 et que nous avait enlevée le traité de 1815. D'autre part, forts du droit de réparation, nous réclamions la propriété des mines de la Sarre, juste compensation à la ruine systématique par l'état-major allemand de nos bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais. L'histoire et la justice, le sentiment et l'équité s'accordaient à justifier notre double demande. Mais, quand on en venait, sur la carte, aux applications territoriales, cette concordance cessait. D'un côté, en effet, la frontière de 1814 ne nous donnait qu'une partie, et la moins intéressante, du bas-in houiller. De l'autre, ce bassin, tout en dépassant au Nord de 700 kilomètres carres les territoires compris entre la frontière de 1814 et celle de 1815, n'incluait qu'une partie desdits territoires. En d'autres termes, nos revendications sur le sol ne coïncidaient pas avec nos revendications sur le sous-sol.

Une conclusion s'en dégageait. Qualifiés à réclamer la totalité des mines ; incapables d'en assurer, en territoire allemand, l'exploitation sans un ensemble de garanties industrielles, administratives et poli-

tiques ; attachés par les liens de l'histoire et du cœur à retrouver la frontière de 1814 — répudiant, conformément à nos buts de guerre, les annexions imposées par la force, nous devions, de toute nécessité, prévoir une solution en deux parties, l'une purement territoriale, l'autre économique et politique, applicables la première au Sud de la frontière de 1814, la seconde au Nord de cette frontière. Et, seule, la combinaison de ces deux solutions pouvait donner satisfaction à la double revendication, que nous avions le devoir de soutenir.

Tel fut, après un long examen, poursuivi sur la base des admirables travaux du Comité d'études (1), l'objet des mémoires préparés en décembre 1918 et janvier 1919 sous ma direction. La demande française s'y ordonnait sous deux titres : restitution ; réparation.

Restitution ? Après avoir rappelé, avec tous documents à l'appui, l'histoire française de Sarrelouis et de Landau ; l'enthousiasme enregistré par Goethe, dont fut saluée l'union à la France ; la stupeur douloureuse causée en 1815 par la séparation ; l'aveu, alors sorti d'une bouche anglaise, de « l'indignation soulevée par cet abus de la force dans les cœurs français » ; la fidélité patiente des Sarrois, pendant cent ans, malgré l'immigration et l'administration prussiennes ; enfin les ovations d'allégresse, qui accueillirent en 1918 les troupes françaises, nous affirmions notre droit à reprendre notre bien et nous ajoutions : « Tout ce pays, longtemps français, qui jamais ne s'est plaint de la souveraineté française ; qui a été arraché de force à la France sans consultation des habitants, a conservé, malgré l'usurpation prussienne, le souvenir du passé et, en dépit des partages successifs, qui rappellent ceux de la Pologne, demeure, en grande partie, français de cœur. Le minimum que la France doit revendiquer à ce titre, est la frontière de 1814. »

Réparation ? Des chiffres incontestables et décisifs motivaient notre demande. La France, par le crime allemand, avait perdu une production annuelle de 21 millions de tonnes de charbon (soit la moitié

(1) Ce comité, présidé par M. Ernest Lavisse et composé de MM. Aulard, Babelon, Charles Benoist, Emile Bourgeois, A. Chuquet, Ernest Denis, L. Gallois, Camille Jullian, de Martonne, Pfister, Chr. Scheer, Ch. Sagnobos et Vidal de La Blache, a étudié, pendant deux ans, tous les grands problèmes de la paix. M. Louis Barthou s'est plaint, dans son rapport général sur le traité, que les négociateurs n'aient pas utilisé les travaux du Comité. C'est là une erreur. Non seulement les rapports du Comité ont servi de base à nos mémoires, mais en janvier 1919, j'ai présidé de nombreuses réunions, où ses membres sont venus, à ma demande, donner leur avis sur les propositions formulées par les différents ministères.

de sa production totale) et de 4 millions de tonnes de sous-produits. Augmentée de l'Alsace et de la Lorraine, la France victorieuse, si elle ne recevait pas les mines de la Sarre (14 millions de tonnes), produirait 24 millions de tonnes pour faire face à une consommation de 75 millions, c'est-à-dire qu'elle en devrait importer 51 millions et placer, de ce fait sous le contrôle de l'étranger, les trois quarts de son industrie. L'Allemagne, au contraire, même privée du charbon de la Sarre, disposerait encore d'un excédent annuel de houille et de lignite.

Aucun trouble économique ne résulterait d'ailleurs de la cession, le bassin de la Sarre ayant son débouché au Sud et se heurtant au Nord aux mines de Westphalie, auxquelles la Prusse l'a constamment sacrifié. Cette cession serait au surplus un élément nécessaire de la réparation totale; un élément facile à transférer, puisque, sur 116.000 hectares de mines, 114.000 appartenaient au fisc prussien et bavarois. Nous revendiquons, en conséquence, la propriété de tous les gisements, exploités ou non, du bassin, tant au Nord qu'au Sud de la frontière de 1814.

Enfin, comme propriété et exploitation ne pouvaient se concevoir sans garanties spéciales d'ordre économique et politique; comme cependant la France entendait ne pas réclamer de territoires au delà de la frontière de 1814, nous proposons, pour la partie du bassin située au Nord de cette frontière, un régime d'autonomie, sous notre contrôle, à organiser par le traité même en faveur de la population.

Nous acceptons, à cet effet, toutes mesures propres à sauvegarder l'unité industrielle du bassin, condition de sa prospérité.

Dès les mois de janvier et de février, les premières conversations firent prévoir de la résistance. Le 27 mars, notre mémoire fut remis aux plénipotentiaires des grandes puissances. Le 28, la discussion s'engagea, devant le Conseil des Quatre, par deux exposés de M. Loucheur et de moi-même. Une grave divergence se révéla aussitôt.

M. Lloyd George nous était favorable en ce qui touche la propriété des mines. Il reconnaissait même qu'une organisation autonome de la totalité du bassin houiller pouvait être considérée. Mais la frontière de 1814 l'alarmait et il répétait sa formule habituelle: « Ne renouvelons pas la faute commise par l'Allemagne en 1871 au nom du droit historique. » Le président Wilson allait plus loin et condamnait l'ensemble de nos revendications. Il acceptait que nous

prissions dans la Sarre une quantité de charbon égale au manque à produire résultant de la guerre. Mais il écartait et la propriété des mines et la frontière de 1814, et l'organisation autonome suggérée par M. Lloyd George.

Sa thèse, présentée dans la forme la plus amicale, mais la plus nette, était la suivante : « Jamais, dans aucun document public, la France n'a demandé la frontière de 1814. Les bases de paix acceptées par elle parlent de la réparation du tort qu'elle a subi en 1871, — et non pas en 1815. Or ces bases lient les alliés. L'argument historique, que l'Allemagne employait contre la France, pour lui voler l'Alsace-Lorraine, est un argument périlleux. D'ailleurs, la frontière de 1814 ne répond à aucune réalité économique. Elle ruinerait le bassin, en le coupant en deux, sans assurer le charbon à la France. Une cession de territoire, sans un plébiscite immédiat, serait, dans ces conditions inadmissible. » Et le président ajoutait :

Il n'y a pas de nation plus intelligente que la nation française. Si je lui expose franchement ma manière de voir, je n'ai pas peur de son jugement. J'ai une idée si haute de l'esprit de la nation française que je crois qu'elle acceptera toujours un principe fondé sur la justice et appliqué avec égalité.

Je ne crois pas qu'on puisse assimiler ce problème à celui de l'Alsace-Lorraine. Pendant un demi-siècle le monde a eu les regards tournés vers l'Alsace-Lorraine. Pendant un demi-siècle, le monde n'a jamais pensé à elle comme à une terre allemande. La question de la frontière de 1814 n'a pas le même caractère.

Je suis prêt à reconnaître à la France l'usage des mines pour un temps déterminé. Mais comme il ne peut être question de priver de charbon les industries locales, la question de la propriété des mines m'apparaît comme purement sentimentale.

Je regrette faire ces objections et je m'en excuse. Il m'est pénible de m'opposer à la France. Mais je ne pouvais pas agir autrement sans manquer à mon devoir.

Avec une émotion concentrée, mesurant le péril du débat, mais ferme dans sa résistance, M. Clémenceau répondit :

« J'ai une grave réserve à faire : vous éliminez le sentiment et le souvenir. Le monde n'est pas mené par de purs principes.

Vous vous déclarez prêt à nous faire justice au point de vue économique et je vous en remercie. Mais les nécessités économiques ne sont pas tout. L'histoire des Etats-Unis est une histoire glorieuse, mais courte. Cent vingt ans pour vous, c'est une période très longue. Pour nous, c'est peu de chose. Nous avons notre conception de l'histoire, qui ne peut pas être tout à fait la même que la vôtre.

Nos épreuves ont créé chez nous le sentiment profond des réparations qui nous sont dues. Il ne s'agit pas seulement de réparations matérielles. Le besoin de réparations morales n'est pas moins grand.

Je sais tout ce que vous avez fait pour la victoire. Mais je crois que vous ne perdrez rien à reconnaître, dans cette question, un sentiment qui est autre chose que vos principes, mais qui n'en est pas moins profond.

Quand ces jeunes gens, La Fayette et Rochambeau, allèrent secourir les Américains qui luttaien pour leur indépendance, ce n'est ni la froide raison, ni des actes de guerre après tout ordinaires, qui ont créé le souvenir attaché à leur intervention. C'est une impression, un sentiment profond, qui a lié pour toujours nos deux nations.

Je suis vieux. Dans quelques mois, j'aurai quitté pour toujours la vie politique. Mon désintéressement est absolu. Je soutiendrai devant le Parlement les conclusions auxquelles nous arriverons ensemble. Mais, si aujourd'hui vous ne m'entendez pas, vous perdrez une occasion de sceller un anneau de plus à la chaîne d'affection qui unit la France et l'Amérique.

Il y a là au moins 150.000 hommes qui sont des Français. Ces hommes, qui ont envoyé dès 1918 des adresses au président Poincaré, ont, eux aussi, droit à la justice. Vous voulez respecter les droits des Allemands : moi aussi. Mais tenez compte du droit de ces Français, comme vous aurez à tenir compte du droit historique de la Bohême et de la Pologne.

Nous reprenons bientôt la discussion. Pour le moment, je vous demande, quand vous serez seuls, de penser à ce que je viens de dire et d'examiner en conscience si cela ne contient pas une grande part de vérité.

Ainsi deux principes sont en présence : d'un côté, des arguments économiques, qui se chiffrent ; de l'autre, des arguments moraux, qui se pèsent ; des deux parts, un vif et honnête désir d'accord, mais l'impossibilité d'arriver à cet accord. M. Lloyd George est plus favorable à une transaction. Mais l'argument historique n'a de prise sur aucun de nos interlocuteurs. C'est toute notre thèse qui est contestée. Nous sommes loin du but et la route sera dure.

Le 28 mars au soir, nous faisons notre bilan. Frontière de 1814 : nous sommes seuls. Propriété des mines et création d'un État autonome : nous avons l'appui de la Grande-Bretagne, sans y trouver cependant encore des garanties suffisantes soit pour l'exploitation des mines, soit surtout pour la libération des Sarrois de race française. La propriété des mines est manifestement le point de moindre résistance : c'est là que portera donc notre premier effort. En même temps nous affirmerons deux principes, distincts par leur caractère, mais solidaires par leurs conséquences. Le premier, c'est que l'explo-

tation des mines exige une organisation spéciale du territoire. Le second, c'est que, si nos allies pensent qu'il y a dans le bassin de la Sarre trop d'Allemands pour que soit possible l'union immédiate avec la France, nous estimons, nous, qu'il y a, dans ce même bassin, trop de Français d'origine et d'aspiration pour que la France puisse consentir à les laisser sous la botte prussienne. L'affirmation de ces trois principes, — propriété, garantie complète de l'exploitation, sauvegarde des droits des habitants, — devient le réduit de notre défense. Nous en faisons l'objet de nos trois notes en date des 31 mars, 1^{er} et 5 avril.

La question de la propriété est résolue la première. Le 31 mars, le président Wilson en accepte le principe, avec certaines suretés d'ordre économique, mais à la condition qu'il ne soit question ni de déplacer la frontière, ni de créer un Etat indépendant. M. Clemenceau déclare qu'avant de répondre il a besoin de consulter ses experts. Pour diriger ce travail, un comité de trois personnes est formé. J'y représente la France, assisté de M. Louis Aubert et de M. Deffinne, directeur des Mines; le professeur Charles H. Hastings est le délégué des Etats-Unis, M. Headlam Morley, celui de la Grande-Bretagne. La France doit retenir les noms de ces deux hommes : leur haute conscience et leur sympathique compréhension de nos droits ont eu la plus large part au résultat. Après dix réunions de plusieurs heures chacune, les demandes de nos techniciens sont acceptées et, sur certains points, complétées. Au terme du débat, les délégués britannique et américain signent avec moi la déclaration suivante, dont je n'ai pas besoin de souligner l'importance :

Si les articles ci-dessus, dont la substance apparait nécessaire au point de vue économique et social, devraient être appliqués sans que fût établi un régime spécial administratif et politique, des difficultés sérieuses et des conflits surgiraient inévitablement.

Ainsi la seconde partie du problème, écartée le 31 mars par le président Wilson, et non moins importante pour nous que la première, se trouve posée par ceux-là mêmes, qui n'avaient pas eu jusqu'alors mandat de la discuter.

Dès ce jour la négociation est solidement nouée, et si nous devons, à son terme, renoncer à la frontière de 1814, nous aurons, du moins, de larges et essentielles compensations : mais ce ne sera pas sans un nouvel effort. Le 8 avril, au matin, M. Lloyd George, saisi du rapport de M. Headlam Morley, prend position pour nous. Nous offrons ou bien la constitution d'un Etat indépendant lié à la France par une

union douanière ; ou bien la souveraineté de la Société des Nations avec mandat confié à la France et plébiscite au bout de quinze ans. M. Lloyd George présente, en même temps, deux projets analogues au nôtre et, en quelques mots, affirme son opinion :

Je donnerais au bassin de la Sarre l'indépendance sous l'autorité de la Société des Nations.

Une union douanière le rattacherait à la France. Il n'existe pas, en effet, de lien économique naturel entre cette région et l'Allemagne. Toutes ses relations sont avec l'Alsace et la Lorraine.

Nous ne devons pas oublier non plus que ce pays a été en grande partie français jusqu'au début du dix-neuvième siècle ; qu'il a été enlevé à la France par la force et malgré l'opposition des hommes d'Etat anglais.

Nous sommes contre toute annexion. Mais nous ne pensons pas qu'on puisse faire vivre cette région, si on ne la constitue pas en unité politique.

Je suis persuadé que, si, dans quelques années, un plébiscite avait lieu, cette population ne demanderait pas à revenir à l'Allemagne.

Le colonel House, qui, ce jour-là, représente le président Wilson malade, reconnaît que ces solutions sont « tout à fait intéressantes et dignes d'un examen attentif », Il semble qu'un grand pas ait été fait.

Mais le même jour 8, dans l'après-midi, le président Wilson, qui a repris sa place, renouvelle l'expression de ses hésitations. Il approuve notre projet de clauses économiques. Par contre, il ne veut ni changement, ni suspension de souveraineté. Il écarte également la solution du mandat et, pour répondre au danger signalé par nous d'incidents et de conflits, il se borne à proposer, au lieu d'une unité politique indépendante, une commission arbitrale, qui tranchera les difficultés entre les mines françaises et le gouvernement allemand. M. Clemenceau refuse. Le président l'adjure de ne pas suspendre la paix du monde à la question de la Sarre. M. Clemenceau réplique que la paix du monde exige d'abord qu'on établisse la justice entre alliés. On ne conclut pas et l'atmosphère est tendue.

Depuis le 27 mars, les subalternes de l'hôtel Grillon sont nerveux. En particulier, le chef du service de presse, M. Ray Stannard Baker, multiplie les propos pessimistes. Le 6 avril, il accuse M. Clemenceau de « réclamer des annexions ». Le lendemain 7, on répand le bruit que le Président, découragé, a mandé à Brest le *George-Washington*. L'heure est critique.

Une fois de plus, nous tenons conseil. Nous pesons la gravité de

notre décision. Nous décidons pourtant de ne pas céder. Une note, que je rédige dans la nuit, expose les raisons de notre résistance.

Cette note, distribuée le lendemain dès l'aube aux chefs des gouvernements, affirme notre esprit de conciliation et l'impossibilité où nous sommes d'aller plus loin. Elle conclut :

La proposition américaine reconnaît que des conflits se produiront et se borne à établir une juridiction qui, dans chaque cas, départagera la France et l'Allemagne. Ainsi le bassin de la Sarre sera, en dernière analyse, administré par un tribunal.

Un tel régime de procès perpétuels semble inacceptable non seulement pour la France et pour l'Allemagne, mais aussi dans l'intérêt des populations de la Sarre et pour la paix du monde...

Le bassin de la Sarre deviendra, sous un tel régime, un Maroc européen, avec tous les défauts, encore aggravés, de l'acte d'Algésiras. Ce sera le champ clos et l'aliment d'un continuel conflit franco-allemand.

Au surplus, la combinaison suggérée ne donne pas satisfaction aux intérêts essentiels que le gouvernement français doit sauvegarder.

A la première proposition française (celle du 27 mars), le président des Etats-Unis a objecté qu'il y a, dans ce territoire, autrefois français en grande partie, trop d'éléments allemands immigrés pour que l'union immédiate à la France soit acceptable.

Le gouvernement français a consenti à étudier une autre solution. Mais il a en même temps et constamment déclaré qu'il y a, dans ce même territoire, trop d'éléments français, dès maintenant tournés vers la France, pour que celle-ci puisse renoncer à sauvegarder, pour l'avenir, leur droit à l'union.

Or, pour que cette union puisse résulter dans quinze ans du libre vote de la population, la condition minima est qu'on la soustraie d'ici là à l'opposition prussienne qu'elle subit depuis cent ans.

Cette administration (élections, fonctionnaires, etc.), dont la note américaine du 8 avril prévoit la maintient, assurera en effet aux Allemands le bénéfice de la terreur, par laquelle ils ont toujours régné, et privera les habitants du *fair chance* de libération, que la France entend leur ménager.

La France accepte que toutes garanties, même de nationalité, soient données aux habitants comme individus. Mais elle ne peut pas admettre que le mandat économique et social qui lui sera confié soit hypothéqué, à chaque minute, par l'exercice de la souveraineté et de l'administration prussiennes.

Le gouvernement français désire donc s'en tenir à l'une des propositions présentées par M. Lloyd George.

Il est prêt à les compléter, conformément aux suggestions de M. le président Wilson :

a) Par un plébiscite au bout de quinze ans ;

b) Par une cour arbitrale chargée de trancher les différends possibles.

Désormais les positions ne peuvent plus guère se modifier, ni la solution beaucoup tarder. *Effectivement, la journée du 9 avril sera décisive.* A la séance du matin, M. Lloyd George apporte à notre note de la veille sa pleine adhésion et souligne que le plébiscite au bout de quinze ans donne satisfaction au président Wilson. Celui-ci résiste encore. Mais il est ébranlé, ainsi que ses conseillers, par la force et par l'équité de nos arguments loyalement attachés à apaiser son scrupule. Le 9, dans l'après-midi, il présente un texte nouveau qui, sans conférer de mandat à la France, transforme en commission administrative la commission arbitrale, qu'il avait suggérée la veille. Je pose au Président trois questions : La souveraineté allemande sera-t-elle suspendue ? La commission aura-t-elle pleins pouvoirs, y compris celui de révoquer les fonctionnaires ? Les élections au Reichstag seront-elles supprimées ? Sur sa réponse affirmative, M. Clemenceau accepte de confier au comité, composé de MM. Haskins et Morley et de moi-même, le soin de préparer un texte.

De cinq heures de l'après-midi à trois heures du matin, notre comité, assisté d'experts juridiques et techniques, remplit son mandat et, le 10 au matin, le texte est soumis au Conseil des Quatre, qui l'accepte : il deviendra la section 4 de la partie III du traité. Il traduit, en 46 articles, les principes que, depuis le 28 mars, nous avons défendus devant la Conférence. Les mines nous sont cédées en toute propriété, avec les plus minutieuses garanties d'exploitation. En vue d'assurer les droits et le bien-être de la population, le gouvernement est transféré pour quinze ans à la Société des Nations, qui le délègue à une commission de cinq membres. Cette commission disposera de tous les pouvoirs exercés précédemment par l'Empire allemand, la Prusse et la Bavière. Une union douanière sera établie entre la France et le territoire de la Sarre. Au bout de quinze ans, la population votera par districts sur les questions suivantes : retour à l'Allemagne ; union à la France ; maintien de l'autonomie. Si un district minier revenait à l'Allemagne, celle-ci aurait le droit de racheter les mines dudit district, à charge pour elle de fournir à la France la quantité de charbon correspondante justifiée par nos besoins industriels et domestiques.

Ces dispositions, comme le reste du traité, ont subi des critiques de droite et de gauche, les uns les trouvant insuffisantes, les autres excessives. Les secondes de ces critiques ont été plus vives que les premières et ont fourni aux réquisitoires révisionnistes de M. Keynes un précieux aliment.

Que dire des premiers de ces griefs, qui ne ressortent déjà de ce qu'on vient de lire ? Nous n'avons pas obtenu la frontière de 1814. Le silence absolu, sur cette question, des déclarations des alliés des 31 décembre 1916 et 10 janvier 1917, ainsi que des ordres du jour de la Chambre et du Sénat du mois de juin suivant, n'était pas, il faut l'avouer, pour faciliter la tâche des négociateurs. Comment contester d'ailleurs que cette frontière ne nous eût donné qu'une faible partie du charbon : qu'elle eût ruiné l'unité économique du bassin ; qu'elle eût risqué de faire siéger dans nos chaubres des élus protestataires ? C'est à ces arguments, irréductiblement maintenus par nos alliés et non dépourvus de force, que nous avons dû sacrifier notre thèse initiale. Du moins avons-nous fait triompher et notre droit à la propriété totale des mines et celui de la population à disposer d'elle-même. Dès maintenant les Français de la Sarre sont libérés de l'oppression prussienne et l'avenir est à eux. A en juger d'ailleurs par la colère persistante de l'Allemagne et de ses amis, il est peu probable que la solution soit mauvaise pour la France.

Cette solution est mauvaise, répondent d'autres critiques, non parce qu'insuffisante, mais parce qu'abusive, vexatoire, hypocrite, injurieuse pour la liberté des peuples. Je ne m'arrêterai pas à répliquer qu'il y a le plébiscite ; car les gens, qui s'accommodaient du traité de Francfort, dénoncent comme un scandale l'ajournement à quinze ans du plébiscite de la Sarre. Pourquoi quinze ans ? Parce qu'un plébiscite immédiat, après cent années d'immigration artificielle et d'oppression prussienne, eût été nécessairement faussé et que, dès lors, on n'avait pas le choix ; parce que faire voter tout de suite, c'était donner une prime odieuse aux conquérants de 1813, aux agresseurs de 1914.

De là est sortie la solution du traité, — complexe assurément, parce que le problème était complexe : parce que nous avions affaire à des alliés retenus par d'honorables hésitations et souvent incapables de juger les choses du même point de vue que nous, — mais juste aussi parce qu'elle tient compte, dans cette complexité même, de tous les intérêts en présence. Dans leur réponse au comte Brockdorff du 16 juin 1919, les gouvernements alliés et associés ont hautement affirmé la justice de leur décision et, pour leur reprocher, M. Keynes, dans son livre amer, et nos socialistes, dans leurs journaux, n'ont, à défaut d'arguments, employé que l'injure.

Au début de juillet 1919, le maire de Sarrelouis, accompagné d'une

délégation, venait exprimer à M. Clemenceau la gratitude de ses concitoyens. Le 10 janvier 1920, nos ingénieurs des mines prenaient possession du bassin houiller. Quelques jours plus tard, la Commission du gouvernement, présidée par un Français, s'installait à Sarrebruck et, en moins de quatre mois, y faisait, pour le bien des habitants, de bonne et utile besogne. C'est cela que retiendra l'opinion française qui, pour se fixer, n'a besoin ni de l'adhésion des pangermanistes, ni de l'approbation de leurs défenseurs.

André TARDIEU.

III

Proclamation de la Commission de Gouvernement du 26 Février 1920 aux habitants de la Sarre

Aux habitants du Territoire de la Sarre

En vertu du Traité de Paix de Versailles, la Commission du Gouvernement entre, à dater de ce jour, en fonctions. C'est au nom de la Société des Nations, qui l'a constituée, qu'elle administrera le Territoire du Bassin de la Sarre et y exercera tous les pouvoirs appartenant antérieurement à l'Empire allemand, à la Prusse et à la Bavière. Elle est décidée à exécuter strictement et à faire observer par tous, les clauses du Traité de Versailles, dans leur lettre comme dans leur esprit.

Fermement résolue à imposer le respect de son autorité, elle repri-mera sans faiblesse toutes les tentatives d'où qu'elles puissent venir, faites pour troubler ou égarer la population. Le Traité de Paix ne la laisse point désarmée à cet égard ; les droits qu'il lui confère lui permettront de se consacrer à sa tâche sans avoir à s'embarrasser de vaines et criminelles oppositions.

La Commission regarde comme la premier de ses devoirs de maintenir l'ordre et la tranquillité dans toute l'étendue du Territoire de la Sarre. Elle s'engage à assurer le respect des droits et le bien-être de la population. Sous son contrôle, les habitants conserveront leurs

assemblées locales, leurs libertés religieuses, leurs associations, leurs écoles et leur langue. Il sera pourvu à la protection de leurs personnes et leurs biens.

Dans l'exercice du pouvoir et dans la pratique de son administration, la Commission de Gouvernement s'inspirera des principes qui ont présidé à la constitution de la Société des Nations; elle est animée à l'égard de la population, dont le sort lui est confié, des sentiments les plus libéraux et les plus bienveillants. Elle s'efforcera de rétablir la prospérité du pays et de ramener le calme dans les esprits. Elle sait qu'une trop longue période d'incertitude a compromis de respectables intérêts. Elle entend créer un régime stable et veiller à une administration régulière du territoire.

Son attention a déjà été retenue par quelques problèmes particulièrement pressants : elle s'attachera à résoudre sans délai les questions d'ordre financier, douanier et commercial qui préoccupent à juste titre les habitants du Territoire. Elle ne souffrira point que ceux-ci soient exploités ni placés, en ce qui concerne la rémunération de leur travail, dans des conditions défavorables.

La Commission de Gouvernement s'intéressera spécialement au développement de l'industrie et à la situation des travailleurs. Elle entend favoriser de toutes ses forces l'essor de la production et assurer aux employés et aux ouvriers tous les avantages compatibles avec la bonne marche des exploitations. Elle prendra à cet égard en considération les vœux émis par les organisations locales du travail ainsi que les principes adoptés par la Société des Nations. Elle a, sur ce point, la certitude d'agir en complet accord avec l'Administration française des Mines. Elle garantira, d'autre part, à la France la pleine liberté de leur exploitation telle qu'elle est définie au Traité.

Elle compte, dans l'exercice de son mandat, sur le concours sans réserve de la population. Celle-ci par le calme de son attitude, par sa bonne volonté à l'égard des autorités témoignera à la fois de sa confiance envers la Société des Nations et de son respect du Traité. Elle contribuera, par l'assiduité de son travail à la restauration économique de l'Europe. Appelée à assumer, par une exploitation intensive des mines, une part de l'œuvre nécessaire des réparations, elle ne se dérobera point à ce devoir; elle tiendra à honneur d'appliquer les principes de coopération internationale inscrite au Pacte de la Société des Nations.

Ces principes guideront sans cesse la Commission de Gouvernement; elle entend, avec le loyal concours des habitants, faire régner

dans le Territoire l'ordre, la liberté et la justice, assurer à la population, avec le bien-être et la prospérité matérielle, le respect de ses droits.

IV

Ordonnance pour les Elections Communales et de Cercle dans le Territoire de la Sarre, 29 Avril 1920

§ 1.

Il sera procédé, avant le 20 Juillet 1920, au renouvellement général des Conseils municipaux et des Assemblées de cercle du territoire de la Sarre.

Ces élections auront lieu un Dimanche.

§ 2.

Les élections se feront au suffrage universel égal, direct et secret, au scrutin de liste, conformément aux principes de la représentation proportionnelle. Chaque électeur disposera d'une voix. Il pourra donner son suffrage à autant de candidats qu'il y aura de représentants à élire.

§ 3.

Le droit de vote est reconnu à tous les habitants du Territoire de la Sarre, sans distinction de sexe, qui auront 20 ans révolus au jour du scrutin, et justifieront de certaines conditions de domicile ou de résidence.

Pour les premières élections, ces conditions sont fixées ainsi qu'il suit :

1^o Avoir eu son domicile légal dans le territoire de la Sarre au 11 Novembre 1918 (date de l'armistice) ou être né dans le territoire de la Sarre de parents qui, à la date de cette naissance, avaient leur domicile légal dans ce territoire ou, enfin, être né d'un père (ou, dans le cas de naissance illégitime d'une mère) né dans le territoire de la Sarre, et qui a été domicilié dans ce territoire pendant dix ans (10 ans).

2° En outre, avoir son domicile, au jour du vote, dans la circonscription électorale (commune ou cercle) où a lieu l'élection. Pour les élections communales, la durée de ce domicile doit être de six mois. Pour les élections aux conseils de cercles, il suffit que le domicile soit établi dans le cercle avant le 1^{er} Juin 1920.

Pour les élections qui suivront le renouvellement général prévu au § 1, les conditions de domicile ou de résidence exigibles seront déterminées par une ordonnance ultérieure.

§ 4.

Ne pourra être électeur :

1° Quiconque est pourvu d'un Conseil judiciaire, ou se trouve en état d'incapacité légale, définitive ou temporaire.

2° Quiconque aura perdu ses droits civiques en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée.

§ 5.

Seront éligibles les personnes possédant les droits électoraux, domiciliées et résidant dans le territoire de la Sarre, qui auront 25 ans révolus le jour de scrutin.

§ 6.

Pour les élections communales, chaque commune formera un collège électoral unique. Pour les élections au Conseil de cercle, dans la partie prussienne du territoire, le collège électoral sera le cercle (Kreis); dans la partie bavaroise, le collège électoral sera le cercle bavarois (Bezirk).

§ 7.

Le nombre des Conseillers municipaux pour chaque commune est fixé comme suit :

Dans les communes jusqu'à 500 habitants	10
— de 500 à 1.500	12
— de 1.501 à 2.500	16
— de 2.501 à 3.500	21
— de 3.501 à 10.000	23
— de 10.001 à 20.000	30
— de 20.001 à 30.000	36
— de 30.001 à 60.000	42
— de 60.001 et au-dessus	60

§ 8.

Les Conseils de cercle auront chacun 20 membres au moins. Dans les arrondissements ayant de 25.000 à 50.000 habitants, il y aura un représentant en plus par 5.000 habitants. Toute fraction de 5.000 habitants comptera pour 5.000 habitants.

Dans les Cercles ayant plus de 50.000 habitants, il y aura un représentant de plus par 10.000 habitants ou fraction de 10.000 habitants.

§ 9.

La durée du mandat électoral, pour les assemblées représentatives des communes et des cercles, est fixée à trois ans.

§ 10.

Pour toutes les élections, le scrutin se fera par commune. Les communes importantes pourront être divisées en sections de vote, chaque section comprenant au maximum 3.000 habitants.

§ 11.

Les listes électorales seront établies pour chaque commune ou chaque section de vote en double exemplaire. Seront portés sur ces listes :

1° Ceux qui y auront été inscrits d'office par les municipalités d'après les listes de contrôle de la police.

2° Ceux qui auront demandé leur inscription avant le 1^{er} Juin, et qui se trouveront dans les conditions requises par le § 3 de la présente ordonnance.

Cinq semaines avant la date fixée pour le scrutin, les listes électorales seront déposées à l'Hôtel de Ville et ce, pendant 14 jours. Tout intéressé sera admis à les consulter.

Le lieu et la date de dépôt des listes ainsi que la durée du dépôt devront être portés à la connaissance du public conformément aux usages locaux.

Toutes les réclamations contre les inscriptions ou le défaut d'inscription sur les listes électorales, formées soit par les intéressés, soit dans l'intérêt de la loi par le membre de la Commission de Gouvernement chargé du département de la Justice, seront adressées au bourgmestre avant l'expiration du délai du dépôt. Il sera statué sur ces réclamations par une commission composée du bourgmestre ou de son suppléant légal comme président et de deux assesseurs désignés par le sous-préfet.

Dans la commune de Neunkirchen, il y aura trois commissions opérant simultanément ; il y en aura deux pour chaque des communes de Sarrelouis et de Saint-Inghert. Dans la ville de Sarrebruck, les commissions, au nombre de six, seront composées chacune de trois membres du Conseil municipal, désignés par cette assemblée.

Sur la demande du réclamant, il sera délivré à celui-ci un récépissé de sa réclamation.

Les commissions statueront dans le délai de cinq jours après l'expiration du délai de dépôt des listes.

Pendant un délai de deux jours après notification de la décision de la commission, il pourra être introduit contre cette décision un recours devant l'Amtsgericht lequel se prononcera dans un délai de cinq jours. La décision ne pourra être annulée que pour violation ou fausse interprétation de la présente ordonnance, à la suite d'un recours en cassation.

Ce recours sera porté, dans les deux jours qui suivront la décision de l'Amtsgericht, devant l'Oberlandgericht ou, si cette juridiction n'est pas encore en état de fonctionner, devant une chambre spéciale composée de trois juges, spécialement instituée à cet effet.

§ 12.

Le droit de vote ne pourra être exercé que dans la commune ou la section de vote dans laquelle l'électeur sera porté sur la liste électorale.

§ 13.

Les opérations électorales seront dirigées par un Commissaire électoral, qui sera pour les élections au Conseil de cercle, le Sous-Préfet, ou son suppléant légal, pour les élections communales, le Bourgmestre ou son suppléant légal. Le Commissaire électoral désignera pour chaque commune et à chaque section de vote un Commissaire local. En outre il formera un comité électoral en s'adjoignant deux assesseurs choisis, pour les élections au Conseil du Cercle parmi les membres du Conseil de cercle ; pour les élections communales, parmi les électeurs de la commune.

Pour les premières élections aux Conseils de cercle bavaois, les assesseurs seront pris parmi les membres des Conseils cantonaux.

Pour le jour du scrutin, il devra être formé un bureau de vote composé :

- 1^o Du Commissaire électoral ou du Commissaire local Président ;
- 2^o De 4 assesseurs désignés par ce dernier parmi les électeurs de

la circonscription et appartenant, autant que possible, à des partis politiques différents.

Un des assesseurs fera fonctions de secrétaire.

§ 14.

Les candidatures devront être notifiées au Commissaire électoral, au plus tard, quatorze jours avant les élections.

Les listes de candidats pour les élections communales devront être signées par au moins vingt électeurs pour les élections du cercle, et pour les élections communales dans le cercle de Sarrebruck-Ville, par au moins cinquante électeurs.

Il ne pourra y avoir dans chaque liste plus de candidats qu'il n'y a de représentants à élire. Toute proposition de candidature devra être accompagnée du consentement du candidat. Aucun candidat ne pourra être porté simultanément sur des listes différentes.

§ 15.

Dans les sections de vote dans lesquelles aucune liste ne sera présentée, on votera conformément au principe majoritaire. Par contre, n'y eût-il qu'une liste unique, les candidatures isolées ne seront pas admises.

§ 16.

Les listes qui auront été présentées séparément ne pourront plus être fusionnées.

§ 17.

Le Comité électoral devra examiner les listes et les déclarations des candidats au point de vue de leur recevabilité.

§ 18.

Les bulletins de vote devront porter les noms des candidats auxquels l'électeur veut donner sa voix, soit écrits à la main, soit policopiés, soit imprimés.

Les électeurs pourront mettre sur leur bulletin de vote les noms de candidats portés sur des listes différentes ou substituer sur les bulletins imprimés ou policopiés, aux noms qui y figurent, les noms de candidats de leur choix.

Un bulletin peut valablement porter le nom d'un seul candidat.

§ 19.

Les opérations du vote et le dépouillement du scrutin seront publics.

§ 20.

Le vote aura lieu au moyen de bulletins sous enveloppes. Les électeurs absents ne pourront ni se faire représenter ni prendre part au vote d'une manière quelconque.

§ 21.

Le bureau fait le dépouillement du scrutin. Les bulletins nuls seront annexés au procès-verbal des opérations électorales. Les bulletins valables seront mis sous scellés et transmis au Comité Electoral.

§ 22.

Le Comité électoral détermine le nombre des suffrages valablement exprimés et celui des voix attribuées à chaque liste et à chaque candidat. Il proclame le résultat du scrutin. Il pourra se faire assister de scrutateurs pris parmi les électeurs de la circonscription électorale et appartenant autant que possible, à des partis politiques différents.

Si le nombre des votants n'est pas supérieur au quart des électeurs inscrits ou si aucune liste n'obtient le quotient électoral, aucun candidat n'est proclamé élu.

Les électeurs de la circonscription sont convoqués à nouveau pour le Dimanche suivant en vue d'un deuxième tour de scrutin.

Si, dans cette nouvelle opération, aucune liste n'obtient le quotient électoral ; les sièges sont attribués aux candidats qui ont obtenu le plus de suffrages.

§ 23.

Les sièges à pourvoir seront répartis entre les différentes listes proportionnellement au chiffre moyen de suffrages recueilli par chaque liste. Entre les candidats d'une même liste, ils seront répartis, d'après le nombre des voix recueillies par chaque candidat.

Les différentes opérations arithmétiques nécessaires pour arriver à la répartition définitive des sièges seront précisées dans un règlement ultérieur (1).

§ 24.

Quand un candidat élu se démettra de son mandat ou cessera ses fonctions pour toute autre cause, il sera remplacé, sans qu'il soit besoin de procéder à une élection complémentaire, par celui des

(1) Voir Amtsblatt du 5 juin le texte de ce règlement (43 articles).

candidats de sa liste, qui, par application des prescriptions du § 23, sera le premier à élire.

S'il ne reste aucun candidat de cette liste, il ne sera pas pourvu à la vacance.

§ 25.

Les conditions dans lesquelles il pourra être fait appel des décisions du Comité Elect. ral, la juridiction appelée à juger sur ce contentieux, ainsi que les détails d'application de la présente ordonnance feront l'objet d'un règlement ultérieur.

§ 26.

Les frais des opérations électorales seront supportés pour les élections communales par les communes ; pour les autres élections les communes supporteront les frais occasionnés par la location ou l'agencement des locaux destinés aux élections ainsi que par l'établissement des listes électorales. Quant aux autres frais ils seront mis à la charge des Cercles.

La présente ordonnance n'entend apporter aucune dérogation aux dispositions légales sur l'administration des villes et des communes rurales, relatives tant à la jouissance des biens communaux et du revenu de la commune qu'aux accords spéciaux concernant le paiement des impôt communaux.

§ 27.

Les dispositions légales contraire- à la présente ordonnance notamment celles qui limitaient le droit de vote ou l'éligibilité, sont abrogées.

§ 28.

Cette loi entrera en vigueur à la date de sa promulgation

Sarrebruck, le 29 Avril 1920.

Au nom de la Commission de Gouvernement,

Le Président,

V. RAULT,

Conseiller d'Etat.

V

Ordonnance du 16 Mars 1920 sur les fonctionnaires

La Commission de Gouvernement,

Vu l'annexe à l'Article 46 du Traité de Paix de Versailles, notamment le § 19 du Chapitre II de la dite annexe, aux termes duquel : la Commission de Gouvernement a, sur le Territoire du Bassin de la Sarre, tous les pouvoirs de Gouvernement appartenant antérieurement à l'Empire Allemand, à la Prusse et à la Bavière, y compris celui de nommer et de révoquer les fonctionnaires ;

Vu l'Ordonnance du 16 Mars concernant l'établissement du budget l'organisation des caisses et de la comptabilité publiques dans le Territoire de la Sarre à dater 1^{er} Avril 1920 ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date de ce jour :

Ordonne :

Art. 1^{er}. — La Commission de Gouvernement, représentant dans le Territoire de la Sarre la Société des Nations, maintient à son service les fonctionnaires et employés nommés ou confirmés par les Gouvernements allemands, Prussien et Bavarois, actuellement en fonction dans ce Territoire, sous réserve de leur mise à la disposition de cette Commission par leur gouvernement d'origine. Toutefois dès maintenant et pendant un délai de six mois à dater du règlement avec l'Allemagne des questions relatives au transfert des fonctionnaires, la Commission de Gouvernement pourra renoncer à leur service et les remettre à la disposition de leur gouvernement d'origine. Les fonctionnaires exerceront désormais leurs fonctions sous l'autorité de la Commission de Gouvernement devant un représentant de laquelle ils devront prêter serment d'accomplir fidèlement les devoirs de leur charge conformément aux instructions qui leur seront données par la Commission de Gouvernement en exécution du Traité de Versailles.

Art. 2. — La Commission de Gouvernement pourra sur la demande des intéressés, les autoriser à résigner leurs fonctions. Toutefois afin d'assurer dans la plus large mesure possible, la continuité de fonc-

tionnement des services publics, la Commission pourra exiger un préavis de 3 mois.

Art. 3. — Ces fonctionnaires jouiront pendant la durée de leur service dans le Territoire de la Sarre, et sous la seule réserve que les dispositions n'en seront pas contraires aux stipulations du Traité de Paix de Versailles, d'un statut et de garanties analogues à ceux qui leur étaient reconnus par les lois et règlements en vigueur au 11 Novembre 1918. Les conseils de discipline seront en conséquence institués dans le Territoire de la Sarre.

Art. 4. — Les dispositions des articles précédents ne s'appliquent pas aux fonctionnaires de l'ordre judiciaire pour lesquels des mesures spéciales seront prises ultérieurement.

Art. 5. — Les fonctionnaires payés sur le budget du territoire de la Sarre recevront immédiatement, avec rétroactivité au 1^{er} mars 1920, les mêmes traitements de base et les diverses indemnités fixées par le projet de loi allemand de réforme des traitements actuellement en discussion. L'indemnité de cherté de vie prévue au dit projet sera réglée de manière à tenir compte des conditions spéciales au Territoire de la Sarre.

En aucun cas, après le vote de cette loi, ils ne recevront un traitement inférieur à celui des fonctionnaires allemands occupant hors de la Sarre des emplois équivalents.

Au cas où les titres ou la durée des services d'un fonctionnaire lui donneraient droit à un avancement auquel ne correspondrait aucun poste existant dans le Territoire du Bassin de la Sarre, une décision spéciale pourra accorder personnellement à ce fonctionnaire le traitement afférent à l'emploi supérieur.

La conservation des droits à la retraite, acquis ou en cours d'acquisition, ainsi que la continuation de la carrière des fonctionnaires seront assurés, conformément aux stipulations de l'article 39 de l'annexe susvisée du Traité de Paix.

Sarrebruck, le 16 Mars 1920,

*Au nom de la Commission de Gouvernement,
Le Conseiller d'Etat, Président :*
V. RAULT.

*Pour ampliation :
Le Secrétaire Général :*

VI

Proclamation à propos des grèves (9 août 1920) adressée aux habitants du Territoire de la Sarre

La population du territoire de la Sarre souffre des conséquences d'une grève préparée secrètement et brusquement dé-lancée par les fonctionnaires ou agents de différents services publics. Déjà le ravitaillement devient plus difficile et la cherté de la vie augmente. La Commission de gouvernement a le devoir d'exposer les raisons qui ont déterminé l'attitude qu'elle a prise et qu'elle entend conserver dans le présent conflit.

Dès son arrivée, interprétant dans le sens le plus libéral les dispositions du traité de paix relatives à son droit de nommer et de révoquer les fonctionnaires, elle s'est préoccupée d'assurer à ceux-ci tant au point de vue matériel, qu'au point de vue moral, une situation stable et honorable, tout à la fois conforme à leurs intérêts et à leur dignité. Elle les a fait appeler, elle s'est enquis auprès d'eux de leurs desiderata. Au cours de nombreuses séances elle les a écoutés avec une inlassable bienveillance.

Elle a accueilli presque toutes leurs revendications. Elle a spécifié que les fonctions publiques seraient en première ligne réservées aux habitants de la Sarre; elle a assuré aux fonctionnaires des avantages matériels au moins égaux à ceux accordés par l'Empire ou par les États allemands; elle s'est préoccupée de leur avenir, de leurs retraites voire même de leur retour éventuel, lorsqu'ils en exprimeraient le désir, dans les cadres de l'administration allemande. Elle a intégralement introduit dans leurs statuts les dispositions instituant en Allemagne les « Beamtenauschüsse » qui, édictées postérieurement à l'armistice, n'étaient pas applicables au territoire de la Sarre. Au prix de lourds sacrifices pécuniaires, il a été alloué aux fonctionnaires des traitements et des indemnités qui leur créent une situation absolument privilégiée par rapport au reste de la population.

Le texte intégral de l'ordonnance sur les fonctionnaires qui sera placé aujourd'hui-même sous les yeux de la population permettra à cette dernière de faire justice des erreurs inconscientes ou voulues, des exagérations et des légendes par lesquelles des agitateurs se sont efforcés de la tromper.

Si la Commission de Gouvernement n'a pas accordé aux fonctionnaires la liberté de coalition absolue et sans réserve qu'elle reconnaît et reconnaitra toujours aux ouvriers, ce n'est nullement dans la pensée de restreindre sur le terrain professionnel et économique, la liberté d'association de ses fonctionnaires. Elle n'a jamais voulu les priver, eux et leurs familles, du bénéfice des associations d'assistance ou de secours mutuels.

Mais ayant, aux termes mêmes du traité, la charge et la responsabilité du Gouvernement, la Commission ne pouvait admettre que les fonctionnaires, émanation du pouvoir central, puissent, en s'affiliant sans contrôle à des associations politiques étrangères au territoire de la Sarre, devenir les agents conscients ou inconscients d'agitateurs du dehors.

Ces perbutateurs sont maintenant connus : la Commission de Gouvernement au cours même des négociations avec les fonctionnaires a été mise en possession de documents qui établissent l'intervention dans le territoire de la « Reichszentral für Heimatdienst » dont les agents ont pour mission d'entretenir une agitation continue et de rendre impossible à la Commission de Gouvernement l'exercice du mandat qui lui a été, en vertu du traité de paix de Versailles, conféré par la Société des Nations.

On connaît désormais les procédés secrets des conjurés du « Heimatdienst », leurs moyens d'action et de propagande sur leur presse et le nombre de millions dont ils disposent pour le territoire de la Sarre.

Représentant la Société des Nations, chargée d'assurer le maintien de l'ordre et le bien-être de la population, soucieuse de permettre aux habitants, qui ne demandent qu'à travailler en paix, de se relever des funestes conséquences de la guerre, la Commission de Gouvernement ne saurait tolérer et ne tolérera pas ces agissements.

La population doit être rassurée : les mesures qui ont été prises et qui pourront éventuellement être rendues nécessaires, ne sont pas dirigées contre elles ; mais contre les agitateurs.

La Commission de Gouvernement ne négociera pas avec des fonctionnaires en grève. Ce serait de sa part admettre que les fonction-

naires ont le droit, cédant à des suggestions d'ordre politique, de compromettre par une cessation concertée du travail, et même par des actes criminels de sabotage, la vie de la collectivité.

Chargés d'assurer l'exécution de la loi, ils ont pour premier devoir de la respecter. De leur attitude dépendra l'attitude à leur égard d'un Gouvernement qui restera juste et n'aspire qu'à être bienveillant.

Fait à Sarrebruck, le 9 Août 1920.

Pour la Commission de Gouvernement :

Le CONSEILLER D'ÉTAT, Président :

Signé : V. RAULT.

VII

Le Statut des Fonctionnaires

Ordonnance du 29 Juillet 1920 concernant le Statut des Fonctionnaires

La Commission de Gouvernement.

- vu l'article 49 du Traité de Versailles,
- vu les § 16, 19 et 29 de l'annexe à la section IV de la troisième partie du Traité de Versailles,
- vu l'ordonnance du 16 Mars 1920 concernant les fonctionnaires,
- vu la délibération de la Commission de Gouvernement en date du 29 Juillet 1920.

ORDONNE :

TITRE I. — *Dispositions générales.*

1° Sont fonctionnaires du Gouvernement de la Sarre tous ceux qui, ayant prêté serment dans les conditions prescrites, exercent ou exerceront à l'avenir, dans le Territoire de la Sarre, dans un service public régi par le Gouvernement :

I. Des fonctions publiques qui, aux termes des lois allemandes en vigueur au 11 Novembre 1918, leur auraient conféré la qualité de fonctionnaires d'Empire ou de fonctionnaires d'Etat directs.

II. Des fonctions publiques nouvelles, instituées à titre permanent par la Commission de Gouvernement.

En outre, sont soumis aux dispositions des titres 3, 4, 5, de la présente ordonnance, les fonctionnaires qui, dans la Sarre, sont ou seront attachés aux communautés administratives (cercles, cantons, communes, etc.) participant à l'exercice de l'autorité publique ou concourant à l'exécution d'un service d'intérêt public, et dont la nomination est subordonnée à l'autonomie légalement garantie des communautés administratives auxquelles ces fonctionnaires appartiennent.

Les instituteurs sont considérés comme fonctionnaires directs sans qu'il soit de ce fait apporté de modification au mode actuel de leur rétribution.

2° Les fonctionnaires du Gouvernement de la Sarre relèvent uniquement de la Commission de gouvernement à qui ils doivent fidélité et obéissance.

TITRE II. — *Recrutement et avancement.*

III. Exception faite de l'administration centrale, les fonctionnaires du Gouvernement de la Sarre seront désormais recrutés, en première ligne parmi les Sarrois, ou à défaut de ceux-ci, parmi le personnel allemand étranger au Territoire. Leur admission à des fonctions publiques ne pourra avoir lieu que s'ils justifient de leur capacité professionnelle par un examen d'aptitude ou s'ils possèdent des titres identiques ou équivalents à ceux des fonctionnaires du même ordre qui sont en service dans la Sarre. La Commission de Gouvernement reconnaît les titres actuellement acquis ou qui seraient à l'avenir acquis en Allemagne d'après une législation allemande qui ne soit pas en désaccord avec celle admise dans la Sarre.

L'administration centrale comprend les organes supérieurs de Direction ou de contrôle placés dans chaque département ministériel sous l'autorité directe des membres de la Commission de Gouvernement chargés de ce département.

Les organes de l'administration Centrale n'exercent leur autorité que par délégation du membre de la Commission de Gouvernement dont ils relèvent, sauf les dispositions prévues par le présent statut.

IV. Si la Commission de Gouvernement se trouvait dans l'impossibilité de recruter les fonctionnaires, répondant aux conditions sus-visées, elle se réserve le droit, après en avoir conféré avec les représentants des fonctionnaires, de faire appel à des personnes qu'elle désignera en toute liberté.

V. La titularisation des nouveaux fonctionnaires n'est définitivement prononcée qu'après un stage probatoire d'une durée variable suivant les différentes administrations, mais qui ne pourra dépasser trois ans. La titularisation a lieu après avis du Conseil Administratif, prévu à l'article 14 ci-après. La durée du stage probatoire prévu plus haut est réduite de moitié en ce qui concerne les mutilés de guerre et les orphelins de guerre.

VI. Tout fonctionnaire direct ou indirect admis au service du Gouvernement de la Sarre ou d'une communauté administrative doit prêter serment de fidélité au Gouvernement devant un délégué de la Commission dans les termes suivants :

Je jure fidélité à la Commission de Gouvernement représentant la Société des Nations, obéissance aux lois et accomplissement consciencieux des devoirs de ma charge ».

Les fonctionnaires provenant des Administrations allemandes auxquelles est applicable l'article 1^{er} de l'ordonnance du 16 mars 1920, ne seront astreints à prêter serment qu'après l'expiration du délai de 6 mois prévu par ledit article. Toutefois ils pourront individuellement demander à prêter serment avant ce terme. Ceux qui auront prêté serment et reçu l'investiture de la Commission de Gouvernement ne pourront être congédiés qu'à la suite de la procédure disciplinaire prévue par les lois et ordonnances en vigueur.

VII. Les promotions à une classe de traitement supérieure seront réglées conformément aux dispositions de la loi d'Empire sur les traitements du 30 Avril 1920, de la loi de l'Etat Prussien sur les traitements du 7 mai 1920 et de la législation bavaroise dans sa forme la plus récente, étant entendu que tout ce régime sera unifié et adapté aux conditions particulières du Territoire de la Sarre.

Les modifications éventuelles survenant en Allemagne seront examinées par la Commission de Gouvernement en vue d'en faire bénéficier les fonctionnaires de la Sarre.

Sans préjudice de l'application éventuelle de l'article V § 3 de l'ordonnance du 16 mars 1920, les fonctionnaires actuellement en service dans la Sarre, sont rangés pour leur traitement, dans les catégories prévues par les lois allemandes ci-dessus rappelées, après adaptation aux conditions spéciales existant dans le Territoire.

TITRE III. — *Discipline.*

VIII. Tout fonctionnaire est responsable vis-à-vis de l'Autorité supérieure, des actes de sa fonction.

En cas de manquement aux devoirs de sa charge, les sanctions disciplinaires suivantes peuvent être prises contre lui :

Punitions de service (Ordnungsstrafen)	{	l'avertissement.
		le blâme sans inscription au dossier du fonctionnaire.
		le blâme avec inscription au dossier du fonctionnaire.
Peines disciplinaires (Disziplinarstrafen)	{	le déplacement d'office, à titre disciplinaire, avec ou sans rétrogradation.
		la radiation des cadres n'entraîne pas de plein droit la perte du titre et du droit à la pension.
		la révocation avec toutes ses conséquences légales.

Les peines du premier degré sont prononcées par le Chef de service. Celles du 2^e degré ne peuvent être infligées que suivant les formes légales des poursuites disciplinaires, comportant une enquête préalable et une procédure contradictoire. Elles sont prononcées par le Chef de Service après avis du Conseil Administratif siégeant comme Conseil de discipline. Le rapporteur auprès de ce Conseil exerce en même temps les fonctions du Commissaire de Gouvernement. Il est désigné en dehors du Conseil par le membre compétent de la Commission de Gouvernement.

IX. Aucune peine disciplinaire (Disziplinarstrafe) ne peut être prononcée sans que le fonctionnaire intéressé ait été appelé à prendre connaissance de son dossier et à présenter ses justifications écrites. Il peut se faire assister d'un défenseur.

X. Le fonctionnaire frappé d'une peine de 2^e degré peut faire appel devant le membre de la Commission de Gouvernement de qui dépend le Service. Celui-ci statue définitivement après avis du Conseil Administratif supérieur institué par l'article XVII ci-après, siégeant comme Conseil de Discipline. Toutefois, la radiation des cadres et la révocation seront prononcées dans les mêmes conditions par un Conseil Supérieur de discipline composé de trois membres de la Commission de Gouvernement. Les fonctions du Commissaire de Gouvernement rapporteur près le Conseil Supérieur, sont remplies par le Directeur auquel ressortit le fonctionnaire intéressé à l'Administration Centrale. Ce directeur n'a pas voix délibérative.

XI. Dans les cas graves et urgents, si l'intérêt du Service l'exige, le fonctionnaire peut être suspendu par le Directeur compétent, le chef de service ou les agents de Direction ou de contrôle délégués à cet effet. L'autorité disciplinaire devant laquelle le fonctionnaire suspendu doit être déféré dans le délai d'un mois décide s'il y a lieu de retenir au fonctionnaire le montant du traitement qu'il a touché pendant la durée de la suspension.

XII. Aucun fonctionnaire ne peut, en dehors du cas d'excuse légitime, cesser son service avant d'avoir obtenu l'agrément de l'Autorité supérieure. Toute infraction à cette règle peut donner lieu à l'application des peines disciplinaires prévues à l'article VIII ci-dessus. En ce cas, le droit d'appel prévu par l'article X ci-dessus n'est pas ouvert au profit du fonctionnaire frappé. En cas de cessation concertée ou simultanée du service, les fonctionnaires coupables peuvent être frappés sans l'intervention des conseils disciplinaires.

XIII. Tout fonctionnaire dont l'insuffisance professionnelle aura été constatée par ses chefs, pourra, après avis du Conseil administratif, être relevé de ses fonctions. Le Conseil aura à décider si le fonctionnaire relevé de ses fonctions sans avoir la durée de service minimum prévue par la loi, peut être admis à bénéficier d'une pension de retraite proportionnelle à son temps de service. Les règles concernant ces pensions de retraite seront fixées par une ordonnance ultérieure.

XIV. En ce qui concerne les fonctionnaires indirects, les peines de premier degré (n'entraînant pas privation de l'emploi) seront prononcées après la procédure disciplinaire habituelle :

1^o Par la Commission de Cercle (*Kreisausschuss*) dans le cas où celle-ci est actuellement compétente, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit des fonctionnaires inférieurs des Cercles et des Communes.

2° Par la Commission administrative de la Sarre (Verwaltungsausschuss) dans le cas où la loi allemande antérieure à l'armistice donne compétence à la Commission de District (Dezirksausschuss).

3° En dernière instance par un Conseil disciplinaire composé de trois juges au tribunal administratif supérieur de la Sarre (Oberverwaltungsgericht) et de trois fonctionnaires supérieurs désignés par la Commission de Gouvernement. Le Président sera choisi parmi ces derniers et aura voix prépondérante.

Ce Conseil possédera en cette matière, les attributions que la législation allemande donne au tribunal administratif supérieur (Oberverwaltungsgericht) de Berlin.

La Commission de Gouvernement, en vertu de ses pouvoirs de tutelle, se réserve toujours le droit de mettre en mouvement l'action disciplinaire et de faire appel à l'instance supérieure.

TITRE IV. — *Conseils administratifs*

XV. — Les services publics régis par le Gouvernement comprennent chacun, à côté de l'organe de direction, un Conseil administratif.

Ces Conseils dont l'effectif peut n'être pas le même dans toutes les administrations eu égard à l'importance différente de chacune d'elles, sont composés :

pour un tiers, des fonctionnaires les plus élevés en grade du service public intéressé, pris dans leur ordre d'ancienneté ;

pour un tiers, de représentants élus par le personnel participant au fonctionnement du service ;

pour un tiers, de membres désignés par le membre de la Commission du Gouvernement compétent, soit en raison des intérêts généraux qu'ils représentent, soit en raison de leurs connaissances spéciales ; ils peuvent être pris en dehors du service.

Le Conseil administratif est renouvelable tous les trois ans. Son Président est désigné par le membre de la Commission de Gouvernement duquel dépend le service. Il a voix prépondérante en cas de partage.

XVI. — Le Conseil administratif peut être consulté sur toutes les questions d'administration que la Commission de Gouvernement juge utile de lui soumettre.

XVII. — Le Conseil administratif, lorsqu'il siège en qualité de Conseil de discipline, délibère en dehors de la présence des membres

d'un grade inférieur à celui du fonctionnaire déferé, mais doit comprendre par contre, au moins un membre de grade égal appartenant, s'il s'agit d'apprécier une faute d'ordre technique, à la même spécialité professionnelle que l'inculpé.

XVIII. — Un conseil administratif supérieur est institué auprès de la Commission de Gouvernement. Il est composé comme suit :

les directeurs à l'Administration centrale ;

trois membres élus par l'ensemble des délégués des agents des services publics, dans les Conseils administratifs en premier degré ;

trois membres pouvant être pris en dehors des services publics et désignés par le Président de la Commission de Gouvernement en raison de leur compétence ou des intérêts qu'ils représentent.

Le Président est désigné par le Président de la Commission de Gouvernement. Il a voix prépondérante en cas de partage.

XIX. — Le Conseil administratif supérieur peut être consulté sur toutes les questions d'Administration que la Commission du Gouvernement juge utile de lui soumettre. Il peut émettre des vœux sur les mêmes objets. Il se réunit sur la convocation du Président de la Commission de Gouvernement aussi souvent que celui-ci le juge utile. Il donne son avis sur les requêtes formées par les fonctionnaires dans le cas prévus à l'article 10 ci-dessus.

XX. — Un règlement ultérieur déterminera dans chaque service les conditions d'application de la présente ordonnance en ce qui concerne le nombre, l'organisation et le fonctionnement des conseils Administratifs et la procédure devant ces Conseils lorsqu'ils statuent en matière disciplinaire.

XXI. — En ce qui concerne les fonctionnaires indirects, des Conseils administratifs du premier degré seront institués : ils seront composés par tiers :

1° de représentants élus des fonctionnaires de la catégorie envisagée dans chaque unité administrative autonome ;

2° des fonctionnaires locaux les plus importants ;

3° de membres désignés par la Commission de Gouvernement de préférence parmi des personnes ayant des attaches avec la circonscription administrative dont il s'agit.

Un Conseil Administratif supérieur sera constitué pour les fonctionnaires indirects ; il sera composé par tiers :

1° de membres élus par les représentants des fonctionnaires dans les Conseils du premier degré ;

2° de hauts fonctionnaires municipaux, par exemple de bourgmestres de villes importantes;

3° de membres désignés par la Commission de Gouvernement et pouvant être pris notamment parmi les fonctionnaires des départements ministériels qui ont la surveillance des Administrations locales (intérieur, instruction publique etc.)

TITRE V. — Comités de fonctionnaires et groupements de fonctionnaires

XXII. — Les fonctionnaires peuvent former des comités de fonctionnaires qui sont en principale composés, conformément aux dispositions du décret du Ministère d'Etat prussien du 24 mars 1919. Les modifications apportées éventuellement par la suite à ce sujet par des lois allemandes, prussiennes ou bavaoises seront examinées par la Commission de Gouvernement en vue de leur adaptation aux conditions spéciales du Territoire de la Sarre.

XXIII. — Les fonctionnaires peuvent constituer entre eux en vue de l'étude et de la défense de leurs intérêts corporatifs et de ceux du service auquel ils appartiennent des groupements professionnels. Ces groupements ne pourront poursuivre aucun but politique. Ils seront soumis aux formalités de déclaration préalable prévue par la législation en vigueur dans la Sarre et en outre aux prescriptions de la présente ordonnance. Leurs statuts seront soumis à l'approbation de la Commission de Gouvernement.

XXIV. — Les fonctionnaires du Gouvernement de la Sarre ne peuvent faire partie d'associations professionnelles, de fédérations ou de groupements quelconques extérieurs au Territoire de la Sarre, sans l'autorisation de la Commission de Gouvernement.

XXV. — Les groupements professionnels de fonctionnaires jouissent de la capacité civile dans les limites où elle leur est reconnue par la législation en vigueur. La Direction et l'Administration de ces groupements ne pourront être confiées qu'à des fonctionnaires en activité de service.

XXVI. — Les groupements professionnels ont le droit de saisir directement les chefs de service et les membres de la Commission de Gouvernement, de toutes les questions se rattachant à leurs intérêts corporatifs ainsi qu'aux intérêts professionnels de leurs membres.

XXVII. — Les infractions visées aux articles 12, 22 à 24 ci-dessus, pourront entraîner la dissolution du groupement, sans préjudice des

sanctions disciplinaires prévues au titre III pour les fonctionnaires faisant partie du bureau de ces groupements et pour tout autre fonctionnaire qui serait reconnu responsable des dites infractions.

XXVIII. — Les Directeurs et administrateurs d'un Groupement dont la dissolution aura été prononcée ne pourront, pendant une période de cinq ans, exercer de fonctions à un titre quelconque dans le bureau d'un groupement de fonctionnaires.

XXIX. — Les dispositions du présent titre concernant les comités de fonctionnaires et les groupements de fonctionnaires s'appliquent également d'une manière générale aux fonctionnaires indirects.

TITRE VI. — *Traitements, retraites, avantages matériels*

XXX. — Les traitements et indemnités des fonctionnaires payés sur le budget du Territoire de la Sarre seront réglés sur la base des traitements et indemnités fixés par la loi allemande d'Empire du 7 avril 1920, relative à la réforme des traitements. Le maintien des traitements, pensions et allocations aux survivants, avantages pécuniaires de toutes espèces leur sera assuré conformément aux lois allemandes en vigueur dans la Sarre, adoptées aux conditions spéciales existant dans le Territoire. Une indemnité spéciale de cherté de vie sera accordée aux fonctionnaires conformément à l'article cinq de l'ordonnance de la Commission de Gouvernement du 16 mars 1920. Des logements appropriés seront mis à leur disposition, par application de l'ordonnance de la Commission de Gouvernement du 7 mai 1920.

XXXI. — Toutes les améliorations au régime des traitements des fonctionnaires, de retraite, etc., résultant de lois allemandes intervenues depuis l'armistice ou qui interviendront ultérieurement seront examinées par la Commission de Gouvernement en vue d'assurer des avantages équivalents aux fonctionnaires du Territoire de la Sarre de manière à ce qu'à aucun moment ils ne se trouvent dans une situation moins avantageuse que les fonctionnaires allemands occupant dans l'Empire des emplois équivalents. Par application du § 29 de l'annexe du Traité de Paix, les fonctionnaires qui viendraient à quitter le Territoire auront toutes facilités pour y conserver leurs propriétés immobilières ou pour les vendre à des prix équitables et pour emporter leurs meubles en franchise de toute taxe.

Leur traitement ne pourra faire l'objet de saisie ou de retenue que dans les cas prévus par la législation allemande en vigueur au 11 no-

vembre 1918, réserve faite du cas de comptable constitué en débit envers le Gouvernement de la Sarre, sans préjudice du droit qui appartient aux comptables de faire appel aux tribunaux compétents. Toutefois les biens du fonctionnaire qui abandonnerait ses fonctions ou quitterait le Territoire sans observer le préavis de 3 mois prescrit par l'ordonnance du 16 mars 1920, pourront être saisis à la requête de la Commission de Gouvernement jusqu'à concurrence du montant du traitement qui aura été indûment touché par avance.

TITRE VII. — *Dispositions finales*

XXXII. — D'une manière générale, la situation, les droits et les devoirs des fonctionnaires de la Sarre sont réglés par les dispositions de la loi sur les fonctionnaires d'Empire du 18 mai 1907, adaptée à l'organisation administrative propre au Territoire de la Sarre, dans la mesure où ces dispositions ne sont pas incompatibles avec les ordonnances de la Commission de Gouvernement en vigueur dans le Territoire de la Sarre. L'adaptation de la loi allemande à la situation des fonctionnaires de la Sarre dans le cadre général de la loi de 1908 comme modèle d'unification se fera après examen par la Commission de Gouvernement et en collaboration avec les fonctionnaires.

XXXIII. — La langue allemande est la langue officielle. L'ignorance d'une langue autre que l'allemand ne pourra porter préjudice aux fonctionnaires.

XXXIV. — Les dispositions du présent statut ne sont pas applicables aux fonctionnaires de l'ordre judiciaire, à ceux de l'Administration centrale, ni aux Sous-Préfets. Un statut spécial sera élaboré pour ces catégories de fonctionnaires.

Fait à Sarrebruck, le 29 juillet 1920.

Au nom de la Commission de Gouvernement :

Le CONSEILLER D'ETAT, *Président*
De la Commission de Gouvernement du
Territoire de la Sarre

Signé : V. RAULT.

VIII

Ordonnance concernant l'établissement de Tribunaux administratifs dans le Territoire de la Sarre

La Commission de Gouvernement :

vu les paragraphes 19 et 23 du Chapitre II de l'Annexe à la Section IV,
vu les lois prussiennes des 2 Août 1880, 30 juillet 1883,
vu la loi bavaroise du 8 août 1898.

ORDONNE :

TITRE I. — Conseil du Contentieux administratif

Art. 1. — Il est institué à Sarrebruck un Conseil du Contentieux administratif qui constituera le tribunal administratif de première instance du Territoire de la Sarre et sera en outre appelé à connaître de toutes les questions précédemment soumises au territoire prussien au Conseil de Préfecture (Bezirkausschuss) et en territoire palatin au Sénat, institué dans chaque province auprès de la Direction de l'Intérieur (Sénat der Kammer des Innern der Kreisregierung).

Art. 2. — Le Conseil du Contentieux administratif se compose de membres nommés et de membres élus.

Art. 3. — Trois membres seront nommés après avis de la Commission de Gouvernement par le Président de la dite commission, parmi les candidats réunissant les conditions requises pour remplir les fonctions de juges ou celles de fonctionnaires de l'ordre supérieur.

Ils jouiront des droits et prérogatives accordés aux juges et seront soumis aux mêmes obligations que ces derniers.

Art. 4. — Dans la partie prussienne du Territoire, chaque Commission permanente de cercle (Kreusausschuss) élit à la majorité des voix un titulaire et un suppléant choisis parmi les habitants du Territoire inscrits sur les listes électorales pour les élections de cercles. En territoire palatin chaque commission permanente de district élira dans les mêmes conditions deux titulaires et deux suppléants.

Enfin un titulaire et un suppléant seront élus suivant la même procédure par la commission municipale de Sarrebruck (Stadtausschuss). Ne sont pas éligibles les fonctionnaires de l'Administration centrale et des sous-préfectures.

Art. 5. — La durée du mandat des membres élus est de trois ans : Toutefois les membres sortants resteront en fonctions jusqu'à ce que les membres nouvellement élus aient été installés.

Lors de la séance d'ouverture, les membres élus devront prêter serment, devant le Président du Conseil du Contentieux, de remplir au mieux les devoirs qui leur incombent.

Art. 6. — En cas d'infractions commises dans l'exercice de leurs fonctions les membres élus sont soumis aux règles disciplinaires applicables aux juges. Une haute cour administrative fonctionnera à leur égard comme tribunal disciplinaire.

Art. 7. — Le Président et le Vice-Président du Conseil du Contentieux seront nommés par le Président de la Commission de Gouvernement.

Ils ne pourront être choisis que parmi les membres du Conseil réunissant les conditions requises pour remplir les fonctions de juges ou celles de fonctionnaires de l'ordre supérieur.

Art. 8. — Le Conseil de Contentieux comprend une section pour les affaires palatines et une section pour les affaires prussiennes.

Chaque section se compose :

1° De membres nommés ;

2° De trois membres élus, désignés dans les conditions ci-dessous précisées, parmi ceux qui représentent la fraction du territoire prussien ou bavarois pour laquelle la section est compétente.

Devront toutefois se récuser les membres nommés ou élus qui se trouveraient dans un des cas de récusation prévus par le C. P. C.

Art. 9. — Pour l'application des dispositions de l'article précédent, le Président assurera chaque année dans le courant du mois de Janvier au tableau indiqué l'ordre dans lequel les membres élus seront appelés à siéger.

Art. 10. — Les séances des sections seront présidées soit par le Président du Conseil du contentieux soit par le Vice-Président.

Art. 11. — Pour pouvoir valablement statuer, chaque section devra comprendre 5 membres ; deux au moins devront être des membres nommés. Un de ces derniers devra avoir la qualité de juge. Exceptionnellement pour les affaires d'assistance intercommunales (Armen-

verband) la section pourra délibérer avec trois seulement de ses membres.

Art. 12. — Pour l'examen des affaires intéressant la voirie des parties prussiennes et bavaoises du Territoire, le Conseil du Contentieux comprendra indépendamment des membres nommés,

1° Deux représentants au moins de la section prussienne pris dans l'ordre du tableau.

2° Un représentant au moins désigné dans les mêmes conditions parmi les membres de la section palatine.

Art. 13. — Les décisions du Conseil du Contentieux ou de section sont prises à la majorité des voix. En cas de partage la voix du Président est prépondérante.

Art. 14. — Les membres élus et leurs suppléants recevront des jetons de présence et des frais de voyage dans les conditions prévues par les règlements actuellement en vigueur pour les magistrats.

TITRE II. — *Haute-Cour administrative*

Art. 15. — Il sera institué comme Conseil supérieur et Tribunal administratif d'Appel, une Haute-Cour administrative. *Oberverwaltungs gericht.*

Art. 16. — La Haute-Cour administrative du Territoire de la Sarre remplacera pour la partie prussienne du Territoire la Haute-Cour administrative de Berlin et pour la partie bavaoise celle de Munich.

Art. 17. — La composition de la Haute-Cour et les conditions de fonctionnement de cette institution seront déterminées par une ordonnance ultérieure.

Art. 18. — En attendant l'installation de la Cour administrative, un Conseil supérieur du contentieux sera institué auprès de la Commission de Gouvernement. Il sera appelé à statuer sur toutes les affaires qui doivent être ultérieurement réservées à la Haute-Cour administrative.

Le président et les membres de ce Conseil supérieur seront nommés après avis de la Commission de Gouvernement par le Président de ladite Commission parmi les juges et les fonctionnaires supérieurs de l'Administration.

TITRE III. — *Procédure*

Art. 19. — Les règles de procédure applicables aux différents tribunaux administratifs institués par la présente ordonnance, seront

déterminées par une ordonnance spéciale. Provisoirement il sera fait application des dispositions en vigueur dans les tribunaux auxquels se substituera la nouvelle juridiction.

Toutefois en ce qui concerne les débats eux-mêmes la procédure suivie sera celle qui est adoptée par les tribunaux administratifs prussiens.

TITRE IV

Art. 20. — La présente ordonnance entrera en vigueur à dater du jour de sa publication au Bulletin Officiel (Amtsblatt).

IX

*Textes parus au Journal Officiel de la République française
en ce qui concerne l'organisation
des Mines domaniales du Bassin de la Sarre*

*1^o Décret du 23 Octobre relatif à l'organisation provisoire
des Mines de la Sarre*

Le Président de la République française,

Sur le rapport des Ministres de la reconstitution industrielle et des finances,

Decrète :

Art. 1. — En attendant qu'il ait été statué par une loi, la gestion de l'exploitation des mines de houille de la Sarre, ainsi que de leurs dépendances, sera provisoirement assurée par le directeur des mines sous l'autorité du ministre de qui il relève,

Art. 2. — Un ingénieur des mines, qui résidera à Sarrebruck et qui aura le titre d'administrateur provisoire des mines de la Sarre, recevra du Ministre chargé des mines, à qui il devra en fin de mis-

sion rendre compte de sa gestion, les pouvoirs nécessaires pour assurer la continuité de l'exploitation. Il sera chargé de l'ordonnement des dépenses.

Art. 3. — Le paiement des dépenses et la centralisation des recettes seront effectués par un agent comptable responsable de sa gestion, qui sera nommé par le Ministre des finances et par le Ministre chargé des mines.

Art. 4. — Les excédents des recettes sur les dépenses devront être affectés au remboursement au Trésor français des avances qu'il aura consenties pour le paiement des premières dépenses d'exploitation.

Art. 5. — Le contrôle financier de l'exploitation sera assuré par un représentant du Ministre des finances en résidence à Sarrebruck, qui sera chargé notamment du contrôle des engagements de dépenses. Les barèmes des prix de vente des produits de l'exploitation devront lui être soumis pour avis avant d'être arrêtés par l'administration provisoire.

Art. 6. — Il est institué à Paris un conseil provisoire des mines de la Sarre ayant pour mission de donner au Ministre chargé des mines des avis sur la gestion de l'exploitation des mines de houille de la Sarre.

Ce conseil est composé de 15 membres savoir :

1^o Neuf représentants des départements ministériels intéressés désignés respectivement :

Un par le Président du Conseil des Ministres.

Trois par le Ministre chargé des mines.

Un par le Ministre des travaux publics.

Un par le Ministre des finances.

Un par le Ministre du commerce et de l'industrie.

Un par le Ministre du travail.

Un par le Ministre des affaires étrangères.

2^o Six membres nommés par le Ministre chargé des mines et choisis :

Deux parmi les consommateurs de houille.

Deux parmi les Exploitants de mines de houille.

Deux parmi les Ouvriers ou anciens Ouvriers français de mines de houille.

Le Conseil provisoire des mines de la Sarre est présidé par le représentant du Président du Conseil des Ministres.

Le Secrétaire du Conseil est désigné par le Ministre des mines.

Art. 7. — Le Ministre de la reconstitution industrielle et le Ministre des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris le 23 Octobre 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République,

Le Ministre de la reconstitution industrielle,

LOUCHEUR.

Le Ministre des finances,

L.-L. KLOTZ.

*2^e Loi portant ouverture d'un compte de trésorerie
pour l'exploitation provisoire des houillères de la Sarre*

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté. Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Le Ministre des finances est autorisé, en attendant qu'une loi fixe l'organisation définitive des mines de la Sarre, à faire au moyen des ressources de la trésorerie, sur la demande du Ministre chargé des mines, les avances nécessaires au payement des premières dépenses d'exploitation de ces mines. Ces avances, qui ne pourront dépasser un montant maximum de 80 millions de francs, seront constatées à un compte de trésorerie et le remboursement en sera effectué au moment de l'organisation définitive.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris le 28 Octobre 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République,

Le Ministre de la reconstitution industrielle,

LOUCHEUR.

Le Ministre des finances,

L.-L. KLOTZ.

X

PREMIER RAPPORT

Fait au nom de la Commission (1) chargée d'examiner le projet de loi créant un office des mines domaniales de la Sarre, par M. Félix Liouville, député, déposé sur le bureau de la Chambre le 21 janvier 1921.

(Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 11 juin 1920).

Messieurs,

Le traité de paix, signé à Versailles le 28 juin 1919, ayant attribué à la France, en compensation de la destruction de ses mines de charbon du Nord, la propriété entière et absolue des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre, l'Etat français s'est trouvé investi, à dater de la mise en vigueur de ce traité, du droit exclusif d'exploiter les dites mines de charbon, par lui-même ou par des tiers, dans la totalité de ses gisements et avec toutes ses dépendances.

L'Etat français recevait ainsi la charge d'une entreprise industrielle fort importante, bien qu'encore incomplètement développée.

Sous la domination allemande, la production annuelle des mines de la Sarre, dont les fises prussiens et bavaois étaient propriétaires, avait été, pour des raisons de politique économique, systématiquement limitée. Elle atteignait environ quatorze millions de tonnes. Un régime industriel bien conçu et doté de moyens suffisants, avec un programme de travaux aussi large que la prudence le permettra, et une sage politique à l'égard de la main-d'œuvre indigène, permettrait d'intensifier la production de ces mines et de la rendre plus rémunératrice par l'utilisation des sous-produits dérivés de la houille. L'industrie française, aussi bien que les finances de notre pays, en tireraient des ressources fort appréciables.

(1) Cette Commission est composée de MM. Wetterlé, président ; Fernand Engerand, vice-président ; Ferrette, secrétaire ; de Gallhard Bancel, Nectoux, Bouvet, Edouard Soulier, Georges Lugol, Robert Sérot, Henry Paté, Alexandre Varenne, Roques, marquis de Juigné, René Lefebvre (Nord), Jules Jaeger, Charles Frey, Périnard, Lorin, Camille Simonin, Félix Liouville, Miellet.

Il convient de noter, d'autre part, que l'exploitation française doit s'effectuer dans un territoire dont, aux termes du traité de Versailles, le gouvernement a été provisoirement soustrait à la souveraineté de l'Allemagne et confié, pendant une période de quinze ans, à la Société des Nations. A l'expiration de ce délai, la population du bassin de la Sarre, dont les droits et le bien-être sont assurés par une étroite réglementation, devra faire connaître la souveraineté sous laquelle elle désire se voir placée, souveraineté française, souveraineté allemande, ou sa propre souveraineté.

On conçoit facilement, dans ces conditions, que l'exploitation des mines de la Sarre présente, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique, un aspect très complexe.

L'Etat français ne peut manquer d'avoir une double préoccupation. Guidé par le souci de l'exécution stricte du traité de paix et de ses répercussions possibles, il ne perdra pas de vue qu'il doit jouer dans le bassin de la Sarre un rôle digne de ses traditions de générosité et de progrès social, montrant aux populations de cette région que le libre régime d'une démocratie véritable conduit plus sûrement à la prospérité et au bien-être général que le rigide autoritarisme germanique. Il sentira, d'autre part, le besoin d'augmenter l'extraction des richesses houillères pour combler dans la plus large mesure le déficit qui pèse si lourdement sur nos industries et réagit indirectement, par les achats qu'il nécessite au dehors, sur la tenue de notre change.

C'est en se plaçant dans cet ordre d'idées qu'il convient de chercher la forme, la plus adéquate aux intérêts de la France, qui doit être donnée à l'exploitation des mines domaniales de la Sarre. L'Etat devra-t-il exploiter par lui-même, comme il exploite la fabrication des allumettes, des tabacs et de la poudre ? Devra-t-il, au contraire, céder ses droits à un tiers comme le traité de Versailles lui en confère la faculté ? Ou bien est-ce à une solution mixte qu'il convient de recourir : régie intéressée ou office, comme le propose le Gouvernement ?

La cession pure et simple au profit d'un tiers parait impossible. A défaut d'autres raisons, le rôle que le traité de Versailles impose à la France dans la région de la Sarre interdit d'y songer.

L'exploitation directe par l'Etat, plus conforme, dans le cas présent, à ses devoirs et à ses intérêts politiques, ne manquerait pas cependant de soulever de sérieuses objections. On a coutume de condamner irrémédiablement l'exploitation de l'Etat. L'Etat, dit-on, est

un déplorable industriel et un piètre commerçant. Ses méthodes soumettent tous les rouages de l'entreprise à un formalisme aveugle qui abolit toute énergie individuelle. La dispersion des efforts, généralement mal coordonnées, et le défaut d'intérêt personnel, étouffent toute initiative, toute velléité de progrès. La comptabilité, dont ce n'est pas ici le lieu d'examiner le mérite au point de vue de nos finances publiques, est incompatible avec les nécessités commerciales ou industrielles. Pour n'en dire qu'un mot, les principes d'annualité et d'unité budgétaires interdisent tout programme de travaux dépassant l'année, toute constitution de réserves et d'amortissement, obligent l'Etat à mêler toutes ses entreprises, cependant si diverses, et, d'autre part, l'absence de tout compte de profits et pertes l'empêche de suivre la marche et de contrôler les résultats de l'entreprise. Enfin, une hiérarchie compliquée supprime toute responsabilité effective ou la relègue si haut que les erreurs ou les fautes demeurent, en fait, dépourvues de sanction. Or, sans énergie directement intéressée au succès de l'affaire, sans chef directement responsable, toute entreprise industrielle est fatalement vouée à l'échec.

Ces critiques, qui puisent leur force démonstrative dans de nombreux exemples, ne sont certes pas dénuées de vérité. Mais, à examiner les choses de près et objectivement, il est facile de se rendre compte que le mal réside beaucoup moins dans la personnalité même de l'Etat que dans les méthodes fâcheuses employées jusqu'ici par lui et dont il n'est pas interdit de penser qu'il puisse se défaire.

La dispersion de l'anonymat irresponsable de l'énergie directrice, l'absence de tout intérêt pécuniaire, compensateur des responsabilités éventuelles, le réseau de règlements primés, la comptabilité publique en matière d'entreprises industrielles : tout ce maquis administratif où sombre la bonne volonté d'un corps de fonctionnaires dont on ne peut trop louer, en dehors de sa valeur morale, la compétence et d'une façon générale la hauteur de vue, est-il donc inhérent à la personnalité de l'Etat ? Quelle considération pourrait empêcher l'Etat de se séparer de ces méthodes qu'aucune industrie n'accepterait pour elle, d'emprunter aux entreprises privées leur mécanisme souple, pratique et réalisateur ? Pourquoi, rajeunissant ses méthodes, faisant échapper ses entreprises industrielles et commerciales aux exigences impossibles de la comptabilité publique, donnant à ceux qui ont la charge de les diriger l'indépendance et l'autorité nécessaire, la responsabilité personnelle et l'intérêt pécuniaire qui en est la juste contre partie, ne ferait-il pas ce que tant d'établissements de banque

ou de métallurgie, souvent plus importants que bien des Ministères, accomplissent au mieux des intérêts qu'ils représentent ?

Sans doute, l'Etat ne saurait jamais avoir la même hardiesse de conception, le même goût du risque, que les particuliers, et il ne conviendrait pas qu'il y prétende, quels qu'en puissent être parfois les conséquences fécondes et les résultats merveilleux. Cette considération doit suffire, ajoutons-le, à défaut de bien d'autres d'une importance sociale plus grande encore, pour qu'on ne soit pas tenté d'élargir démesurément son activité industrielle et de la substituer en toute occasion aux activités privées.

Mais comment ne chercherait-on pas, ainsi qu'il est possible de le faire, à améliorer les vieux errements administratifs partout où l'Etat se trouve appelé à gérer une entreprise industrielle, qu'il s'agisse de monopoles fiscaux, légitimés par la nécessité de procurer au Trésor des ressources importantes, ou d'entreprises de nature particulière dans lesquelles soit le principe supérieur de la sécurité nationale ou de l'organisation politique, comme les postes, télégraphes et téléphones par exemple, soit des circonstances spéciales, comme dans le cas des mines domaniales de la Sarre, commandent le contrôle et l'exploitation partielle ou complète de l'Etat ?

Dans le cercle ainsi restreint de son activité industrielle, l'Etat, dépouillant le vieil homme, s'adaptant aux réalités de la vie et aux nécessités modernes, peut devenir, il est permis de l'affirmer, un bon commerçant et un bon industriel.

Les formes de cette activité renouvée devront nécessairement varier suivant la nature de l'entreprise et l'étendue du contrôle qu'elles exigent de la part de l'Etat, tant au point de vue de ses finances que de ses intérêts politiques.

Elles semblent exclure, à vrai dire, la gestion directe de l'Etat par ses départements ministériels ; la régie intéressée, l'Office doué d'une large autonomie financière et administrative sont les plus faciles à concevoir.

Il faut également accorder une mention toute particulière à celle qu'a suggérée un membre de la Commission, M. Thoumyre, et qui, pour n'avoir été mise en œuvre jusqu'ici que d'une manière exceptionnelle dans certains Etats étrangers, n'en présente pas moins de précieux avantages. Notre honorable collègue prévoyait, pour l'exploitation des mines domaniales de la Sarre, la constitution d'une société à forme commerciale, absolument identique aux sociétés anonymes telles qu'elles sont régies par les lois françaises,

Dans cette conception, l'Etat, propriétaire d'un domaine minier, d'une industrie, d'un commerce, se trouve dans la même situation qu'un particulier et doit chercher à exploiter cette portion de son patrimoine, comme le ferait tout autre propriétaire, industriel, ou commerçant.

L'Etat fera donc apport à une société du fonds de l'industrie ou de certains droits, comme en matières de mines, de canaux, de houille blanche, en échange de quoi des actions d'apport ou de jouissance lui seront attribuées.

L'Etat pourrait aussi bien placer ses capitaux et devenir souscripteur d'actions dans toute société quand la nécessité d'un droit de regard, ou même l'intérêt d'un placement fructueux lui conseillent son entrée dans l'affaire. Propriétaire de biens mobiliers, il pourrait aussi bien posséder des valeurs mobilières.

Il n'est pas interdit de penser que cette conception économique dans laquelle l'Etat associerait son activité et ses biens propres à l'activité et aux biens privés doive devenir, dans un avenir plus ou moins proche, la règle, du moins pour les entreprises de l'Etat à caractère nettement industriel, qu'il s'agisse des tabacs, des allumettes, des manufactures de tapis ou de porcelaine, qu'il s'agisse de mines ou de canaux, de concessions de houille blanche ou de tous autres biens touchant aux intérêts de la nation.

Telles sont Messieurs, les considérations générales auxquelles nous aurons à nous référer dans l'examen du projet de loi déposé par le Gouvernement.

Ce projet dont le but est d'assurer l'exploitation des mines domaniales de la Sarre, au moyen d'un organisme spécial, dénommé Office, semblait, aux termes de l'exposé des motifs dont il se recommande, vouloir s'inspirer des idées de progrès administratif auxquelles l'opinion publique, depuis de nombreuses années, attache la plus grande faveur.

L'établissement public qu'il s'agissait de créer devait être doté de la personnalité civile et jouir « de la plus large autonomie financière et administrative, afin d'être placé dans des conditions industrielles et commerciales aussi avantageuses pour sa prospérité que celles d'une entreprise privée ». L'exposé des motifs prenait soin d'ajouter qu'il faudrait bien se garder de suivre dans la Sarre les errements de l'Etat prussien qui confiait la direction des mines fiscales à des fonctionnaires d'Etat, « conception néfaste pour le développement et la prospérité d'une entreprise industrielle, surtout dans le cas d'une

exploitation minière ». Les procédés de l'industrie devaient être résolument adoptés, tant au point de vue commercial que technique, et, pour cela, il fallait que le conseil d'administration de l'Office eût une grande indépendance et des pouvoirs « en tous points comparables à ceux du conseil d'administration d'une société minière privée ».

Il n'y a rien à reprendre dans l'énoncé de ces idées directrices ; elles rentrent, en effet, très exactement dans la politique nouvelle que veut voir adopter le pays et pour laquelle la Chambre, au cours de la législature actuelle, a déjà marqué plusieurs fois ses préférences.

Rompre avec les règles surannées qui enserrant l'activité économique de l'État dans un réseau de règlements léthargiques où toute initiative est étouffée ; abolir ce régime anémiant, dont se plaignent les meilleurs serviteurs de l'État, qui supprime ou empêche toute velléité de progrès, et qui aboutit à ce marasme économique dont la plupart de nos industries publiques sont atteintes, ouvrir toutes grandes les portes de nos administrations d'État, y faire pénétrer le souffle vivifiant du dehors, habituer nos fonctionnaires à l'esprit de recherche et d'émulation, aux solutions souples, pratiques et fécondes, émanciper ces hommes d'élite dont la valeur intellectuelle ne le cède en rien à la valeur morale, leur donner le goût, sinon de la hardiesse, au moins de l'entreprise, les mettre à l'aise devant d'éventuelles responsabilités compensées par la juste rémunération de leurs efforts et de leurs succès, faire d'eux, en un mot, de véritables industriels et commerçants quand on leur confie des industries et des commerces ! N'est-ce pas introduire dans ceux de nos rouages administratifs qui en ont le plus besoin un peu de bon sens et de simple vérité ?

Cette rénovation de la routine et de l'esprit bureaucratique dans toutes les sphères d'activité industrielle de l'État était certes de nature à plaire à votre Commission qui ne pouvait y trouver qu'une source de progrès.

Malheureusement, la satisfaction qu'elle en éprouvait a été vite déçue par la rédaction du projet lui-même dont les dispositions vont exactement au rebours des principes sur lesquels il devait être basé.

L'indépendance de l'Office, son autonomie administrative et financière, la liberté d'action de son conseil d'administration, les procédés vraiment commerciaux annoncés comme devant être la règle de sa gestion, tout cela disparaît devant un absolutisme rigide et autoritaire qui met aux mains du Gouvernement l'entière direction des charbonnages.

En effet, l'article premier dispose que l'Office est placé sous l'autorité du Ministre chargé des mines ; l'article 4 que le budget, préparé par le conseil d'administration, doit être approuvé par ce même Ministre. Aux termes de l'article 3, le caissier, nommé par décret sur le rapport du Ministre des Finances et du Ministre chargé des mines, est soumis aux vérifications de l'inspection des finances et à la juridiction de la Cour des comptes ; c'est donc la comptabilité publique, avec tout ce qu'elle comporte d'anti-industriel, qui demeure applicable. Enfin, le conseil d'administration, composé presque exclusivement de fonctionnaires représentant les départements ministériels intéressés, neuf sur quinze, est soumis étroitement, dans tous les actes de sa gestion, non pas au contrôle, mais à l'autorité souveraine du Gouvernement. Il n'est plus qu'un simple bureau chargé d'élaborer des propositions et d'exécuter en retour les ordres qu'il reçoit.

C'est donc, en résumé, le Ministre chargé des mines, auquel s'adjoint son collègue des Finances dans tous les cas où la Trésorerie est intéressée, qui doit diriger de son fauteuil du boulevard Saint-Germain l'extraction du charbon de la Sarre, et c'est sur les épaules de ce Ministre, qui relève seulement du Parlement, que résidera la responsabilité de toute cette énorme entreprise.

Or, s'il est exact que la continuité de vues est un élément indispensable de succès dans une entreprise industrielle, comment pourrait-on assurer cette continuité avec un Ministre chargé de la direction supérieure de l'exploitation, quand ce Ministre est exposé à ne pas conserver son portefeuille et à céder la place à un successeur qui pourra vouloir introduire des modifications profondes dans les directives précédemment suivies ! La stabilité nécessaire au succès de l'entreprise ne pourra être obtenue que si la direction appartient à un conseil d'administration auquel il soit permis de suivre avec persévérance une politique économique et technique déterminée.

Votre Commission, Messieurs, a été unanime à penser qu'elle ne pouvait accepter ce projet. Elle s'en ouvrit au Ministre de la Reconstitution industrielle d'alors, l'honorable M. Loucheur, qui apporta la meilleure grâce à reconnaître les défauts du projet de loi et accepta aussitôt le principe de son remaniement.

Votre Commission décida donc d'entreprendre l'étude de modifications importantes. Plusieurs de ses membres se rendirent préalablement à Sarrebruck où ils furent à même d'étudier sur place avec les très distingués représentants des départements intéressés, direc-

teur général, ingénieurs des mines domaniales et inspecteurs des finances, quelles pouvaient être les nécessités de l'exploitation très spéciale de cette importante affaire.

Dès le mois de février le principe d'une société anonyme, à laquelle le Ministre chargé des mines serait autorisé à apporter les mines domaniales de la Sarre en échange d'actions d'apport, fut décidé. Un capital en numéraire, équivalant au fonds de roulement nécessaire devait être mis en souscription, et l'importance de l'apport des mines était telle que l'État, dans la société nouvelle, était appelé à demeurer le maître absolu de leur exploitation. Dans la pensée de votre Commission cette solution, la plus hardie sans doute, en tous cas la plus commerciale et la plus souple, était celle qui devait le mieux convenir à l'exploitation d'une mine de charbon, comme, d'une façon générale, à toute entreprise d'État complètement industrielle.

Ce projet, mis sur pied et étudié dans les plus grands détails, rencontra une vive opposition dans les Départements ministériels intéressés qui demandèrent, avec la plus grande insistance, que la forme de l'Office fut maintenue dans une forme très voisine de celle qu'il revêtait le projet gouvernemental.

Les objections présentées ne parurent pas toutes pouvoir être éliminées, et, après avoir maintenu sa manière de voir en ce qui concerne le principe de la société anonyme et la nécessité de conférer la plus large autonomie financière et administrative à tout organisme, quel qu'il fut, chargé de l'exploitation des mines, votre Commission accepta cependant l'idée que, durant les quinze années pendant lesquelles le Traité de paix a créé une situation provisoire, ce serait un Office, mais un Office vraiment indépendant et soumis seulement au contrôle du Gouvernement, qui aurait à gérer les mines domaniales de la Sarre.

Le Gouvernement conservera ainsi, pendant ce laps de temps, comme il y tenait essentiellement, l'absolue maîtrise, dégagée de toute contingence extérieure, dans l'inspiration sinon dans la direction même de l'entreprise.

Mais cette situation ne pouvait se prolonger au-delà des quinze années prévues par le Traité de paix, et votre Commission a voulu que, par la loi même dont le projet vous est présenté, les bases de la société anonyme et le principe de sa constitution à l'expiration de ces quinze années fussent, dès à présent arrêtés. Il parut seulement préférable, étant donné le laps de temps assez long qui devait s'écou-

ler avant la constitution de la société, de s'en tenir à l'énoncé sommaire et substantiel de ces principes, en laissant à un règlement d'administration publique le soin d'arrêter, au moment voulu, dans tous leurs détails, les futurs statuts de la société.

Le projet modifié que nous avons l'honneur de proposer à vos délibérations a fait l'objet de longues négociations avec les trois départements ministériels intéressés et de nombreux remaniements. Votre Commission s'est assurée qu'il avait, en sa forme actuelle, l'entier agrément du Gouvernement.

Ce projet comporte deux parties très distinctes :

Dans la première, il est créé un Office placé sous le contrôle, et non plus sous l'autorité, du Ministre chargé des mines. Cet Office a pour objet de gérer les mines domaniales de la Sarre qu'il devra exploiter directement par lui-même. Toutefois, les amodiations actuellement consenties pourront être maintenues. Elles ne sont ni nombreuses, ni importantes.

D'autre part, et à titre tout à fait exceptionnel, l'Office pourra amodier certains gisements qui se trouvent à la fois éloignés de son exploitation et rapprochés, au contraire, d'exploitations contiguës, notamment d'exploitations françaises situées en bordure du bassin de la Sarre.

Le Conseil d'administration est composé de seize membres, nommés par le Ministre chargé des mines, dont huit au titre de représentants des Départements ministériels intéressés, les huit autres devant être choisis parmi les consommateurs de houille, les membres des chambres de commerce intéressées, les exploitants ou anciens exploitants de mines de houille, les ouvriers ou anciens ouvriers de mines de houille. Il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion de l'Office, établit lui-même le budget annuel de l'exploitation, le Ministre compétent n'ayant d'autres droits que celui de présenter les observations qu'il juge nécessaires sans que ces observations s'imposent obligatoirement au Conseil d'administration.

Il n'est fait d'exception à cette règle que pour les installations nouvelles tendant à développer la production, et qui nécessitent l'investissement de capitaux importants, pris en dehors du fonds de roulement habituel. Dans ce cas, l'autorisation des Ministres intéressés devient nécessaire. C'est ce qui se passe dans toutes les sociétés où l'assemblée des actionnaires est appelée à donner son assentiment quand il s'agit d'affecter à des travaux nouveaux ou exceptionnels des capitaux frais ou prélevés sur les bénéfices nets.

Dans le même ordre d'idées l'article 5 dispose que c'est le Ministre chargé des mines, après avis du Ministre des Finances, qui détermine, sur la proposition du conseil d'administration, les prélèvements à effectuer sur le solde créditeur du compte de profits et pertes, c'est-à-dire sur les bénéfices nets, pour constituer les amortissements industriels correspondants à la dépréciation normale des installations et pour assurer la formation d'un fonds de réserve minimum. Tous autres prélèvements destinés soit à une augmentation du fonds de roulement, soit à la constitution de réserves spéciales en vue de travaux neufs ne pourront être autorisés que sur l'avis conforme du Ministre des Finances; un décret contresigné par le Ministre chargé des mines et le Ministre des Finances déterminera le taux de la participation aux bénéfices alloués aux divers organes ayant concouru à la production.

Cette participation, dont votre Commission a voulu faire une règle impérative, est allouée au conseil d'administration, à la direction, aux chefs de services et ingénieurs, et aux œuvres de prévoyance concernant le personnel ouvrier, en sus des sommes déjà affectées sur les frais généraux aux œuvres de même nature. Elle est répartie par le conseil d'administration.

Le surplus du produit net de l'exploitation doit être versé au Trésor public.

Le projet mentionne expressément, sous l'article 7, que les règles de la comptabilité publique ne sont pas applicables à l'Office, « qui tient ses écritures, effectue ses recettes et ses paiements dans les formes régies par les lois et usages du commerce. » C'est là une disposition essentielle, indispensable à toute gestion industrielle et dont le défaut a considérablement gêné la direction des mines de la Sarre, depuis le début de son exploitation, aussi bien dans l'établissement de son programme de travaux, que dans la conclusion de ses marchés avec les fournisseurs de matériel.

De même que le conseil d'administration est maître de sa gestion, sous le seul contrôle du Ministre chargé des mines, de même il est le seul maître de ses comptes, qu'il a toute autorité pour arrêter, une commission nommée par le Ministre des Finances ayant seulement un droit de contrôle et la possibilité de faire parvenir au conseil d'administration, par le Ministre dont elle relève, toutes observations reconnues utiles.

Si le conseil d'administration peut se réunir à Paris, où se trouve le siège social, il a été expressément prévu qu'il était représenté à

Sarrebrück par un directeur général, auquel il a le droit de déléguer tout ou partie de ses pouvoirs. Il est assurément à souhaiter qu'il use de cette délégation dans la plus large mesure.

L'article 8 prévoit que l'Office pourra émettre un certain nombre d'obligations. Cette émission a un double but. Elle doit, d'une part, procurer à l'État les ressources dont il a un si grand besoin en ce moment, notamment dans les régions dévastées et qu'il est naturel de chercher dans les biens livrés par l'Allemagne, en réparation de ses déprédations. L'État monnayera ainsi, pour les besoins de sa trésorerie, une partie de la valeur des mines domaniales entrées dans son patrimoine.

C'est un moyen de fortune qu'il n'est sans doute pas désirable de lui voir employer dans ses entreprises industrielles, mais qui, dans les circonstances actuelles, peut être admis.

D'autre part, l'Office devra retenir sur cette émission d'obligations les sommes nécessaires pour constituer son fonds de roulement, ainsi que pour assurer le complément du matériel ou l'extension de l'exploitation qui seront jugés indispensables.

On peut signaler à ce propos que les Allemands, qui ne se souciaient pas de donner un grand développement aux mines de la Sarre, n'avaient qu'un stock d'approvisionnement et un matériel absolument insuffisants. D'autre part, l'augmentation de production qui est si désirable ne pourra être que très lente, en la supposant même possible, tant que ne se seront pas accrues les installations des mines, et, en particulier, les maisons ouvrières destinées à fixer le nombre d'ouvriers nécessaires dans la Sarre où il y a une très grande pénurie de logements. Or, il faut compter sur une dépense approximative de 80.000 francs pour un accroissement annuel de la production de 1.000 tonnes de charbon. Les mines ne pourraient donc rien faire de sérieux, si elles ne disposaient rapidement de capitaux importants.

Le quantum de cette émission dépendra nécessairement de la valeur des mines domaniales de la Sarre, telle qu'elle doit être fixée par la Commission des réparations. Il est indiqué, toutefois, dans le projet, que sur le montant de cette valeur il devra être réservé une somme de deux cents millions de francs qui ne pourra être comprise dans cette première tranche d'obligations dont le produit est destiné au Trésor public, sous la seule déduction des sommes nécessaires à la constitution du fonds de roulement de l'Office. Cette somme de deux cents millions de francs, constituant le capital que l'État laisse

investi dans les mines dont elle sera le point de départ de la fixation de ses intérêts, lors de la constitution de la société anonyme prévue par le projet.

Une seconde tranche d'obligations est prévue qui ne pourra être affectée qu'à l'extension de l'exploitation ou à l'augmentation du matériel, c'est-à-dire à l'accroissement de la valeur de la mine, de telle sorte que l'apport de l'Etat, lors de la constitution de la société, restera égal au minimum de deux cents millions de francs prévu.

L'article 8 du projet prévoit que les conditions de cette émission d'obligations seront déterminées par un décret. Il pourra paraître utile qu'une priorité de souscription soit réservée aux personnes morales telles que les chambres de commerce, les caisses d'épargne, les communes ou départements des régions intéressées, qui seront appelées, au moment de la constitution de la société anonyme, à devenir les actionnaires de l'entreprise. C'est une des modalités accessoires que pourra instituer le décret.

Nous arrivons maintenant à la seconde partie du projet, tel qu'il a été remanié par votre Commission. On y prévoit qu'à l'expiration du délai de quinze ans à compter de la mise en vigueur du Traité de paix de Versailles, le Ministre chargé des mines devra constituer une société anonyme pour continuer, au lieu et place de l'Office, l'exercice des droits reconnus à la France. C'est une obligation qui est ainsi imposée au Ministre et l'exploitation des mines domaniales ne pourra être continuée par l'Etat Français que sous la forme de la société anonyme dont les conditions essentielles sont ensuite tracées.

Votre Commission a tenu tout d'abord à poser le principe que cette société serait régie par le droit commun, sauf les cas exceptionnels où la loi y aurait nécessairement dérogé.

Elle a pensé également nécessaire d'inscrire dans la loi le principe de la participation des ouvriers au bénéfice net de l'exploitation qui a été prévue par la loi du 26 avril 1917.

C'est assurément le moindre pas que puisse actuellement faire l'Etat dans la voie du progrès social, alors qu'une évolution plus profonde se prépare et doit modifier, dans un avenir plus ou moins prochain, l'équilibre instable des forces antagonistes, et cependant conciliables, qui s'opposent encore dans le travail humain.

Enfin, vous trouverez, Messieurs, dans le projet des dispositions essentielles qu'il était nécessaire de prévoir, soient qu'elles aient été d'ores et déjà précisées, soit qu'elles fassent seulement l'objet d'un renvoi, sur une base déterminée, à un règlement d'administration

publique. Ce sont notamment celles qui ont trait à la nature des apports que le Ministre, chargé des mines, est autorisé à faire à la société anonyme, à la souscription des actions de numéraire qui pourra être réservée, en tout ou en partie, aux personnes morales intéressées à la consommation du charbon, c'est-à-dire aux chambres de commerce, aux caisses d'épargne, aux communes ou départements des régions intéressées.

Il n'a pas paru possible, à quinze ans de distance, d'entrer dans de plus amples précisions. Ce sera au Conseil d'État, auquel nous vous demandons de déléguer ce pouvoir, à compléter, d'après les indications que vous lui aurez données, la base des statuts que le Ministre, chargé des mines, devra signer au moment de la constitution de la société anonyme.

Si vous adoptez, Messieurs, cette seconde partie du programme remanié, que votre Commission a été heureuse de pouvoir faire accepter par le Gouvernement, vous aurez introduit dans notre droit public une innovation des plus intéressantes.

L'Etat français a un rôle considérable comme industriel ; on a évalué à plus de 3 milliards les dépenses annuelles qu'il effectuait dans ses diverses entreprises, et on sait quelle en est la diversité. L'Etat est fabricant de poudre, d'allumettes, de tabacs, de monnaies et médailles, d'aéroplanes, de navires, de porcelaines, de tapisseries. Il est entrepreneur de poste, télégraphe et téléphone, de chemins de fer, de constructions ; il est banquier, assureur, imprimeur, éditeur, métallurgiste, éleveur de chevaux, agriculteur, exploitant de forêts, maître de pensions, marchand d'eaux minérales, etc.

Mais, dans ces professions diverses et considérables, il n'a aucune comptabilité qui lui permette de connaître, pour chacune d'elles distinctement, son capital, son prix de revient, de contrôler ses matières premières ou ses objets manufacturés, de voir clair dans la marche de ses affaires. Il ne fait ni amortissements, ni réserves, n'établit ni inventaire, ni compte de profits et pertes, ni bilan, ne veut connaître ni le rendement de sa main-d'œuvre, ni le pourcentage de ses frais généraux, ni son bénéfice net ; il ne cherche ni les économies possibles, ni les dépenses productives, source de richesses nouvelles ; il ne choisit ni ne récompense ses collaborateurs suivant leur puissance de production. Il semble qu'il soit indifférent aux résultats de ses entreprises, et cela s'explique par le fait qu'il est complètement étranger à l'esprit des affaires.

Nous vous demandons, Messieurs, à l'occasion d'une entreprise

charbonnière, d'apporter un changement radical dans ces errements périmés, de donner le signal d'une rénovation nécessaire dans l'organisation administrative des industries de l'Etat.

Si vous acceptez les propositions de votre Commission, vous n'aurez pas seulement constitué sur de fortes bases l'exploitation des mines domaniales de la Sarre, mais il est également permis d'espérer que vous aurez ainsi préparé la transformation successive des entreprises industrielles ou commerciales de l'Etat, pour les faire entrer dans la voie du progrès moderne et des réalisations productives.

Nous vous demandons donc, Messieurs, de vouloir bien sanctionner de vos votes le projet suivant :

Projet de loi

Article premier

Il est créé un Office des mines domaniales de la Sarre pour l'exercice des droits reconnus à la France par la section IV du Traité de paix de Versailles du 28 juin 1919.

Cet Office est placé sous le contrôle du Ministre chargé des mines.

Il a pour objet de gérer les mines de houille appartenant au domaine privé de l'Etat français, dans le territoire du bassin de la Sarre défini par l'article 48 du traité de paix.

A cet effet, l'Office exploitera directement ces mines et leurs annexes et dépendances. Toutefois, les amodiations de gisements houillers, consenties au moment de la promulgation de la présente loi, pourront être maintenues. L'Office pourra, en outre, amodier les parties de gisements susceptibles d'être mises en valeur par les exploitations houillères contiguës aux mines domaniales de la Sarre, mais seulement après y avoir été autorisé par décret rendu sur la proposition du Ministre chargé des mines, après avis du Comité consultatif des mines.

Il pourra participer à toutes entreprises présentant un intérêt pour le développement de l'exploitation de ces mines après y avoir été préalablement autorisé par décret rendu sur le rapport du Ministre chargé des mines et du Ministre des Finances, après avis du Conseil général des mines.

Art. 2

A dater de la promulgation de la présente loi l'Office prendra possession des mines énoncées par l'article premier, avec leurs

annexes et dépendances, et des avances en cours, créances à recouvrer, créances à payer, et, d'une façon générale, tout l'actif et le passif existant à la date de la promulgation de la présente loi.

Les avances faites aux mines domaniales de la Sarre par le Trésor public en vertu de la loi du 28 octobre 1919, ensemble les intérêts de ces avances dont le taux est fixé à 5 0/0 l'an, ainsi que toutes autres avances qui seraient consenties à l'Office en vertu de l'article 8 ci-après seront remboursées par lui au Trésor public sur le produit de l'exploitation, ainsi qu'il sera dit à l'article 5 ci-après.

Art. 3.

L'office des mines domaniales de la Sarre est un établissement public français possédant la personnalité civile et l'autonomie financière. Il a son siège à Paris.

L'office est administré par un conseil d'administration de seize membres, nommés par le Ministre chargé des mines, et choisis respectivement : huit membres au titre de représentants des Départements ministériels intéressés ; quatre membres parmi les consommateurs de houille et les membres des chambres de commerce intéressées, deux parmi les exploitants ou anciens exploitants de mines de houille, et deux parmi les ouvriers ou anciens ouvriers de mines de houille.

Des membres suppléants pourront être désignés dans les mêmes formes et dans la même proportion.

Le conseil d'administration est renouvelé tous les ans par quart. Les membres sortants peuvent être renommés.

Le président du conseil d'administration est désigné par le Ministre chargé des mines. En cas de partage dans les délibérations du Conseil d'administration sa voix est prépondérante.

Le conseil d'administration est représenté à Sarrebruck par le directeur général des mines de la Sarre, qui est nommé, sur la proposition du conseil d'administration, par un décret rendu sur le rapport du Ministre chargé des mines.

Art. 4.

Sauf les exceptions prévues par la présente loi, le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion de l'Office, notamment en ce qui concerne la nomination, la révocation et le statut de tous agents, les dépenses générales, les achats et ventes de biens, meubles et immeubles nécessaires à l'exploitation de la

mine ; il engage et suit devant les juridictions civiles et commerciales, lesquelles sont déclarées compétentes dans les termes du droit commun, toutes actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant.

Il délègue tout ou partie de ses pouvoirs au directeur général.

Il établit pour chaque exercice annuel un état de prévisions de recettes et dépenses qu'il adresse, trois mois au moins avant le commencement de l'exercice, au Ministre chargé des mines, lequel présentera ses observations, s'il y a lieu, dans le délai de deux mois.

Le Conseil rend compte au Ministre de toute modification qu'il serait obligé d'apporter au cours de l'exercice à ses prévisions.

Le programme des installations nouvelles tendant à développer la production, et le montant à leur affecter chaque année, devront être autorisés par le Ministre chargé des mines, d'accord avec le Ministre des Finances.

Il dresse des états de situation semestriels qu'il adresse au Ministre chargé des mines.

Art. 5.

Sur la proposition du Conseil d'administration, et après avis du Ministre des Finances, le Ministre chargé des mines détermine les prélèvements à effectuer sur le solde créditeur du compte de profits et pertes en vue de pourvoir aux charges obligatoires et aux amortissements industriels correspondant à la dépréciation normale des installations. Un prélèvement de 5 0/0 du solde restant sera affecté à la formation d'un fonds de réserve.

Tout prélèvement destiné à une augmentation du fonds de roulement ainsi que toute constitution de réserve spéciale, notamment en vue de travaux neufs, pourront être autorisés, par le Ministre chargé des mines après avis conforme du Ministre des Finances.

Un décret contresigné par le Ministre chargé des mines et le Ministre des Finances déterminera le taux de la participation aux bénéfices allouée, sur le produit net de l'exploitation, au conseil d'administration, à la direction, aux chefs de services et ingénieurs ainsi qu'aux œuvres de prévoyance concernant le personnel ouvrier pour parfaire les sommes déjà affectées sur les frais généraux aux œuvres de même nature.

Ces divers prélèvements seront répartis par le Conseil d'administration.

Le surplus du produit net de l'exploitation sera versé au Trésor public et affecté en premier lien au remboursement des avances dont il a été parlé à l'article 2 ci-dessus.

Le compte des recettes et des dépenses, ainsi que les rapports du Conseil d'administration et de la Commission de contrôle financier sont publiés chaque année au *Journal officiel*.

Art. 6.

Chaque année, le conseil d'administration rend compte de sa gestion au Ministre chargé des mines et au Ministre des Finances. A cet effet, il leur présente, avant le 1^{er} avril, un rapport auquel sont joints un inventaire, le compte de profits et pertes, le bilan de l'année précédente.

Les comptes, ainsi présentés, sont soumis à la vérification d'une commission de contrôle financier, nommée par le Ministre des Finances. Toutes pièces ou documents nécessaires à l'exercice de ce contrôle doivent être mis sur place à la disposition des membres de la commission, sur simple demande adressée par eux aux chefs de services compétents.

La commission de contrôle financier adresse un rapport au Ministre des Finances qui présente, s'il le juge utile, au plus tard le 1^{er} juillet, des observations au conseil d'administration, lequel arrête ensuite les comptes d'une façon définitive le 1^{er} août au plus tard.

Art. 7.

Un caissier général, nommé sur la proposition du conseil d'administration, par un décret rendu sur le rapport du Ministre des Finances et du Ministre chargé des mines, est préposé à toutes opérations de recettes et de dépenses de l'Office. Sa gestion est soumise aux vérifications de l'inspection des finances.

Les règles générales de la comptabilité publique ne sont pas applicables à l'Office qui tient ses écritures, effectue ses recettes et ses paiements dans les formes régies par les lois et usages du commerce.

Art. 8.

Des obligations, hypothécaires ou non, amortissables, dans un délai ne dépassant pas cinquante années, pourront être émises par l'Office, en vertu d'un décret contresigné par le Ministre des Finances et le Ministre chargé des mines, à concurrence de :

1° Une somme qui ne pourra excéder les trois quarts de la valeur des mines domaniales de la Sarre, telle que cette valeur sera fixée par la Commission des réparations, sans toutefois que le surplus de cette valeur, non employé en obligations, puisse être inférieur à 200 millions de francs.

Le produit de cette émission sera versé par l'Office au Trésor public.

2° Les sommes reconnues nécessaires pour faire face, concurremment avec les réserves prévues à l'article 5 ci-dessus, à l'extension des exploitations et établissements gérés par l'Office ou à l'augmentation de leur matériel.

L'intérêt et l'amortissement des obligations sont garantis par l'Etat français. Le taux de l'emprunt, l'époque et les conditions de l'émission, le mode d'amortissement et les autres conditions de l'emprunt sont déterminés par un décret rendu sur la proposition du conseil d'administration de l'Office et sur le rapport du Ministre des Finances et du Ministre chargé des mines.

Le Ministre des Finances peut faire à l'Office des mines domaniales de la Sarre, en attendant la réalisation des émissions autorisées, des avances sur les ressources de la Trésorerie jusqu'à concurrence du maximum autorisé par la loi des finances. Il fixe le taux d'intérêt de ces avances.

Les obligations pourront être employées pour les placements, remploi ou cautionnements visés par la loi du 16 septembre 1871.

Il sera créé entre les porteurs des obligations prévues par le présent article, une société civile dans les termes du droit commun.

En cas de dissolution de l'Office, l'actif sera affecté, s'il y a lieu, jusqu'à due concurrence au remboursement anticipé des obligations.

Art. 9.

Un règlement d'administration publique déterminera toutes les mesures nécessaires à l'application des articles qui précèdent.

Art. 10.

Avant l'expiration d'un délai de 15 ans à compter de la mise en vigueur du Traité de paix de Versailles du 28 juin 1919, et si l'Office créé par les précédents articles n'est pas dissous, le Ministre chargé des mines devra constituer une société anonyme à participation ouvrière pour continuer au lieu et place de l'Office l'exercice des droits reconnus à la France par la section IV dudit Traité de Paix.

Art. 11.

Cette société sera régie par les dispositions du **Traité de Paix** et par le droit commun, quand il n'y est pas dérogé par la présente loi, et notamment par la loi du 24 juillet 1867, modifiée par la loi du 22 novembre 1913 et la loi du 26 avril 1917 sur les sociétés anonymes à participation ouvrière.

Art. 12.

Le Ministre chargé des mines apportera à la Société, au prix qu'il déterminera et qui sera payé en actions libérées, la concession pour quatre-vingt-dix-neuf années des mines de charbon du bassin de la Sarre, éventuellement de tous gisements du bassin de la Sarre qui seraient ultérieurement découverts, des dépendances de ces mines énumérées par le paragraphe 3 de l'annexe du **Traité de paix**, de toutes redevances à provenir des gisements déjà amodiés, ainsi que de tous les droits éventuels sur ces gisements au cas où ils deviendraient libres.

Les stocks, marchés en cours, créances à recouvrer, grevées ou non de créances à payer, et d'une façon générale tout l'actif et le passif mobiliers de l'Office, existant lors de l'apport des mines domaniales à la Société, pourront être cédés à cette dernière aux conditions déterminées par le Ministre chargé des mines.

Art. 13

Un règlement d'administration publique établira, d'après le droit commun et les usages en matière commerciale, en ce qu'ils n'ont rien de contraire à la présente loi, et après avis du comité consultatif des mines, les statuts de la Société.

Ce règlement fixera notamment le nombre et l'importance des actions de numéraire dont il pourra réserver la souscription en tout ou en partie aux personnes morales intéressées à la consommation du charbon de la Sarre, les modalités de l'aliénation de ces actions et des actions d'apport pour lesquelles un droit de préemption sera réservé au profit des actionnaires. Il fixera, en outre, la publicité à laquelle devront être soumis annuellement le rapport du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, le bilan et le compte de profits et pertes.

ANNEXE

Texte des amendements déposés (Application de l'article 86 du Règlement)

Amendement n° 1, présenté le 13 janvier 1920 par MM. BOISSARD et CHARLOT, députés.

Art. 2

Remplacer le texte du deuxième paragraphe de cet article par le suivant :

« L'Office est administré par un conseil d'administration de quinze membres.

« Cinq de ces membres seront désignés par les Départements ministériels intéressés.

« Les dix autres seront nommés par le Ministre chargé des mines, savoir :

« (A) Cinq parmi les techniciens ou chefs d'industries choisis sur une liste de dix candidats désignés par la réunion des chambres de commerce, consultées à cet effet, des départements d'Alsace et de Lorraine (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges et Belfort).

« (B) Deux choisis parmi les mineurs ou anciens mineurs sur une liste de quatre noms présentée par le Syndicat des ouvriers mineurs de la Sarre.

« (C) Trois choisis dans les mêmes conditions sur une liste de six noms présentée par la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol. »

Exposé sommaire. — Le conseil d'administration d'une régie industrielle, dans l'intérêt même du développement et de la prospérité de l'entreprise, doit être constitué par une majorité de techniciens et d'administrateurs.

Le projet du Gouvernement prévoit 9 représentants des Départements ministériels, soit 9 fonctionnaires d'Etat.

Le but de l'amendement est de réduire ce chiffre et de donner la majorité dans le Conseil d'administration aux compétences pratiques.

Amendement n° 2, présenté le 13 janvier 1920 par MM. CHARLOT et BOISSARD, députés,

Art. 6

Ajouter après l'avant-dernier paragraphe de cet article un nouveau paragraphe ainsi conçu :

« Sauf cas de force majeure, ces amortissements industriels et ces réserves ne devront pas être inférieurs en moyenne à 5 0/0 de la valeur du matériel et des immeubles à l'inventaire. »

Exposé sommaire. — D'après l'avant-dernier paragraphe dudit article 6, le montant des amortissements et réserves est fixé, en dernier ressort, par le Ministre chargé des mines, d'accord avec son collègue, le Ministre des Finances.

Il est à craindre que, pour des raisons d'ordre purement financier, le Ministre des Finances ait tendance à incorporer aux recettes du budget la totalité ou la presque totalité du produit net de l'entreprise et que la constitution des amortissements et réserves indispensables à une bonne gestion industrielle soit réduite à un pourcentage nul ou insignifiant.

Le but de l'amendement est de fixer un minimum de pourcentage au-dessous duquel le Ministre des Finances ne pourra descendre, sauf, bien entendu, le cas de force majeure.

Amendement n° 3, présenté le 23 janvier 1920 par M. Ernest LAFONT (Loire), député.

Article premier

Rédiger ainsi la 2^e phrase du 3^e alinéa :

« ... A cet effet, l'Office exploitera directement ces mines et leurs annexes et dépendances... »

(Le reste sans changement).

Exposé sommaire. — Le texte proposé par le Gouvernement semble dangereux par son imprécision même. Il peut permettre de livrer à l'industrie privée des richesses importantes du domaine privé de l'Etat sans que le Parlement puisse savoir, même à l'heure actuelle, dans quelles conditions et sous quelle forme interviendraient les contrats, ni quelle serait la durée de la concession présentée par le texte, ou de l'amodiation.

